LES NUMÉRO 7 - PRINTEMPS 2018 CAHIER DE RÉFLEXIONS UT COPU QUES



LES NUMÉRO 7 - PRINTEMPS 2018 CAHIER DE RÉFLEXIONS LA COMPANS DE CAHIER DE RÉFLEXIONS LA COMPANS DE CAHIER DE RÉFLEXIONS DE CA

■ MAI 68, CE N'ÉTAIT QU'UN DÉBUT...



Comité éditorial : Éric Beynel – Annick Coupé – Gaëlle Differ – Julien Gonthier – Gérard Gourguechon –

Christian Mahieux - Théo Roumier Équipe du site www.lesutopiques.org:

Aurélien Boudon - Pascal Bonpain - Guillermo Wolf 31, rue de la Grange-aux-Belles - 75010 Paris

Tél: 01 40 18 44 43 Fax: 01 43 67 62 14 contact@lesutopiques.org

Directeur de publication: Julien Gonthier

Avril 2018

N° ISSN 2491-2<mark>352 ????</mark>

Dépôt légal à parution

Couverture: Étienne Davodeau (www.etiennedavodeau.com)

Correction: Marie-Claude Guignard

Traduction: Giuseppe Mucciante, Nara Cladera et

Gloria Sánchez Reina Mise en pages: M-H Klein Imprimerie: Delta Papiers, Paris

Éditions Syllepse

69, rue des rigoles - 75020 Paris

Tél: 01 44 62 08 89 www.syllepse.net

N° ISBN 978-2-84950-658-5 ????

Sommaire

8	SOUS LA PLAGE, LA GRÈVE / Jacques Kergoat
26	AUX CHÈQUES POSTAUX ET MAI 68 SURVINT! / Gisèle Moulié
40	À CAEN, MAI 68 DÈS JANVIER / Propos recueillis par Solidaires ???
52	MAI 68 À TOURS, SOUVENIRS, SOUVENIRS / Michel Desmars
58	LES CHEMINOTS ET LEURS FÉDÉRATIONS À L'ÉPREUVE DE MAI 68 / Georges Ribeill
72	JEUNESSE DANS LA GRÈVE- MAI-JUIN 1968 AUX USINES RENAULT /Robert Kosmann
82	QUATRE MÉTALLURGISTES DANS MAI 68, JEUNESSE ORDINAIRE / Alain Martinez
92	QUATRE MÉTALLURGISTE DANS MAI 68, FUSION DE DÉSIRS DE RÉVOLTE / Henri Benoist
56	QUATRE MÉTALLURGISTES DANS MAI 68, PETITS SOUVENIRS / Jean-Pierre Guéguen
100	QUATRE MÉTALLURGISTES DANS MAI 68, À BILLANCOURT Et dans le XVIII ^e / Daniel Mothé
106	MAI 68 CHEZ LIP À BESANÇON / Charles Piaget
118	OUVRIÈRE-ÉTABLIE À FLINS / Propos recueillis par Robert Kossman
124	68, VU DE LA MARINE NATIONALE / Daniel Guerrier
134	MAI 68 DANS LE MONDE / Gus Massiah

ALLEMAGNE(S) 68, AVANT ET APRÈS / Willi Hajék

166 LE MAI RAMPANT ITALIEN LOGIQUE DE MOUVEMENT

ET LOGIQUE DE GUERRE / Cosimo Scarinzi

MAI 68 AU SÉNÉGAL / Christian Mahieux, Momar Sall

1 7 6 URUGUAY, HISTOIRE DU FUTUR... 1968 -HIER ET... AUJOURD' HUI? / Ana María Araújo

160 LES ACRATAS DE MADRID / Joan Zambrana

5 ■ LES utopiques 7 SOLIDAIRES ■ 4

À l'étonnement, voire à la consternation de certains. depuis plusieurs années, des auteur.es se sont glissé.es dans le catalogue des éditions Syllepse. Derrière les écritures des livres que nous publions, un ordre social excluant persistait et qui respectait une règle de fer selon laquelle le masculin l'emportait sur le féminin. Les travailleuses ou les manifestantes disparaissaient au profit de leur représentation mâle. Partisanes de la lutte contre l'ordre patriarcal, les éditions Syllepse ont décidé d'adopter une écriture non sexiste, respectueuse d'une représentation genrée où les femmes ne disparaissent plus. Cette rupture bouscule autant nos habitudes que celles de nos lecteurs et de nos lectrices. Ce nouvel apprentissage de l'écriture inclusive ne sera pas exempt d'erreurs ou de fautes, mais désormais nous serons vigilant.es à ne pas reproduire une inégalité entre les femmes et les hommes dans notre grammaire.

Ces nouvelles règles seront consultables sur notre site.

Sommaire

184	LE 5 JANVIER 1968 COMMENCE À PRAGUE / Robi Morder
192	25 AOÛT 1968, LES 8 DE LA PLACE ROUGE / Christian Mahieux
196	JAPON, LES ANNÉES 68-69 / Machù Cal
196	GUADELOUPE, MAI 67 / Christian Mahieux
202	REMETTRE EN MOUVEMENT LES IMAGES DE 68 / Christophe Cordier; propos recueillis par Théo Roumier
216	MAI 68, SE RÉVOLTER, FILMER! / Jean-Pierre Thorn
220	À PROPOS DE L'UNEF DE L'AGE À L'AG / Jacques Sauvageot
226	DE LA CRITIQUE DE L'UNIVERSITÉ À LA CRITIQUE DE LA SOCIÉTÉ / Jean-Pierre Duteui
234	1968-2018 UNIVERSITÉS, DE L'OUVERTURE À LA FERMETURE / Anouk Colombani, Thomas Martin
250	MAI 68 DU CÔTÉ DES PAYSAN.NES / Marie-Paule Lambert
256	LE BEL APRÈS MAI DU FÉMINISME / Françoise Picq
264	MAI 68 OU LA PREUVE (QUE LA DÉMOCRATIE EST POSSIBLE) / Christine Delphy
268	MAI 68 ET LE FRONT HOMOSEXUEL D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE / Patrick Rummler
278	MIEUX VAUT 68-ART QUE JAMAIS! / Gérard Paris-Clavel
284	MAI 68, DE LA CGT / Maryse Dumas
294	RETOUR SUR MAI 68 / Pierre Khalfa
302	68 UN ENJEU BIEN ACTUEL / Pierre Zarka

308 QUELQUE CHOSE DE 68 / Théo Roumier

T ■ LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES ■ 6

Édito

Que faire de Mai 68, cinquante ans après? Loin de nous l'idée de commémoration. Mais il n'est pas question de gommer ce qui est un des moments importants de l'histoire du mouvement ouvrier et populaire; en France, mais pas seulement.

ai 68, c'est la révolte de la jeunesse. Mais pas seulement. Mai 68, c'est Nanterre, la Sorbonne, l'Odéon, les Beaux-arts, le quartier Latin. Certes.

Mai 68, c'est la (contre) culture, la liberté sexuelle, l'ordre patriarcal remis en cause. Sans nul doute.

Mai 68, c'est le Vietnam contre l'impérialisme américain, le printemps de Prague contre l'impérialisme soviétique.

Mais 68, c'est aussi et surtout une grève générale suivie par des millions de personnes en France, des grèves et des manifestations un peu partout dans le monde. Les années 68 sont celles de luttes ouvrières et populaires offensives.

Beaucoup a été écrit sur 68 à l'occasion des anniversaires (10°, 20°, 30°, 40°!); essentiellement des analyses d'une multiplicité d'auteur.es, plus commentateurs et commentatrices qu'acteurs et actrices. Nous proposons ici des témoignages de salarié.es ayant vécu cette période intense; la plupart disent qu'elle a modifié leur vie. D'un texte à l'autre, on relèvera parfois des affirmations contradictoires¹. C'est la réalité de la pluralité des points de vue et des témoignages en général, surtout cinquante années après les faits.

De Renault à la SNCF, de Besançon à Paris, des Chèques postaux à la Marine nationale, de Billancourt à Caen, de Lip à la Saviem, de

Flins à Tours... des camarades nous apportent leurs témoignages sur ces années 68. Un prolongement à l'utile rappel « sous la plage, la grève »... Suit, un panorama de 68 dans le monde, avec des focus sur les Allemagne(s), l'État espagnol, l'Italie, le Sénégal, l'Uruguay, la Tchécoslovaquie, l'URSS, le Japon et la Guadeloupe.

Si nous tenons à remettre au premier plan l'action des travailleurs et des travailleuses, parce que telle fut sa place dans cette histoire et du coup l'Histoire, il n'est pas question d'effacer toutes les autres dimensions de 68: de l'UNEF et du Mouvement du 22 mars à l'université d'aujourd'hui, du rôle des paysans et paysannes au mouvement féministe, du cinéma aux Beaux-Arts, du front homosexuel à la révolution... Nous le faisons en privilégiant, là aussi, la narration de vécus.

out cela n'a d'intérêt que lié aux temps présent et futur. «Mai 68 et la CGT, Retour sur Mai 68, Mai 68 un enjeu bien actuel, Quelque chose de 68», tracent des perspectives en ce sens. Toutes les contributions du présent numéro partent d'histoires individuelles et collectives différentes²; cela en fait la richesse. Grève de masse, autoorganisation, action syndicale politique, liens entre mouvements ouvrier, étudiant et paysan, pouvoir populaire et autogestion, légitimité et fédération des différents fronts de lutte, démocratie syndicale, négociations sociales et rupture avec l'ordre établi,... Bien des champs sont ouverts!

Puisse cette publication contribuer à «renouer avec la puissance émancipatrice de Mai 68, pour ouvrir aujourd'hui des perspectives »! ■

- 1 Ah, les sifflets de Billancourt lorsque Séguy présente le résultat de Grenelle! Contre Séguy? Contre Grenelle? Un peu des deux?
- 2 Ce numéro étant basé sur nombre de témoignages, connaître les auteur.es est d'autant plus important. Au-delà des quelques indications fournies ici, pour beaucoup on pourra se reporter aux dictionnaires du mouvement ouvrier, Le Maitron: http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/

S ■ LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES ■ 8

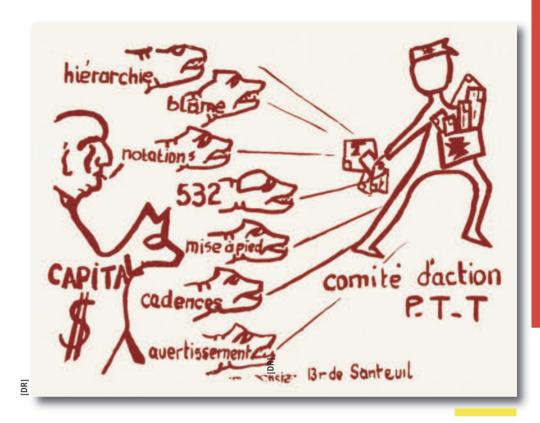
SOUS LA PLAGE, la grève

Le constat est simple: l'analyse des luttes ouvrières en mai et juin 1968 a intéressé peu de monde. Peut-être parce que le caractère plus spectaculaire de la révolte étudiante a davantage tenté journalistes et chroniqueurs. Peut-être parce que d'autres catégories socioprofessionnelles trouvèrent plus facilement des porte-plume: livres et articles abondent sur la « contestation » chez les architectes ou dans les milieux du cinéma. Pour la classe ouvrière, hormis de lacunaires récits syndicaux, on ne dispose guère que d'enquêtes et de témoignages épars, d'accès souvent difficile. Seuls tentèrent une synthèse ceux des sociologues et militants qui virent dans le mouvement de Mai la confirmation du rôle d'avant-garde de la « nouvelle classe ouvrière » et des couches techniciennes.

Nous reprenons ici des extraits d'un article de Jacques Kergoat, publié dans La France des années 1968, Éditions Syllepse, 2008. Nous ne pouvons que conseiller la lecture de la version originale, bien plus longue et plus complète; elle côtoie d'autres documents très intéressants, dans ce livre de 904 pages, toujours disponible (www.editionssyllepse.org).

*La France du Front populaire, Éditions La Découverte, 2006. Histoire du Parti socialiste, Éditions La Découverte, 1997. Le Monde du travail, Éditions La Découverte, 1998. Marceau Pivert, socialiste de gauche, Éditions de l'Atelier, 1994.

Recherches, société, syndicalismes (Ressy) était un lieu d'échanges entre mouvements sociaux, organisations politiques et monde universitaire. Sociologue, historien*, Jacques Kergoat (1939-1999) a successivement été militant du Parti socialiste unifié (jusqu'en 1972) puis de la Ligue communiste révolutionnaire. Il a notamment fondé *Politique, la revue* en 1992, Ressy*** en 1993, la fondation Copernic en 1998.



Affiche de Mai 68

(() ans la mémoire collective, il ne reste [...], au-delà des expériences locales, que quelques idées très générales et le plus souvent erronées sur ce que fut l'attitude de la classe ouvrière en mai et juin 1968. Quant au lien entre les mouvements ouvriers en mai 1968 et les expériences de la classe ouvrière dans la décennie précédente – depuis l'instauration, en 1958, de l'État fort gaulliste -, le gouffre est également béant. C'est que cette liaison ne fonctionna que comme alibi pour tous ceux des dirigeants syndicaux dont l'objectif était de minimiser le rôle de détonateur que joua la révolte étudiante par rapport au déclenchement des luttes ouvrières. Pour les autres, un tel souci devint alors d'emblée suspect: le signe évident de la volonté de minimiser la spontanéité des luttes de Mai. Aujourd'hui, pour tous ceux qui, loin des discours pompeux sur la « crise de civilisation », voient dans Mai 68 une étape de la lutte des classes, la date clé de la recomposition du mouvement ouvrier en France, pour tous ceux que concerne la manière dont s'articulent l'ancien et le nouveau dans l'histoire ouvrière, il est temps d'y regarder de plus près. [...] Le 13 mai 1958, la classe ouvrière est défaite sans avoir combattu. Une partie de ses organisations traditionnelles – la majorité de la SFIO¹ – appuie l'instauration du

¹ Section française de l'internationale ouvrière, qui réprendra le nom de Parti socialiste en

Affiche de Mai 68



[DR]

général de Gaulle et de la V° République. Il faut attendre quinze jours pour que la gauche manifeste contre le coup de force. Et c'est séparées que les organisations syndicales appellent à des arrêts de travail : la CGT le 27, la FEN et la CFTC le 28. Ceux-ci sont faiblement suivis. Ce ne sont pas là anecdotes et accidents : les conséquences de l'absence de riposte des organisations ouvrières sont au contraire profondes. Jamais la combativité ouvrière n'aura été aussi basse qu'en 1958 : 1137 700 journées de grève. Il faut remonter à 1946 pour trouver plus bas. [...]

LES RÉPERCUSSIONS SUR LE MOUVEMENT OUVRIER

1960 marque bien l'apogée de la période de facilité du gaullisme. La progression de la production industrielle y culmine à 11,4%. Elle retombera à 5,7 % et 6 % en 1961 et 1962, qui sont à tous les égards des années de transition. Car si la classe ouvrière a été défaite sans combat, elle n'est pas pour autant démembrée [...] Nous ne connaissons pas l'évolution précise des effectifs² de la CFTC et de FO. La CGT, quant à elle, connaît une baisse sensible de ses effectifs. Mais les élections aux caisses primaires de Sécurité sociale ne traduisent que des variations infimes: en 1955, la CGT, FO et la CFTC obtiennent respectivement 30,3%, 11,4% et 14,7%; en 1962, le résultat donne 30,6%, 10,1% et 14,4%. Seule la baisse de FO peut apparaître significative; il est vrai que celle-ci est alors fortement divisée sur l'affaire algérienne: un courant anarchosyndicaliste et trotskisant est favorable à l'indépendance de l'Algérie mais soutient le MNA et non le FLN; un courant « Algérie française» a démissionné du bureau confédéral en 1958 tout en restant vivace dans la confédération. Entre les deux, la majorité

confédérale de Robert Bothereau navigue... Globalement, en tout cas, il n'y a pas de recul significatif des confédérations ouvrières. Même la progression des abstentions ou des votes nuls est faible: de 29,4% en 1955 à 31,16% en 1962. À partir de 1960, il y a d'ailleurs une réactivation de l'activité de la classe ouvrière: les journées de grève passent en 1961 à 2600600 et en 1962 à 1901500. De manière générale, les grèves restent courtes mais sont plus nombreuses. C'est que la situation sociale se dégrade. Dès 1959, des indices de dégradation des conditions de travail sont déjà apparus: le travail « en équipe » augmente, en particulier dans les industries de transformation³. Et, à partir de 1960, la durée du travail remonte pour les ouvriers: 46 heures en 1959, 46,3 en 1960, 46,7 en 1961 et 46,9 en 1962, phénomène surtout sensible dans les petites entreprises, parents pauvres de la restructuration. La guerre d'Algérie privant le marché du travail d'une grande partie de la jeunesse, les vieux travailleurs tendent à rester plus longtemps en activité: le pourcentage du nombre d'actifs de plus de 54 ans passe de 18,2% à 20,4%. Les accidents du travail augmentent.[...]

Curieusement, ce sont les organisations syndicales qui apparaissent au premier plan de la lutte pour la «paix en Algérie». Il est vrai qu'elles semblent moins atteintes par la débâcle de 1958. L'UNEF, le syndicat étudiant⁴, multiplie les actions et les initiatives. Elle trouve parfois un accord avec les unions départementales parisiennes de la CFTC et de FO, comme pour les manifestations du 27 octobre 1960. Elle est aidée dans ce rôle par une nouvelle organisation politique, fondée en avril 1960, le Parti socialiste unifié (PSU). La fusion s'est en effet faite entre les anciens minoritaires SFIO et une organisation issue de la «nouvelle gauche» et des milieux chrétiens radicalisés, l'Union de la gauche socialiste (UGS). Le PSU a une quinzaine de milliers d'adhérents et aura de 1960 à 1962 une activité essentiellement tournée vers la question algérienne.

Dans son ensemble, cependant, la classe ouvrière n'est pas massivement mobilisée sur l'Algérie. Ce sont essentiellement les milieux intellectuels et la jeunesse universitaire qui se sentent concernés (Manifeste des 121, réseaux de soutien au FLN, création du Front universitaire antifasciste). Il faudra la multiplication des initiatives UNEF, PSU, CFTC et le déploiement en France du terrorisme de l'OAS pour que le PCF développe son activité propre. Les actions unitaires culminent avec la manifestation contre le plasticage dont a été victime la petite Delphine Renard: il y aura huit morts au métro Charonne, le 7 février. Tous sont membres du PCF. Près d'un million de travailleurs suivront leur enterrement le 15. Incontestablement, c'est la première rupture significative entre le gaullisme et la masse hésitante de la classe ouvrière. Le Figaro⁵ titre «La courbe se renverse», et Le Monde⁶ «Le mouvement ouvrier a repris conscience de la force qu'il représente ». Deux mois plus tard, c'est la signature des accords d'Évian et la fin de la guerre d'Algérie. [...]

² Léon Mauvais, Le Peuple, n° 795. En fait, les effectifs de la CGT passent de 2 000 000 à 1 600 000 entre 1957 et 1959

³ Par exemple, de 28% en 1957 à 54,6% en 1959 pour la production des métaux (Michel Freyssenet, Les Conditions d'exploitation de la force de travail, Paris, CSU, 1975, p. 217).

⁴ Cette période marque sans doute l'apogée de l'influence de l'UNEF qui bénéficie de la vague démographique de l'après-guerre et de l'extension de la durée de la formation scolaire. Le fait qu'elle soit dirigée, depuis 1956, par un courant anticolonialiste traduit l'évolution, en profondeur, du milieu étudiant.

^{5 14} février 1962.

^{6 15} février 1962.

LE TOURNANT

[...] Ce sont les mineurs qui relèvent le défi. Leurs salaires ont en effet atteint un retard de 11,5 % par rapport à la moyenne des salaires industriels. En Lorraine, particulièrement, s'ajoutent les craintes pour l'emploi. C'est la CFTC qui semble la plus résolue : elle lance, dès le 28 février 1963, un mot d'ordre de grève illimitée. La CGT se contente d'un mot d'ordre de quarante-huit heures. Mais le pouvoir, misant sans doute sur la rigueur de la température pour rendre impopulaire la grève, prononce un ordre de réquisition que signe le général de Gaulle. Cela suffit pour unifier les trois fédérations ouvrières qui décident de maintenir leur mot d'ordre de grève. Le premier test est en Lorraine, le lundi 4 mars: massivement, les mineurs lorrains refusent de rentrer. Le 5, dans le Nord-Pas-de-Calais et les Cévennes, la grève est totale. Elle se déploiera pendant un mois, en bénéficiant d'une exceptionnelle solidarité nationale, dont la marche sur Paris du 13 mars reste le meilleur exemple. Mais le pouvoir ne peut céder et les confédérations syndicales refusent d'appeler à la généralisation, que seul évoque le PSU. Le 3 avril, les syndicats signent l'accord et appellent les mineurs à reprendre le travail. Les avantages obtenus sont faibles: les horaires, les conditions de travail, l'emploi, tout cela est renvoyé à une commission paritaire. Les congés payés passent à vingt-quatre jours. Mais la somme forfaitaire versée à chaque mineur à la reprise ne sera pour les quatre cinquièmes qu'une avance. Et l'augmentation des salaires ne sera que de 6,5 % 7: les Charbonnages proposaient au départ 5,7%, une «commission de sages» mise en place par le gouvernement lui-même avait proposé 8%.

Dans les corons, c'est la colère. À Lens, le responsable venu expliquer l'accord et demander la reprise du travail ne pourra terminer sa harangue: sa voix est couverte par celle des mineurs massés sur la place qui le traitent de «vendu». À Lille, à Merlebach et dans des dizaines d'autres villes, c'est par centaines que les mineurs déchirent leur carte syndicale⁸. Mais c'est la réaction du désespoir et non celle d'une avant-garde ouvrière cherchant et proposant des voies alternatives à la capitulation des appareils réformistes. Le travail reprendra pourtant. Aucun courant n'apparaîtra chez les mineurs, capable de tirer les leçons de cet échec. Pourtant, cette grève marque un véritable tournant dans l'histoire du gaullisme. En premier lieu, c'est une grève qui, après tous les atermoiements de la période 1958-1962, se fait dans l'unité syndicale, et cela dans une branche très profondément marquée par les affrontements intersyndicaux de 1947. Et à cette unité syndicale correspond l'unité de couches sociales traditionnellement séparées: pour la première fois, les employés - et une partie des ingénieurs - se mettent en grève avec les mineurs. Ensuite, même s'il a formellement maintenu l'ordre de réquisition et contraint les mineurs à la reprise, le gouvernement a en fait subi un échec:



Affiche de Mai 68

dès les premiers mots de l'allocution de Pompidou le 9 mars («Il y a eu un malentendu»), c'est clair. Le «malentendu» ira en se creusant tout au long de la grève. Les slogans des manifestations se font de plus en plus clairement antigouvernementaux. [...]

La grève elle-même n'a jamais échappé au contrôle des organisations syndicales. Certes il y a eu mise en place d'un comité central de grève, mais il s'agit en fait d'une structure syndicale. Pourtant, certains aspects annoncent en partie des temps nouveaux. Le rôle des femmes, d'abord. Tout le monde sait que leur attitude est décisive dans une grève de longue durée « puisque ce sont elles qui tiennent les cordons de la bourse». Mais ici, dans ce secteur exclusivement masculin9, les femmes vont au-delà: elles écrivent au ministre, elles demandent à s'adresser aux mineurs dans les meetings, certaines précisent publiquement qu'elles empêcheront leur mari de reprendre le travail. Bref, elles refusent de rester chez elles, à leur place. La popularisation va souvent au-delà de la solidarité matérielle. Mais jamais les mineurs ne feront clairement appel à l'entrée dans la lutte des autres secteurs. Les confédérations syndicales auront beau jeu de se réfugier derrière un commode « C'est aux mineurs de décider ».

Pourtant, et c'est là un des éléments les plus significatifs de cette grève, les autres secteurs étaient prêts à entrer dans la lutte. Le 5 mars, une grève générale (d'un quart d'heure, il est vrai) est massivement suivie en protestation contre la réquisition et en solidarité avec les mineurs. Appelée par la CGT, la CFTC, la FEN, l'UNEF et parallèlement par FO, elle entraîne la paralysie totale d'une

^{7 11%} promis pour le 1^{er} janvier 1964. Rappelons que, selon l'indice officiel, la hausse des prix sera de 10% dans l'année 1963.

⁸ Europe n° 1, «Histoire d'un iour » mardi 11 octobre 1977 Curieusement, les porte-parole les plus autorisés de la CFDT continuent à parler aujourd'hui de la «grève victorieuse des mineurs » (Michel Branciard et Marcel Gonin, Le Mouvement ouvrier, op. cit., p. 180). Pourtant, en octobre 1963, c'est le congrès régional CFTC qui dénoncera « la mauvaise foi soigneusement calculée des autorités de tutelle qui se refusent à honorer les engage ments de l'accord du 3 avril» (Le Monde, 21 octobre 1963).

⁹ La mine est la seule branche d'activité où une loi interdit tout emploi féminin.



Affiche de Mai 68

grande partie du secteur public (SNCF, RATP, coupures à l'EDF...), mais pas seulement. Elle est aussi massivement suivie dans la plupart des grandes entreprises industrielles, dans la région parisienne, à Lyon, Nantes, Toulouse. Dans la métallurgie lilloise, la grève est totale. Le 9, les mineurs du complexe de Lacq – que l'on présente de plus en plus comme la source d'énergie alternative aux mines - se mettent en grève. Le 12, les cheminots débrayent deux heures, puis vingt-quatre heures le 15 avant d'entamer un cycle de grèves tournantes. Les sidérurgistes de Lorraine, solidaires des mineurs de fer, se mettent également en grève le 12. Le 14, c'est une journée d'action des métallurgistes, patronnée par la CGT et la CFDT, renouvelée une semaine plus tard. Le lendemain, c'est une journée revendicative dans la chimie. Le 20, c'est la journée d'action de la fonction publique avec laquelle se combine un arrêt de travail de quatre heures à EDF. À partir du 20, ce sont les PTT et la RATP qui sont touchés en même temps que les caréneurs de Dunkerque et les métallurgistes de Michelin.

La preuve n'est pas difficile à faire que ce n'est pas « à la suite de la lutte victorieuse des mineurs », mais bien pendant celle-ci, que d'autres secteurs ont démontré leur envie de rentrer en lutte. Et cela n'est même pas limité au secteur public : la chimie et surtout la métallurgie manifestent leur combativité. C'est à une réactivation d'ensemble de la classe ouvrière que nous avons affaire. Les chiffres de grève pour 1963 le prouvent : 5 990 150, c'est-à-dire plus du triple de 1962, le chiffre le plus élevé depuis 1953. Les confédérations syndicales ne lèveront pas le petit doigt pour coordonner

10 Léon Mauvais, Le Peuple,

cette volonté générale de lutte. Cela ne les empêche d'ailleurs pas de se renforcer. La remontée des effectifs de la CGT, sensible dès 1962, progresse à partir de 1964¹⁰. Il en va de même pour FO, après la baisse consécutive au départ de l'extrême droite et à la dissolution des sections d'Algérie. [...]

DU PLAN DE STABILISATION AUX ÉMEUTES DE CAEN

Dans cette situation, le pouvoir ne pouvait rester sans réplique. Celle-ci se développe en trois temps: d'abord, il saisit l'occasion d'une «grève surprise» des conducteurs de métro, le 17 juin 1963, pour réglementer le droit de grève et instituer la clause du préavis obligatoire de cinq jours; ensuite, il tente d'imposer la politique des revenus, c'est-à-dire la police des salaires (rapport Massé, puis commissions Grégoire et Toutée). Dans le secteur public, il s'agit de faire fixer par le gouvernement, après diverses procédures de consultations et d'enquêtes, la masse salariale dont peut disposer chaque entreprise. Le seul rôle restant donc aux organisations syndicales serait de négocier avec les directions la répartition de cette masse salariale. Dans le secteur privé, c'est un «collège d'étude et d'appréciation des revenus», composé de fonctionnaires qui auraient à se prononcer sur la compatibilité des accords de salaire avec les critères fixés par le gouvernement en matière de rémunérations. En fait, ces mesures sont parties intégrantes du « plan de stabilisation» mis en place par le gouvernement. Quand celui-ci est rendu public, le 12 septembre 1963, on s'aperçoit en effet qu'il y a quelques changements dans la politique gouvernementale. [...] Ce blocage des salaires entraînera un malaise social persistant pendant les années 1964-1965. En 1964, il se traduit sans doute par le nombre relativement élevé des journées de grève (2496800). En 1965, en revanche, le nombre des journées de grève est faible (979000): de toute évidence, c'est vers l'élection présidentielle que s'est tournée l'attente de la classe ouvrière. [...] Mitterrand obtiendra 32%, plus qu'on ne lui accorde généralement. Et, surtout, de Gaulle est en ballottage. Ce succès – car c'en est un – accélère les phénomènes de recomposition dans le mouvement ouvrier. La combativité de la classe ouvrière se manifeste de plus belle: à nouveau 2,5 millions de journées de grève en 1966, 4,5 millions en 1967. Les élections aux comités d'entreprise ont lieu en 1966¹¹. Tous collèges confondus, les organisations ouvrières obtiennent 77,9% des suffrages exprimés. Dans le premier collège, le collège ouvrier, les résultats sont encore plus impressionnants : 83,8 % 12. Elles ne retrouveront plus jamais ce chiffre.

Cette recomposition atteint aussi de l'intérieur les organisations ouvrières. Le fait que le plan de stabilisation mette principalement en cause les salaires du secteur public renforce incontestablement l'hostilité au pouvoir et la détermination de Force ouvrière, où André Bergeron a remplacé Robert Bothereau¹³. La traditionnelle minorité anarcho-trotskiste y bataille contre l'« intégration » des syndicats

¹¹ Elles remplacent désormais comme test les élections aux caisses primaires de la Sécurité sociale qui sont supprimées.

¹² Revue française des affaires sociales, juin 1971.

¹³ Le poids du secteur public ne cesse en effet de grandir parmi les adhérents de Force ouvrière. Sans même décompter les effectifs nationalises qui figurent dans la branche métallurgie, ceux-ci sont majoritaires dans la confédération dès 1963.

et, précisément, à cette époque, contre l'acceptation de la politique des revenus et contre les commissions Grégoire et Toutée. Mais une autre opposition – moderniste celle-là – est apparue dans FO autour d'hommes plus représentatifs du secteur privé, comme Cottave pour les cadres et Labi pour la chimie. Or, dans le cas de la chimie, cette opposition est également une opposition unitaire. Dès 1963, la «Fédéchimie» FO propose l'unité d'action systématique à la CGT et à la CFTC. Au congrès confédéral de 1966, elle se prononcera pour la réunification syndicale. De plus, sa pratique s'avère « payante » et FO se développe dans la chimie: elle est au quinzième rang par ordre d'importance des fédérations FO en 1959, au treizième en 1961, au douzième en 1963, au neuvième en 196614. Accusée de « corporatisme» par la minorité anarcho-trotskisante, elle est aussi soupconnée de complaisance à l'égard de la CFDT. Elle représentera cependant 9,2% des mandats au congrès confédéral de 1966, contre environ 6% à la minorité anarchiste.

Le principal se passe cependant à la CFTC. La minorité qui bataille depuis de longues années - autour du groupe Reconstruction - pour la « déconfessionnalisation » de la centrale a peu à peu gagné du terrain. Dès 1960, la chimie, le bâtiment, les enseignants avaient pris position en ce sens. En novembre 1964, c'est par 70% des mandats que sont adoptés les nouveaux statuts qui ne feront plus référence à la morale sociale-chrétienne et la suppression du «C» terminal. Les opposants se retrouvent certes surtout chez les employés et les fonctionnaires. Mais, parmi ceux qui vont faire scission et créer la CFTC maintenue (10% des effectifs environ), il y a aussi les mineurs de Joseph Sauty, au premier rang des luttes il y a un an. En 1964 et 1965, la CFDT joue le rapprochement avec FO, seule susceptible de contrebalancer l'influence de la CGT, qu'il s'agisse d'aller vers l'unité organique ou vers l'unité d'action¹⁵. Mais la déconfessionnalisation ne fait que rendre FO plus méfiante et, surtout, la marche vers l'unité des partis de gauche que représente l'élection présidentielle de 1965 n'est pas sans répercussion au niveau syndical. Le 10 janvier 1966 est signé le premier accord confédéral entre la CGT et la CFDT. Ses répercussions sont immédiates : la combativité ouvrière de 1966 s'est en effet d'abord exprimée par des actions en ordre dispersé du secteur public: SNCF, EDF, RATP. Les résultats sont médiocres. L'accord CGT-CFDT aide à faire progresser l'idée du « tous ensemble ». Le 17 mai 1966, c'est une des plus puissantes journées d'action qui ait eu lieu depuis longtemps. La journée d'action essentiellement centrée sur le secteur privé en juin obtient des résultats moindres. Et l'automne est calme. Mais le début de l'année 1967 voit se dérouler une série de conflits durs, de longue durée: à la Rhodiaceta, une grève d'un mois à partir de réductions d'horaires; aux chantiers navals de Saint-Nazaire, ce sont les mensuels qui tiennent soixante-trois jours pour des revendications liées aux disparités de salaire par rapport aux autres régions. Et puis il y a Berliet, les mines de fer de Lorraine...

Affiche de Mai 68



L'examen des journées de grève perdues par région pour l'année 1967 confirme que ce sont les gros bataillons des régions industrialisées qui entrent alors en lutte: 371300 journées de grève pour le Nord, 916600 pour la Lorraine, 314000 pour les Pays de la Loire, 761300 pour Rhône-Alpes...

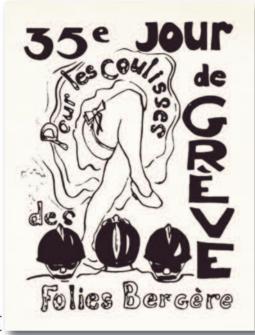
À la Rhodiaceta, c'est avec l'occupation que renouent les travailleurs et pour toute la durée du conflit. En Lorraine, les mineurs occupent le carreau de la mine et empêchent toute expédition de minerai. Chez Dassault, c'est la systématisation des débrayages surprises: certains jours, il y a cinq minutes de grève toutes les heures et des manifestations dans les ateliers qu'accompagne un orchestre improvisé: la grève «tam-tam», comme l'appelleront les travailleurs, annonce dix ans à l'avance la « production 001 » de Dassault 77. Mais c'est dans la grève des mensuels de Saint-Nazaire que s'entremêlent le plus visiblement tradition et nouveauté. D'abord, parce que c'est à Saint-Nazaire, la «capitale de la grève» comme on l'appelle dans la région¹⁶. Mais c'est une grève de mensuels, la première révolte de ceux qu'on appelle encore les « collaborateurs du patron ». Bien sûr, en 1955, c'était une grève contre le «boni», et c'est aujourd'hui une grève contre le «galon», cette prime à la tête du client qui représente en moyenne 13% du salaire. Mais c'est aussi, cinq ans avant le Joint français, une grève contre le retard des salaires par rapport à la métallurgie parisienne. Bien sûr, une fois encore, on sort de l'usine, on manifeste et la ville est

14 Alain Bergounioux, Force ouvrière, Paris, PUF, 1982, p. 230-231.

15 Eugène Descamps, Militer, Paris, Fayard, 1971, p. 102-104.

16 Dans son livre, Trois grèves (Paris, Calmann-Lévy, 1971), François Gault rapporte la remarque suivante d'un métallo des Chantiers de l'Atlantique: «Bien sûr, ici dans la ville, on sait ce qu'est une grève. Mais ils éxagèrent, vous ne trouvez pas? Tenez, l'autre dimanche, l'équipe de basket-ball de la ville a battu celle de Saint-Jean-de-Monts. Pas étonnant, ont dit les vaincus, vous avez le temps de vous entraîner, chez vous, vous êtes toujours en grève. »

Affiche de Mai 68



[DR]

solidaire. Mais, cette fois-ci, c'est une série de manifestations éclair, coordonnées par talkies-walkies, selon la méthode imaginée en 1964 par les grévistes de la Thomson. Trois mille femmes de métallurgistes manifestent dans les rues, là où on en attendait quelques centaines. La solidarité va plus loin qu'elle n'a jamais été dans le passé à Saint-Nazaire, plus loin même que pour la grève des mineurs. Le 8 avril, trois cents kilos de poisson sont distribués aux grévistes; le 15, ce sont deux tonnes; le 18, quatre tonnes et demie. Le comité de soutien crée quatre commissions: patates, carottes, poissons, poulets. Et, le 9 avril, tous les coiffeurs «rasent gratis». La combativité qui transparaît dans ces luttes locales se manifeste aussi dans les « tous ensemble » nationaux. On le voit bien en mai 1967. Le 13, le gouvernement obtient du Parlement les pleins pouvoirs pour légiférer par ordonnances en matière économique et sociale. La pièce maîtresse du dispositif, ce sont les ordonnances sur la Sécurité sociale. Le 17 mai, c'est une nouvelle grève générale interprofessionnelle, massivement suivie, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO et de la FEN.

17 Les effectifs de la CGT restent stables: 1942523 adhérents en 1966, aux environs de 1900000 en 1967.

18 547 000 en 1964, 521 000 en 1965, 547 000 en 1967.

19 Georges Séguy, Le Mai de la CGT, Paris, Julliard, 1972, p. 9.

20 Georges Séguy parle à ce propos d'un «mot d'ordre issu de la finesse politique des ouvriers parisiens» (Georges Séguy, Le Mai de la CGT, op. cit., p. 29). On ne saurait mieux dire que la CGT n'avait pas l'intention de faire du 13 mai une manifestation contre le pouvoir. C'est à la CFDT que profite le plus cette période¹⁷. Non seulement elle a très vite récupéré les pertes subies lors de la scission¹⁸ mais elle a opéré une importante mutation interne. De la confédération d'employés dont elle avait précédemment l'image, elle est devenue une organisation où le secteur privé industriel est prépondérant. Mai 68 confirmera cette évolution mais n'en sera pas le point de départ. [...] Le 23 janvier, la Saviem est en grève illimitée et trois revendications

sont avancées: augmentation des salaires de 6%, création d'un fonds de garantie des ressources en cas de réduction d'horaire, extension des droits syndicaux. Sous quatre aspects au moins, cette grève est particulièrement significative: il y a extension très rapide de la grève à l'ensemble des entreprises métallurgiques de la région, soit sur leurs revendications propres (Jaeger, Sonormel, Radiotechnique), soit par solidarité (Moulinex, SMN, etc.); il y a heurts violents avec la police (en particulier le 16 janvier dans le centre de Caen); il y a jonction partielle avec le mouvement des étudiants: ceux-ci manifestent dès le 18 janvier, à l'occasion de la venue du ministre de l'Éducation nationale; ils seront dans la rue à côté des ouvriers le 26; il y a débordement spontané des organisations syndicales: le deuxième vote sur la grève donne, le 2 février, 502 voix pour la poursuite de la grève et 272 pour des actions à l'intérieur de l'entreprise; mais les organisations syndicales, jugeant trop faibles les effectifs qui ont participé au vote, décident quand même la reprise; elle a bien lieu le lundi 5; mais, à 14 heures, sans aucune consigne, ce sont trois mille ouvriers qui quittent le travail, manifestent dans l'usine et s'en vont. Au niveau des revendications, rien n'est réglé. Deux mois plus tard, c'est Mai 68.

DEUX MOIS

Sur les premiers jours de Mai 68 et le déploiement de la révolte étudiante, il n'y a pas lieu de s'étendre. Précisons simplement, quant au rôle de détonateur joué par le mouvement étudiant, l'accord avec la remarque de Georges Séguy¹9: « Ce fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres, a-t-on dit. L'image est assez juste, mais encore fallait-il qu'il y ait de la poudre, sinon l'étincelle se serait vite perdue dans le vide.» Incontestablement, il y avait la poudre... Incontestablement aussi, les dirigeants syndicaux n'avaient guère réalisé à quel point s'accumulaient la colère et la combativité ouvrières. [...]

Le 1er mai, la manifestation traditionnelle est autorisée pour la première fois depuis dix ans. Elle est appelée par la seule CGT mais elle est massive. Quand se déclenche la révolte étudiante, les organisations syndicales ouvrières restent dans l'expectative. D'ailleurs, elles préparent l'action sur la Sécurité sociale pour l'abrogation des ordonnances qui doit culminer le 15 mai. Il faudra les barricades de la rue Gay-Lussac pour que le lendemain - le 12 -, la CGT et la CFDT appellent à la grève générale pour le 13, avec manifestations dans toute la France. Grèves et manifestations sont massivement suivies. Du côté de la CGT, on insiste sur l'aspect revendicatif. Mais l'impréparation est telle que des sections CFDT défilent également derrière des banderoles qu'elles avaient préparées pour les défilés sur la Sécurité sociale, même si, globalement, la CFDT assume mieux l'aspect «solidarité avec les étudiants». Dans les manifestations, des slogans directement politiques émergent déjà: «Dix ans, ça suffit!»²⁰ En tout cas, la densité de la présence ouvrière dans ces manifestations, co-organisées par l'UNEF et le SNEsup, étonne l'ensemble

Affiche de Mai 68



des responsables syndicaux. Il n'est pourtant pas aisé de préciser qui, dans la classe ouvrière, défile ce jour-là, ni d'attribuer aux présences et aux absences une signification précise. La présence des travailleurs de Chausson est, par exemple, massive. Mais la grève à Renault est un grand succès: plus de 80%. De partout remontent aux confédérations l'information que la grève a été suivie et des demandes de directives pour la suite. Mais les confédérations hésitent. D'abord, il y a la journée d'action du 15 sur la Sécurité sociale: la CGT parle vaguement le 14 « de déterminer, en accord avec les autres organisations syndicales, les conditions de la poursuite de la lutte » et, le 15, lance: «Travailleurs, travailleuses, à l'appel de vos syndicats, agissez sans attendre, rassemblez-vous sur les lieux de travail, participez à la détermination des revendications et des modalités d'action dans vos entreprises, vos branches d'industrie et vos régions. » Elle convoque un comité confédéral national pour le 17. La CFDT appelle les travailleurs, le 16 mai, «à discuter, à s'organiser et à agir sur tous les lieux de travail». Elle convoque un conseil confédéral pour le 18. Les délégations du 15 à l'Assemblée nationale pour exiger l'abrogation des ordonnances ne marquent pas une étape dans la lutte. Il faut attendre le 17 pour que la CGT appelle les travailleurs à «prendre place» dans la lutte. Ni la CGT ni la CFDT n'appelleront à la grève générale. En fait, c'est déjà parti.

LE DÉCLENCHEMENT DES GRÈVES

Et c'est la métallurgie qui a démarré la première. Dès le 14, les métallos de Sud Aviation-Bouguenais occupent leur usine et séquestrent le patron²¹. Le lendemain, c'est le tour des métallos de Renault-

21 On peut sans doute dénombrer ici et là quelques petites entreprises qui se mettent en grève le 14. Leurs motivations ne sont pas toujours forcément liées à la grève et à la manifestation du 13 mai, et elles reprendront souvent très vite le travail. Ainsi en est-il, par exemple, d'une fabrique de matériel agricole (Claas à Woippy) qui part en grève le 14, mais reprend le 25, avant même les accords de Grenelle.

22 Même si on peut souligner que ce sont les secteurs du tertiaire où les conditions sont les plus proches du travail à la chaîne qui bougent les premiers: cf. les centres de tri mais aussi les Chèques postaux pour les PTT.

23 Une enquête menée auprès de 182 entreprises du Nord fait apparaître que les ouvriers se sont mis en grève d'euxmêmes dans 15% des cas et qu'elle a été déclenchée à l'appel de militants syndicaux dans 73 % des cas (Pierre Dubois et al Grènes revendicatives ou arè ves politiques, Paris, Anthropos, 1971, p. 345). Sabine Erbès-Seguin, dans une enquête auprès de 48 entreprises («Militants et travailleurs : organisation des relations dans la grève », p. 273 à 278), distingue trois cas : la grève est déclenchée sur l'initiative des syndicats (35% des cas); la grève est déclenchée « spontanément », mais sur l'initiative de militants syndicaux de base et sans conflit ouvert avec le syndicat (48 % des cas) · il v a « débordement » des organisations syndicales dans 16% des cas.

Cléon et des Chantiers navals de Bordeaux, accompagnés par Contrexéville (Vosges), les NMPP et une petite fabrique de meubles (Hymain Mettaincourt). Les journées du 16 et du 17, décisives, confirment à la seule lecture des entreprises qui entrent en grève ce jour-là le rôle déterminant de la métallurgie: Berliet, Saviem-Blainville, SNECMA-Gennevilliers, toutes les usines Renault, Sud Aviation de Courbevoie et de Suresnes, UNELEC (moteurs électriques) à Orléans, la Compagnie industrielle de produits de l'Ouest (filiale de Renault à Nantes), le CEPEL (fabrique de piles électriques) en Seine-Saint-Denis, les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire... La chimie commence à peine à bouger: Rhodiaceta-Vaise, Rhodiaceta-Belle-Étoile, Baudou (caoutchouc en Gironde), Rhône-Poulenc. De même pour la sidérurgie: Forges Demangel (Charleville), Fonderies d'Ars-sur-Moselle, Forges et aciéries du Creusot. Le 16 démarrent également des grèves tournantes dans les mines de potasse d'Alsace. Et, dernier de la liste, c'est le 17 que part le premier « secteur tertiaire » : les techniciens de la navigation aérienne.

C'est donc bien la métallurgie - plus spécialement l'aéronautique et l'automobile – qui entre la première en lutte. Il faut attendre le 18 pour voir les premiers signes chez les employés (dans les centres de tri des PTT à Paris, Marseille, Lyon et Rouen) et pour que les cheminots entrent dans la lutte. II faut attendre le 20 pour que se déclenchent les premières grèves dans le textile (à la Lainière de Roubaix et dans les usines de jute de Saint-Frères) et pour que se mette en grève le Livre parisien; le 21 pour que la grève soit massive dans la sidérurgie (Pompey, Saulner, Villerupt, Pont-à-Mousson) et dans les arsenaux (Toulon, Brest, Lorient, Cherbourg) et pour qu'entrent en lutte les grands magasins parisiens (BHV, Galeries Lafayette, Printemps, Bon Marché) et les ministères. Le 22, c'est le tour de la Sécurité sociale, des banques et des assurances. Ce ne sont donc pas les « nouveaux prolétaires » du tertiaire qui prennent l'initiative du mouvement²². Et ce sont encore moins les secteurs de «pointe», à haute technologie et à personnel très qualifié: IBM (Corbeil-Essonnes) ne bouge que le 22; le CEA entre en lutte le 21 (Marcoule) et le 29 (Pierrelatte), Bull (Rennes) le 29...

Comment se déclenchent ces grèves? Il est facile de constater que plus elles sont tardives et plus le poids syndical sera déterminant. Dans les premières de ces grèves, le problème du «débordement» des organisations syndicales doit être cerné de près. Ce qui est vrai, c'est que les premières occupations ont de toute évidence anticipé sur les consignes confédérales. Pour autant, elles n'ont pas systématiquement «débordé» les structures syndicales locales.²³ [...] Quant aux couches de travailleurs qui sont à l'origine du mouvement, les témoignages concordent pour signaler le rôle décisif des jeunes. La thèse était alors tentante d'expliquer le phénomène par la « communauté de situation et de réaction avec la

jeunesse étudiante ». Sauf que ce ne fut en rien les couches de la jeunesse travailleuse les plus proches des étudiants – les jeunes techniciens frais émoulus du lycée, par exemple – qui furent à l'origine du mouvement. [...]

Les revendications qui sont posées à partir du déclenchement du mouvement ne permettent guère de différencier le niveau de radicalisation selon les entreprises et les branches. Dans certains cas, l'occupation se fait « dans la foulée » de luttes en cours, comme à Sud Aviation (compensation totale de la perte de salaire en cas de réduction d'horaires; refus de licenciements et répartition de la charge de travail existante entre l'ensemble des travailleurs de l'entreprise; 0,35 franc d'augmentation uniforme; embauche totale des ouvriers « sous contrat de location »). À Renault-Cléon, ce sont les débrayages prévus sur les ordonnances qui fournissent l'occasion. À la SNCF, ce sont les menaces de sanction contre les cheminots grévistes le 13 mai. Mais, dans la plupart des cas, le départ en grève est compris comme l'occasion de « solder les comptes ». Ce que l'on met en avant, c'est le cahier de revendications, les revendications souvent anciennes sur lesquelles la direction n'a jamais voulu céder. Ainsi, à Renault: pas de salaire inférieur à mille francs par mois, les 40 heures payées 48, la retraite à 60 ans, l'extension des libertés syndicales, la sécurité de l'emploi; ou, à la RATP: deux jours de repos consécutifs, semaine de quarante heures, augmentation égale pour tous. [...]

LES ACCORDS DE GRENELLE ET LA REPRISE

L'orientation vers les négociations ne souleva aucun tollé dans la classe ouvrière. Pourtant, à partir du moment où la CGT précisait sa volonté de négocier avec le gouvernement Pompidou (« Avec ce gouvernement? Oui, avec ce gouvernement! »), ce sont les perspectives politiques du mouvement qui sont gommées, au profit de la seule dimension revendicative. Il y aura des protestations étudiantes, des mises en garde des groupes d'extrême gauche, mais, à part quelques noyaux, la grande masse des travailleurs trouvera normale l'ouverture de négociations.²⁴ [...]

Au sortir de la réunion de Grenelle, le 27 mai au matin, les confédérations syndicales estimaient-elles le bilan suffisamment positif pour justifier la reprise du travail? Incontestablement, oui. Les citations données par Georges Séguy²⁵ le prouvent abondamment. André Bergeron, pour FO: «Tout ce qui vient d'être fait aurait pu l'être avant si on avait mieux senti la nécessité d'engager le dialogue sur un certain nombre de problèmes fondamentaux». Eugène Descamps, pour la CFDT: «En vingt-cinq heures de discussion, nous avons obtenu des résultats que nous réclamions depuis des années, ce qui est la preuve de la carence du patronat et du gouvernement. Les avantages ainsi acquis sont importants. » Et Georges Séguy lui-même: «Des revendications qui se sont heurtées au refus du gouvernement et du patronat ont trouvé une solution, sinon totale du moins partielle. Il reste encore

beaucoup à faire, mais les revendications ont été retenues pour une grande part, et ce qui a été décidé ne saurait être négligé. » Pour qui sait ce que parler veut dire... [...]

ET LES FORMES DE LUTTE?

Les formes de lutte employées en mai et juin 1968 furent sans doute bien moins novatrices qu'il ne le fut généralement dit. Mais elles permirent pour toute une génération ouvrière de mettre (ou de remettre) à l'ordre du jour une série de pratiques et de débats. L'occupation des usines fut un phénomène général. Ces occupations n'avaient évidemment pas le caractère novateur qu'elles revêtaient en 1936. Mais elles renouaient ainsi, massivement, avec cette expérience par-dessus des dizaines d'années de luttes ouvrières où les cas d'occupation avaient été rarissimes. [...] Les motivations des occupations furent diverses. Dans une série de cas – et notamment dans les premières occupations –, elles furent souvent liées à l'exaspération ouvrière, au sentiment qu'il faudrait aller jusqu'au bout et tenir longtemps. Ainsi s'explique que les premières occupations furent accompagnées de phénomènes du type «séquestration»: ce fut le cas à la Thomson, à Renault-Cléon, à Sud Aviation-Bouguenais, avant que Georges Séguy ne désavoue publiquement cette dernière occupation dans un dialogue radiodiffusé en direct avec M. Duchauvel, le PDG de Sud Aviation²⁶. Dans d'autres cas, ce fut le « modèle étudiant » qui inspira les occupations. Là, le désir de discuter ensemble, de mettre en place des commissions « de réflexion », fut décisif. On a souvent dit que ce type d'occupation fut le propre des usines «techniquement avancées ». La réalité est plus complexe. Si c'est effectivement cette motivation qui apparaît décisive au CEA, au CNRS, au service de traitement de l'informatique de l'EDF, on la retrouve aussi dans les entreprises considérées comme traditionnelles: à Peugeot, à Chausson, et comme motivation seconde dans des secteurs isolés d'importantes entreprises comme la division de la machine-outil ou le contrôle budgétaire à Renault-Billancourt. En fait, bien plus que le type de l'entreprise, c'est l'influence des techniciens et surtout des cadres qui fut décisive pour faire prévaloir cette motivation de l'occupation. Dans les entreprises à fort encadrement syndical et à dominante CGT, l'occupation fut envisagée comme un moyen de renforcer la grève²⁷, mais aussi de garder le contrôle de la masse des grévistes: ici, la nécessité de préserver et d'entretenir l'outil de travail est fréquemment mise en avant et les piquets de grève donnent souvent l'impression d'être davantage tournés contre les gauchistes et les étudiants que contre les «jaunes». Il ne s'ensuit pas pour autant que l'occupation de l'entreprise ne soit confiée qu'aux délégués et aux militants «sûrs». [...] Enfin, dans un certain nombre de cas, l'idée d'occupation fut associée à celle d'une conduite démocratique de l'action, sans que cette préoccupation soit forcément liée à la mise en place de commissions et de débats. Ce

24 L'enquête auprès de 182 entreprises du Nord-Pas-de-Calais montre que dans 59 % des cas les délégués et les ouvriers voulaient la négociation dès le début de la grève. Le cas est encore plus fréquent dans les entreprises où la CFDT est majoritaire.

25 Georges Séguy, Le Mai de la CGT, op. cit., p. 111-112.

26 Le 18 mai sur Europe n° 1.

27 Un délégué CFDT Peugeot (Pierre Dubois, Ouvriers et techniciens en Mai 68, op. cit., p. 44): «L'occupation, c'est une consolidation de la grève pour que l'usine ne tourne pas. C'est une manière de protéger la grève.» LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES 24 **25** LES UTOPIQUES **7** SOLIDAIRES

Action! no 4, juin 1968



fut le cas à Rhône-Poulenc Vitry²⁸ et dans une série d'autres entreprises où le rôle des non-syndiqués fut à cette étape important: ceux-ci comprenaient fort bien que, sans occupation, le contrôle de la lutte leur échappait totalement et restait alors concentré dans les mains de dirigeants syndicaux. [...]

L'APPRENTISSAGE DE LA DÉMOCRATIE

Le fonctionnement en assemblée générale représente indiscutablement, dans son universalité et sa permanence, une novation de Mai 68. Entendons-nous: nous ne parlons pas ici de ce type d'assemblées générales qui éclata peu à peu en commissions diverses et en «forums»; nous y reviendrons plus loin. Ce dont il est question ici, c'est la pratique qui consiste à réunir quasi quotidiennement l'ensemble des grévistes afin de les informer et de faire avec eux le point sur la conduite de la grève. Ces assemblées - qui se tinrent aussi régulièrement dans les secteurs traditionnels que dans les branches techniquement avancées - ne furent pas, à la différence de ce qui se passait précédemment, de simples chambres d'enregistrement. Le rôle qu'elles jouèrent après le « constat de Grenelle » le démontre abondamment. Pour autant, elles ne suffirent pas à éviter les manipulations bureaucratiques²⁹ et, surtout, elles ne furent pas un lieu de proposition pour les travailleurs en grève. [...] Au-delà des assemblées générales, c'est en effet un faible niveau d'auto-organisation qui caractérise les luttes de mai et juin 1968.

28 « Pour nous, l'idée même d'occupation tout de suite apparaît comme liée à l'idée d'action de masse. Une occupation ne peut se faire par délégation : on occupe tous ensemble», Groupe Lutte de classe, Des comités de base au pouvoir mai-juin 1968 à Rhône-Poulenc Vitry, Paris, 1968, p. 61.

29 Le film militant réalisé sur la reprise à la RATP en juin 1968 le démontre assez clairement

30 À l'exception du comité d'action de Renault-Cléon, créé à partir du refus du comité de grève (intersyndical) d'accepter un débat sur une proposition de « conseils d'atelier ». Il faudrait pouvoir citer intégralement la très intéressante plateforme de ce comité d'action qui comprenait notamment la nécessité de se syndiquer et de militer l'unité syndicale à la base, l'unité d'action des partis ouvriers, etc. (Notre arme, c'est la grève, op. cit., p. 89-90).

Les comités de grève. Si on appelle comité de grève une instance élue par l'ensemble des grévistes (en assemblée générale ou par atelier) pouvant comprendre aussi bien des non-syndiqués que des responsables syndicaux, tous révocables à tout moment et remplissant les fonctions d'« exécutif » de l'assemblée générale des grévistes, force est de constater qu'il en exista fort peu. [...] Les comités d'action. [...] ils ne fonctionnèrent pas comme une structure unifiant l'ensemble des travailleurs en grève. Ils regroupèrent uniquement les travailleurs les plus combatifs, la « gauche ouvrière», ceux des ouvriers qui étaient les plus sensibles au modèle étudiant. Leur dynamique fut très souvent antisyndicale et leur minorisation s'accentua au fur et à mesure du déroulement de la grève³⁰. Les comités d'action «ouvriers-étudiants» existèrent davantage à l'extérieur de l'entreprise qu'à l'intérieur de celle-ci. [...] Rares furent ceux qui eurent une influence sur le déroulement de la lutte dans leurs entreprises. Cela dit, ce ne fut pas uniquement de jeunes ouvriers qui y participèrent: on pouvait aussi y trouver un nombre non négligeable de «vieux» travailleurs. Reste le problème des comités d'action locaux, qu'ils soient de quartier, de ville ou d'arrondissement. Souvent créés à l'initiative du PSU, ces derniers correspondaient à un besoin réel: être un lieu d'échange pour les travailleurs de diverses entreprises, permettre la participation au mouvement de non-salariés (femmes au foyer, par exemple), prendre en charge les problèmes de l'agglomération. Ils eurent des réalités très variables mais, surtout, il est difficile d'en faire un indice de la combativité ou de la prise de conscience : l'expérience tend à prouver qu'ils furent surtout fréquentés par des salariés de toutes petites entreprises – pour lesquels le sentiment d'isolement était fort –, et que les autres avaient bien trop à faire sur leur entreprise... Les «commissions». Elles furent un des plus importants symboles de ce qui, dans Mai 68, était « prise de parole », en même temps qu'un repère significatif de cette prise de parole. Car, de fait, la participation aux commissions fut surtout l'apanage des techniciens, des ingénieurs et des cadres. Limitées à un seul secteur ou

à un seul atelier, il y eut certes des commissions essentiellement composées d'ouvriers professionnels - bien plus rarement d'ouvriers spécialisés -, mais elles étaient le plus souvent étroitement revendicatives, voire de type «formation syndicale ». [...]

Le lien entre les entreprises. Comme nous l'avons déjà vu à propos des comités de grève, le souci des directions syndicales - et en tout cas de la CGT - fut de cloisonner le mouvement et de cantonner chacun dans son entreprise. Elles y réussirent largement. [...] À propos de l'autogestion. S'il est un thème auquel Mai fit faire fortune, c'est bien celui-là. [...] Ces discussions sont plus fréquentes

dans les grandes entreprises que dans les petites, là où c'est la CFDT qui est largement majoritaire, et dans les usines occupées [...].



AUX CHÈQUES POSTAUX et Mai 68 survint!

En 1968, 13 000 femmes sont employées dans deux centres des Chèques postaux situés à Paris. Les conditions de travail et les cadences sont infernales, la discipline stricte. Les chefs règnent en maître, la pression hiérarchique existante dans n'importe quelle entreprise v est aggravée par un sexisme aussi « ordinaire » qu'insupportable. Et en mai 68, la grève éclate: c'est la revanche de celles qui n'étaient « rien » aux yeux des patrons et des chefaillons. « Mes femmes ne sortiront pas », ose un de ceux-là: elles sortiront et rejoindront la grève. La peur avait changé de camp: par l'occupation des locaux, moment important; la réappropriation du lieu par celles qui y travaillent, par ce que cela induit de rapports nouveaux, de discussions, d'échanges, d'utopies à mettre en œuvre.

Gisèle Moulié, Gigi, avait 22 ans en 1968.

Arrivée de son Ariège natale quelques années auparavant, elle est employée dans ce centre des Chèques postaux, et syndiquée à la CFDT.

Elle participera en 1988 à la création de SUD PTT.

Retraitée, elle assure des permanences juridiques à l'union locale Solidaires de Montreuil (93).



Dans le XV° arrondissement de Paris, 13 000 femmes sont employées dans deux centres, rue des Favorites et boulevard de Vaugirard.

I paraît que la France s'ennuie selon l'éditorial du journal Le Monde du 15 mars 1968. Finie la guerre d'Algérie avec la signature des accords d'Évian, le partage du monde de l'après-guerre n'est pas ébranlé, les économistes sont satisfaits de l'état des choses, on baigne dans les Trente Glorieuses malgré la fermeture de quelques bassins miniers, le général de Gaulle gouverne, les étudiant-es étudient, les travailleurs et travailleuses travaillent, les femmes sont au foyer, tout semble calme et paisible dans cette France-là. C'est en 1968 que Martin Luther King a été assassiné, que Ernesto Che Guevara a été abattu quelques mois auparavant (octobre 1967) et, en août, que les chars russes sont entrés dans Prague.

À partir de 1966, le nombre total des journées de grève augmente fortement. Le 10 janvier 1968, la CGT et la CFDT ont adopté une plate-forme revendicative commune qui va avoir un grand retentissement et qui va contribuer à relancer l'action... À Bordeaux, Besançon, Caen, Vénissieux, on assiste à des grèves dures où les

Coll. privé



Les Chèques postaux à Paris, dans les années 68 : un petit bout du « bancaire »

jeunes travailleurs jouent un rôle prépondérant. Aux Chèques postaux dans le XV^e arrondissement de Paris, 13 000 femmes sont employées dans deux centres, rue des Favorites et boulevard de Vaugirard. Des conditions de travail dures, frappe à la machine à des cadences qu'on peut qualifier d'infernales, une discipline quasi militaire, des organisations syndicales vivantes mais pratiquement réduites à la clandestinité, tel est le contexte du travail dans cette grande boîte que sont les Chèques postaux en Mai 1968.

LA MANIFESTATION DU 13 MAI,

POINT DE DÉPART DE LA GRÈVE

Non, ce n'est pas l'usine, mais ce n'est pas non plus l'emploi de bureau dont nos parents rêvaient pour nous en étant « fonctionnaire ». Ces jeunes qui osent se révolter nous font rêver. Certaines les qualifient de petits-bourgeois; c'est vrai, ils sont privilégiés par rapport à nous, peut-être des « fils à papa », mais ça ne fait rien, tels des aimants ils nous attirent, ils osent s'affronter à la police, ils réclament plus de liberté. Dans ce climat, la manifestation unitaire du

13 mai pour protester contre les violences policières à l'encontre des manifestations étudiantes réunit à Paris près de 800 000 personnes et des dizaines de milliers dans les grandes villes de France. Les premières grèves avec occupation d'usines interviennent à Nantes et Saint-Nazaire. Le 15 mai, l'usine Renault de Cléon est occupée et son directeur séquestré. La grève se répand comme une traînée de poudre, le mouvement s'étend et au soir du 18 mai, on compte deux millions de grévistes. Le 20 mai au matin, six millions de travailleurs et travailleuses sont en grève, parmi lesquels les filles des Chèques postaux, qu'on n'appelle pas « les travailleuses », ce sont des travailleurs en jupe, car le pantalon est soit interdit, soit très mal vu «pour une femme».

LE 18 MAI, LA GRÈVE DÉMARRE AUX CHÈQUES

Dès le 18 mai, la grève démarre par une immense assemblée générale à la prise de service, à 7 heures 30 le matin, provoquée par le départ en grève des gars de la nuit. Ainsi, les filles des Chèques rejoignent les salarié-es de toutes les professions. Les revendications sont vite trouvées : elles ne jaillissent pas du chapeau de quelque syndicaliste équipé d'un mégaphone, elles existent depuis longtemps. Elles ont été élaborées depuis des années, à travers de multiples réunions, elles datent d'avant même la grève des fonctionnaires de 1953. La revendication qui sert de fil rouge à l'action syndicale des filles des chèques, c'est la réduction du temps de travail. C'est une course folle contre le temps qu'engagent chaque jour les filles des chèques chargées de familles, seules ou en couple. Passer 42 heures par semaine à se crever, se payer de trois quarts d'heure à 1 heure 30 de transports en commun, pour, ensuite s'occuper des gosses, aller les chercher à la crèche ou à l'école, c'est à la limite du possible et ceci du lundi au samedi inclus. Toutes les organisations syndicales locales ont la préoccupation du temps de travail.

De multiples grèves ont eu lieu de 24 heures, 48 heures, le samedi, en semaine, pour réclamer la réduction du temps de travail, avec toujours la même réponse de la direction: «Les syndicats veulent couler les centres de chèques postaux, c'est totalement impossible, la faible rémunération par l'État ne permet pas la moindre dépense supplémentaire; enfin c'est impossible, irresponsable, il faut arrê-

ter de rêver. » Fermez le ban, circulez, il n'y a rien à voir! À cette époque, le coût le plus faible du traitement d'une opération bancaire est aux CCP¹. C'est donc que les jeunes petites mains féminines travaillent beaucoup et pour pas cher.

Aux Chèques postaux à Paris, quelques mois avant, à l'appel de la CFDT et de la CGT, il y a eu une grève sur la réduction du temps de travail avec un pourcentage de grévistes meilleur que d'habitude. Mais, pour le reste, la vie suit son cours. Donc, quand éclate la grève en mai 1968, la revendication numéro un qui ne se discute même pas, c'est la réduction du temps de travail, ce qui n'est pas le cas dans les autres services de La Poste tels que les bureaux de Poste et les centres de tri, qui eux mettent en avant la retraite, les conditions de travail, les primes, etc.

La grève, c'est d'un coup deux millions de comptes gérés à Paris-Chèques qui sont bloqués. Et dans ces comptes, il en est qui pèsent plus lourd que d'autres, par exemple ceux de la vente par correspondance. Ils se trouvent bloqués, et des milliers et des milliers de versements quotidiens sont en rade. Les titulaires de ces fameux «grands comptes» comme on les appelle, prennent ça très mal, leur trésorerie est mise à mal. Comment, les PTT n'ont rien fait pour empêcher la contagion de la grève? Décidément, plus rien ne va.

Pourtant les potentats locaux, quelques cadres aidés de la CFT², s'agitent, menacent, crient à la manipulation communiste, mais rien n'y fait. À la radio, on suit les événements de la fac de Nanterre, on en parle un peu dans les services. Ils et elles sont jeunes comme nous, mais ce sont des étudiant-es, un autre monde. Pour la majorité d'entre nous, le collège, le lycée n'est pas très loin; cependant, avec notre boulot aux PTT, on est passées à autre chose, on est entrées dans le monde du travail d'une façon définitive. Même si on a d'autres aspirations que de faire ce travail toute notre vie, on pressent que les études, c'est fini.

¹ Centres de chèques postaux.

² Confédération française du travail, « syndicat » proche de l'extrême-droite et du patronat.

Le 18 mai au matin, les grilles d'entrée sont fermées pour la prise de service à 7 heures 30. Réunis en assemblée générale, les gars de la nuit ont décidé la grève et la fermeture des grilles d'entrée afin d'informer le personnel du jour qui prend le service. À 7 heures le matin, la rue devant les Chèques est noire de monde, dans l'impasse Bourseul (dans le XVe à Paris); CGT et FO appellent le personnel du jour à rentrer dans le mouvement. Odette une copine de la CFDT, en brigade A (service du matin) est présente: elle se jette à l'eau, prend la parole et se souvient: «Quelle surprise en descendant la rue d'Alleray de voir tous ces cars de CRS arrêtés à l'entrée du passage Bourseul. L'impasse Bourseul est bondée de monde, ce sont les employées des Chèques qui ne peuvent entrer. » Le personnel masculin de nuit a décrété la grève et bloque le passage. Tout le personnel est là sans directive. Dans le même temps, tout le monde sait qu'un conflit d'ampleur inégalée se développe, les ouvriers de la SAVIEM à Nantes se sont mis en lutte illimitée. Et les postiers des centres de tri viennent de se coordonner pour partir en grève.

Moi, je suis du matin et je découvre que tout le monde est là; les employées attendent des syndicats une prise de parole. Devant cette foule d'au moins deux mille femmes et de plusieurs centaines d'hommes, je me sens petite et aussi isolée. Je sens que la situation est délicate, puisqu'au niveau de la CFDT nous sommes peu nombreuses dans cette brigade du matin. La décision ne peut attendre. Aussi, je me lance, sinon c'est un cadre qui va intervenir pour le syndicat.

PRENDRE TOUTE SA PLACE, EN TANT

QUE FEMME, DANS CE MOUVEMENT

C'était le moment de prendre sa place dans

un conflit qui allait engager le tout Paris-Chèques au féminin! Je n'avais qu'une chaise pour estrade! Les femmes tapissaient les murs de la façade de Paris-Chèques qui allait fêter ses cinquante ans d'existence. Pour cet événement, la direction avait décidé le ravalement de ce grand et vieil immeuble. Les travaux étaient en cours et apportaient encore un peu plus d'austérité à ce bâtiment bardé d'échafaudages. En l'espace d'une heure, cette structure faite de barres de fer devenait une aubaine pour accueillir des dizaines et des dizaines de femmes, qui s'accrochaient aux grilles et dominaient ainsi la foule entassée. On aurait pu croire ainsi que le bâtiment même était du côté des grévistes. Il en avait contenu des crises de nerf, des tentatives de suicide de ces jeunes femmes qui n'en pouvaient plus de tenir le rende-

Il en avait contenu des crises de nerf, des tentatives de suicide de ces jeunes femmes qui n'en pouvaient plus de tenir le rendement! Aujourd'hui, c'était la grève et on n'entendrait plus de la rue Bourseul le bruit infernal des machines « sextuplex » (machines à cartes perforées). Dans cette première prise de parole, que dire tant les problèmes étaient à vif, sur les conditions de travail, le manque d'effectifs, l'absence de logement, le manque de foyers (pour les nouveaux/nouvelles recruté-es arrivant de toute la France) et surtout le manque de considération au travail. Et le droit syndical? Nul, et depuis des années, c'était la galère pour tout le monde. Le gouvernement était mis en accusation.

Les prises de parole étaient à peine audibles avec un seul porte-voix pour la foule de grévistes qui chaque jour venait aux nouvelles. La grève est votée à main levée par le personnel présent. À 8 heures, les portes sont ouvertes; celles qui n'ont pas voté la grève se précipitent rejoindre leur service. Les autres, très nombreuses, restent en bas dans la rue pendant que les militants syndicaux se réunissent en comité



oll privé

de grève. En fait, une intersyndicale se met en place avec 4 militant-es CGT, 4 CFDT, 4 FO. Elle appelle les milliers de filles regroupées devant les portes à entrer dans l'action, à voter la grève pour faire aboutir la revendication de réduction du temps de travail qui est depuis longtemps (1953) celle des filles des chèques et qui n'avance pas, malgré les multiples actions; elle dit que nos conditions de travail, à la limite du supportable, méritent qu'on se mette en grève. Malgré les apparences de parité, la CGT est prépondérante. Dans l'intersyndicale ainsi constituée, le représentant de la CGT s'autodésigne comme porte-parole de ce qui est baptisé comité de grève. Dans la matinée, le chef du centre, responsable de l'immeuble, est destitué de son rôle par l'intersyndicale qui lui fait savoir que désormais il est sous son contrôle. Un groupe de grévistes est désigné pour garder l'entrée de son appartement de fonction. Dans les ser-

vices, ça discute ferme. Le changement de brigade qui se fait à midi trouve un centre en pleine ébullition. On se fait interpeller: «Vous êtes folles, vous voulez la guerre civile?» Quand les militantes, toutes organisations syndicales confondues, expliquent dans les services que c'est le moment de faire aboutir les revendications qui jusque-là se sont heurtées au refus de la direction, c'est: « Vous voulez couler les chèques postaux; la réduction du temps de travail, c'est impossible», quasiment l'utopie du siècle!

Beaucoup se laissent convaincre par les arguments et l'idée de la grève gagne rapidement du terrain. Et comme pas mal de filles suivent l'actualité de près, elles se mettent en grève et, pressentant que ça va durer un certain temps, avant l'arrêt total des moyens de transport, elles se dépêchent de rejoindre leur province. C'est dommage pour la participation active à la grève et à l'occupation des locaux. Les langues se délient,



[Coll. privé

Extrait de *La vie ouvrière* du 5 juin 1968, CGT

les comptes se règlent, chacun, chacune choisit son camp. La majorité est d'accord, c'est le moment d'y aller. Des cadres zélés tentent d'empêcher les discussions. Ce jourlà, le classique: « Taisez-vous mesdames » ne marche plus, même celles qui sont contre la grève n'arrêtent pas de parler.

Les syndicalistes font le tour des services pour expliquer pourquoi rejoindre le mouvement, les cadres qui essaient de leur refuser l'entrée du service ou la prise de parole en sont pour leurs frais. Ils se rendent compte qu'ils sont débordés et abandonnent la partie. Dans les services, les filles écoutent; elles veulent savoir, se faire une opinion, avant de déterminer leur attitude. Elles se doutent que le mouvement sera long et que ce n'est pas une grève comme d'habitude. Contrairement aux traditions des centres de tri, il n'y a pas d'habitude d'assemblée générale pour une discussion, une information collective et un vote. C'est dans son service qu'on se détermine, en fonction d'éléments propres à chaque personne, du genre « le mari fait grève aux PTT ou ailleurs, on ne peut faire grève à deux »; il y a aussi la crainte de poser un acte d'indiscipline.

« MES FEMMES NE SORTIRONT PAS »

Quand les filles du bancaire, le service « disciplinaire » du centre de chèques, veulent sortir pour participer à l'assemblée générale de midi, le grand chef annonce: « Mes femmes ne sortiront pas. » Et oui, les femmes sont sorties, elles ont failli le lyncher; les militants syndicaux sont intervenus pour le dégager. La colère accumulée contre cet ignoble personnage trouvait enfin à s'exprimer. Monsieur le chef de division (c'était son grade) qui sévit quotidiennement pour faire trimer « ses femmes », a tenté un jour de plus, un jour de trop, de faire régner sa terreur habituelle par des menaces. Ce jour-

là, les filles humiliées, rabaissées à la moindre erreur, parfois insultées, lui crient leur détestation. C'est lui qui a peur, c'est lui qui est sous les huées, sous la colère de celles qui subissent chaque jour ses brimades. Elles, qu'il traite comme des incapables, des moins que rien, elles qu'il accable de son mépris, lui crient enfin ce qu'elles pensent: «Liberté au bancaire »! Il a ce qu'il mérite, mais il faut éviter tout incident qui serait vite exploité par les adversaires.

Pendant ce temps, le comité de grève se pose le problème de la popularité du mouvement et celui de ne pas nuire aux usagers les plus en difficulté, par exemple pour payer les retraites ou les pensions aux personnes handicapées. Il est décidé de maintenir un guichet ouvert aux «à vue» (service ouvert au public), rue des Favorites, tenu à tour de rôle par des grévistes et ceci tant qu'il y a des fonds en caisse. De chaque côté de l'impasse Bourseul, les cars de CRS sont postés, des discussions s'engagent avec ceux qui ont endossé récemment leur uniforme: comme nous, ils viennent de diverses régions, certains de leur Aveyron natal où leurs parents sont paysans, ils n'ont pas trouvé de boulot là-bas, alors ils sont flics. Eux aussi, ils sont déracinés, ils sont venus à Paris contre leur gré. N'empêche, quand on leur donnera l'ordre, ils seront là pour nous taper dessus s'il le faut!

Tous les matins jusqu'à l'occupation des locaux, il y aura assemblée générale dans la rue jusqu'à 8 heures. Les filles viennent, s'intéressent, discutent, regardent en rigolant leurs chefs « préférés » et les non-grévistes se casser le nez sur des grilles fer-

mées, après avoir vaincu tous les obstacles pour venir travailler. Le zèle n'est pas récompensé, ma bonne dame. Les réflexions fusent: « Alors comme ça, on est en retard!» «Il y a des PV3 qui se perdent.» C'est une inversion des rôles, on n'a pas eu le temps d'inventer autre chose. Chaque jour, les stratégies se précisent de part et d'autre: pour dissuader de faire grève, certains cadres acceptent que les filles arrivent à midi, signent la feuille de présence et repartent aussitôt. Leur préoccupation première n'est pas le service à rendre aux titulaires de comptes, c'est de faire échec à la grève. Du côté grévistes, les discussions vont bon train, on commente les infos de la radio et de la seule chaîne de télé dont les principaux journalistes rejoignent la grève. Les «jaunes» de l'ORTF de l'époque font un journal télévisé de plus en plus déprimant, eux-mêmes n'y croient plus. Bizarrement, les clivages syndicaux ont l'air d'avoir disparu pour un moment, au moins au plan local. Ce qui prime, dans l'ambiance générale, c'est le grand plaisir de jouer un bon tour à nos grands chefs qui nous prenaient jusque-là pour des gamines relativement inoffensives, mises à part quelques fortes têtes. Bien sûr ils pensent: «Elles sont manipulées par les syndicats », et certains des plus radicaux contre la grève espèrent reprendre rapidement tout ça en main; la CFT jouera son rôle contre le mouvement. Un syndicat «jaune» et un peu fasciste, c'est là que c'est utile!

Si les archives syndicales n'ont pas gardé beaucoup de traces de Mai 68 aux Chèques postaux, ceux qui en ont gardé un souvenir cuisant, ce sont nos directeurs et chefs de centre qui ne pensaient pas que ça pouvait leur arriver à eux, habitués qu'ils étaient à considérer les femmes comme quantité négligeable. Leur attitude paternaliste a été rejetée et ils en ont été extrêmement choqués. Les centres de tri d'accord, c'est connu, ils sont combatifs; mais les petites jeunettes des Chèques postaux, ils croyaient les avoir bien en main.

CHANGER LA VIE!

Ce n'était pas prévu au programme et c'est là qu'elle change vraiment... Les discussions vont bon train, c'est un plaisir de s'informer, de parler de ce qui se passe, d'être là ensemble. On s'engage à fond dans la grève, on participe, on discute, on prend goût à ce qui s'appelle la chose publique, on fait de la politique, et ça nous plaît. Jusque-là, on pensait que tout ça, c'était des choses pour les spécialistes, les «hommes politiques», pas pour nous; et là, on s'intéresse, on veut comprendre. C'est intéressant, passionnant même. Tous les jours, il y a les échanges grévistes - non-grévistes, on cherche à convaincre celles qui rentrent. Au fil des jours, la grève s'organise, avec piquet de grève le matin et au changement de brigade de midi, appelé aussi « mur de la honte ». Les non-grévistes doivent rentrer devant une haie de militantes et de grévistes pas très psychologues. Les hommes sont particulièrement agressifs, certains d'entre eux jettent des pièces de monnaie aux filles qui rentrent, ils les insultent. Ils ne cherchent pas à discuter, ils ne veulent pas savoir pourquoi elles continuent à aller travailler. Elles rentrent, ce sont des «jaunes» point final.

Les raisons pour lesquelles certaines filles ne font pas la grève ne sont pas unique-

ment de ne pas vouloir perdre de l'argent ou par positionnement politique contre la grève. Pour quelques-unes, c'est l'interdiction formelle du mari: «La grève, ça ne se fait pas pour une femme. » Elles affrontent le piquet de grève. Pour d'autres, mariées à des postiers, c'est un certain partage des rôles: « Mon mari fait grève au centre de tri de Paris-Brune⁴, on ne peut pas faire la grève à deux. » C'est donc elle qui vient bosser et qui doit affronter le piquet de grève. Elle non plus ne dira rien, elle ne fait pas grève, un point c'est tout. D'autres encore élèvent seule un enfant et dans l'angoisse du lendemain, elles vont travailler même si elles préféreraient être dans le mouvement. Le piquet de grève est un moment de tension, non seulement entre grévistes et non-grévistes mais aussi entre grévistes aux conceptions différentes.

Le blocage des transports en commun, les restrictions sur l'essence rendent chaque jour plus difficile l'accès au centre. Il y a d'autres visites, par exemple, les jeunes gaullistes de l'Union des jeunes pour le progrès, qui viennent gravement nous expliquer que notre grève ruine l'économie, qu'il faut utiliser d'autres moyens plus pacifiques que la grève. Ils sont marrants ces petits jeunes qui n'ont jamais mis un orteil dans le monde du travail.

Dans la ville, pendant qu'il y a encore de l'essence, l'auto-stop marche très fort. Dans la rue, partout les groupes se forment, discutent, s'engueulent, rigolent; les vieux, les jeunes, tout le monde s'en mêle. De temps en temps, une bourgeoise « vison » du XVe nous interpelle: «Si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à aller en Russie, vous verrez!» Tous les jours, aux Chèques, il y a des discussions, des débats, un brassage d'idées. Les militants du PCF nous parlent de la « démocratie avancée », déjà un parfum de Programme commun. La CFDT a des positions en pointe (elle a beaucoup changé depuis), elle commence à parler d'autogestion. La CGT est très bien organisée; mais à la CFDT, au niveau de l'organisation, ce



Affiche de Mai 68

n'est pas au top! Par contre, il n'y a personne au-dessus, pas de hiérarchie présente, on se débrouille, on est peu nombreuses mais proches des filles et le rôle essentiel est d'appeler à s'exprimer, à se défendre, à donner la parole aux grévistes qui ne sont pas toutes syndiquées.

Après les assemblées générales du matin et de midi, la rue Bourseul prend des allures de forum, ça discute dans tous les coins : un jeune de l'école d'architecture veut voir une responsable de la CFDT, il voit tout de suite que je n'ai pas la carrure, je le mets en contact avec Raymonde une militante qui « assure »; il lui propose d'envoyer promener les syndicats et de mettre en place des comités d'action. Raymonde lui répond très calmement: «Ça fait un an qu'on met sur pied une plate-forme revendicative avec la CGT

et FO; ça n'a pas toujours été facile! Maintenant qu'on peut espérer faire aboutir nos revendications, on ne va pas tout balancer par-dessus bord.» Elle a raison, mais moi, ils m'en mettent plein la vue ces étudiants, ils causent comme des livres, ils sont mignons, je serais prête à les suivre alors que je ne comprends pas grand-chose à ce qu'ils disent. Heureusement qu'il y a mes copines qui ne se laissent pas embarquer. Dans l'ascenseur, Nicole de la CGT me remet les pieds sur terre: «Ces fils à papa, ils vont bientôt faire la grève à notre place. Les donneurs de leçons on n'en a pas besoin, c'est nous qui faisons la grève, pas eux!»

Les étudiants du Mouvement du 22 mars de Nanterre viennent nous expliquer comment faire des comités d'action, et déborder les syndicats. Les comités d'action, ici on ne connaît pas, on n'a pas l'habitude du forum permanent comme dans les facultés. À l'intérieur du centre, on n'a même pas le droit de se réunir. À peine si on a le droit de parler. Ce que les militants du Mouvement du 22 mars semblent ignorer, c'est que les syndicats sont quasiment clandestins: interdiction d'affichage sans l'aval du chef de centre, interdiction de distribuer les tracts dans les services, interdiction de ramasser les cotisations. Ils ne se rendent pas bien compte de comment ça se passe dans le monde du travail et encore plus quand il est féminin. Ils traitent les organisations syndicales comme des institutions alors que dans certains endroits tels que les Chèques, elles interviennent dans une quasi clandestinité. Ils ont lu des bouquins mais en vrai, ils ont une vue très théorique du monde du travail.

Une étape décisive de la grève sera franchie avec l'occupation des locaux; elle sera imposée au comité de grève par un groupe de filles non syndiquées, soutenues par les militantes de la CFDT qui sentent la nécessité de passer à une étape supplémentaire dans l'action. L'occupation, c'est le meilleur moyen de poursuivre et de renforcer le mouvement de grève.

⁴ Centre de tri, boulevard Brune dans le XV^e arrondissement, par ticulièrement combatif; il a été fermé en 1986.

LES LOCAUX SONT OCCUPÉS

C'est suite à cette décision que se produisent les premiers accrocs entre la CGT et la CFDT. La CGT veut différer le moment de l'occupation, parce que le général de Gaulle a annoncé des élections. Toute la journée, il a régné une ambiance particulière dans l'impasse Bourseul et même dans les piquets de grève. L'occupation des locaux est décidée, après le piquet de grève « mur de la honte», pour escorter la sortie des non grévistes à 19 heures30; on se regroupe et on s'engouffre à 300 à l'intérieur des Chèques. On y passe la nuit et on s'installe dans l'occupation. Moment génial, où on est enfin chez soi sur son lieu de travail. Le lieu de notre exploitation quotidienne, on le fait nôtre. Le chef de centre est fermement prié de rejoindre ses appartements où il sera sous la responsabilité des membres de l'intersyndicale.

Pendant les jours et les nuits d'occupation, il y a les chanteurs, les poètes, les conteurs qui se révèlent, surtout, on cause jusqu'à plus soif, on refait le monde. Certains ont les solutions clés en mains, « la démocratie avancée » par exemple, programme du PCF à l'époque. La majorité cherche passionnément à comprendre, s'intéresse à des choses qui jusque-là semblaient inaccessibles. La CFDT commence à parler d'autogestion, elle organise des réunions sur le contrôle des cadences, sur l'organisation du travail, comment maîtriser un boulot parcellisé dans une grosse boîte où chacun

est dans son service coupé des autres, comment en finir avec les cadences imposées. Aussitôt la vie s'organise. Une préoccupation se fait jour: entretenir les locaux, ne rien dégrader, en fait, pour les rendre en bon état aux anciens propriétaires. La prise de possession de son lieu de travail, c'est un moment fort, le moment où l'on n'est plus l'objet utilisé pour exécuter une tâche obligée. On existe enfin, on est là chez nous, sans la hiérarchie.

L'intersyndicale organise la chose et c'est ainsi que je passe, avec une autre fille, une semaine à la plonge car la cantine fonctionne grâce à un cuisto gréviste qui accommode les restes. Il y a une répartition très particulière des tâches. Les filles à la plonge et au balayage des escaliers (6 étages). Les gars de la nuit sont chargés de contrôler les allées et venues du chef de centre destitué de ses fonctions. On réclame un roulement plus équitable dans les tâches entre syndicats. La question du partage entre hommes/femmes n'est posée par personne.

Cette occupation, c'est des jours et des nuits où on parle sans fin, où certain.es chantent, d'autres disent des poèmes; c'est des nuits et des jours où on apprend à se connaître, où on se découvre alors qu'on travaillait au même étage à deux pas. Ce cloisonnement est perçu, à ce moment-là, comme un handicap; en temps normal, on n'a même pas conscience à quel point il est nocif, nous empêche de connaître notre travail et donc de le maîtriser, permet de créer des divisions artificielles. «On » nous dit que tel service est mauvais, elles travailleraient mal: personne ne cherche à vérifier et «on » continue à colporter des rumeurs débiles, fondées sur rien, parce qu'on ne se connaît pas et que tout est fait pour, qu'en temps normal, cette connaissance soit impossible. Petit à petit, on comprend que ce cloisonnement est bien utile pour la direction qui, au lieu d'avoir face à elle un personnel qui lui réclame des effectifs, s'en prend au service voisin. Par la discussion, dans la grève, on met en l'air les préjugés, on reconstitue notre cohésion et

on voit mieux où sont les vrais obstacles. Les échos de l'extérieur nous parviennent par la radio qu'on suit au fil des heures, parce qu'il se passe toujours quelque chose: les émeutes nocturnes du quartier latin et leurs conséquences, la séquestration du patron de telle usine, le discours du général de Gaulle. Pendant l'occupation, les transistors informent de ce qui se passe à l'extérieur. On suit les événements, en direct, à chaud; on les commente, on écoute les déclarations des leaders syndicaux: Georges Séguy pour la CGT, Eugène Descamps pour la CFDT, André Bergeron pour FO.

Au fil des jours, on prend conscience de notre force par rapport à une hiérarchie étouffante. Cette occupation, c'est le moment où par petits groupes on discute de comment le travail pourrait être organisé autrement, en connaissant notre place dans la chaîne, en sachant ce que font les services voisins, et surtout comment ne pas se crever avec les cadences, accepter d'avoir des rythmes différents. Un débat s'amorce entre celles qui disent qu'il faut ralentir et celles qui disent vouloir aller à leur propre rythme. Toute la question est de savoir comment chacune a acquis son propre rythme. C'est un peu l'histoire de l'inné et de l'acquis : on ne naît pas rapide à la frappe sur machine, on le devient à force de pressions. Pour celles qui tapent très vite, c'est difficile de ralentir. Il n'y a pas eu de conclusion, le sujet a été abordé et dans différents services il resurgira et ne restera pas lettre morte, il donnera quelques grèves du zèle bien dérangeantes pour la hiérarchie.

DOMINIQUE GRANGE VIENT CHANTER

AU CENTRE DE CHÈQUES

Des chanteurs et chanteuses viennent nous rendre visite et nous offrent des concerts gratuits. Jacques Cerizier chante: «J'ai un petit vélo qui trotte dans ma tête et qui ne veut jamais s'arrêter. » Ça correspond assez bien à la sensation du bruit de la machine dans notre tête. Dominique Grange fait son récital: « Nous sommes tous des dissous en puissance, nous sommes tous des juifs et des Allemands. » On se rencontre à la cantine, on échange sur nos conceptions de la chanson et la leur; ils et elles nous disent leur souhait de faire des choses nouvelles, de sortir des circuits commerciaux.

À la direction, ils estiment que l'occupation a assez duré. Pour expulser les grévistes, les grands moyens sont déployés: les cars de police et, grand luxe, la grande échelle des pompiers. Qui va monter sur l'échelle pour casser les carreaux du 6e étage et faire rentrer les flics qui vont nous évacuer? Ce sera un dévoué chef de centre qui s'y collera, Monsieur Nicolas, il grimpe à la grande échelle sous des centaines d'yeux moqueurs pour faire rentrer la police. Les flics poussent dans le dos et ça avance très peu à chaque poussée; il a fallu toute la matinée et jusqu'à 15 heures l'après-midi pour faire sortir les dernières occupantes. Il faut en terminer avec cette chienlit de grévistes. L'image de la grimpette à l'échelle des pompiers est restée gravée dans les mémoires, elle garde encore son effet comique quand on en reparle. C'était nous, le mouvement des grévistes, qui fixions les agendas politiques et syndicaux.

Avec le recul, je me suis aperçue qu'on avait peu manifesté en dehors de l'immense manif du 13 mai, après on est resté.es pas mal replié.es sur nos boîtes. De temps à autre, on faisait le tour du pâté de maisons dans l'arrondissement, ça nous permettait de discuter un peu avec les grévistes des entreprises à l'entour (CGCT, Lignes à grande distance, imprimerie Taupin), vrai-

ment dans notre coin de Vaugirard. Malgré cela, au cours de ces journées c'était la politisation à la vitesse surmultipliée; chaque jour on apprenait quelque chose, chaque jour on voyait sous nos yeux fonctionner le pouvoir avec un grand P, du gouvernement à la direction de notre boîte. Et ce n'était pas la télé qui nous influençait, les journalistes étaient en grève, il n'y avait qu'un homme tronc qui débitait un communiqué. Même avec plein de choses dans la tête, on n'oublie pas la réduction du temps de travail! On parle de tout, tout le monde parle de tout: grévistes, syndiqué.es ou non, curieux, passant.es, dans les rues, les bistros. Dans ce dialogue innombrable et nouveau qui s'installe, les questions essentielles viennent sur le tapis.

LA REPRISE

Après les accords de Grenelle, refusés d'ailleurs par les grévistes des usines Renault Billancourt qui sont censés fixer le cadre général, il y aura les négociations par branche toujours sous la pression de la grève générale. Donc le ministre des PTT ouvre des négociations avec les représentants syndicaux des différents secteurs de La Poste et de ce qui est aujourd'hui France-Télécom.

LA LUTTE PAIE MAIS ON VOULAIT PLUS...

Des négociations pas tellement transparentes, mais menées dans la perspective de faire reprendre le boulot à ces milliers de gens qui prenaient goût à la grève, à la lutte collective, et qui n'étaient pas prêts à rentrer avec des clopinettes. Les fédérations syndicales CGT, CFDT, FO mènent la négociation avec le ministère des PTT. Pour les chèques, c'est sûr, il faudra lâcher sur la réduction du temps de travail. Après une nuit de pourparlers, les fédérations arrachent un samedi libre sur deux, la suppression d'un retour par mois⁵, lui-même réduit d'une heure, au total ça fait 4 heures de réduction de temps de travail. Sur la quinzaine ça nous ramène à une moyenne horaire hebdomadaire de 37 heures 15.

À cet acquis sur le temps de travail, il faut ajouter une augmentation en points uniforme de 200 francs, une augmentation de la prime de rendement (et elle ne sera plus amputée en cas de maladie) et l'accueil des jeunes dans les gares parisiennes. La section syndicale d'entreprise sera reconnue, ce qui veut dire que les militantes sortiront enfin de la semi-clandestinité et du non droit syndical.

Pour celles qui ont suivi le mouvement d'assez loin, c'est totalement inespéré, certaines ont du mal à y croire. Il y a à peine un mois, une heure de moins, ca paraissait complètement impossible. La semaine suivante, la moitié du personnel ne travaillera pas samedi prochain, ça paraît à peine croyable. C'est vraiment la preuve par neuf que la lutte paye et que ça vaut la peine de se bagarrer. Le discours de la direction est démystifié: comment? Tous les grands chefs qui disaient que ce serait la faillite si on touchait à la durée du travail... Et là d'un coup, ils lâchent 4 heures, et non seulement rien ne s'écroule mais le boulot se fait, il a juste fallu ouvrir un concours de recrutement supplémentaire! C'était possible en créant des emplois mais c'est cela qu'ils ne voulaient pas et c'est la grève qui les a contraints dans l'urgence. Pourquoi? Tout cela soulève des questions qui amènent assez loin dans la réflexion. En fait, ils s'en foutaient que tous les jours on se crève au boulot, ce qui leur importait c'est que le trafic passe avec le moins de personnel possible.

Pour celles qui ont été à fond dans le mouvement, la déception est là; on aurait voulu encore plus mais surtout on pense à la reprise du boulot et ça c'est dur, très dur. Quoique nous ayons obtenu, la reprise c'est la fin de ce moment où l'on s'est senti exister comme jamais, en dehors de la hiérarchie et de la compétition des cadences. On sent bien, confusément, que ça ne se reproduira pas de sitôt. On ne peut pas l'exprimer clairement, mais on a le sentiment qu'une occasion inédite a été gâchée. Pour les plus actives dans la grève, c'est la rage, une sorte de colère sourde, on nous a volé quelque chose. Qui est-ce « on »? Les syndicats, les non-grévistes, on ne sait pas trop. Personne n'a une analyse très claire de la situation, mais quelque part c'est: «On s'est faites avoir!»

PLUS RIEN NE SERA COMME AVANT...

Malgré ça, pour celles qui ont été à fond dans le mouvement, la reprise est terrible, on sait bien que quelque chose d'inédit se termine. Les coffres débordent de chèques « en souffrance ». Il va falloir se les payer, comme il faudra se payer l'encadrement et les non grévistes. C'est la fin de tout cela, c'est pour ça que c'est si dur quels que soient par ailleurs les acquis réels. Il va falloir reprendre le boulot, la mort dans l'âme et malgré les vibrantes Internationale et autres «la lutte continue à l'intérieur sous d'autres formes ». Comme la fille du film la Reprise aux usines Wonder⁶, on n'a vraiment pas envie d'y revenir dans cette taule, et pourtant il va bien falloir! Autant l'occupation des locaux était joyeuse, autant la fin de la grève et la reprise sont désespérantes. La reprise a lieu, la rage au cœur, les larmes aux yeux; une colère contre on ne sait trop quoi d'ailleurs! La routine reprend son cours, on retrouve notre boulot stocké dans des coffres pendant un mois; on retrouve les surveillantes, les machines, les salles grises, les non grévistes. On a le sentiment d'avoir perdu, d'un échec, d'une sorte de trahison. Tout s'était ouvert, et tout se referme.

LE COMBAT CONTINUE

Il en faudra du temps pour mettre de l'ordre dans ces sentiments, pour comprendre un peu ce qui s'est passé, qui est responsable de cette fin en queue de poisson. Il faudra discuter, analyser avec des militant.es politiques, d'autres militant.es syndicaux pour trouver des raisons objectives, rationnelles à ce que l'on considère comme un demi-échec, parce que d'une grève générale on attend plus que des succès revendicatifs fussent-ils importants. Mais foin des états d'âme: au jour le jour, dans nos sections syndicales, très vite on reprend l'action sur notre thème favori: le temps de travail. Dans tel service, c'est une pause qui est exigée par le fait accompli: on se coordonne et on prend la pause malgré l'interdiction des chefs. Dans un autre service, ce sont des horaires adaptés qui sont réclamés, et on redémarre sur la suppression totale des retours. Comme le proclamait un slogan: ce n'est qu'un début, le combat continue. Certes il continue, mais il ne retrouvera pas de sitôt l'ampleur et le tonus de ce mois de mai-là...

On croyait avoir changé les choses et puis non, on reprend le collier et tout recommence comme avant. Peut-être pas tout à fait. D'abord, moi, j'ai changé, c'est sûr, en quoi et comment, je ne le sais pas encore: une insatisfaction plus profonde et la certitude que même dans cette boîte, je pourrais avec les autres, avec mes copines des jours de grève, changer quelque chose. J'ai entendu parler de révolution, de changement, de démocratie, ces mots m'accrochent mais ils n'ont pas de contenu réel. Ma réalité elle, elle a à peine bougé, mais la vie a changé de couleur, une brèche s'est ouverte, des rencontres ont eu lieu, c'est une autre histoire qui s'amorce.

Gisèle Moulié

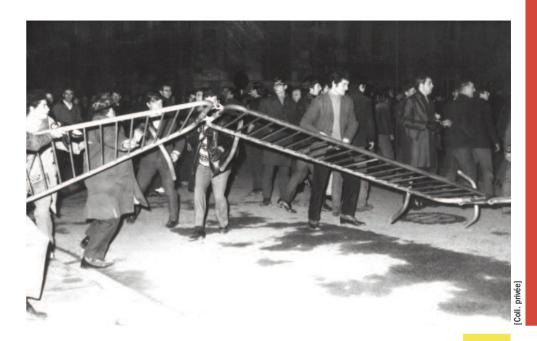
⁵ Le personnel travaillant en « brigades », c'est-à-dire en matinées ou en matinées/soirées devait, après certaines séances de matinées, revenir travailler l'après-midi; d'où de très longues journées de travail, particulièrement pénibles.

⁶ Reprise du travail aux usines Wonder, séquence filmée en mai 68 par des élèves de l'IDHEC. En 1996, Hervé Le Roux a réalisé à partir de ce bout de film, un documentaire Reprise, sous-titré «Un voyage au cœur de la classe ouvrière ».

À Caen, MAI 68 DÈS JANVIER

À Caen, la révolte ouvrière éclate dès le mois de janvier 1968. Occasion de revenir sur les conditions dans lesquelles un syndicalisme démocratique et offensif s'est implanté, durablement, dans le paysage bas normand...

Guy Robert travaillait à la SAVIEM en 1968. Parti au service militaire quelque temps plus tard, la direction refuse de le réintégrer; une longue bataille s'engage; près de trois ans plus tard, elle est gagnée. Il fut secrétaire général de l'union régionale CFDT Basse Normandie, de 1974 à 1995: cette URL était particulièrement active au sein de la « gauche CFDT » et s'appuyait sur une importante implantation dans le secteur privé, fruit de pratiques syndicales basées sur la lutte des classes, la formation, l'information, le collectif, le débat, l'ouverture... Militant de SUD Retraités, Guy Robert a accordé un entretien au journal régional Solidaires, que nous reproduisons ici.



Manifestation de janvier 1968 à Caen

uy, tu es l'un des fondateurs de la CFDT à la SAVIEM (devenue RVI puis Renault Trucks). Comment s'implanter dans une usine de création nouvelle?

■ Guy Robert - Il y a eu plusieurs tentatives d'implantation de la CFTC auparavant qui n'ont pas eu de suite dans la durée. Une équipe cherche à s'implanter à nouveau, les élections de Délégués du Personnel (DP) auront lieu début décembre 1964. Le hasard veut que la CFTC va tenir son congrès extraordinaire pour changer de sigle, se déconfessionnaliser, en novembre 64. Comme il est quasi certain que ça va déboucher sur le changement de sigle, l'équipe fait le choix d'attendre que le congrès ait lieu plutôt que de démarrer une section sous un sigle CFTC et changer quelques semaines plus tard. Une petite équipe (3,4 militants) est déjà en place. Je fais partie de cette équipe; je suis rentré à l'usine en juillet 64 et il faut un an à cette époque pour pouvoir se présenter aux élections, je suis donc «clandestin», Je travaille en interne, trésorier de la future section, je fais pas mal de liaisons avec les militants dans l'usine. On se présente aux élections de décembre avec des listes extrêmement incomplètes: 3 titulaires et 2 suppléants alors qu'il faut 9 noms chaque fois.



Caen, janvier 1968

Ce doit être difficile de mener une campagne électorale avec si peu de militants!

■GR – On est dans la période de re-discussion (tous les 2 ans) de l'accord d'entreprise pour la SAVIEM pour l'ensemble de la France. D'entrée de jeu, nous disons, alors que tous les syndicats, y compris le nôtre, ont signé ce qu'on appelle l'article 20, qu'on ne le signera pas si les 30 jours de préavis en cas de grève sont maintenus. Le changement de sigle permet de jouer en finesse et on fait de cette renonciation à signer l'article 20, le point central de la campagne électorale – ce n'est pas exclusif: il y a les salaires, les conditions de travail, la parité Paris-Province, l'attitude de la maîtrise par rapport aux OS – mais il y a cette polémique

qui fait que nous on dit qu'on ne signera pas un préavis de grève. Et alors qu'on a des listes incomplètes, on fait 35 % des voix. La CGT reste la première organisation, FO est là aussi, la CGC dans le 2º collège, mais on n'a pas de candidat dans ce collège. On aurait même pu avoir plus d'élus par rapport au nombre de voix obtenues. Ce sera pour la prochaine fois. Ça crée un choc, démarrer à 35 % dans des conditions aussi rapides avec si peu de candidats, c'est une performance assez invraisemblable.

Et, à partir de là, il suffira de quelques mois pour que les premières luttes de chaînes, sur les salaires en particulier, s'engagent. Les salariés demandent assez rapidement des augmentations uniformes, en chiffrant le montant en centimes de francs par heure. Se pose alors le problème, pour la CGT notamment: soutenir la grève qui est partie, ou respecter l'article 20. Il y aura des allers et retours entre on y va et on n'y va pas, selon les responsables, selon le degré de persuasion de la direction parce que, eux, ils ont resigné le nouvel accord.

Et donc on va s'engager dans une longue période de luttes, mais je veux revenir sur la signification de créer la CFDT à cette époque-là. Il y avait déjà le changement de sigle, tout ce qu'était la déconfessionnalisation, mais c'était beaucoup plus large: n'oublions pas 3 ans plus tôt, la prise de la majorité par l'ancienne minorité avec Eugène Descamps qui accède au secrétariat général en 61. En plus de cet aspect de déconfessionnalisation, il y a surtout deux autres aspects fondamentaux:

L'aspect démocratique: l'accession de Descamps à la plus haute fonction, c'est la traduction du mécontentement de la majorité de l'organisation après la trahison de la direction confédérale en 1953 lors du conflit des postiers. Trahison, dans le sens où, alors que le conflit était extrêmement fort, elle prend des contacts avec le MRP (démocrates chrétiens au pouvoir) et tente de négocier en douce. La CFTC est discréditée. C'est un choc assez terrible. La revendication de démocratie vient largement de là et d'autres faits un peu analogues.

Le soutien à la décolonisation: on ne dira jamais assez combien cette question a pesé dans l'orientation de la CFTC et notamment chez les minoritaires, surtout pendant cette période de la guerre d'Algérie, comment ça a formé le visage de l'organisation.

Donc, s'engager, à ce moment-là, choisir ce qui sera la CFDT plutôt que la CGT, ça a un sens extrêmement précis. Pour la démocratie par exemple, c'est le rôle des salariés dans la lutte, à la fois la forme des luttes et la définition des revendications pour que les salariés soient largement partie pre-

nante des décisions. Donc, c'est tout sauf un choix dû au hasard. C'est une orientation très politique au sens noble du terme. Les luttes démarrent quelques mois après votre succès électoral.

Les premières au printemps 65 et c'est surtout en septembre, où l'on voit à la chaîne Gamme Basse, 100% de grévistes. Les ouvriers réclament 13 centimes de l'heure et c'est gagné. Une première à la SAVIEM. À partir de là, on va avoir toute une série d'actions. Par exemple, on décide de faire une enquête «transport». L'usine est en très forte expansion: de 2500 salariés aux élections 65, on arrive à 4800 en 68; chiffre qui sera maintenu de nombreuses années. Les salariés viennent de loin, les embauchés sont beaucoup de jeunes, ils viennent soit des écoles techniques, soit de l'agriculture, ils viennent du Calvados, de la Manche et un peu de l'Orne, donc une grande distance. On a 1624 réponses (sur 2500 salariés) sur cette consultation faite par la CFDT et un an environ après, la direction va accepter la prime de transport. Dans notre enquête, on avait classé les salariés par tranche de 10 km. La direction répond par tranche de 10 km. Il y a un décalque extrêmement intéressant qui montre l'impact syndical.

Les luttes concernent quand même largement les salaires. Mais il va y avoir un fait très important: on avait une cantine tenue par une espèce de marchand de soupe de Ouistreham. C'était infâme comme nourriture, de même que les locaux. Le 3 décembre 65, on lance une première opération casse-croûte et toutes catégories confondues il y a 95% de participants. C'est important, parce que lorsque la maîtrise fait grève sur les casse-croûte, elle est un peu moins fondée ensuite à venir s'opposer aux grèves sur les salaires. C'est tout à fait important, ce côté inter-catégoriel. Les menus sont améliorés et puis les 8 et 9 février, on relance une deuxième opération cassecroûte et c'est 100 % de participation. On obtiendra la cantine en 67, cantine neuve, gestion directe par la SAVIEM, repas assez corrects. La cantine deviendra le quartier général de l'occupation de Mai.

Il y a de nombreuses grèves, les électriciens, les travailleurs des ponts qui refusent de faire des heures supplémentaires, au motif que les salaires sont trop bas, refus en toute illégalité: les heures supplémentaires sont obligatoires dès qu'elles sont demandées, mais on passe en force, et toujours cet article 20 qui pèse au-dessus de nos têtes.

On arrive en 66; il y a un élément important qu'il faut citer, c'est l'accord interconfédéral CFDT/CGT: l'unité d'action, dans la logique de ce que la CFDT avait demandé. On s'affronte durement avec la CGT, on a des désaccords extrêmement importants, mais on réaffirme toujours, de part et d'autre d'ailleurs, que ça ne remet pas en cause notre capacité à agir ensemble et que les divergences, eh bien on en discutera, on verra comment ca évoluera, mais ce n'est pas un frein à l'unité d'action. Donc, il y a des grèves nationales, le 15 mars 66, 80 % du personnel débraye, une grande première dans l'usine, le national ne faisait pas recette. Le 6 avril, c'est un peu moins, 70%. Le 23 mai, FO s'est retirée de la grève et elle croit avoir gagné en influence parce que le taux de grévistes tombe à 20% dans l'usine. Ils ne se rendent pas compte qu'ils se sont en fait tiré une balle dans le pied. 20 % de

grévistes, cela signifie que les salariés n'acceptaient pas la remise en cause de l'unité d'action et rendaient FO responsable de cette dégradation.

On ne va pas passer en revue tous les conflits: 7 conflits en mai 66 avec des résultats sur les augmentations de salaires selon les secteurs. Tout cela fait tache d'huile : ce que l'un a obtenu, pourquoi on ne l'aurait pas à côté. Nous, on est extrêmement libres, on n'a pas de préavis de grève à donner, du moins c'est ce qu'on affirme. Jeudi 26 mai, a lieu une réunion entre la direction locale et les syndicats, alors qu'on a demandé une réunion avec la direction générale qui n'accepte qu'une réunion locale. Billotte, le directeur, rappelle l'article 20 qui interdit aux travailleurs de faire grève s'ils ne préviennent pas la direction 30 jours à l'avance. FO et CGT s'engagent à respecter leur signature. La CFDT dit le contraire et ne se sent pas engagée par cet accord. Moins d'un mois plus tard, les grèves reprennent. Dès le 3 juin, on redemande une audience à la direction générale qui accepte cette rencontre mais qui dit: augmentation, non; rattrapage des bas salaires: 850 cas à l'étude; prime de transport: non (elle dira oui plus tard).

La Pièce de Rechange est un secteur en baisse d'activité, qui travaille 45 heures au

lieu de 47.5 heures, mais avec perte de salaire. La direction refuse tout réaiustement. On s'achemine comme ca tout au long de l'année 66, on arrive en octobre 67 et là, c'est l'ensemble de l'usine qui va passer à 45 heures parce que l'activité baisse et la direction baisse les salaires. On demande un fonds de garantie de ressources, c'est-à-dire qu'on met de côté dans les périodes favorables des sommes qu'on utilisera en périodes de vaches maigres.

Manifestement la tension augmente dans l'entreprise, vous vous préparez sans doute à des conflits plus durs.

■GR - Le 19 janvier 68, intersyndicalement, on appelle les salariés à un meeting, c'est un vendredi après-midi et le principe de la grève illimitée, avec piquets de grève, est voté, de manière quasi unanime. C'est un vote à mains levées, il n'y a qu'une opposition. On précise qu'on ne va pas faire grève le lundi, pour préparer le piquet de grève. Et la grève débute le mardi 23. Le piquet de grève est installé, il y a du monde, la journée se passe bien. Dans la nuit du mardi au mercredi, des gardes mobiles délogent le piquet de grève de manière musclée et donc, quelques centaines de salariés, principalement de la maîtrise, entrent dans l'usine sous la protection des forces de

police. Le mercredi, les non-grévistes sont restés sous la protection de la police mais l'après-midi, on a négocié après les incidents du midi à la Direction du Travail, on n'a rien obtenu sur les revendications sauf le départ des CRS. Ceux-ci ont quitté les piquets de grève vers 16h, alors que le travail se terminait à 18h. Et donc les non-grévistes ont dû sortir entre deux haies de grévistes. Ça ne s'est pas très bien passé, notamment pour eux. Il y a eu une perte de confiance de la hiérarchie qui rentre sous la protection de la police et qui se sent abandonnée au cours de la journée.

Après l'évacuation du piquet de grève, un défilé de protestation est décidé, il part à pied de l'usine, il passe devant le CHR, on se rend à la Préfecture et là, brutalement, agression extrêmement violente des gardes mobiles qui ont utilisé leurs mousquetons et blessé des salariés. C'est cette brutalité qui va déboucher sur la manif interprofessionnelle du vendredi 26 à 18 h, place Saint-Pierre. Le jeudi et le vendredi, les salariés de la SAVIEM préparent, y compris quelquefois individuellement, la manif du vendredi; c'est-à-dire qu'il y a des outils de protection et peut-être quelques objets pour prévenir toute attaque des autres. Le vendredi, c'est la manif. Il fait déjà nuit quand on arrive place St Pierre. On est parti de l'usine

14 8 GALAVADOS LE MALAISE SOCIAL A CAEN HIER, PRÈS DE DIX MILLE OUVRIERS SOLIDAIRES

A journée d'hier a été calme à la Saviern où la reprise du travail a été plus importante : 2.500 personnes (55 %) selon la direction, 1.530 selon les syndicats, tandis que les grévistes étaient tenus à distance par d'importantes forces de

Les syndicats, qui ont installé leur P.C. dans la salle des fêtes de oClombelles, organisent des callectes et reçoivent des soutiens financiers.

Les ouvriers des usines de Caen ont témoigné leur solidarité hier. En plus de l'usine Jaeger et de la Sonormel où la grève

d'une durée illimitée est suivie dans une forte proportion (97 %

et 90 %), trois autres usines étaient en grève. A la Radiotechnique (1.450 personnes et non 3.500 comme une erreur nous l'a fait écrire) elle a été suivie à 38 % selon la direction et à 70 % selon les syndicats

Un débrayage spontané a eu lieu à l'usine Moulinex (25 %

A la S.M.N. (6.000 ouvriers), la grève a été suivie par 90 % du personnel,

Un meeting a rassemblé 3.000 personnes contenues par un important service d'ordre, hier matin, devant l'usine.

31 JANVIER 1958

Les participants ont défilé dans la campagne aux environs de Caen avant de se trouver devant un cordon très mince de gardiens de la paix qui leur ont interdit l'accès de la ville.

Quelques grévistes ont tenté de marcher sur Caen, mais les responsables syndicaux les en ont empêchés

Un second meeting a eu lieu hier soir, à 20 heures, devant la S.M.N. Un autre se tiendra ce matin, à proximité de la Saviem, entre 6 h 30 et 8 h 30. A cette heure-là, les grévistes de la Saviem se réuniront au stade de Colombelles.

Presse locale, le 27 janvier 1968

à pied et, après les prises de parole, le cortège s'ébranle par la rue Saint-Pierre pour passer devant la Préfecture. Et là, le préfet Pontal, celui qui a ordonné les violences contre nous depuis le début du conflit, a mis des barrières métalliques dans le prolongement de la rue Paul Doumer, à une centaine de mètres face à la préfecture. Il y a 10000 personnes, c'est un record pour ce type de manif.

Les salariés de la SAVIEM sont au début du défilé et les barrières volent en éclat immédiatement. C'est apparu comme une provocation. Les CRS ripostent avec les gaz lacrymogènes et les échauffourées démarrent et vont durer toute la nuit. Ce qu'il faut noter, c'est que pendant les deux tiers de la nuit - ça se terminera au petit matin - on a vu physiquement les CRS et gardes mobiles charger mais s'enfuir tellement les

manifestants voulaient en découdre, la presse dira: la rue du Pont-Saint-Jacques, 10 fois prise, 10 fois reprise. Ça a été une bataille de chassés-croisés mais c'est impressionnant de voir des CRS qui courent pour fuir. Cela marquera l'image ouvrière très largement.

Il faut reconnaître que le dernier tiers de la nuit, c'était le contraire: c'est nous qui courions pour fuir: les renforts étaient arrivés! Cela aura un impact absolument considérable, qu'on ne mesure pas d'ailleurs dans l'instant. Je crois qu'il faudra mettre plusieurs années pour qu'on comprenne ce qui s'est passé exactement. Ça a commencé par le démontage des marbres de l'escalier de la Chambre du Commerce et puis les pavés ont été enlevés et toute la nuit il y aura des échanges y compris de grenades offensives (côté CRS). Sur la place du théâtre, il y a eu

Presse locale, le 31 janvier 1968



des affrontements extrêmement violents. On a réussi à éviter le pire en termes d'actes. D'abord, il y avait place Courtonne, qui est devenue un lieu très important de cette manif, – c'est là que se sont beaucoup affrontés les forces de l'ordre et les manifestants – un semi-remorque plein de pneus de camions usagés. Il était là par hasard et tous les pneus ont brûlé. Il y avait aussi une station-service. Là, on a dit aux manifestants qu'il fallait prendre des dispositions pour qu'il n'y ait pas d'explosion de la station. On a tenté de fixer des limites et, dans ce cas-là, on a réussi.

Beaucoup de salariés savaient que le directeur de l'usine, Roland Billotte (neveu du ministre des Armées de l'époque, Pierre Billotte), habitait dans le coin. Très nombreux, ils sont venus nous demander l'adresse de Billotte. Et on a dit: «On sait où il habite, mais vous n'aurez jamais l'adresse car il ne faut pas confondre la personne privée et le directeur.»

Très violente, très préoccupante comme manifestation; nous étions peu habitués à ca mais nous formions une équipe syndicale capable de garder un certain nombre de points d'observation, de jugement, de se concerter malgré les difficultés à se retrouver quelquefois (il n'y avait pas de portable!), il fallait vraiment trouver des moments pour avoir un peu d'échanges. Rappelons enfin qu'il y aura 200 à 300 blessés au total, avec des cas graves dans les deux camps. La fin de la manif, c'est l'arrestation massive de manifestants qui seront jugés en urgence dès le lendemain. Les camarades de l'Union départementale ont pris toutes les dispositions pour défendre au mieux les salariés qui ont été arrêtés. Cela était aussi un épisode extrêmement lourd de cette période.

On se retrouve à la fin de la première semaine de grève illimitée. La semaine suivante se passe: rien sur les revendications. On aboutit à la fin de la deuxième semaine à la conclusion qu'on a fait tout ce qui était possible; on n'a pas réussi cette fois-ci. On

décide de reprendre le travail le lundi suivant. Meeting le matin, avec beaucoup d'amertume, mais en chantant quand même, les grévistes reprennent le travail. Mais c'est tellement tendu que dès 14 heures, 1500 salariés débrayent, défilent dans l'usine et se rendent à la Pièce de Rechange: c'est des milliers de cartes perforées pour commander les pièces, toutes les cartes sont jetées en l'air comme des confettis. On se fait prendre à partie par tous les autres syndicats alors que nous, on n'avait pas poussé spécialement; les salariés ont voulu refaire grève. Cela prouve que le feu est là, que rien n'est résolu, que ca repartira à la prochaine occasion.

Ainsi les pavés ont volé à Caen avant Mai, la révolte étudiante et la plus grande grève ouvrière du XX^e siècle ne vous ont pas pris au dépourvu. Votre expérience de janvier constituait une sorte de «répétition».

■GR – Le Mai étudiant arrive à travers les violences dues à la répression, et la répression, pour nous, ça a un sens plus particulier compte tenu qu'on l'a subie en janvier, mais qu'on a aussi des liens avec les étudiants. Ceux qui ont vu la jonction étudiants / ouvriers comme un petit « luxe », quelque chose de superficiel, se trompent complètement. Les liens entre les syndicats ouvriers et le syndicalisme étudiant, notamment à travers l'UNEF, c'est le travail commun pendant des années et des années pour soutenir la décolonisation, l'opposition à la guerre d'Algérie. Vraiment un travail commun, des manifs, des participations à toute une série d'initiatives. Lorsqu'il y avait des manifs interprofessionnelles, l'UNEF y participait régulièrement et il y avait un rituel: lors des rassemblements place St Pierre, l'arrivée du cortège étudiant était un grand moment et, quelquefois, les étudiants étaient les plus nombreux. Et c'est tout ça qu'on a retrouvé en Mai. On avait l'habitude d'échanges. Claude Cagnard (secrétaire de l'Union régionale interprofessionnelle CFDT) allait souvent à l'Université

pour présenter les luttes ouvrières. Les leurs étaient aussi nos préoccupations de l'époque, on parlait aussi de la réforme de l'Université, on avait un avis en tant qu'interpro. Donc, c'est tout sauf quelque chose d'artificiel. Et le soutien contre la répression fait partie du travail commun.

Assez rapidement, c'est le 13 mai qui arrive car les violences ont été encore plus fortes dans le week-end. Lundi 13 mai, grève générale. On participe. Personne ne rentre dans l'usine. On a tout juste mis un petit grillage par précaution. Le 15 mai, Renault Cléon se met en grève et très vite après c'est Flins, Le Mans, Billancourt. Le 17 on fait un tract pour dire: on ne va pas rester à les regarder et on ajoutait qu'il y aurait une négociation chez Renault. Nous, qui avions raté en janvier notre fond de régulation des ressources, on voulait participer à une négociation chez Renault, pour aboutir cette fois. On appelle les salariés à entrer dans la grève. L'intersyndicale fonctionne, un vote à bulletin secret donne une très courte majorité pour la grève avec occupation. C'est une première. La direction nous remet les clés de l'usine, on passe des accords sur la protection du site. La grève démarre et après ça prend d'autres proportions au-delà de Renault.

Voilà donc l'usine occupée (avec d'autres sur la place de Caen). Comment gérer une telle situation où les travailleurs occupent, au sens propre du terme, le terrain social en paralysant tout l'appareil de production au niveau national?

■GR - Cette grève, c'est lourd: occuper une usine qui est immense, on n'a jamais eu cette expérience. Le quartier général des syndicats, c'est dans la cantine. On organise, on décrit les conditions de travail, les salaires, on fait des panneaux sur les grillages, des rencontres avec les paysans. Il y a des initiatives de communes qui offrent la cantine gratuite, les paysans vendent leurs produits. Avec plusieurs millions de grévistes en France, c'est une autre carte qui se joue. On est souvent interpellé pour aller créer des sections syndicales ici et là à travers le département, voire plus (Crédit Lyonnais de Bayeux par exemple). Il faut aussi alimenter les formes d'actions locales, ne pas toujours répéter les mêmes manifs. La SAVIEM propose à l'interpro CFDT, la journée « Caen ville fermée ». Un aprèsmidi, chaque entrée de Caen est occupée par les grévistes. Des pressions de Mexandeau et Delisle (dirigeants de la gauche socialiste), ainsi que du préfet, sont exercées sur la CFDT pour renoncer. On maintient le mot d'ordre intersyndicalement. Cette manifestation va beaucoup marquer les esprits: les bourgeois ont eu

Il y a beaucoup d'activité, c'est une période très chargée, il faut organiser la rotation des militants et aussi dormir. On ne dira jamais assez ce que le sommeil compte dans la capacité à résister et à conserver un peu de lucidité. Les jours, les semaines se passent, Grenelle arrive. On est un peu comme les salariés de Renault Billancourt, hostile à ce type d'accord qui nous paraît notoirement insuffisant, même si tout n'est pas à rejeter. 35 % sur le SMIG, 50 % pour l'équivalent agricole, et surtout la section syndicale d'entreprise promise: c'est l'élément le plus



Manifestation ouvriers-étudiants, Caen 1968

important. Mais un tel mouvement aurait dû au moins déboucher sur la remise en cause des ordonnances sur la Sécurité Sociale de 1967, et des calendriers pour les 40 heures et la retraite à 60 ans. Il aurait fallu aussi aboutir à un changement politique. Nous sommes déçus, assez critiques sur ceux qui ont freiné et, notamment, l'incapacité de la gauche, avec un rôle particulier pour le PCF et la CGT, mais pas seulement, à saisir ce type d'occasion. Nous sommes un peu amers de ce type de résultat d'autant que le protocole a été rejeté à Billancourt et le passage en force de la CGT est inacceptable. Donc le mouvement continue et puis ça se dégrade, il y a des sections syndicales qui reprennent le travail. L'usine est reprise par les non-grévistes qui, menés par FO, menacent de mettre le feu aux bâtiments du CE, rien de moins. En Basse-Normandie, on est parti les premiers et on rentrera parmi les derniers, le 5 juin, mais

sans avoir obtenu beaucoup plus que les accords de Grenelle.

Ce qui a changé, dès qu'on rentre, c'est la répression contre la CFDT. Les conditions de travail et là, toutes forces confondues, la direction bien sûr, les syndicats qui étaient déjà en place et ceux qui se sont créés pendant le conflit (CGC, CFTC, recréée à la demande de la direction sur des bases complètement droitières). Dans les panneaux syndicaux, c'est un festival de mise en cause de la CFDT, de ses militants, et on part sur près de 4 années de répression. Les élections du Comité d'établissement auraient dû avoir lieu en mai, elles sont repoussées en juillet. On faisait 55 % des voix en DP en début d'année, on a perdu 24% des voix mais on n'a pas perdu de militants ni de syndiqués. L'appareil syndical a été préservé et ce ne sera pas du luxe compte tenu de la répression qui se développe. Dans le résultat électoral, il y a certainement eu le cumul des 2 échecs. J'avais été chargé de faire la prise de parole pour la reprise du travail: nous avons réglé quelques comptes avec la maîtrise. Deux échecs, ça se paye et il y a cette coalition

qui se forme contre nous et qui tente de nous isoler et là, on rentre dans une autre période. Ça, c'est pour la France; il y a d'autres dimensions au niveau mondial. Le Mai 68 planétaire est une réalité.

Pour faire le tour de ces luttes qui ont précédé celle de janvier, il y avait Ferrodo à Condé sur Noireau. En 1956, par exemple, le délégué du personnel CFTC est licencié parce qu'il a refusé de balayer l'amiante. Il a voulu appliquer la convention collective qui exigeait de mouiller l'amiante afin qu'elle ne vole pas. Il a été licencié et réintégré dans de mauvaises conditions, 15 jours, après au terme d'un conflit extrêmement dur.

Les conditions de travail ont été centrales dans ce syndicalisme-là, parce que ça partait de bien plus loin que la revendication traditionnelle. Quelquefois d'ailleurs, les salariés revendiquaient la suppression de la cause d'une nuisance, et non l'augmentation de la prime. Ça n'a pas toujours été simple à gérer. Ce sont des questions qui se sont affirmées fortement en 68. Cela traduisait une approche différente du syndicalisme, un rapport différent à la démocratie ouvrière et syndicale et puis des idées teintées d'utopie dont nous étions fiers.

Quelle fut la place des femmes en 68?

■ GR - Mon épouse travaillait chez Jaeger en 63. Il y avait des débrayages sur les salaires et les cadences notamment et, à la Radiotechnique, il y avait une équipe syndicale extrêmement solide. D'autres conflits se développaient chez Philips à Flers, à la Sonormel. Ainsi, c'est dans les usines à main-d'œuvre féminine que les conflits d'O.S. ont démarré et non pas à la SAVIEM. En 68, les femmes de ces usines ont joué un rôle de premier plan. Il n'y avait aucune différence dans l'animation des luttes et 68 a accentué l'émancipation des femmes dans l'action syndicale. Cela se confirmera 10 ans plus tard, lorsque toutes les usines Moulinex se mettront en grève et occuperont les sites.

Quand des millions de personnes prennent la parole, sur leurs lieux de travail, dans la rue, cela modifie les rapports sociaux. Il en reste forcément quelque chose des années, voire des décennies après. Sans vouloir en tirer des leçons dogmatiques, quels sont les principaux enseignements, quelles sont les principales lignes directrices qui se dégagent de ce mouvement?

■GR - À la SAVIEM, on n'avait pas compris aussitôt l'impact de la violence de janvier. Ce qui a changé en interne, c'est le rapport de force physique, presque militaire, entre OS et encadrement. La peur a changé de camp. Et la maîtrise n'a pas pu se comporter comme avant. Avant 68, lorsqu'on déclenchait une grève, le chef de la mécanique, surnommé l'Ange blanc (célèbre catcheur de la télé), un colosse, allait en haut des marches qui conduisaient aux vestiaires et s'adressait aux gars qui partaient en grève: «Toi, tu repars, tu remets ta blouse. » Et les gars repartaient. Il a fallu mettre au point une tactique pour contrer ça; c'est-àdire, avoir des lieux multiples, impliquer les collecteurs, les militants de base. Cinq minutes avant la grève, ils se mettaient dans les allées pour dire aux gars: «Passez pas aux vestiaires, partez directement. » Et ce chef, qui a pris des quantités de crachats à la sortie du 24 janvier entre les haies de grévistes, m'a dit des années après (il avait été déclassé): «Ce jour-là, Monsieur Robert, j'ai compris beaucoup de choses. » Comme quoi, des fois, un crachat peut convaincre plus qu'une parole!

68 a transformé beaucoup de comportements. La section syndicale est un des plus importants acquis de 68. Dans un premier temps, il a fallu ne pas se faire piéger. On a connu, y compris nous-mêmes, des équipes militantes qui restaient dans les locaux tout juste conquis, alors que la bataille, c'est d'être dans l'usine, passer le minimum de temps pour coordonner et le maximum sur les chaînes, ateliers et bureaux, pour discuter avec les salariés,

mener l'action. Pendant un temps, il y a eu ce contrecoup d'équipes qui respiraient un peu, qui restaient dans le local. Il a fallu combattre ces tendances-là.

La reconnaissance de la section syndicale a changé beaucoup de choses. On pouvait distribuer dans l'usine, collecter officiellement les cotisations. C'était une reconnaissance, mais cela prêtait le flanc à l'intégration. J'ai parlé du local syndical comme outil à contrôler. De même, la multiplication des instances constitue une autre menace: l'intégration et, sur une longue durée, ça a fait des dégâts, à la fois parce qu'il y a des militants qui s'installent dans ce type de fonction et que c'est dur à combattre. Il aurait fallu être un peu plus vigilants; on l'a été après. La multiplication des réunions pour ne rien faire, c'était un fléau qu'il aurait fallu maîtriser plus tôt.

Le rapport aux salariés reste la clé du fonctionnement syndical, de la pratique syndicale. Et on aura l'occasion, dans les années qui suivent, de mettre ça en route d'une manière très décentralisée. On sera capable, sur un conflit qui dure 6 semaines en 73, de faire ce qu'on appelle des mini meetings. On avait une force militante considérable et notamment de nombreux militants capables de prendre la parole dans les assemblées de salariés.

Par rapport à la CGT, c'était ça la grosse différence. Elle avait peu de leaders. On tenait 6 ou 8 meetings en même temps, qu'on était capables d'animer; c'est des petits groupes où chacun peut parler, on le faisait largement pour utiliser nos forces militantes et s'imposer. On avait une capacité pour donner la parole aux salariés et organiser les débats. Et lors de la campagne sur les augmentations uniformes, on a joué à plein cette force décentralisée et cela a donné 70% des salariés pour exiger et obtenir ce type d'augmentation.

En 1973, le cap des 1000 cartes a été atteint. Compte-tenu du turnover, cela a fait en moyenne sur l'année 700 syndiqués. Il a fallu couper en 2 le secteur mécanique,

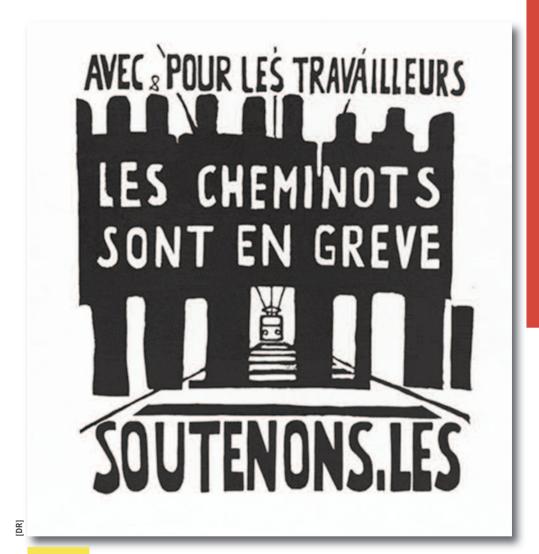
du fait du grand nombre de syndiqués. La force militante principale c'était les collecteurs (1 pour 5 adhérents: 150 militants de base). On faisait des formations de collecteurs interprofessionnelles. Le problème, c'est ·que nous croyions que ça marcherait toujours. Hélas, ce n'est pas si simple! Nous avions aussi la même illusion sur le progrès social. Embauchés dans une période d'expansion, nous étions convaincus que chaque accord se traduirait par une avancée pour les salariés. Un échec dans l'action ne faisait que retarder ce mouvement. Nous avons déchanté lorsque le contexte économique s'est inversé en 1974. Ceci est en lien avec les déceptions de 68. Alors que les forces progressistes étaient en action dans de nombreux pays, il est choquant que ce soit l'adversaire de classe qui ait réussi à se mettre d'accord au niveau international et à nous imposer ses conditions. La précarité, le remplacement de nombreux OS. par des robots, les délocalisations, l'accroissement des inégalités ont fait des ravages parmi les salariés et les syndicats.

Propos recueillis par Solidaires ???

Mai 68 à Tours SOUVENIRS, SOUVENIRS...

En 57 ans de syndicalisme, j'ai connu des grèves et des moments importants, mais, sans conteste, la grève de 1968 est celle qui compte le plus. Pensez donc, on avait viré les patrons, on occupait les usines, les ateliers, les bureaux. Dans les regards, brillaient l'espérance, une formidable confiance en l'avenir... « Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi...»

Michel Desmars, agent de conduite SNCF de 1964 à 1992, a été notamment secrétaire du syndicat CFDT de Tours, responsable national des agents de conduite CFDT, secrétaire national de la branche cheminot CFDT. Retraité, après 1995, il participe à la création de SUD-Rail et à la construction de Solidaires en Hautes-Pyrénées. Tout au long de ces années, il a activement participé aux initiatives évoquées dans l'article: les combats de l'opposition CFDT, les regroupements de la Gauche syndicale, les revues, les Marches contre le chômage et la précarité, etc. Il avait 26 ans en 1968.



Affiche de Mai 68

l'époque, conducteur et responsable syndical au dépôt de St Pierre, je suivais, comme de nombreux cheminots, les évènements étudiants. De repos à Paris, il m'est arrivé d'aller respirer en compagnie d'autres conducteurs l'odeur des lacrymogènes du côté du quartier latin. C'est dire que les évènements suscitaient une certaine sympathie chez beaucoup de travailleurs et travailleuses, une certaine envie d'en découdre aussi. C'est ainsi qu'après les brutalités policières, lors de la nuit dite des barricades le 10 mai, une foule immense (800 000 personnes à Paris) participe aux manifestations du 13 mai, partout en France, à l'appel des confédérations syndicales CGT, CFDT, FO, FEN et CGC. Dès le lendemain, la première occupation a lieu à

l'usine Sud-Aviation de Bouguenais, à côté de Nantes. Le mouvement ne cessera de s'étendre dans les jours suivants. À la SNCF, il commencera dès le 16 mai... Le 16 mai, j'étais en réunion à Paris au siège de la fédération FO lorsqu'on est venu nous prévenir en milieu de matinée qu'il fallait rentrer immédiatement dans nos résidences: la grève démarrait dans quelques établissements SNCF. Rentrer pour ne pas être bloqué à Paris, mais aussi pour décider de se mettre en grève. Un coup de téléphone des copains de Tours confirma la consigne. Ils me demandaient quel train je comptais prendre pour que les responsables syndicaux CGT et CFDT de Tours m'attendent sur le quai. Dès mon arrivée en fin d'après midi, ensemble nous sommes allés au dépôt où nous attendaient des agents de la conduite et du service intérieur¹. Après une brève discussion, l'occupation fut décidée et aussitôt nous allâmes signifier aux patrons de l'établissement qu'ils devaient prendre leurs affaires et rentrer chez eux, qu'à partir de cet instant nous prenions en mains le dépôt. La grève démarrait!

Certains d'entre nous allèrent au foyer du dépôt avertir les agents de conduite en repos à Saint-Pierre-des-Corps² qu'ils devaient, pour ne pas être bloqués, partir immédiatement. Bien entendu, en arrivant à leur résidence, ils informaient que Saint-Pierre était en grève, tandis que les nôtres en rentrant donnaient des nouvelles similaires d'autres régions. Dès le lendemain, le 17 mai, à l'embauche, les sédentaires rejoignirent le mouvement et prirent toute leur place dans l'organisation. Les quelques non grévistes disparurent. Dans les autres services, les choses se passèrent de la même manière: en gare, au triage, au magasin général, dans les bureaux des arrondissements3, à la voie, partout la grève et l'occupation des lieux furent décrétées. Le 17 au soir, l'ensemble du réseau était pratiquement paralysé.

COMMENT NOUS SOMMES-NOUS ORGANISÉS?

Dans tous les établissements, des comités de grève composés des différents responsables syndicaux se sont mis en place, ont pris les décisions concernant leur établissement et assuré les tâches: organisation des piquets de grève, sécurité des installations, communications. Un comité de grève central, installé en gare de Tours, coordonnait l'ensemble, prenait les décisions générales, relayait les informations. Des assemblées générales se tenaient régulièrement où les informations sur le déroulement de la grève étaient communiquées, où les décisions sur les problèmes importants, les suites du mouvement étaient débattues. Le réseau téléphonique et télex, sous notre contrôle, permettait de communiquer avec l'ensemble des établissements SNCF sur la totalité du territoire, et aussi avec l'extérieur.

LA GESTION AU QUOTIDIEN

Dès le début, les premières décisions concernèrent l'occupation: assurer la présence 24 heures sur 24 par roulements, verrouiller toutes les entrées, organiser des rondes régulières pour assurer la sécurité, tenir le téléphone... Au dépôt et aux trains⁴, par exemple, il a fallu organiser le rapatriement des copains restés en rade dans des résidences à l'extérieur. Autant de tâches immédiates pour lesquelles on trouvait plus de monde que nécessaire. Il est vrai que nombreux étaient ceux qui disaient: «Alors, ça y est, on part, j'espère qu'on ira au bout! Je pose le sac et inscris-moi pour les permanences.» Au niveau du comité central, la première décision concerna la présence ou non de patrons dans les murs, pour les problèmes de sécurité éventuels. Deux, ceux des arrondissements Exploitation d'une part, Voie et Bâtiments d'autre part, furent acceptés. Une autorisation d'entrer leur fut donnée, qu'ils devaient montrer au piquet de grève, à l'entrée de la gare de Tours. Les copains, revanchards, avec un malin plaisir, exigeaient qu'ils la montrent chaque fois.

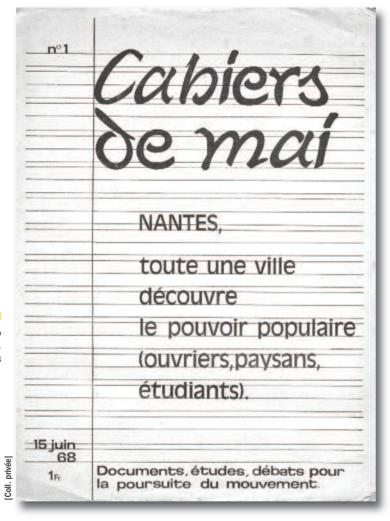
Une autre décision importante fut prise dès le 17 ou 18 mai, en lien avec les comités de grève de Paris Austerlitz et de Bordeaux: assurer la circulation d'un train de Paris à Irun (frontière espagnole), pour rapatrier des travailleurs espagnols et portugais bloqués à Paris; ne sachant pas le temps que la grève durerait, il était impossible d'assurer leur prise en charge. La décision de faire le train fut prise et trouver les volontaires pour assurer la circulation, la conduite et l'équipement en personnel ne posa aucun problème. Là encore, il y en a eu plus qu'il ne fallait... Les Parisiens assurèrent de Paris à Saint-Pierredes-Corps, les Tourangeaux ensuite jusqu'à Bordeaux, et les Bordelais jusqu'à Irun.

Une autre décision encore, quelques jours plus tard... Le gérant de l'économat SNCF de Tours⁵, confronté aux achats inconsidérés de café, de sucre, de pâtes, conserves et autres produits de première nécessité par peur de la pénurie, s'adressa au comité de grève central pour que celui-ci vienne à la rescousse pour ramener les gens à la raison. Des grévistes, désignés par le comité de grève, assurèrent une présence journalière et tout rentra dans l'ordre. Plus encore, vers le milieu de la grève, les stocks baissant, le comité de grève, après renseignement auprès de l'économat central à Paris, pris la décision d'organiser un convoi par camions jusqu'à la capitale, pour ravitailler l'économat tourangeau.



Un numéro d'Action, journal au service des comités d'action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESUP et des comités d'action lycéen, daté du 15 septembre 1968

- 1 Personnel chargé notamment des manœuvres de locomotives à l'intérieur des dépôts.
- 2 Le dépôt de Tours est en fait situé à Saint-Pierre-des-Corps, comme le triage. C'est une cité cheminote, comme il en existait dans chaque région.
- 3 L'arrondissement correspondait alors à une structure administrative locale au sein de la SNCF. Celle-ci disparaîtra avec « la régionalisation » en 1972.
- 4 Il s'agit du service des trains, qui comprend les contrôleurs, autre catégorie de personnel «roulant» (comme les conducteurs). Les autres agents SNCF sont des «sédentaires».
- 5 L'économat était un service de la SNCF. Les magasins, situés dans de nombreux sites ferroviaires permettaient aux cheminots et cheminotes d'acquérir à des prix intéressants des produits d'alimentation et ménagers, mais aussi du mobilier, de l'électro-ménager, des outils,... Des «trains économats » desservaient les gares sans magasin.



Le premier numéro des Cahiers de mai, 15 juin 1968

Autre décision, suite à un accord au niveau national de verser un acompte aux cheminots et cheminotes, la désignation de grévistes pour accompagner les caissiers désignés par les patrons « en service »: soit dans les guichets de chaque établissement des sites de Tours et Saint-Pierre, soit dans des gares désignées pour les agents du reste de la région. Tous les jours, les comités de grève, central ou dans les établissements eurent à prendre des décisions plus ou moins importantes. Chaque jour, elles furent assurées par des cheminots et cheminotes⁶ grévistes enthousiastes, qui, lors des moments de calme, discutaient, quand ils et elles ne

refaisaient pas le monde! On a dit à propos de Mai 68, que la parole s'était libérée. J'ai connu ces moments et participé à des échanges sur les difficultés de la vie, au travail, l'éducation des mômes,...et les interrogations sur la manière d'en sortir.

VERS LA FIN DU MOUVEMENT

Après les accords de Grenelle du 27 mai, le doute commença à s'insinuer dans les esprits d'autant que certains discours de responsables syndicaux devenaient ambigus. Après le 30 mai, et l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale et de l'organisation d'élections législatives les 23 et 30 juin, le rou-

leau compresseur se mit en marche. La petite musique sur les élections comme moyen pour changer le monde s'est amplifiée, la grève générale devenait, de plus en plus, à ranger dans le placard des accessoires. Des reprises eurent lieu ici et là, et l'affaire fut pliée le 6 juin où la reprise a été quasi générale. La suite est connue, une manif de la droite sur les Champs-Élysées, avec raz-demarée pour de Gaulle lors des élections.

À la SNCF comme ailleurs, la reprise ne se fit pas sans douleur. Beaucoup connurent la déception et parlèrent de trahison. Pour autant, ce mouvement laissera des traces profondes au plan sociétal. Il restera dans les mémoires de ceux et celles qui l'ont vécu, comme un moment extraordinaire où tout paraissait possible. Pour certains militant.es dont je suis, il demeurera comme une expérience où la résolution des problèmes qui se posaient à nous dans la gestion de la lutte, de l'organisation des occupations, témoigne de cette capacité des travailleurs et travailleuses à prendre leur destin en main. Ils et elles ont répondu à des nécessités de la lutte par des pratiques; lesquelles, sans qu'ils et elles le théorisent, montrent que l'autogestion, loin d'être une idée fumeuse, est une perspective pour un changement de société.

ET APRÈS...

Déçus mais pas démobilisés: en févriermars 1969, après des contacts directs entre certains dépôts, une première grève sur la réglementation du travail est déclenchée en dehors des fédérations. Ces dernières l'arrêteront très vite. Les contacts directs se poursuivent, et la situation vécue au plan des conditions de travail aidant, la grève sera à nouveau déclenchée en septembre de la même année, cette fois-ci avec la victoire

6 En 1968, il convient bien de ne parler que de «conducteurs ». Il faudra attendre 1983 pour connaître la première femme agent de conduite à la SNCF; et ce fut... au dépôt de Saint-Pierre-des-Corps.

au bout, le PS47 sera modifié profondément. Dans le même temps, dans d'autres secteurs professionnels, des comités d'action, regroupant des syndiqué.es de différentes organisations et des non-syndiqué.es, naîtront. Une revue Les Cahiers de Mai s'en fera l'écho. Cette dernière, née en juin 1968 et publiée jusqu'en 1974, développera une pratique de l'enquête ouvrière visant à faire ressortir l'expérience ouvrière, à encourager les regroupements par secteurs, en lien avec les idées nouvelles. À la communication verticale des organisations syndicales, Les Cahiers de Mai opposeront les liaisons horizontales à la base. Dans le numéro 22, un cheminot écrit : «L'enquête joue surtout un rôle d'auto-formation des noyaux qui ont participé au combat. Elle doit permettre à ces noyaux parfois informels, de se réunir, et à travers ce travail d'enquête, de voir ce qui se passe dans leur entreprise, de leur faire prendre conscience qu'ils existent, qu'une de leurs tâches est de s'organiser réellement, et qu'à partir de leur groupe (comité d'action, section syndicale etc., ça dépend des conditions) des liaisons soient entreprises.» En lien avec cette revue et suite à leur exclusion de FO après la grève de 69, des militants de Tours créeront un comité d'action. Il se coordonnera avec d'autres, de différentes régions, pour fonder Action-Cheminots. Aux PTT, il se créera Action-PTT. En 1972, quatre ans après Mai 68, la situation fait que l'heure n'est plus aux comités d'action, Action-Cheminots disparaît, et des militant.es, dont je suis, s'éloignent de l'activité militante. Il faudra attendre 1974, où l'autogestion est au centre des débats dans la CFDT, pour que je reprenne le chemin du militantisme en adhérant à cette organisation. C'est le début d'un autre chapitre qui n'est pas déconnecté de Mai 68, mais connaît un paradoxe: celui entre le débat dans le champ social sur l'autogestion, initié par la CFDT, et le début de ce qu'on appellera le recentrage au sein de cette même organisation.

Michel Desmars

⁷ Le règlement PS4, interne à la SNCF mais soumis à homologation du ministère des transports, définit les conditions de travail des cheminots et cheminotes. Renommé ensuite RH 0077, ce règlement sera au cœur de nombreuses grèves ultérieures.

Les cheminots et leurs fédérations À L'ÉPREUVE DE MAI 68

Les cheminots étaient passés totalement à côté des grèves de 1936. Ce ne fut pas le cas en 1968. Si l'occupation des locaux fut généralisée, elle se fit la plupart du temps dans le cadre d'une discipline syndicale bien stricte, peu encline aux contacts avec le mouvement étudiant. De quoi interroger une partie de la jeunesse cheminote, sans pour autant ébranler les fédérations syndicales qui engrangèrent des résultats non négligeables. Le Mai des cheminots arrive dans les années qui suivent, avec plusieurs grèves où la base prend toute sa place; il culmine sans doute en novembre-décembre 1986.

*www.ahicf.com

*** Dans la revue Historail qu'il dirige, il a publié «Le Mai 68 des cheminots et de la SNCE» (n° 6 juillet 2008); «Les facilités de circulation des cheminots: des faveurs octroyées, négociées puis contestées » (n° 29, avril 2014); «Du triage par gravité à l'attelage automatique » (n° 34, juillet 2015, n° 35, octobre 2015, n° 36, janvier 2016) ; « École des Ponts, École des Mines... Dans les coulisses des grèves de 1920 » (n° 42, juillet 2017); «Des cartes de circulation gratuite pour les sénateurs et députés à la discrétion des compagnies ou collectivement négociées?» (n° 44, janvier 2018). Il est également l'auteur de plusieurs

Membre actif de l'association Rails et Histoire* et du réseau Ferinter**, Georges Ribeill, sociologue et historien, étudie la «société cheminote» depuis une quarantaine d'années, en privilégiant les enjeux sociaux et politiques de son histoire***. Georges Ribeill a suivi plusieurs congrès et animé des débats à l'invitation de la fédération SUD-Rail.



Paris, gare de Lyon : la grève en mai 68

Du 17 mai au 6 juin 1968, les cheminots vont connaître la grève la plus massive de leur histoire. Elle marque un tournant dans l'histoire sociale de l'entreprise, une transition entre l'héritage syndical et culturel de la traditionnelle « société cheminote » et l'émergence d'aspirations sociales nouvelles, mais non une rupture.

AU SEIN D'UNE ENTREPRISE CENTRALISÉE, LA «SOCIÉTÉ CHEMINOTE» CONFINÉE...

Le cheminot vit encore dans un monde corporatif bien clos, où les femmes agents sont moins de 10 % et pour la plupart épouses d'agent. Les tutelles patronales et syndicales s'y partagent institutionnellement des fonctions d'encadrement et d'intégration; le centralisme et la discipline s'y conjuguent pour former un système autoritaire de relations professionnelles et sociales, qu'adoucit l'idéologie ambiante paternaliste de la «grande famille cheminote». Depuis 1938, dans la plupart des foyers cheminots, l'hebdomadaire de la SNCF, La Vie du rail, nourrit et propage une

^{**} www.ferinter.hypotheses.org



Coll D Viné

Assemblée générale à Paris, gare de Lyon en mai 68

culture corporative très confinée, de l'inauguration de telle ligne électrifiée au concours du plus gros poireau. L'hebdomadaire ignore autant les catastrophes ferroviaires que les grèves cheminotes, et pour longtemps encore¹! Et, depuis 1949, un Almanach du cheminot l'accompagne, confortant sous forme pédagogique ou récréative cette culture corporative.

Les relations de travail sont très respectueuses d'une organisation bureaucratique qui ventile en 19 échelles hiérarchiques, exécutants, agents de maîtrise et cadres, comme sont cloisonnées les relations entre les trois grands services, Exploitation (EX), Matériel et Traction (MT), Voie et Bâtiments (VB) dans lesquels se répartissent ces agents. Ainsi, l'aménagement dans une petite gare d'un abri pour voyageurs, la modernisation du foyer des roulants d'un dépôt, susciteront par exemple des conflits de compétences et d'intérêts entre les trois arrondissements EX, MT et VB concernés.

conflits arbitrés au siège parisien de la Région concernée (Est, Nord, Ouest, Sud-Ouest ou Sud-Est) où sera remonté le dossier! Bien qu'en vogue dans les entreprises industrielles, ébauchée après-guerre avec la création d'une Région Méditerranée, la décentralisation tournera court à la SNCF. En juin 1957, une commission interne ad hoc rend un rapport hostile: «risque de désorganisation d'une entreprise où l'organisation est irremplaçable et sans prix», «risque de démoralisation, à tous les échelons de la hiérarchie, d'un personnel d'élite», bref «il ne saurait être question de bouleverser une organisation centenaire et qui a fait ses preuves »; rejet entériné par le président Louis Armand: il y a «impossibilité absolue de supprimer un échelon de commandement», au risque «de rendre extrêmement précaire l'exercice normal du commandement et de faire courir les plus grands risques au bon fonctionnement du chemin de fer ». « C'est une responsabilité que je ne saurais prendre», assume ainsi le patron de la SNCF!

Alors que le mouvement de Mai 68, par son extension inédite, depuis les milieux étudiants et lycéens jusqu'aux OS de Renault ou de Peugeot, et par ses nouveaux slogans, a bien une visée générale utopique, voire subversive, celle-ci n'atteindra pas ce monde encore bien clos du rail. Toutefois, à l'âge du transistor omniprésent, les échos parvenus au sein du monde du rail nourriront rêveries et critiques. En marge du mouvement social, isolé du mouvement étudiant incompris, les appareils syndicaux vont se mobiliser « pour compte propre » en obtenant des acquis professionnels certains, et la forte pression gréviste aboutira même à la remise à plat de toute la politique des transports, la SNCF bénéficiant d'une autonomie de gestion accrue!

L'OCCUPATION DES GRANDES GARES: Contrôler et protéger l'outil de travail

La grève à la SNCF empruntera beaucoup aux modalités de communication et d'action classiques des appareils syndicaux, acteurs institutionnels de la grève. Globalement, nul débordement de l'imagination pour rompre avec les coutumiers communiqués, affiches et tracts syndicaux. Au nom de la sécurité et de l'horaire à tenir, le réalisme ferroviaire et la culture cheminote ont bridé les esprits empreints encore de l'obéissance passive, en quelque sorte, aux règlements intérieurs. Les ordres de grève viennent du sommet, pour être passivement appliqués. Ainsi, lorsque le vendredi 17 mai, un drapeau rouge est dressé sur le château d'eau du triage d'Achères, à l'ouest de Paris sur la Grande Ceinture, par le dirigeant fédéral de la CGT Charles Massabieaux², c'est bien là le signal impératif donné de la mobilisation cheminote générale, en direction des gros établissements SNCF de la région parisienne, puis de ceux de province.

Le mouvement connaîtra toutefois des

formes inédites: alors qu'en 1936, les cheminots n'avaient pas fait grève et donc pas participé aux «occupations d'usines », l'occupation des sites (plus précisément leur bouclage et gardiennage) traduit une forme d'appropriation symbolique par les cheminots de leur « outil de travail », à la fois machinerie technique ferroviaire et service public institutionnel. En bouclant les établissements vidés de leur personnel à l'exception de quelques cadres dirigeants dotés de laissez-passer, en confiant la garde permanente des sites sensibles - gares, dépôts, PC et postes d'aiguillage – qui commandent l'exploitation à des équipes de volontaires tournant en 3 x 8, les grévistes ont empêché toute velléité de reprise du travail et ont protégé les installations ferroviaires et les matériels roulants contre tout risque de sabotage, prêts à leur remise en route immédiate au coup de sifflet de la fin de partie. Mesure préventive, les cheminots ont ainsi rapatrié sous la verrière de la gare de Lyon, à Paris, les locomotives trop vulnérables du dépôt voisin du Charolais, exposées à une incursion de la rue proche, comme à un sabotage mal intentionné de l'intérieur. Les clés de traction et de frein ont été retirées des cabines de conduite et soigneusement enfermées dans un coffre de bureau. Évidemment, le symbolisme de la démarche est lourd: à la fois, la locomotive, c'est du matériel vulnérable et précieux; mais c'est aussi l'instrument sans lequel toute reprise du trafic est vaine, comme celle de la reprise économique. Au sein de l'arsenal corporatif des luttes, la locomotive, qu'on l'arrête ou qu'on la remette en route, est le composant de l'outil de travail ferroviaire qui symbolise le mieux cette appropriation de la grève par les cheminots. La coupure des courants de traction dans les postes de commande des sous-stations, le verrouil-

¹ Si l'on se reporte à *La Vie du rail*, qui a toujours traité à chaud de l'actualité ferroviaire en France, il ne s'est rien passé en mai 68 à la SNCF. L'édition du 19 mai développe une invitation à voyager par le train... mais en Corse, et celle du 26 mai, en Pays vaudois! Reparu le 23 juin, l'hebdomadaire s'excuse de son «interruption involontaire», sans allusion à la longue paralysie de la France et de ses chemins de fer. La SNCF a joué de même à la «grande muette».

² Charles Massabieaux (1921-1998) a été secrétaire général de la fédération CGT des cheminots, de 1965 à 1976.

lage des postes d'aiguillage, toutes ces mesures redondantes renforcent ce contrôle absolu de l'outil de travail, réduit à l'arrêt. L'occupation de la gare de Saint-Lazare inspire l'Humanité-Dimanche du 26 mai³: «La tâche du Parti, celle de la CGT sont de poursuivre et de perpétuer l'ordre. » Non seulement «la CGT se préoccupe d'assurer à la population l'électricité, l'eau, le pain dont elle a besoin », mais elle règle tous les problèmes: «Simple détail, mais combien significatif: voilà les cheminots en grève de Saint-Lazare, prévenant un habitant de Normandie de venir chercher les petits chiens qu'on lui avait envoyés par le train et qui étaient "en souffrance" à la gare. » D'où la critique féroce de cette initiative aux yeux d'un gauchiste tout éberlué: «On notera par quelle anecdote futile et pleurnicharde on caractérise un mouvement d'émancipation de la classe ouvrière. Évidemment, pas un mot sur Saint-Nazaire où de larges secteurs de l'économie sont passés sous le contrôle ouvrier »!

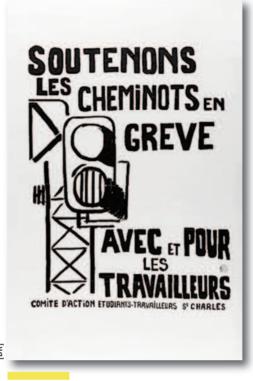
FACE AUX RISQUES D'INTRUSION ÉTRANGÈRE, DES «BASTIONS» SUR LA DÉFENSIVE

L'occupation de ces «bastions» sensibles de la SNCF avait une seconde fonction: la préservation de toute incursion extérieure, gauchistes ou nervis d'extrême-droite. À la gare de Lyon, puisant dans les ressources de la profession, un petit arsenal complémentaire défensif a été fourbi: matraques confectionnées à partir de gros câbles électriques, solides manches de bois ôtés des clés à éclisses, que complètent des bouteilles vides entassées dans des caisses... Plusieurs barrières d'obstacles, intra et extra muros, sont constituées commodément avec les chariots de gare renversés, entassés en barricades dérisoires, plus symboliques qu'efficaces, mais bien révélatrices des fantasmes d'assauts et d'affrontements menaçants, jaillis de la rue.

Des tentatives d'intrusion ont suscité une geste que relatera dix ans plus tard André Argalon⁴: « C'est fou ce que les cheminots ont subi d'attaques en cette période. À Saint-Lazare, un commando de fascistes de

Tixier-Vianancour⁵ est venu retirer le drapeau rouge. À la gare Montparnasse, des "spéléologues" des CDR [Comités pour la défense de la République] sont arrivés par les égouts pour tenter de faire échouer la grève. À la gare de Lyon, c'est la direction elle-même qui organisait les provocations. Il fallait que la CGT ait l'œil partout pour déjouer les mauvais coups des fascistes et des CDR, mais aussi des gauchistes comme le jour où ils prétendaient affréter un train spécial pour aller à Flins – ou de nos camarades de la CFDT dont un secrétaire fédéral avait déclaré un jour qu'il n'y aurait pas de petits soviets à la base, pour déjouer également les tentatives de la direction. Nous controlions tout, y compris la table d'écoute. C'est ainsi qu'un jour nous avons appris la création d'un "comité d'usagers et de cheminots" mis sur pied pour traiter avec la direction sans s'occuper des syndicats. Inutile de préciser que la tentative, comme toutes les autres, a fait long feu.»

Autre épisode révélateur, vendredi 24 mai, en début d'après-midi, des militants ont distribué des tracts aux alentours de la gare de Lyon et annoncé leur ferme intention de «faire la révolution»! Ce soir, «Paris brûlera!» D'où la mobilisation défensive de la gare, fort bien narrée par Jean Perrault, alors secrétaire général du syndicat CGT de Paris-Sud-Est⁶: «Comme en gare, nous allons être en première ligne, je crains qu'une provocation éventuelle ne se retourne dans la gare contre les cheminots. (...) Nous avons donc fermé complètement les issues de la gare : nous nous sentions totalement responsables des installations ferroviaires, du matériel qui représentaient des sommes considérables et nous ne voulions pas qu'en utilisant de quelconques incidents, la police en profite pour investir la gare et occuper les locaux. Nous nous sentions, pour quelques heures, aux avant-postes de la lutte nationale que nous menions avec quelques millions de salariés. » Dans la soirée, après la dissolution du cortège, quelques gauchistes veulent encore en découdre avec les CRS ripostant à coup de grenades lacrymogènes. Acculés sans échappatoire sur le parvis de la gare, dans un rapport de force désavantageux, leur



Affiche de Mai 68

espoir de trouver refuge au sein de la gare restera vain, comme l'explique J. Perrault: « Nous n'avons pas de directives particulières sinon d'être vigilants et prudents. Seules restent les directives décidées dès le début de l'occupation des locaux: les grévistes sont seuls responsables de ce qui peut survenir dans les emprises de la SNCF. Cela est valable pour tous. (...) Vers

22 heures 30, quelques manifestants "frappent" à notre porte pour nous demander refuge. Situation difficile pour tous: fallait-il ouvrir au risque de voir à leur suite pénétrer les CRS dans la gare? Nous n'ouvrîmes pas malgré l'avis de quelques camarades qui enrageaient – comme tous les présents – de voir des travailleurs ou des étudiants risquer de se faire matraquer. »

Et ce n'est pas un hasard si l'itinéraire inaccoutumé du défilé lancé à l'appel de la CGT le mercredi 29 mai, de la Bastille à Saint-Lazare, avait été «organisé de telle façon que la manifestation ne déborde pas, en s'achevant à Saint-Lazare, ce bastion cheminot », reconnaîtra le secrétaire fédéral adjoint André Argalon, gare où Séguy, patron de la CGT, retrouve des cheminots retranchés: « Nous arrivons gare Saint-Lazare où une réception est organisée en l'honneur du bureau confédéral par le comité de grève. Je retrouve mes camarades cheminots, fiers de nous montrer leur installation. Les bureaux les plus inaccessibles, réservés à la direction, sont utilisés pour les besoins de l'organisation de la lutte. Le siège du syndicat CGT est installé dans le bureau du chef de gare. Les lances d'incendie sont en batterie aux entrées les plus stratégiques; elles sont là, à toutes fins utiles, y compris éventuellement pour refroidir certaines velléités gauchistes d'investir la gare, en quelque sorte des lances de dissuasion! (...) La réception se termine par un vin d'honneur au réfectoire des agents de train, dans une ambiance joyeuse et fraternelle, avec quelques instants d'émotion dus aux manifestations d'affection dont notre camarade Benoît Frachon est entouré. Ainsi, ce n'est ni à l'Hôtel de ville ni à l'Élysée que "l'état-major" de la CGT termine sa marche du 29 mai, comme on en avait fait subitement courir le bruit, mais à la gare Saint-Lazare parmi les cheminots en

De la prévention à l'égard des étudiants, relève l'opposition des cégétistes de Saint-Lazare à faciliter leur jonction avec les ouvriers en grève de Flins, à l'inverse de la CFDT. Le vendredi 7 juin, le travail doit y reprendre. Le préfet des Yvelines a bon espoir d'entraîner les ouvriers qui le dési-

³ Daniel Théron, «Le parti de la légitimité: une analyse de l'Huma nité-Dimanche, Partisans, n° 42, mai-juin 1968, p. 253.

⁴ La Vie ouvrière, n° 1762, 5 juin 1978, p. 19. André Argalon (1927-2000) a été secrétaire général adjoint de la fédération CGT des cheminots de 1965 à 1983.

⁵ Avocat, militant d'extrême-droite qui fut notamment candidat à l'élection présidentielle de 1965.

⁶ J. Perrault (1930-2014) a été secrétaire du syndicat puis du secteur régional CGT Cheminots de Paris-Sud-Est. Jean Perrault, Mai 1968 en gare de Paris-Lyon, CGT-IHS Cheminots, 2005, p. 24-25. Également, Jean Perrault, Ma vie de militant, auto-édition Marie-Reine Perrault, 2017 [nous contacter].

⁷ Georges Séguy, Le mai de la CGT: Témoignage, Éditions Julliard, 1972, p.137-138.



PoulV of Illo

Mai 68, la salle des Pas-Perdus de la gare de Lyon à Paris est désertée.

rent à venir reprendre le travail. Mais, relate le préfet de police Grimaud⁸, «les ouvriers ne viennent pas. En revanche, mille à quinze cents étudiants viennent de Paris se mêler aux grévistes et se bagarrer avec le service d'ordre. Nous devons, de notre côté, dissuader quelque 4000 jeunes de s'emparer d'un train, gare Saint-Lazare, pour aller rejoindre leurs camarades. La SNCF et la CGT sont d'accord pour les en empêcher ». Et leur demande d'affréter plusieurs trains spéciaux à destination de Flins se heurtera en effet au refus des cégétistes, majoritaire dans le dépôt, contribuant à un dénouement de la journée opposé aux vues et désirs des manifestants « gauchistes ».

À LA BASE, DISCUSSIONS LIBÉRÉES,

RÊVERIES AUTOGESTIONNAIRES

L'énorme machine intégrée qu'est la SNCF n'est évidemment pas un terreau approprié pour voir fleurir les idées autogestionnaires qui imprègnent les utopies sociales d'alors. Retenons qu'à Limoges, où règne une bonne entente intersyndicale, un intéressant texte est adressé aux appareils parisiens: « Certain d'interpréter la volonté de tous les cheminots qui souhaitent le renforcement de l'union au sommet après l'avoir réalisé à la base », le comité de grève des cheminots (CGT, CFDT, FO, FGAAC et FAC) a élaboré et soumis aux fédérations « un programme revendicatif commun minimum »; « face à leurs responsabilités », c'est l'union d'action au sommet qui s'impose à chacune d'elles pour sa réalisation! Voici donc une démarche rompant bien avec le centralisme coutumier de l'action syndicale.

Le fantasme d'une SNCF autogérée émane d'un communiqué commun à la CGT, CFDT et FO de Montpellier, retransmis aux sièges fédéraux parisiens: «La gestion de la SNCF est actuellement défectueuse tant du point de vue économique que social. Les agents de cette société estiment que la gestion doit être prise en charge par son personnel et ceci à tous les échelons de la hiérarchie. Les mesures nécessaires à prendre à ce sujet seront définies dès que possible après avis de l'ensemble du personnel. Cette idée, lancée à Montpellier dans la journée du 29 mai, doit être prise en considération par toutes les organisations syndicales qui se doivent de prendre l'avis de l'ensemble des cheminots. » Rare bouffée d'utopie cheminote, émanant il est vrai d'une contrée réputée chaude, où le verbe est prompt à s'enflammer...

DE PARIS À MODANE, LE GRAND ÉCART...

Révélateur de la distance qui sépare le Mai parisien du Mai des provinciaux, le témoignage d'un futur responsable cédétiste, Jean Villette⁹, entré à la SNCF à 21 ans en mars 1967, affecté comme facteur aux écritures à la gare internationale de Modane: une gare frontière où transitent de nombreux trains de fret, où le travail posté en 3x8, intensif, est vécu comme un «purgatoire» par une population jeune vouée à un turnover important. Les syndicats cheminots CGT et CFDT, à égalité d'audience électorale, plutôt coupés des actualités politique et syndicale parisiennes, vivent d'anicroches locales. Nul écho n'est parvenu de la «table ronde» ouverte le 10 janvier par la direction en début d'année. Et quand s'échauffent, début mai, les universités parisiennes et que la radio diffuse les premiers

événements du Ouartier latin, c'est un monde étranger que perçoivent avec difficulté et scepticisme les cheminots de Modane: «Ouvriers et étudiants, même combat, ce slogan du 13 mai, ici, on en est très loin, et on se demande qui sont ces jeunes qui jettent le mobilier par les fenêtres à Nanterre, en tout cas on ne se sent pas du tout concerné¹⁰.» Néanmoins, c'est avec attention et intérêt que sont suivis dans les transistors les premiers débrayages de la mi-mai. Les directives syndicales des 17 et 18 mai, transitant par les unions régionales du Sud-Est puis Chambéry, parviennent moins vite à Modane que les informations radiodiffusées: celles-ci suscitent les premières réunions unitaires et attisent la mobilisation collective qui aura donc toujours un temps d'avance sur les directives fédérales, toujours en retard à l'inverse sur l'appréciation

générale du mouvement social.

65 ■ LES UTOPIQUES **7** SOLIDAIRES

Les liaisons régulières horizontales de travail par télex (horaires et compositions des trains), au début entrelardées de questions irrégulières du type: «Nous, on a fait une AG, et vous?», une fois le mouvement lancé, se transforment vite en échanges mutuels d'information et de comparaison sur les situations locales: «Tandis qu'il y a une certaine défiance à l'égard des communiqués officiels fédéraux, en vertu de l'occupation des locaux et de tout le temps devant nous, on passe son temps à communiquer avec les quatre coins de la France, pour s'assurer des situations respectives¹¹. » La distance ainsi prise avec les directives syndicales permet des discussions très libres et l'explicitation des aspirations profondes: à Modane, on rêve plutôt à court terme de conditions de travail

⁸ Maurice Grimaud, En Mai, fais ce qu'il te plaît, Éditions Stock, 1977, p. 303.

⁹ Jean Villette a été membre du bureau de la fédération CFDT des cheminots de 1973 à 1977, puis du bureau de la fédération générale des transports et de l'équipement CFDT jusqu'en 1982.

¹⁰ Propos de Jean Villette recueillis par l'auteur. Il en est de même pour les deux citations suivantes.

¹¹ Cette communication entre comités, que facilite le détournement du réseau Télex et des circuits téléphoniques propres à la SNCF équipant notamment les permanences et les PC, permet de précieux échanges horizontaux et verticaux d'informations et d'instructions. La fédération CGT en tente un chimérique contrôle par ce communiqué du bureau fédéral daté du 21 mai « Le bureau fédéral daté nu 21 mai « Le bureau fédéral attire à nouveau l'attention des militants sur les informations incontrôlées transmises par téléphone par le réseau Télex SNCF. Toute information transmise directement au comité de grève doit être immédiatement vérifiée auprès des syndicats des secteurs ou de la Fédération. »

« NE PLUS ÊTRE DES ENFANTS... »: ROMPRE AVEC LE COCON CORPORATIF? LE TROUBLE D'UN CADRE SUPÉRIEUR DE LA CFDT

Intitulé « Réflexions sur les événements de mai-juin 1968. Conclusions et perspectives pour les cadres SNCF», daté de juin 1968, un tapuscrit anonyme, d'une quinzaine de pages, circula dans les hautes sphères de la fédération CFDT. Retenons ses premières pages où l'auteur pointe les « aspirations profondes manifestées par l'explosion sociale actuelle ». essai de « psychanalyse sauvage de la famille cheminote »...

« Sans vouloir sous-estimer l'importance des revendications de salaires et de conditions de travail, du moins pour certaines catégories de travailleurs (il existe encore bien des situations scandaleuses, même à la SNCF pour qui daigne s'en informer), nous pensons que ce qui a essentiellement cristallisé le brusque mouvement actuel, incontestablement parti de la base, à l'instigation des étudiants, par-dessus la tête des organisations syndicales, nous semble être une subite prise de conscience d'un besoin non satisfait d'expression et de responsabilité, une révolte contre la passivité fatale et l'ennui auguel la société industrielle de consommation condamne les travailleurs, même les travailleurs relativement heureux, même les Cadres. **Comment l'expliquer?**

L'État "père" et l'État "mère"

L'État. mais aussi l'administration, l'entreprise, avaient jusqu'à maintenant été perçus tantôt comme "père" tantôt comme "mère". L'État père, c'est - surtout en période de guerre, de crise, de grave tension, de reconstruction (période qui a suivi la Libération par exemple) - celui qui anime, qui bande les énergies, rappelle les devoirs, sollicite les efforts et les sacrifices de tous. Ainsi, le dépassement de la durée légale des heures de travail est-il justifié dans le P 4* par de telles considérations. L'État mère, c'est l'État providence, celui qui, omnipotent, disposant des crédits illimités (du moins on n'ose pas trop se poser la question) est tenu de pourvoir à tous les besoins, d'assurer toutes les sécurités, de donner toutes les assurances. Or, depuis la fin de la guerre d'Algérie, en l'absence de grandes aventures internationales où la France se trouvât engagée, le seul moteur qui eût pu doper les énergies était l'expansion économique. Le plan de stabilisation qui a porté un coup d'arrêt brutal à celle-ci, avec ses répercussions que l'on sait sur le chemin de fer, a du même coup détruit l'image de l'État "père".

adoucies, et à moyen terme, de mutations rapides... C'est l'agent chargé des roulements et du planning qui organise l'occupation, les rondes de surveillance, le planning des réunions... Le sentiment de la communauté corporative ainsi auto-organisée peut se développer à plein, d'autant qu'aucune perturbation extérieure n'est à craindre: il n'y a pas plus de «gauchistes» à Modane que de CDR gaullistes et de fascistes, aux intrusions si redoutées à Paris!

UN MOUVEMENT CORPORATIF POUR « COMPTE PROPRE », UNE AVANCÉE POLITIQUE

Le mardi 4 juin, à 6 heures 10 du matin, au siège de la SNCF, après des négociationsmarathon entamées depuis le samedi 1er juin, le ministre des Transports, Jean Chamant, et les sept organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC, FGAAC12, FAC13 et CGC signent un protocole d'accord en 15 articles. Nombreux sont les acquis sociaux engrangés: salaires augmentés, retraites revalorisées, durée du travail réduite et congés annuels augmentés, régimes de travail des agents postés et des roulants améliorés, bonifications d'ancienneté enfin accordées aux agents de conduite prenant leur retraite à 50 ans. En matière de droit syndical, le saut très important reflète l'aspiration soixante-huitarde de démocratie: le droit syndical est élargi au sein des institutions toujours singulières de la SNCF, le financement de la formation syndicale acquis, et la CGT est conviée aux tables rondes par la direction générale, terme de la « guerre froide » que lui avait déclarée en 1950 Louis Armand.



Affiche de Mai 68

Les articles 13 et 14 du protocole accusent une grande avancée en matière politique: la politique d'avenir des transports est à revoir, en concertation tripartite avec les syndicats! Aux termes de l'article 13, l'État devra prendre en charge le coût des obligations de service public que supportait jusqu'alors l'entreprise publique, handicap certain face à la concurrence; plus largement, les différents modes de transports devront s'affronter à armes égales, la SNCF bénéficiant dans ce contexte d'une autonomie de gestion accrue. Aux termes de l'article 14, « des réunions seront organisées par le ministre des Transports, auxquelles participeront des représentants de la direction et des organisations syndicales de la SNCF afin de consul-

^{*} Le P4 est alors le règlement SNCF qui définit les conditions de travail (repos, amplitude,

¹² Fédération générale autonome des agents de conduite.

¹³ Fédération autonome des cadres.

... Pour la SNCF, cela signifie que les cheminots se sentent de moins en moins attendus par la Nation. Leur outil de travail, leur technique de transport se trouvent critiqués, contestés, en tout cas durement concurrencés. Même les nouvelles possibilités offertes par le rail semblent embarrasser plus que réjouir les responsables de notre économie. Il est de plus en plus difficile d'insuffler aux cheminots une foi qui ne paraît plus partagée en haut lieu. Si l'État, la SNCF, ne sont plus perçus comme "père", le sont-ils du moins comme "mère"? La récession économique vient de faire réapparaître une inquiétude à laquelle les travailleurs ont bien des raisons historiques d'être sensibilisés: la crainte du chômage et ses multiples corollaires. Cette impression d'insécurité est d'ailleurs accentuée par certaines décisions gouvernementales telles que les ordonnances relatives à la Sécurité sociale qui ont augmenté la part du risque supporté par chacun (ticket modérateur). L'État n'était plus l'État "mère". Bien à l'abri des licenciements, les cheminots se sentent de plus en plus inquiets sur l'avenir. La baisse des effectifs et toutes ses conséquences (stagnation dans certaines filières, détachements et mutations, absence d'embauchage), les fermetures de lignes, et surtout l'absence de grands projets d'expansion leur donnent de plus en plus l'impression d'être les victimes d'impératifs économiques qui les condamnent à terme. Ces impératifs forts peu "maternels" leur étaient d'ailleurs souvent et fort honnêtement rappelés dans les diverses instances de la SNCF, sans que malheureusement une solution d'ensemble aux problèmes humains puisse être annoncée par les dirigeants. Ces travailleurs sans père ni mère étaient donc en situation de s'apercevoir qu'ils n'avaient plus à être des enfants. Ils constituaient ainsi un terrain on ne peut plus propice à faire écho à la révolte étudiante contre les structures de la société. À l'appel des étudiants, ils devinrent brusquement allergiques à toute forme de pouvoir qui n'était plus capable de leur apporter ni raison de vivre ni sécurité mais qui continuait à disposer d'eux de l'extérieur. Ils exigèrent de participer désormais "aux décisions qui les concernent directement" comme le dit si bien le projet de loi référendaire. Ce sont ces travailleurs-là qui ont lancé le mouvement de grève sans attendre les syndicats, qui ont rejeté le protocole d'accord syndicats-gouvernement et qui s'exprimèrent au stade Charléty, à défaut des défilés organisés par la CGT. C'est là le fait nouveau, et à notre avis significatif, même s'il n'est pas qualitativement le plus important du présent mouvement.»

ter ceux-ci sur la politique générale des transports poursuivis par le gouvernement, tant à l'échelon national qu'européen, et de débattre des moyens d'assurer l'avenir à long terme de la Société nationale». Innovation importante que cette concertation tripartite due à l'intelligence du directeur général Roger Guibert, où SNCF et syndicats feront front commun pour imposer au gouvernement une politique des transports plus favorable au rail.

UNE REPRISE IMPOSÉE

PAR LES SOMMETS FÉDÉRAUX

L'accord du 4 juin implique la reprise de l'exploitation après trois semaines de paralysie. Là où la CGT est fortement implantée, en région parisienne ou dans ses bastions provinciaux, la reprise est approuvée par des votes à mains levées considérés comme majoritaires. Le secrétaire fédéral Charles Massabieaux se rend au dépôt d'Achères: « C'était de là que le mouvement était parti en premier, c'était là qu'il devait inversement s'arrêter en premier : il n'y a pas eu de problèmes, on a défilé derrière le drapeau rouge descendu du château d'eau...¹⁴» À la CFDT, la direction fédérale a tenu à gérer démocratiquement la fin de partie. Une consultation est organisée auprès de la base dans

chaque établissement : si elle révèle des réponses très contrastées d'un établissement à l'autre, des majorités prédominent... contre la reprise! Lisons le communiqué du dépôt de Nevers parvenu à Paris : « 650 cheminots, 400 présents au vote, 95 % contre la reprise. Cela accroche sur le non-paiement des jours de grève, la réduction du travail (pas de calendrier), la suppression des [abattements del zones minimes. » S'ils demeurent toujours négatifs, à Montpellier par exemple, les syndicats locaux se résignent à reprendre le travail au nom de la « discipline ouvrière » et « pour ne pas s'opposer au reste de la France». À Modane, c'est un choc brutal et imprévu qui est ressenti à l'arrivée d'un «protocole hermétique». Un sentiment de fatalisme et de résignation amère est partagé lors de la dernière AG où la reprise est votée: «On est reparti comme ca, avec le sentiment de s'être fait avoir », résume J. Villette. Amorcée le jeudi soir, la reprise est quasi générale le vendredi 7, après donc 19 à 20 jours de grève selon les établissements.

EN ATTENDANT L'HIVER 1986-1987...

Les appareils syndicaux ont joué une bataille classique, certes inédite par son ampleur, mais conduite selon des modalités éprouvées. Une direction du personnel acculée à la négociation et des chefs d'établissement locaux absents ont permis à la fédération CGT de contrôler le déroulement du mouvement, depuis son déclenchement jusqu'au coup de sifflet final. Paul Butet, secrétaire général de la fédération CFDT, ne manquait pas d'apprécier avec quelque ironie, et jalousie peut-être, l'aptitude éprou-





OSME dans tous les penns syndicaix à tragers toute la France, a Centrale de la rue Montholon a somme 24 heures sur 24 une articité débordante airectes paussion le Herre hallacinanies.

Le hall d'intrée était transformé en centre de documentation permanente, carrejour des hummes et des idées, des militants, des jourmietes, des reporters,

Communiques, affichettes, trocts, éditions que inter de Noudealisme a 23 grachaient a poine impromés. Dans touis l'immendies, les mans correnient à plein et de procince des crecce de linisma un moves d'engins de transmet beternelites enlevaient tout chand l'infat-

Consonuación de popiers, mais unai de soubeirles, de cuartes de hiro et de litro de gras rouge. Le comping étai de rigues à la Feldention des Chevalouts et les halon cultimire de certains militants a été fait uppreces. Secricos d'intendances de telephone, de lision e charan à su glave a donne la melllare de lisionieme paur répondre sus ausunts de ces familiable et gaissant immerment ée

Chaque jour, les responsables de la Rézion Parisienne se retrouvaient à 19 heures pour joire le paint et emporter la nôte quotidienne d'informations.

Après la longue nuit de ni-gorialions, les cinq lignes de télèphone ont été accupies en permanence; il falloit des heures d'attente aux correspondants ucani d'obtenir la linison et ce jour-là le scandard a bion tailli su pas

Aux heures difficiles succèdaient des moments de détente et la ronde infernule continualt, depuis les piquets de grèce en passent par les vandients locaux, les secteurs poutarriver à la Fédération et en repartir.

vetsé co mais de nas, housealant les habitaties, tompant avec le passé, décuverant l'est par tompant avec le passé, décuverant l'avec ton avenir qui appartiendre à coux qui ma vein de l'argination syndicle saurent parsuir de l'argination syndicle saurent parsuire le combat, après norit franchi une nouvelle ciaque descrive vers la construction d'unevoiriet capalle de promouvoir l'epananissement et la responsabilité des travailleurs.

Maurice DUBOIS.

MENSUEL IT JUILLET 1968 - 51" ANNEE - NUMERO 603

LE CHEMINOT

FEDERATION DES CHEMINOTS C.F.D.T.

LE FUTUR A DÉJA COMMENCÉ

par Paul BUTET, Président lédéra

ES économistes, les historiens, les sociologues ou les politiques épilogueront sans doute longtemps sur les événements que nous venons de

Scion leurs disciplines, leurs tempéraments ou leurs... intérêts la y verront les consecuences d'une mauvaise répartition de la production nationale, d'une inadaptation des rapports sociaus ou bien Paction de es groquisseules irresponsables » à moins que ce ne soit + la main du parti de l'étranger ». ce ne soit + la main du parti de l'étranger ».

ES travailleurs eux garderont surtout de ce mois de mal, le souvenir d'une période où ils ont VECU intensément en hommes libres et responsement en hommes libres et responsables dans l'immense espérance de leur dignité retrouvee.

sables dans l'immense espérance de teur ugolie retrouvée.

Il faut avoir véen ces journées au conlact des travailleurs en greve, de ces cheminots de tous grades fraternellement unis
dans loccupation de leurs établissements.

Il faut avoir vu avec quelle conscience,
avec quelle inte lis assurant leur travail
profond.

Ils n'étaient plus des « prolétaires » à qui l'on demande de produite, de consommet et de se taire. Ils n'étaient nourris que de sandwichs, ils passaitent leurs mits à la dure mais ils étaient responsables de leur quil de travail, maitres de leur destin.

Comme ils se sentaient proches alors de leurs camarados étudiants qui, eux, remettaient en cause la monarchie sociale et universitaire. S'ils étaient guelquefois un peu décorientés par les méthodes d'action étudiante, si leur experience unviriere et leur bon sens les élaignaient des excès, leurs motivations étalent les mêmes, ils étaient solidaires.

A C.F.D.T. et ses militants, mieux que d'aurres sans doute, étalent à méme de saisir le sens profond de ces aspirations. Depuis 1964, ils affirment que le syndicalisme « doit rester fidèle à ses exigences pramières du respect de la dignité de la personne humaine qui inspirent son combat pour la liberte et la responsabilité, pour la justice et la paix « (déclaration de principe de la C.F.D.T.)

C'est parce qu'elle a été doublement fidele à la classe auviriere et à ses principes, que des le début du conflit la C.F.D.T. a placé le combat des travailleurs dans une perspective nouvelle en donnant la priorité aux problèmes fundamentaus : extension des libertés syndicales « droit des travailleurs à la gestion de l'économie et de leur cortreprise ».

Elle o'en ignorait pas pour autant les revendications matérielles (salaires-retraises, conditions et durée du travaill, mais la aussi mettait l'accent sur les plus défavorriées, sur les éternels laisses pour compte de toute : société industrielle ...

A greve est terminée et les avantages obtenues sont loin d'être negliges-bleve. C'est incontextablement une conference de la conference de la

un point de depart.

Une grande mutation est en marche, il n'est pas possible qu'elle s'arrête. Rien ne peut plus, rien ne doit plus être comme avant. Des réformes de structures sont nécessaires, mais aussi et surtout une transformation des mentalités.

mation des mentalités.

Les travalleurs ont le sens de la mesure et savent que des étapes seront nécessaires mais ils ont fait l'expérience de la liberté ils ont montré leur capacité à prendre des responsabilités, ils n'accepteront plus d'être seniement des « sujets ». En ce sens, le futur a déjà commence,

Cest cola la grande realité de mai 1968. Une masse qui devient un Peuple et qui prend conscience de sa force et de sa digmité. La C.F.D.T. ne trahira pas cette espérance et avec fous ceux qui de plus en plus nombreux lui font confiance elle poursuivra sa lutte pour « une société d'hommes libtes et responsables ».

SALAIRES

Nouveaux barêmes pages 8 et 9

DEPUIS LE

13 MAI page 3

......

TRANSPORTS

Position C.F.D.T page 4

4 A

UN BILAN

Le constat et les commentaires de la C.F.D.T.

pages 6 et 7

ATTITUDES 5

A tous les Militants et adhérents

- A tous ceux qui pendant ces trois semaines n'ant ménagé ni leur temps, ni leur peine....
- A tous ceux qui ont vécu « sur le tas » ce grand élan de fraternité et de responsabilité ouvrière...,
- A leurs familles qui les ont soutenus dans ce combat pour plus de justice, de dignité, de responsabilité pour la classe ouvrière,

La C.F.D.T. dit un très grand merci ! La une du journal de la fédération des cheminots CFDT, en date du 1er juillet 1968

vée des «burettes syndicales» de la CGT à faciliter la remise en marche de la machine ferroviaire stoppée par une grève.

Des témoignages recueillis bien plus tard révèlent chez les jeunes cheminots syndiqués de l'époque quelque incompréhension à l'égard de la stratégie de la CGT, hostile à toute main tendue à la jeunesse ouvrière ou étudiante15, comme sourde aux nouveaux enjeux sociétaux explicités en 1968 par la jeunesse estudiantine. Entré à 19 ans au centre d'apprentissage SNCF de Noisy-le-Sec, Bernard Thibaut y découvre une «CGT omniprésente» au milieu des années 70. Et l'un des premiers mouvements dans lequel il s'impliquera, «ça a été pour faire admettre la présence des filles dans les foyers des célibataires16»: comment admettre un tel règlement de la SNCF, mettant ces agents «24 heures donc sous la coupe de leur employeur »? Alors que Mai 68 avait démarré à Nanterre pour faire admettre la mixité dans la cité universitaire, on est bien en retard à la SNCF de ce point de vue! À court terme, la SNCF tire quelques leçons:

15 Voir à ce sujet le recueil de témoignages de jeunes cheminots en 1968, composé 30 ans plus tard sous l'égide du comité d'établissement régional de Paris-Saint-Lazare, Piquet de grève. 68-98. Les cheminots témoignent, Éditions France Découvertes, 1998.

16 Bernard Thibaut, Ma voix ouvrière, Stock, p. 33, p. 42.

17 Cf. Christian Chevandier, Cheminots en grève, ou la construction d'une identité (1848-2001), Éditions Maisonneuve et Larose, 2002, p. 309-317.

18 Cf. Georges Ribeill, «L'hiver de grève des cheminots », Vingtième siècle, revue d'histoire, n° 16, octobre-décembre 1987; «La grève de l'hiver 1986-1987», in Les cheminots. Que reste-t-il de la grande famille ?, Éditions Syros, 1993, p. 150-162; Christian Chevandier, op. cit., Les printemps en hiver, p. 332 et sq. Jacques Hais et Christian Mahieux «La grève des cheminots de 86/87», Les utopiques n° 3, 2016

elle innove en matière de relations sociales. de communication interne... Le 11 juillet. une table ronde aboutit ainsi à un « accordcadre sur les prolongements sociaux de la modernisation » conclu pour trois ans. Son préambule est remarquable par la nouveauté d'expression: le contrat social conclu entre direction et organisations syndicales reflète le fruit d'une concertation exceptionnelle sur les prochaines évolutions profondes de l'entreprise, sans ambiguïté ni arrière-pensée. D'un côté, les syndicats reconnaissent que le progrès technique constitue un impératif inéluctable pour le chemin de fer qu'ils ne peuvent remettre en cause; de l'autre, la direction reconnaît que la modernisation conséquente de ses structures ne saurait se faire au détriment de son personnel.

On innove en matière de communication interne. À titre suggestif, le journal Sud-Ouest Information EX devient en octobre Sud-Ouest Information, bulletin commun désormais aux trois services EX, MT et VB. Le directeur de la Région Sud-Ouest, François Dubois, commente ce pas en avant: «Je m'en réjouis car c'est la manifestation de l'unité de notre Maison. » L'Almanach du cheminot 1968 est le dernier d'une vingtaine, reconnu caduque après l'explosion de bandes dessinées satiriques déclenchée en mai 68

Le directeur général Roger Guibert accélère la réforme des structures engagée, qui aboutira à la création de 25 régions en 1972 et en 1973: grâce à sa dotation budgétaire, chaque directeur dispose d'une certaine latitude pour résoudre des problèmes techniques et sociaux locaux. Après les prodromes du «juin gauchiste des cheminots» de 1971¹⁷, il faudra toutefois attendre encore la grande grève de l'hiver 1986-1987 pour voir exploser le double système corporatif autoritaire de la SNCF, à la fois patronal et syndical¹⁸.

Georges Ribeill

Jeunesse dans MAI-JUIN 1968 AUX USINES RENAULT

Nous reprenons ici un titre proche de l'ouvrage célèbre de l'historienne Michelle Perrot* qui a analysé les grèves en France entre 1871 et 1890. Ce court article, beaucoup moins ambitieux, à l'occasion du cinquantième anniversaire de mai-juin 68, s'attache au cas des usines Renault dans la grève. Le titre reflète l'importance de la jeunesse ouvrière dans ces circonstances d'un conflit emblématique.

Entré comme coursier au Crédit Lyonnais à 15 ans, Robert Kosmann en démissionne en 1968. Après avoir exercé divers métiers, en 1973 il entre chez Renault, comme OS** intérimaire; il y militera à la CGT: OS puis fraiseur, Billancourt, Choisy, puis Saint-Ouen où il travaille de 1975 à la fermeture de l'usine en 1991. Après une période de chômage et de précarité, durant laquelle il s'inscrit à l'université, il est embauché en 1999 aux Impôts, il co-anime alors la section locale du SNUI*** et Solidaires 93, avant de devenir permanent syndical en 2006 pour Solidaires Industrie, jusqu'à sa retraite en 2011.

la grève

Meeting à Renault Billancourt en mai 1968. Le Peuple, CGT, 15 juin 1968



CMI

1 Voir la brochure de formation syndicale réalisée par Solidaires industrie, Le mouvement ouvrier et le syndicalisme, p. 33. Disponible sur le site www.solidairesindustrie ore/

2 Le député UNR (Union pour la nouvelle république) Maurice Bokanowski, ministre de l'industrie de Georges Pompidou utilisa, le 10 janvier 1963, une formule qui fut répétée inlassablement depuis: «Lorsque Renault éternue, toute la France tressaille.» e mouvement des grèves de mai-juin 68 en France ne sort pas d'une explosion inattendue. Nous avons pu montrer à Solidaires Industrie¹ (avec d'autres) qu'entre 1963 et 1981, nous avons vécu une période tout à fait particulière de la lutte des classes en France. Cette période fut le reflet d'une conflictualité très grande, tant au point de vue du nombre de conflits que de leur radicalité. Elle se situait entre la grève des mineurs du Nord en 1963 jusqu'à celle des sidérurgistes de 1979. Ensuite, la période Mitterrand, le chômage de masse, l'affaiblissement ou la disparition des organisations d'extrême gauche (souvent aiguillons de ces grèves), puis la désindustrialisation en France ne permirent pas à la classe ouvrière de continuer sur le même rythme.

Dans les grèves qui ont occupé les mois de mai-juin 68 en France, celles de la Régie Renault ont bénéficié d'une plus grande visibilité, en raison du nombre considérable et de la concentration de ses salarié.es, de leur combativité, mais également de la représentation de ces usines parmi les plus importantes de France² et ce,

^{*} Michelle Perrot, Jeunesse de la grève, Seuil, 1984.

^{**} Ouvrier spécialisé.

^{***} Syndicat national unifié des impôts, devenu Solidaires Finances publiques en 2012.

depuis la fin de la seconde guerre mondiale³. Si la mémoire collective a retenu le refus de reprendre le travail à l'usine de Billancourt après Grenelle, les usines de province⁴ furent parmi celles où les grévistes, à l'instigation des jeunes ouvriers, furent les plus radicaux. Cinquante ans ont passé, la polémique existe encore sur le passage de Georges Séguy, secrétaire de la CGT, à l'usine de Billancourt. Nous relaierons ici le point de vue des militant.es et celui des historien.nes qui se sont penchés sur cet épisode.

Les victimes de mai-juin 68 sont considérées comme peu nombreuses face aux émeutes étudiantes et à la plus grande grève de l'histoire de France qui fit plus de sept millions de grévistes⁵. L'un des tués de cette période est un jeune lycéen membre de l'UJCML⁶, noyé à l'usine Renault de Flins, en tentant d'échapper à une charge de gendarmes mobiles.

Nous présenterons successivement l'origine précoce de la contestation dans l'Orne à Blainville dès janvier 68, puis le démarrage des grèves à Cléon, les contestations à Flins⁷ et la grève à Billancourt. La conclusion élargira la question de Renault à celle de la jeunesse ouvrière révoltée et des influences d'une révolte mondiale, derrière



Action!, «journal réalisé au service des comités d'action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESUP et des comités d'action lycéens», n°14, du 20 juin 1968 l'enthousiasme envers les victoires du peuple vietnamien contre la première puissance militaire de l'époque, les USA. Ce sera l'occasion de mettre en perspective, pour Renault, le vif débat actuel chez les historiens et historiennes, sur L'histoire mondiale de la France.

À LA SAVIEM DE BLAINVILLE:

MAI DÈS JANVIER?

Dès avant mai, une grande grève surgit à la SAVIEM⁸ (4800 salarié.es) qui produit les poids lourds de la régie Renault. En Basse-Normandie et à la SAVIEM, les salaires sont bas, les cadences de chaînes rapides et le personnel, jeune, supporte mal les pointages, le mépris des «petits chefs», contremaîtres et chefs d'équipe de l'époque. Les accrochages individuels entre ouvriers et agents de maîtrise sont fréquents.

Pour exprimer cette combativité, le 20 janvier 68, la CFDT (majoritaire), FO et la CGT appellent à une heure et demie de grève. Les revendications portent sur une augmentation de 6 %, la reconnaissance des droits syndicaux et la garantie de ressources lors de réduction d'horaires. La direction refuse de négocier. Le témoignage dans le journal *Ouest France* de Guy Robert, alors technicien et délégué du personnel CFDT décrit une partie de la suite:

3 Le livre à succès du journaliste Jacques Frémontier, La forteresse ouvrière, a contribué à la visibilité de l'usine de Billancourt. Cet ouvrage, partial et peu regardant sur la réalité du terrain, a marqué par l'originalité de son titre. Bien sûr, il a été rejeté par la grande majorité des ouvriers et ouvrières de Billancourt qui savent qu'une usine n'a rien à voir avec une forteresse, qu'une usine n'a rien de militaire, qu'elle n'est pas fermée aux diverses influences de la société et... qu'elle a disparu sans éclat à partir de 1992 pour laisser la place à une ville nouvelle (et chère!) et à un complexe culturel, afin de promouvoir le tourisme en Hauts de Seine.

4 SAVIEM à Blainville (14), Cléon (76), Flins (78),...

- 5 Entre six et douze victimes directes (tués) selon que l'on compte l'outre-mer ou non (cf. Delale et Ragache, La France de 68, Éditions du Seuil, 1978, p. 230). Les chiffres sont toujours contestés. Pour le nombre de grévistes entre 7 et 10 millions, nous reprenons le chiffre le plus couramment admis par les historiens et historiennes.
- ${\bf 6}$ Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (organisation mao ${\bf i}$ ste).
- 7 Avec le concours de Fabienne Lauret.
- 8 Société anonyme de véhicules industriels et d'équipements mécaniques, créée en 1955. La marque disparaît en 1978, remplacée par Renault Véhicules Industriels.

«Des bas salaires, des rapports sociaux épouvantables, la tension montait à la SAVIEM depuis l'automne 67. Le vendredi 19 janvier 1968, 1500 salariés votent la grève illimitée. Le mardi, un piquet de grève s'installe devant l'usine. Vers quatre heures du matin, les gardes mobiles viennent nous déloger. Cela met le feu aux poudres. Le lendemain, la riposte dans les rues de Caen est bloquée dès l'entrée de la ville, à coups de crosse. Ce midi-là, je ne suis pas dans la rue mais à la maternité. C'est la naissance de mon fils! Face aux agressions policières et préfectorales, une nouvelle manifestation s'organise le vendredi 26 à 18 h. Elle dégénère vite en quérilla urbaine. Face aux grenades offensives, les marches en marbre de la Chambre de commerce commencent à voler, puis les pavés. Je mets un casque de moto sur ma tête pour me protéger, une première. C'est extrêmement violent. Un de mes voisins a le cuir chevelu atteint. On dénombrera 200 à 300 blessés dont une trentaine de graves, des deux côtés. Le calme est ensuite revenu dans la ville dévastée. Nous reprenons le travail le 6 févier, sans avoir rien gagné de nos revendications. Mais, le feu n'est pas éteint, il repartira en mai. Ce qui avait changé? Le rapport de forces. Nous nous en apercevrons beaucoup plus tard. En janvier, nous avions gagné, en quelque sorte, une victoire militaire. La presse, de son côté, a joué un rôle considérable en allant au fond des choses pour expliquer cette révolte

Cette analyse de Guy Robert, pour un article de journal, nécessite un complément: le mardi 23 c'est un piquet de 400 grévistes qui interdit l'entrée aux «jaunes», ils et elles s'organisent, érigent des barricades et empêchent les livraisons; rapidement, on comptera jusqu'à 3000 grévistes au piquet. Chassées par les CRS, puis ralliées par d'autres entreprises, ce sont 5000 personnes qui se dirigent le 25 janvier vers le centre ville; après s'être armées de pierres et de planches, elles font reculer les CRS. Le 26, 7000 manifestant.es, appuyés par les étudiant.es de Caen, débordent le service d'ordre syndical et s'affrontent à la police dans une véritable émeute (5 ouvriers seront con-

damnés à de la prison ferme). Le 30 janvier, il y a 15000 grévistes sur Caen, les sanctions sont levées, les poursuites arrêtées et les augmentations de salaires accordées dans la majorité des entreprises (3 à 4% selon les entreprises). Mais à la SAVIEM, 25 camions de CRS réinvestissent l'usine le 30 janvier à une heure du matin. Les négociations qui suivent échouent, les grévistes n'obtiennent que la levée des sanctions. Le principal délégué de la CFDT, Guy Robert, responsable de l'union régionale CFDT Basse-Normandie, part quelque temps après effectuer son service militaire. À son retour en 1969, la SAVIEM refusera de le réintégrer; il faudra 26 mois de lutte pour qu'il puisse reprendre son poste en février 1972!9

La reprise du travail en janvier (sans résultats), comme celle de juin après le protocole de Grenelle (jugé insuffisant), est teintée d'amertume; un ouvrier professionnel de 34 ans déclare: «En janvier, on a repris le travail avec les CRS sur le dos, dans ces conditions, moi je ne travaille pas. On n'est pas au temps des schleus. 10 » Après Grenelle, la majorité des syndicats ouvriers jugent les résultats insuffisants et décident une journée « ville fermée », le 29 mai, qui bloque les accès de la ville. Guy Robert décrit à nouveau: « Dans le centre, les commerçants avaient

baissé leurs rideaux de fer, il régnait un silence de plomb. L'inquiétude et la tension étaient palpables. » Cette fois, la préfecture, échaudée par le mois de janvier, impose aux forces de l'ordre de rester discrètes.

Les résultats après juin seront semblables pour les entreprises de Basse-Normandie (Société métallurgique de Normandie, Moulinex, Jaeger, SAVIEM,...) et pour l'ensemble des entreprises nationales: augmentation importante du SMIG11, reconnaissance de la section syndicale, etc. Un autre aspect de la grève fut la solidarité entre les étudiant.es de Caen et les jeunes prolétaires révoltés de l'usine. Les étudiant es de l'université de Caen avaient accueilli à la rentrée universitaire, le ministre Alain Peyrefitte en manifestant et en jetant des boulets de charbon (un camion qui passait par là!) contre la police qui répondit avec des gaz lacrymogènes. Ces émeutes de l'Orne, à l'université et chez Renault, furent une préfiguration des grèves de mai-juin 68, quelque quatre mois plus tard.

RENAULT CLÉON: SÉQUESTRATION

ET OCCUPATION

Les usines de province de Renault sont des «usines de bras »12 qui font de la production en chaîne. À Cléon, en Seine-Maritime, les 5000 ouvriers et ouvrières, la plupart OS, fabriquent et montent les moteurs pour les autres usines. La movenne d'âge est de 27 ans et 1500 ont moins de 25 ans. La plupart d'origine rurale, ils et elles sont méprisé.es par la maîtrise, issue souvent de Billancourt ou du Mans, qui les considère comme des « betteraviers ». Comme à la SAVIEM, les relations entre jeunes ouvriers et maîtrise sont conflictuelles. Les acquis sociaux sont moindres qu'à Billancourt: les revendications portent sur les salaires, l'abaissement de l'âge de la retraite, la suppression des primes antigrèves.

En mai, c'est la deuxième usine de France à se mettre en grève avec occupation, après Sud Aviation à Nantes. Ce conflit entraînera d'abord Renault Flins puis toutes les usines



L'enterrement de Gilles Tautin, tué le 10 juin 1968, aux abords de l'usine de Flins

de la Régie. Une journée d'action contre les ordonnances de la Sécurité sociale était prévue pour le 15 mai : les ouvriers défilent dans les ateliers, le cortège s'élargit et demande à être reçu par la direction. Le témoignage de René Cottrez, jeune ouvrier de 19 ans qui travaille comme OS sur les chaînes de boîtes de vitesse est éloquent: «Ce qui m'a alors le plus frappé c'est la spontanéité du démarrage de l'action. Contre la volonté de Louis Danais, le dirigeant de la CGT et membre du PC, on a décidé de séquestrer la direction : Ils se sont enfermés et ils refusent de nous recevoir, eh bien on les laisse enfermés! Les locaux de la direction étaient situés au-dessus des ateliers. C'est une des premières choses qu'ils ont changée après 68 : s'écarter des ateliers!»¹³

Georges Séguy, secrétaire de la CGT, affirme ne pas approuver « de telles méthodes » 14. La solidarité générationnelle s'effectue, avec des rencontres ouvrier.es-étudiant.es malgré les barrages et protections de la part du PCF qui craint la présence des «gauchistes ». Comme dans les autres usines, l'occupation n'est pas massive: quelques centaines d'ouvriers seulement. Un comité de grève intersyndical est constitué, mais les jeunes, à l'initiative de la grève, se sentent mis à l'écart 15. Le 27 mai, après le protocole de Grenelle, celui-ci est repoussé lors d'un

meeting. Ce n'est que le 15 juin qu'un accord de reprise est signé, avec l'obtention de 10 à 14% d'augmentations de salaires, une légère réduction du temps de travail, une prime de transport, l'extension de la retraite à 60 ans et la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. La CGT défend la reprise du travail, la CFDT laisse les travailleurs et travailleuses « libres de leur choix ». Le vote indique 2950 pour la reprise et 964 contre. Comme dans les autres usines, des minorités consistantes de grévistes refusent l'accord; le plus souvent des jeunes qui ne veulent pas reprendre dans ces conditions.

RENAULT FLINS: DE L'OCCUPATION

À LA MORT DE GILLES TAUTIN

Flins, doyenne des usines de carrosserie Renault, construite en 1952 en pleine campagne en bord de Seine, à 40 kilomètres de Paris, produit les voitures les plus populaires (4L, R8). 10 500 personnes y travaillent: plutôt jeunes, dont une majorité d'ouvriers en chaîne, d'origine rurale (les «betteraviers », comme à Cléon; 10 % de femmes et peu d'étrangers (espagnols, portugais, algériens). La faible syndicalisation et une maîtrise à poigne n'empêchent pas des luttes depuis des années. Les horaires sont longs, et quand il y a une rare petite

- 9 Guy Robert fut, avec la très grande majorité des cédétistes de Basse-Normandie un des acteurs de la scission de Juillet 1999 qua aboutit notamment à la création de Sud industrie Basse-Normandie. A la SAVIEM, (aujourd'hui devenue Renault Trucks Blainville), Sud Solidaires est toujours majoritaire, dans l'usine comme au niveau du groupe.
- 10 Cité par Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière dans les années 68, Éditions PUR, p. 194. Le terme «schleus», péjoratif, désigne les soldats allemands durant la deuxième guerre mondiale.
- 11 Salaire minimum interprofessionnel garanti, devenu le SMIC (salaire interprofessionnel de croissance) en 1970.
- 12 Selon l'expression de Fanny Gallot dans son mémoire de master à l'université de Rouen, L'intervention de LO et de la LCR à Renault Cléon de 1968 à 1991, octobre 2006.
- 13 Témoignage de René Cottrez, Mai 68 à Renault Cléon: des souvenirs impérissables (www.europe-solidaires.org/). Inorganise à l'époque, il deviendra délégué CFDT puis CGT sur l'usine, et un cadre trotskiste de la JCR, puis LCR, puis NPA.
- 14 Fanny Gallot, mémoire de master cité, p. 24
- 15 Ibidem.



Le meeting du 27 mai 1968 à Renault Billancourt (G. Séguy, B. Frachon). Le Peuple, CGT, 15 juin 1968

réduction, les cadences déjà infernales augmentent. Le matin du 16 mai, l'annonce de Cléon en grève illimitée incite immédiatement les délégués CFDT à proposer à la CGT de passer ensemble dans tous les ateliers pour inciter à un débrayage d'une heure. Dès l'après-midi, il tourne à la grève illimitée de 80 % du personnel. Des piquets de grève, des tours de veille et l'occupation se mettent en place. Les meetings syndicaux quotidiens réunissent des milliers d'ouvrier.es (jusqu'à 9000 le 17 mai). La CFDT y exprime sa solidarité avec les étudiant.es et appuie sur la réduction du temps de travail et des cadences, l'âge de la retraite, la mensualisation, la mise en cause de l'orga-

nisation du travail et de la société par la démocratie, le droit syndical. La CGT insiste sur l'augmentation des salaires (en pourcentage) et des revendications matérielles. De jeunes ouvriers font le tour des boîtes de la région pour étendre la grève. Avec succès. À Flins aussi, les grévistes rejettent le protocole de Grenelle. Le 4 juin, ils et elles refusent un vote bidon, les plus résolu.es ayant brûlé le contenu des urnes! 16

Mais dans la nuit du 5 au 6 juin, 1000 CRS évacuent l'usine occupée et l'encerclent. Émotion générale. Très tôt vendredi 7 juin, plusieurs centaines d'étudiant.es parisien.nes viennent sur place en soutien, bien accueilli.es par les grévistes. Des piquets se

reforment à 100 mètres de l'usine. Alain Geismar¹⁷ prend la parole au meeting syndical à Elisabethville, devant 5000 personnes, malgré l'hostilité de la CGT. Puis les CRS envoient grenades lacrymogènes et offensives, des cailloux volent, des barricades se montent, il y a des blessé.es, des matraquages très violents et de nombreuses arrestations. Les secours sont même empêchés, malgré la solidarité de la population. La CGT et L'Humanité en feront porter la responsabilité aux « groupes Geismar »18. Les affrontements vont durer jusqu'au lundi 10 juin avec une véritable chasse à l'homme, y compris dans les villes avoisinantes, contre les grévistes de Flins et surtout les étudiant.es les aidant. Et c'est le drame avec la novade du jeune lycéen maoïste de l'UJCML, Gilles Tautin, pourchassé par des gendarmes mobiles déchaînés aux abords de la Seine à Meulan. Le même jour, deux ouvriers de Sochaux étaient aussi tués par la police. Il fallait que « tout rentre dans l'ordre » pour les élections législatives des 23 et 30 juin! Ces événements marqueront durablement la région et contribueront au « mythe de Flins ». Le mardi 11 juin, l'occupation de l'usine reprend, contre l'avis des dirigeants syndicaux. La CGT doit alors faire face à une opposition interne de militants se proclamant « prolétariens » et membres d'un comité de grève. Le 17 juin, Flins vote la reprise par 4811 (58%) voix contre 3456 (42%); c'est le plus fort pourcentage opposé à la reprise chez Renault. Le taux de syndi-

16 Voir le film de Jean-Pierre Thorn, Oser lutter, oser vaincre : Flins 1968.

calisation augmentera sensiblement, malgré des cartes CGT déchirées. Flins le trublion, n'avait pas fini d'en faire voir à la Régie!

RENAULT BILLANCOURT: LA GRÈVE,

L'OCCUPATION, LES SIFFLETS

L'usine de Billancourt est alors la plus grande unité de la Régie et la plus grande usine de France (31800 salarié.es). Les revendications sont les mêmes que dans les autres usines mais la visibilité est beaucoup plus grande. La chronologie de mai 68 met en avant la grande manifestation parisienne du 13 mai organisée par l'ensemble des syndicats étudiants et ouvriers. Mais dès les jours précédents, des Assemblées générales (AG) de militants et militantes ont lieu dans les syndicats et notamment à la CFDT, rue Montholon. Des jeunes ouvriers de Renault y prennent la parole, indignés par le manque de soutien aux étudiant.es; ils interpellent les dirigeants en exigeant une réponse immédiate¹⁹. Après Cléon le 15, les AG de Billancourt décident la grève avec occupation le 16; elle va durer 33 jours et 34 nuits²⁰.

Les 16 et 17, les étudiant.es viennent en cortège à Boulogne, discutent avec les salarié.es de Renault, mais se voient interdire l'entrée de l'usine par les militants du PC et de la CGT. L'occupation s'organisera sous direction syndicale avec autour de 1500 participant.es. La solidarité avec les grévistes prit des formes multiples. Des artistes du comité de grève de la Sorbonne vinrent chanter à Boulogne et apportèrent un camion plein de ravitaillement, fruit de leurs collectes, que reçut la CGT mais qui ne leur permit toujours pas de discuter avec les grévistes²¹.

Le 27 mai, le « constat » de Grenelle était signé entre G. Pompidou et les syndicats. Georges Séguy déclarait: « Nous avons abouti à des résultats dans les meilleurs délais », concluant, sous réserve de l'approbation des salarié.es : « la reprise du travail ne saurait tarder » ²². Le lendemain, il décide d'aller

¹⁷ Secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESup) affilié à la Fédération de l'Éducation nationale (FEN).

¹⁸ Jean-Philippe Talbo, La grève à Flins, Éditions Maspero, cahiers libres 121, 4-07-1968.

¹⁹ Témoignage de l'auteur.

²⁰ Brochure du syndicat CGT des travailleurs de la Régie nationale des usines Renault (RNUR), «33 jours, 34 nuits», supplément à La Voix de l'usine, n° 73, sd.

²¹ Témoignage de la chanteuse Dominique Grange recueilli par l'auteur en juin 2017.

à Billancourt devant l'AG du personnel. C'est une des questions historiographiques les plus contestées sur Mai 68. Des huées et des sifflets accueillent certaines parties du discours de Georges Séguy mais également celui de Benoît Frachon²³. En 2016, après le décès de G. Séguy, l'extrême gauche (LO, NPA, libertaires) affirmait toujours que ces huées entendues durant le meeting²⁴ s'adressaient aux négociateurs. Aimé Halbeher, secrétaire du syndicat CGT Renault en mai 68, affirmait, toujours en 2016, que ces sifflets manifestaient strictement l'insatisfaction sur les revendications négociées avec le patronat et le gouvernement et rapportées par Georges Séguy. L'interprétation de sifflets lors d'une assemblée de grévistes reste une question malaisée et restera contestée. Il n'en est pas moins certain qu'avant l'arrivée du secrétaire confédéral de la CGT, un tract syndical unitaire avait été distribué appelant à la poursuite de la grève. Georges Séguy en était informé. Aucun des orateurs n'appela à la reprise du travail²⁵. En partant, Georges Séguy, qui était venu prendre le sentiment des grévistes, confia à Aimé Halbeher: «Ils sont durs tes gars! »26 Il est certain qu'une partie des ouvriers présents, partisans de la CGT, sifflait effectivement et uniquement les mesures patronales et applaudissait les orateurs lorsqu'ils rapportaient des concessions patronales. D'autres témoignages indiquent que certains sifflaient Georges Séguy et Benoît Frachon directement. Dans quelle proportion? On ne le saura jamais. Les sifflets, par nature, ne parlent pas! En tout cas, la grande majorité des grévistes présent.es²⁷ refusa énergiquement ce « protocole » et décida de continuer la grève. Elle se poursuivit jusqu'au 17 juin où la signature de l'accord fut approuvée par 12854 grévistes (78%) contre 3624 (22%). Les salaires furent augmentés de 4%, le temps de travail ramené à 46h pour les OS, les journées de grève payées à 50%, les droits syndicaux affirmés. Aucune des revendications concernant les femmes et les jeunes

ne fut satisfaite. Quelques cartes syndicales furent déchirées²⁸ mais de manière minoritaire; des «échauffourées eurent lieu entre d'une part "les durs" et le secrétaire de la CGT, et, d'autre part, "les durs" et les journalistes.»²⁹

DANS LES AUTRES USINES

Le Mans (7762 salarié.es), Sandouville (4344), Choisy (1127), Rueil, Orléans (766) connurent une période de grève moins agitée. Toutes en grève, derrière et en même temps que Billancourt, ces usines voteront majoritairement la reprise avec de fortes minorités mécontentes: 79% au Mans, 71% à Choisy, 70% à Orléans et près de 100% à Sandouville.

CONCLUSION

Tous les syndicalistes le savent, il ne suffit pas que les conditions s'aggravent pour que les travailleurs et travailleuses se mettent en grève. Ce qui est déterminant, c'est l'espoir de gagner. On accepte de perdre un peu pour gagner davantage. Cette règle s'applique à la jeunesse ouvrière des années 68. La classe ouvrière n'est pas un lieu fermé, ni à Billancourt (prétendue forteresse), ni dans l'Hexagone. Les échos des conflits parviennent par les médias et par la lutte précoce des étudiants et étudiantes. C'est toute une génération qui soutient le peuple vietnamien en train de gagner son indépendance et de chasser l'impérialisme US. C'est un espoir immense pour toute une jeunesse radicale dans le monde entier. Les exemples de la Chine, de Cuba, de l'agitation estudiantine aux USA (contre la guerre), le mouvement des déserteurs US, le mouvement des Black Panthers³⁰, les récentes indépendances en Afrique contre le colonialisme, la création de maquis dans la plupart des pays d'Asie, la situation révolutionnaire en Afrique, les mouvements étudiants et ouvriers en Italie, en Allemagne, tous se réclament de la lutte des peuples vietnamien, laotien et cambodgien. Il est impossible de comprendre la révolte de la jeunesse chez Renault et du mouvement de

mai-juin 68 en France en dehors de ce contexte mondial. On a pu voir, chez Renault, que ce sont les jeunes ouvriers qui ont été les plus radicaux. Quelques années avant, la presse mettait en exergue un prétendu conflit générationnel: les «jeunes» et les «croulants». Ce n'était que pour faire du papier, la seule chose qui ait été vraie, c'est l'imprégnation plus rapide des changements par la jeunesse, dans la société comme dans la grève.

CINQUANTE ANS APRÈS

Il y a dix ans, Nicolas Sarkozy rappelait le quarantième anniversaire de mai 68 en considérant que son héritage devait être «liquidé une bonne fois pour toutes», et qu'il «fallait tourner la page». En 2018, les mêmes rancœurs reparaissent au profit d'une histoire instrumentalisée en «roman national»: Sarkozy à nouveau, et ses Gaulois pendant la campagne électorale de 2017, Fillon se réclamant de Clovis et des racines chrétiennes de la France, la télévision (nouvel opium du peuple proclamaient les étu-

22 Archives de l'Institut national audiovisuel (INA). Nous reprenons ici l'analyse de l'historienne M. Zancarini-Fournel, 68, une histoire collective, Éditions La Découverte, 2008, pp. 249-250.

26 Entretien d'Aimé Halbeher avec l'auteur

27 20 000 selon la CGT.

- 28 Ghjuvan-Petru Graziani, Un ciel de fer, Éditions Cismonti é Pumonti, 1986, p. 82.
- 29 Roger Deliat, prêtre ouvrier, délégué CGT, auteur de Vingt ans OS chez Renault, Éditions Ouvrières, 1973, p. 94.
- 30 Mouvement révolutionnaire de libération afro-américaine, formé en Californie en 1966.
- 31 Sous dir. Patrick Boucheron, Histoire mondiale de la France, Éditions du Seuil, 2017.
- 32 William Blanc, Aurore Chery, Christophe Naudin, Les historiens de garde, Éditions Libertalia, 2013 et surtout une histoire «d'en bas»: Michelle Zancarini-Fournel, Les luttes et les rêves, Éditions Zones La Découverte, 2016.

parole à une histoire mythifiée des rois et reines (Stéphane Bern et d'autres). Des ouvrages à succès rédigés par des saltimbanques royalistes (Lorànt Deutsch, Métronome pour le plus connu) influencés par des historiens ou plumitifs d'extrême droite (Patrick Buisson, Éric Zemmour, Alain Finkielkraut, Dimitri Casalis, Jean Sévillia ou Franck Ferrand) envahissent les présentoirs des grandes surfaces, et développent des points de vue réactionnaires, voire royalistes ou pro-vendéens parfois (Le Figaro histoire, la chaîne Histoire); mais toujours dans un cadre de légitimation d'une lecture hexagonale de l'Histoire, d'une « histoire identitaire». Devant ce déferlement obscurantiste, une réaction des professionnel.les de l'histoire s'est manifestée, dont un livre à succès L'histoire mondiale de la France³¹ et a

entraîné de nombreux débats; d'autres

comme le petit ouvrage Les historiens de

garde ou la somme historienne de Michelle

Zancarini-Fournel ont remis en perspective

la place des grèves, du mouvement ouvrier,

de l'Histoire, en relation avec le reste du

diant.es de 68) se complaît à donner la

Ce court article sur les grèves des usines Renault en 1968, au-delà de la chronologie évoquée, a pour ambition de rappeler que les ouvriers et ouvrières les plus combatifs de Renault étaient sensibles aux influences externes. Des termes aujourd'hui délaissés, comme l'internationalisme, avaient un sens pour les jeunes gens de 1968: c'est la jeunesse qui s'est exprimée, en entraînant la classe ouvrière dans la plus grande grève de notre histoire.

Robert Kosmann

monde³².

²³ Témoignages d'Henri Benoît et de Jean-Pierre Gueguen qui étaient présents. Voir aussi la thèse de A. Viguier, Renault Billancourt 1950-1992 le parti communiste et les ouvriers, Paris 1, 2017.

²⁴ Il existe un enregistrement de l'événement sur 33 T disque vinyle, Documents sonores collectés pendant les événements de mai 68, Éditions Expression spontanée, sans date.

²⁵ Georges Séguy ne s'est jamais exprimé sur son changement de pied entre le 26 mai au soir et le lendemain chez Renault. Peut-être un jour les archives privées du secrétaire général pourront nous renseigner.

QUATRE MÉTALLURGISTES Jeunesse ordinaire

*Le Parti socialiste unifié, né en 1960, sera dissous en 1990. Dans les années 60/70, il joua un rôle important aussi bien dans la diffusion des idées et pratiques autogestionnaires ou encore dans l'émergence de la question écologiste... mais aussi en alimentant à l'occasion de plusieurs départs, le Parti socialiste. L'Institut tribune socialiste (ITS), du nom du journal de l'organisation, réalise un important travail de transmission de la mémoire, qui dé passe le seul cadre de l'organisation et englobe les idées qu'elle a pu porter : www.ins-

**En 1969, la Tendance marxiste révolutionnaire internationaliste (TMRI) se transforma en Alliance marxiste révolutionnaire (AMR); celle-ci ayant pris l'option de rentrer au PSU en 1974, il revint dans son ancien parti jusqu'en 1977, quand l'AMR en sortit pour fonder, en 1978, les Comités communistes pour l'autogestion (CCA). A. Martinez fit partie des comités centraux de l'AMR puis des CCA.

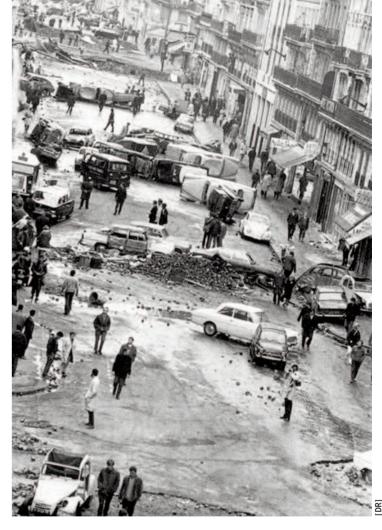
titut-tribune-socialiste.fr

*** Pour davantage de précisions, voir sa notice bibliographique dans le dictionnaire Maitron; l'ouvrage Chausson, une dignité ouvrière de Bernard Massèra et Daniel Grason, Éditions Syllepse, 2004; le DVD documentaire Chers camarades de Gérard Vidal, Éditions Corto Pacific. 2006.

l'école d'apprentissage Renault, il est embauché chez Chausson, syndiqué CGT puis CFDT. Il fut un des animateurs des grèves des années 1970-1980 de cette grande usine automobile. Déléqué CHS en 1971, délégué du personnel en 1972, il sera secrétaire du CE la même année, puis du CCE en 1986. Ayant adhéré au PSU* en 1968, il reioint l'année suivante la TMRI**. Malgré de très nombreuses luttes, notamment des travailleurs immigrés, le personnel ne put empêcher la fermeture de l'entreprise mais imposa, en 1992, le reclassement de tous. Alain Martinez fut transféré en janvier 1993 au centre technique de Renault Rueil, muté en 1995 au Technocentre Renault de Guyancourt. À nouveau mandaté CFDT, il refusa avec la majorité des syndiqué.es la flexibilité imposée par la confédération lors de la mise en œuvre des 35 heures. En 2000, il fut parmi les créateurs du syndicat SUD Renault, avant de participer à la « Coordination chimie métallurgie » qui se transforma en 2006 en Union syndicale Solidaires Industrie. En 2018, il est toujours syndiqué (retraité) au syndicat SUD Renault Guyancourt. Il était aussi éducateur sportif en football et président du Football club d'Asnières où il résidait.***

En 1968, Alain Martinez avait 19 ans. Après

DANS MAI 68



« On s'est mis à ramasser des pavés et à les lancer sur les flics pour faire comme tout le monde. »

ous habitions avec mes parents à Châtillon-sous-Bagneux (92). J'ai suivi une scolarité en collège jusqu'en classe de 5e et obtenu le certificat d'études primaires. À la maison, il n'y avait pas de discussion politique et ça ne m'intéressait pas. Je me souviens seulement de la grève des mineurs en 1963: la municipalité avait recueilli des enfants de mineurs et les pères avaient défilé en costume avec les casques, c'est une image qui marque. J'écoutais de la musique, surtout les Rolling Stones et des groupes underground



Affiche de Mai 68

(les Doors, Deep Purple, Creedence Clearwater Revival, Fleetwood Mac, Jefferson Airplane).

Je suis rentré en 1963 à l'école professionnelle Renault où mon père, réfugié espagnol républicain, travaillait comme OS ensuite comme vérificateur. Ma mère y avait passé également plusieurs années, comme ouvrière à la sellerie. Elle aurait souhaité que je fasse l'école de la marine mais déjà révolté, c'était trop pour moi! L'apprentissage à l'école Renault permettait, en principe, l'embauche directement à l'usine. Les jeunes bénéficiaient de bonifications au concours d'entrée s'ils avaient des parents travaillant à Billancourt. J'étais déjà de caractère anti autoritaire et l'école Renault n'allait pas dans ce sens! Jusqu'en 1962, les élèves devaient se présenter en costume et chemise blanche. J'ai pu échapper à cela l'année suivante, mais j'avais les cheveux longs et il a fallu aller chez le coiffeur pour rester. Je m'étais présenté en Levis, j'ai dû retourner me changer. J'ai fait trois années de formation en tôlerie-chaudronnerie et, en 1966, à la suite d'une bagarre avec un autre élève à la sortie de l'école, j'ai été exclu; mais on m'a laissé passer mon CAP (obtenu) pour finir l'année. Comme beaucoup de cette génération, j'ai été exempté du service militaire (pour raison médicale), on était trop nombreux et en plus je n'aimais pas l'armée! Je me suis donc retrouvé sur le marché du travail et j'ai choisi l'intérim qui, à l'époque, permettait une plus grande liberté. Chez divers patrons, j'ai eu l'occasion de faire de la tôlerie, entre autres, pour un sous-traitant de la centrale atomique de Chinon; on travaillait 55 heures par semaine, 10 heures par jour, plus le samedi matin. En revenant du

boulot, je dormais dans le métro. Je fréquentais une amie, mais on se voyait peu: elle travaillait comme serveuse en Angleterre. Plus tard, elle est revenue, on s'est mariés en 1970 et on a eu un garçon l'année suivante.

En 68 j'étais rentré en fixe dans une petite entreprise de Clamart, Fours unis, qui fabriquait des fours industriels, cette fois, dans une ambiance correcte. On y travaillait 9 heures par jour, soit 45 heures par semaine; les patrons étaient des protestants qui avaient une sensibilité plutôt sociale. Nous étions une trentaine d'ouvriers et il y avait une quinzaine de syndiqués à la CGT. J'ai pris ma carte en 1967. Lorsque Mai 68 est arrivé, j'ai fait la grande manifestation du 13 mai et j'ai dû en faire une à la gare Montparnasse et une autre devant la faculté de médecine rue des Saints-Pères. On s'est mis en grève le 13 mai, même temps et comme tout le monde. On n'avait pas de revendication spécifique à la boîte, on n'occupait pas les locaux mais on passait aux infos tous les matins et on retournait à nos occupations. Il n'y avait pas beaucoup de réaction, ni de discussion; on faisait une grève passive mais on était en grève!

On n'était pas loin de Paris, séparé par les boulevards des Maréchaux, et, avec une bande de copains, on allait souvent dans les troquets du XIVe. Les manifs étudiantes étaient proches, il y en avait à Montparnasse et on n'était pas très loin du quartier latin. On v allait à pied ou en stop. On était au courant des manifs par la rumeur et avec quatre copains, on allait voir, malgré le manque de contact avec les étudiant.es. Il y avait une ambiance effervescente, euphorique. On s'est mis à ramasser des pavés et à les lancer sur les flics pour faire comme tout le monde. Je suis allé voir plusieurs fois la Sorbonne occupée, je ne comprenais pas tout mais c'était sympa, j'écoutais les discussions, c'est peut-être là que je suis devenu autogestionnaire, mais je sais pas comment c'est arrivé! En tout cas il y avait le PSU dans les manifs et à la Sorbonne et ils se réclamaient de cette idée.

Après Grenelle, on a eu des augmentations de salaire, je suis passé d'un taux horaire de 4,68 francs en mai à 4,84 en juin. On a eu une réduction du temps de travail, on a repris le boulot fin mai, mais sans enthousiasme... C'était le boulot! Avec les parents, la vie familiale était plus tendue; je rentrais tard et ils l'acceptaient mal. J'ai pris un appartement en colocation avec un copain, un deux-pièces près du boulevard Montparnasse. Nous avions un loyer abordable. Je n'avais que 20 ans, la majorité était à 21; en accord avec mes parents, on décida de m'émanciper juridiquement.

Sur le plan politique, j'étais décidé à m'engager, je pris contact, en octobre, avec la section locale du PSU qui était plutôt de tendance rocardienne¹, mais ils et elles défendaient l'autogestion. On collait des affiches, distribuait des tracts, mais je ne me souviens pas d'avoir voté à cette époque (?!). L'année suivante, à l'occasion d'un meeting et d'une discussion avec un participant, je pris contact avec un petit groupe, la TMRI, qui défendait l'autogestion de façon plus radicale. Ils me demandèrent de changer de boulot, de choisir de plus grosses entreprises que celles où je travaillais. Parmi les implantations de la TMRI, j'avais le choix entre Chausson et Nord Aviation. À ce moment, Nord Aviation débauchait, mon choix était simplifié: je rentrai chez Chausson.

Bien sûr cette courte période a changé ma vie, sans Mai 68 je n'aurais pas eu le même chemin. C'est ce grand mouvement de grèves et de manifs qui m'a permis de prendre conscience, de devenir militant politique autogestionnaire et qui m'a permis de rentrer chez Chausson où j'ai pu militer et défendre, avec les ouvriers français et immigrés, nos conditions de vie et de travail.

1 Michel Rocard (1930-2016), avant de rejoindre le Parti socialiste en 1974, fut un des responsables nationaux du PSU; il en fut le candidat aux élections présidentielles de 1969, recueillant 3,61% des suffrages exprimés.

Alain Martinez

QUATRE MÉTALLURGISTES

Né en 1944, Jean-Pierre Guéquen commence comme apprenti ajusteur outilleur entre 1958 et 1961. Il travaille dans une entreprise d'emboutissage et en parallèle suit une scolarité à Paris. Devenu ajusteur outilleur, il participe à la création d'une section syndicale suite à des conditions de travail très pénibles (hiver 1962 très froid, sans chauffage dans l'usine). Après le service militaire, il entre chez Renault en 1966, se syndique à la CGT. Suite à son état de santé, il fait une reconversion professionnelle et se retrouve en mai 1968 au bureau d'études de l'usine. Il milite alors à Voix Ouvrière (Lutte Ouvrière, en juin 68, après son interdiction). Exclu de la CGT pour des raisons politiques, il se syndique à la CFDT section gauchisante à l'époque. Élu délégué du personnel, en 1973, il participe à l'entraide des Lip. Après une interruption pour cause de maladie, il reprend des activités syndicales en 1995 et devient délégué syndical CFDT pendant la grève des blouses blanches de Rueil. Le bureau d'études est transféré au Technocentre de Guvancourt et. en 1998, le délégué central CFDT Emmanuel Couvreur signe l'accord sur l'application des 35 h chez Renault contre l'avis de plus de la moitié des adhérent.es. Plusieurs sections syndicales quittent la CFDT pour créer SUD Renault. Jean-Pierre Guéguen en est l'animateur. SUD sera reconnu représentatif en 2000 par le tribunal de Versailles. Lors des premières élections, SUD Renault intègre la quasi-totalité des élus.es qui avaient quitté la CFDT.

DANS MAI 68

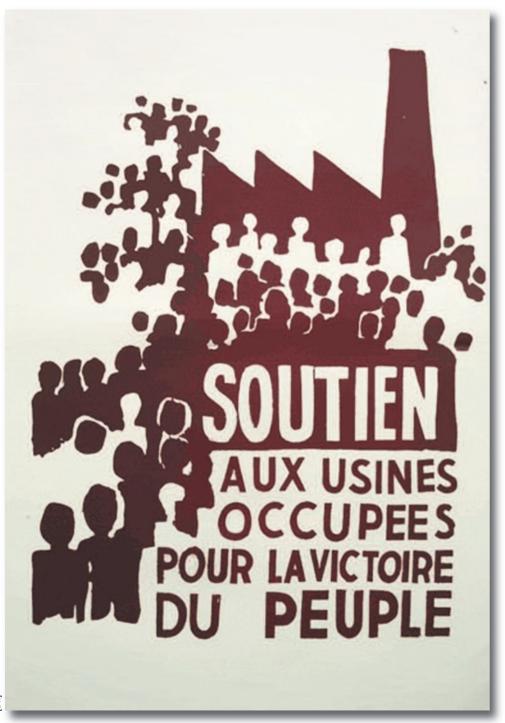
L'occupation de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt



Petits souvenirs...

e suis entré chez Renault en 1966, au département 37 Outillage dans l'île Seguin, comme ajusteur outilleur et syndiqué à la CGT après la période d'essai. Comme je suis tombé malade et qu'il a fallu que je fasse une conversion professionnelle, j'étais, pendant les événements de mai-juin 68, détaché du département 37 qui continuait de me payer, au bureau d'études, dans la section formation Renault. Tous les jeunes dessinateurs commençaient dans ce service pour apprendre les normes Renault et visiter les différentes usines de fabrication.

Affiche de Mai 68



Je devais passer le CAP de dessinateur le 13 mai. Ce jour-là, il y avait grève générale: je ne savais pas trop quoi faire, mais il était plus raisonnable pour la suite de mon travail au bureau d'études d'y aller. L'épreuve de CAP se tenait chez Citroën, quai de Javel. Nous étions deux du bureau d'études Renault, à passer le CAP. Arrivés quai de Javel, les portes étaient fermées et le gardien nous a dit que, vu les circonstances, les épreuves étaient reportées ultérieurement. Nous sommes retournés à Billancourt et avons constaté que les bureaux étaient vides ou presque. Notre chef était là et il nous a dit de nous mettre au travail. Puisque tout le monde était parti à la grève générale, je décidais de rentrer à la maison, et de rejoindre la manif avec ma femme. Nous avons retrouvé des copains et mon frère dans le cortège Renault. Mon frère avait garé sa voiture pas loin de la fin de la manifestation et nous sommes rentrés à Billancourt, où nous habitions.

Nous avons déposé ma femme et les copains et sommes partis chercher une place pour garer la voiture. Au moment où nous la quittions, une explosion due au changement de gaz de ville se produisit. Toute une vitrine s'écroulait sur la voiture. Le feu se déclara à l'intérieur de la boutique et nous entendions des cris. Entre-temps, les copains avaient entendu l'explosion et prévenu la police et les pompiers. Alors que nous avions crié toute la journée «CRS-SS», nous étions en train d'aider les flics à sortir le blessé des décombres. Un flic a fait le constat pour la voiture de mon frère. Il manquait une aile à sa voiture, suite à un accrochage quelques semaines plus tôt, et il n'avait pas eu le temps de la remplacer. Le flic a écrit sur le constat que l'aile avait été pulvérisée et que l'on ne la trouvait pas. Quelque mois plus tard, après la reprise du travail, l'aile lui a été remboursée.

Le 14, l'ambiance n'était pas au travail à l'usine. Les métallos de Sud Aviation occupaient leur établissement. Le 15, après un débrayage dans la matinée, les ouvriers de Cléon décidaient de ne pas reprendre le travail. Je reçois une convocation pour passer le CAP, de nouveau quai de Javel, le 16. Le soir, je vois un copain lycéen de Buffon et lui demande: «Qu'est-ce que vous foutez? On vous attend chez Renault. » Le 16, des bruits couraient que Cléon était en grève, suivi par Flins et Le Mans; il ne manquait que Billancourt pour déclencher la grève générale. Je vais donc passer le CAP et rentre chez moi après l'épreuve durant laquelle il y avait une drôle d'ambiance, car chez Citroën aussi des mouvements de grèves se produisaient.

L'OCCUPATION DE L'USINE BILLANCOURT

Arrivé chez moi, j'entends à la radio que Billancourt est occupé. Nous fonçons place Nationale. Effectivement, la porte est fermée et gardée par de jeunes grévistes. À ce moment-là, la CGT n'a pas encore mis la main sur la grève. Pendant ce temps, mon copain de Buffon qui organisait des manifs au Quartier latin explique à Henri Weber (alors militant de la Jeunesse communiste révolutionnaire): «Tu sais, on nous attend chez Renault. » La manif compacte démarre immédiatement vers Billancourt et débarque place Nationale. Comme je l'ai dit plus haut, les portes étaient fermées. Donc pas de contact entre les étudiant.es et les grévistes. Commencent quelques discussions, entre étudiant.es en bas et grévistes en haut du mur. Une fille demande: « Vous avez faim? » Réponse: « oui », alors « Descendez un panier. » Le panier commence à tourner parmi les étudiants et étudiantes, mais il est vite bloqué par des « gros bras » CGT. Les dirigeants du comité d'entreprise et de la CGT arrivent

rade dessinateur et moi, nous sommes

et Halbeher, le secrétaire du syndicat, s'empare du micro. Ils débitent un discours insultant pendant des heures, sur les gauchistes et autres anarchistes. Entre-temps, un cordon de gros bras s'est formé devant la porte. À chaque fois qu'un étudiant ou une étudiante veut prendre la parole, il y a un dirigeant CGT-PC pour prendre le micro: Silvain. Certano et de nouveau Halbeher. Cela dura tard dans la nuit. Bien entendu. lorsque le panier fut remonté il n'y avait rien dedans. Je fus témoin du blocage du panier, mais devant les gros bras, il n'y a pas grand-chose à faire. Les étudiant.es sont partis découragés, mais prêts à revenir, ce qu'ils et elles ont fait plusieurs fois.

L'occupation s'organise, les entrées sont contrôlées: seul.es les salarié.es de Renault munis d'une carte de gréviste fournie par les syndicats peuvent entrer occuper l'usine. Dans un premier temps, la CGT a refusé de me faire une carte de gréviste; la section des bureaux disait que j'appartenais au département 37 et la section du département 37 disait que j'étais dans les bureaux. En réalité, la CGT connaissait mes liens avec le milieu trotskiste et cherchait à m'évincer. Finalement, soutenu par mes

jeunes collègues, j'ai imposé ma présence, y compris pour les nuits d'occupation.

Le 27 mai lors de la prise de parole Frachon et Séguy, nous étions 20000 (puisque c'est le chiffre officiel de la CGT) à les huer sur leur décision de faire reprendre le travail avec l'accord qu'ils venaient de signer. Et par un revirement, ils ont fait croire qu'ils nous conseillaient de poursuivre la grève. L'après-midi du 27 mai, nous partons pour Charléty¹, mais comme nous avions manifesté du côté des Gobelins, en fin de matinée, nous faisons du stop. Il n'y avait pas beaucoup de voitures, l'essence manquait, mais une voiture – une DS – s'arrête. Un peu surpris, nous montons et disons que nous allons à Charléty. « Vous avez raison », nous dit l'homme au volant, tandis que la femme assise à côté de lui nous pose des questions sur les événements. Cela me rappelle que pendant toute la période de grève, des discussions naissaient spontanément dans les rues, sur les marchés, etc.

Pendant les jours d'occupation, ma vie dans l'usine n'était pas facile. Il fallait que je sois toujours avec mes copains du bureau d'études, car dès que j'étais seul les staliniens s'en prenaient à moi en disant haut et fort que j'étais un étudiant entré dans l'usine pour «foutre le bordel ». J'ai participé à l'occupation de l'usine malgré ce problème. Un soir, nous sommes descendus sur le bout de l'île Seguin (côté île Saint-Germain). Avant travaillé au 37-60, je connaissais le passage pour descendre sur la pointe, là où il y a une dizaine de peupliers: la porte n'a pas beaucoup résisté. Nous avons passé la nuit à surveiller la Seine car des bruits avaient couru que les CRS prendraient l'usine par le fleuve; heureusement que nous avions prévu des ponchos, car la nuit fut fraîche et nous n'avons pas vu de CRS ce jour-là. Avec mes jeunes collègues, nous préférions le Quartier latin et les débats de rues, aux activités dirigées par la CGT-PC (concert de Jean Ferrat et autres tournois de ping-pong).

CHANGEMENT DE COSTUME

La grève allait vers la fin; petit à petit, les usines rouvraient et chez Renault cela n'a pas été simple. Nous ne pouvions pas reprendre le travail dans les mêmes conditions qu'avant! Aussi, avec quelques camarades, nous avons décidé de ne plus venir en portant le « costume » infligé aux mensuels. Finies la chemise blanche et la cravate, finie la blouse blanche. Nous avons donc décidé de venir le lundi suivant en polo. Cela a jeté un froid parmi les vieux réactionnaires et la hiérarchie, mais a fait boule de neige, sauf dans le secteur des motoristes.

ET FIN DU POINTAGE

La deuxième chose que l'on voulait faire était d'arrêter le pointage. Une minute de retard et cela faisait un quart d'heure de paye qui sautait. Le même jour que les polos, nous n'avons pas pointé. Dans la matinée, après le moment de surprise des polos, on nous a fait remarquer que l'on n'avait pas pointé et qu'il fallait faire une lettre pour régulariser la chose. Un cama-

retrouvés porte-parole auprès de la direction locale pour dire qu'à partir de ce jour nous ne pointions plus. Panique générale, mais que font les syndicats? Fontaine, le délégué CGT du secteur, est appelé pour essayer de faire comprendre que cela ne se fait pas, qu'avant toute décision il doit y avoir négociation avec la direction, que l'idée de ne plus pointer est peut-être bonne mais il faut en discuter et qu'en attendant, il faut pointer. Loin d'accepter sa proposition, nous faisons de la propagande contre le pointage. Je préviens ma belle-mère qui travaille à l'après-vente pour qu'elle lance l'idée chez elle; de même, j'en parle à mon frère qui est stagiaire au service métrologie afin qu'il propage ce qui se passe au BE. Bref, dès le lendemain, dans tous les services, nombreux sont ceux et celles qui ne pointent plus. Dans un premier temps, la direction annonce que les personnes qui n'ont pas pointé ne seront pas payées; cela ne change rien, au contraire cela accentue le mouvement. Après quelques jours, la direction propose aux organisations syndicales d'ouvrir la discussion sur ce problème. Les syndicats mettent en avant le paiement des heures de grèves pour essayer de faire oublier le problème du pointage et demandent que celui-ci reprenne. Peine perdue, ils sont bien obligés de l'accepter et, fin juin le pointage est supprimé. Il n'aura fallu que quelques personnes bien décidées pour faire plier la direction et obliger les syndicats à prendre en compte le problème du pointage dans les revendications.

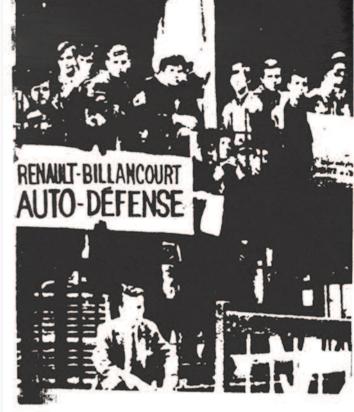
Jean-Pierre Guéguen

¹ Le 27 mai, des dizaines de milliers de personnes sont présentes au meeting organisé au stade Charléty par l'UNEF, le SNESUP, des structures de la CFDT et de FO, le PSU, etc. CGT et PCF ont refusé d'y appeler et dénoncent l'initiative.

QUATRE MÉTALLURGISTES 68, fusion de désirs de révolte

Henri Benoits entre comme apprenti ajusteur chez Férodo (fabriquant de garnitures de frein et d'embrayage) à Saint-Ouen en 1941. Il devient responsable chez Férodo de la commission Jeunes de la CGT et de l'union locale des jeunes de la CGT à Saint-Ouen. Il adhère au Parti communiste internationaliste*. De retour du service militaire en 1947, il rentre chez Alsthom, quelques jours avant les grandes grèves**. Puis, il embauche chez Renault en 1950, et devient membre du secrétariat de la cellule Renault du PCI. Sur un plan syndical, c'est vers FO que la direction du PCI lui enjoint de se syndiquer. Seul syndiqué FO à signer l'appel à la grève générale que la CGT lance pour le 12 février 1952, la commission exécutive de FO désavoue sa signature, il rompt avec celle-ci. Il prend une part active aux barricades du 12 février 1952. puis aux manifestations de solidarité avec les licenciés. Syndiqué à la CGT, il prend en charge la section syndicale des mensuels et est élu délégué du personnel en 1954. Il le restera vingt ans. Henri Benoits avait 42 ans en 1968. En préretraite depuis 1984, militant d'Agir contre le chômage (AC!), il prend part aux mouvements de chômeurs et précaires.

DANS MAI 68



Affiche de Mai 68

DR.

vec ma femme, nous étions membres du comité exécutif du syndicat CGT qui regroupait les ouvrier.es et les mensuel.les. Il n'y avait pas encore de syndicat spécifique pour nos catégories. Nous étions en contact avec l'ensemble des militants qui, bien sûr, étaient essentiellement des militants du PC, mais il y avait aussi des Algériens, des membres du PSU et d'autres qui n'étaient pas au PC. On s'est trouvé dans une situation un peu particulière... Comme toujours, il y a la grève «presse-bouton», et il y a la grève spontanée.

COMMENT S'EST DÉCLENCHÉE LA GRÈVE CHEZ RENAULT?

Première chose, la semaine qui précède le grand déclenchement de la grève: le comité exécutif de ma section syndicale organise une réunion, le jour de la manifestation des étudiant.es dans Paris. J'ai

dit que je ne participerai pas à ce comité exécutif parce que je considérais comme prioritaire, l'action qui se déroulait au Quartier latin. Un comité exécutif extraordinaire a alors été organisé le samedi 11 mai pour discuter de ces questions. C'était le règlement de compte avec ceux qui étaient solidaires du mouvement étudiant. Mais, dans la nuit du vendredi au samedi, la CGT appelle à la grève le 13 mai, avec rassemblement à République. Ce qui fait que le comité exécutif s'est transformé non pas en tribunal, mais en occasion de mettre en place le dispositif pour organiser la grève. Tout s'est trouvé balayé, il n'y avait plus de règlement de compte entre membres du PC et gauchistes. Les 14 et 15 mai, il v avait une grande agitation dans l'usine. Le comité exécutif du syndicat se réunissait le 16 mai au soir. Dans la journée du 16 mai, des ateliers avaient déjà débravé. Je rencontre un camarade du comité exécutif et je lui dis qu'il est annulé parce qu'il y a occupation de l'usine le soir même. Il a pensé que c'était encore une provocation gauchiste, que je prenais mes désirs pour la réalité. Il ne me croyait pas. En réalité, le comité exécutif s'est tenu, mais à l'intérieur de l'usine occupée.

Contrairement à ce que l'on pense, il n'y a pas eu une occupation massive le premier jour. Ceux qui étaient favorables à la grève rentraient chez eux, il y avait les enfants, la femme, les transports. Il ne restait donc, dans l'usine, que la plupart des ouvriers algériens, qui étaient logés dans les foyers, ou ceux qui habitaient la localité et qui avaient eu le temps d'aller prévenir leur famille. J'étais également lié avec les Portugais. Ils étaient dans un mouvement semi-guevariste. Ils étaient du PC portugais, mais oppositionnels parce qu'ils étaient pour l'action armée. Il y avait aussi tous les déserteurs portugais qui travaillaient chez Renault. J'étais très lié avec le camarade qui dirigeait ce groupe de Portugais assez important. On a eu de longues discussions. On s'est trouvé tout de suite dans la grève. On s'est donc retrouvé avec les Portugais et

TRAVAILLEURS FRANÇAIS IMMIGRES TOUS UNIS A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL A LAVORO UGUALE SALARIO UGUALE A TRABAJO IGUAL SALARIO IGUAL IAIA AOYAEIA IAIA NAHPOMH

A TRABALHO IGUAL SALARIO IGUAL

KAKAV UČINAK TAKVA ZARADA

لأعمال مساوية أرباح مساوية

Affiche de Mai 68

les Algériens pour participer à l'assemblée générale, qui a pris les dispositions pour l'occupation de l'usine. Avec mon syndicat, dont il ne restait que la direction - une douzaine de personnes - on a décidé de boucher toutes les entrées par lesquelles pouvaient se glisser des gens, y compris des cadres ou des non-grévistes. On partait dans les ateliers et l'on amassait des chariots pour éviter l'accès à tel bureau, qui permettait d'arriver à ces grandes concentrations de travailleurs et travailleuses mensuels. Il allait y avoir une grande assemblée du personnel. Tous ceux qui entraient dans l'usine devaient aller dans l'île Seguin. Dans le secteur où j'étais, on a fermé toutes les portes et, à tous ceux qui se présentaient, on disait qu'il n'y aurait pas de reprise du travail avant la décision qui serait prise dans l'île Seguin. À ce moment-là, tout le monde remontait la rampe qui menait à l'île Seguin. D'autres mensuels, répartis un peu partout - c'est une ville quand même Renault –, disaient qu'ils étaient d'accord

pour faire grève à condition que je vienne faire débrayer les gens. C'est là l'importance d'un événement comme 68, il suffisait de se présenter en disant: « Camarades, il y a une décision qui vient d'être prise d'engager la grève avec occupation de l'usine et vous êtes invités à débrayer. » Les gens qui refusaient de se mouiller au départ étaient pour. C'est spontanément... Il leur suffisait d'une étincelle parce qu'il y avait quand même la paralysie, le patron, l'avenir, la profession, la promotion...

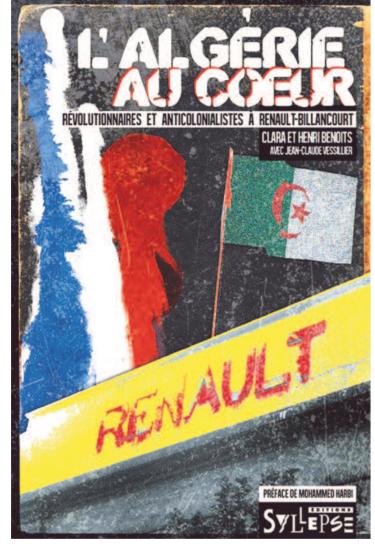
Il y a un moment où il faut savoir agir et saisir l'opportunité qui correspond à un inconscient, faire devenir conscient ce qui est un désir inconscient de la part des gens. C'est cela que je reconnais d'abord dans 68. Dans ma vie, je n'ai connu de telles situations qu'en 1945 à la fin de la guerre, peutêtre en partie 1947, mais c'était tout à fait différent parce que c'était très à l'arraché, et puis 1953, la grève de la SNCF; en 1955, la grève de la métallurgie, ça s'en rapprochait, pendant les vacances au mois d'août. Ils me paraissent être des mouvements, j'allais dire, authentiques, pas suscités par une agitation syndicale. Ce n'était pas : «On se fait une piqure de ciment pour y aller », comme disaient les copains.

68 venait après les déceptions de l'échec des grèves générales menées par les confédérations, en particulier CGT et CFDT. Deux grèves de 24 heures, très suivies, mais comme perspective, rien. Le courant grandissait chez les gens: «Cette fois, il faut y aller un bon coup, jusqu'au bout. Il ne suffit pas de faire des répétitions générales à perpétuité. » C'est en cela que 68 représente pour moi la fusion d'un désir inconscient des gens, une volonté. Les étudiant.es, de ce point de vue, quoi qu'on dise de ce mouvement, c'était quand même un mouvement de révolte. Il faut se rappeler que la chute du gaullisme, son infléchissement a commencé en 1963, lors de la grève des mineurs où de Gaulle avait décidé la réquisition des grévistes et où les mineurs ont refusé. C'était le premier échec de De Gaulle, celui qui a amorcé sa chute.

LES OS IMMIGRÉS PRENNENT LA PAROLE

Le meeting se tenait dans l'île Seguin. C'était une assemblée journalière dans laquelle les syndicats prenaient la parole, à charge pour chacun, dans son atelier et dans sa formation spécifique, d'élaborer un cahier revendicatif. Dans les années précédentes, des consultations du personnel, j'en avais fait à foison. L'imagination était quand même limitée et il ressortait régulièrement les 40 heures, la retraite, les congés payés. Dès le départ, tout naturellement, on a retrouvé comme revendications motrices 40 heures, 60 ans et les congés. À partir de là, les syndicats sollicitaient, je pense sous l'influence de la CGT, un cahier revendicatif. Mais ne s'exprimaient que les membres du syndicat. Et puis, il y a eu des interventions particulières pour les ingénieurs et les cadres. Le centre technique de Rueil, où l'on concevait les véhicules, regroupait des cadres. Ils ont voté la grève pendant 24 heures seulement, après un long débat. À Billancourt, ils étaient complètement noyés, dans la mesure où la plupart étaient hostiles au mouvement. La hiérarchie doit sa promotion à ce que le président-directeur général décide pour eux. C'est classique. C'est la pression de classe.

Mais, la nuit, je circulais dans l'usine, dans les ateliers avec les copains algériens, portugais, et ils m'ont dit qu'ils avaient des revendications spécifiques: «C'est nous qui sommes l'élément moteur dans l'occupation de l'usine. » Le comité d'entreprise leur donnait à bouffer le soir. Les cantines étaient mobilisées pour cela. Et puis, qu'est-ce qu'on fait chez soi quand on n'a pas de chez soi et qu'on est immigré? On se retrouve à l'usine avec les copains. Comme disent les immigrés: «Ca passe ou ca casse.» Ils sont jusqu'au-boutistes. À partir du moment où l'on s'engage, on ne fait pas des analyses politiques complètes mais c'est le moment. Il y a un côté radical. Des délégués du personnel CGT me disaient: «Compte tenu de la part que nous avons dans le succès de la grève - c'est nous qui immobilisons la production-, on



L'Algérie au cœur; révolutionnaires et anticolonialistes à Renault-Billancourt, Éditions Syllepse, 2014.

voudrait quand même faire peur à tous ces gens, ingénieurs, cadres, techniciens, agents de maîtrise à qui l'on donne la parole. On leur permet de s'exprimer, mais, nous, on a des revendications spécifiques et l'on voudrait bien les voir admettre. »

Alors, ils ont élaboré une plate-forme sur l'alphabétisation, sur la possibilité d'accéder à des catégories supérieures, sur les voyages au pays pour les vacances, l'allongement de la période de congés compte tenu de la durée des voyages. Toute une série de trucs spécifiques. Quand ils ont

voulu prendre la parole auprès de l'assemblée générale, on leur a dit: « C'est d'accord avec toutes ces revendications. Gardez-les. Elles sont dans les revendications générales. » Mais de là à prendre la parole: « Ça y est, on va donner la parole à des bougnoules et ça va créer des difficultés avec les autres catégories professionnelles. C'est un contenu syndical. Tout le monde est uni. » Et eux ont ressenti cela comme une discrimination; les éléments les plus avancés, les délégués, pas la masse des ouvriers algériens, marocains. Ils ont ressenti cela comme une rebuffade.

UN ENGAGEMENT ANTICOLONIALISTE

Sur un plan politique. Henri Benoits s'engage dans le soutien aux mouvements anticolonialistes qu'il côtoie depuis 1945 notamment en défilant les 1er mai aux côtés des militants vietnamiens ou algériens. À Renault, il se lie avec les militants algériens de diverses obédiences. En 1955, ces liens se renforcent avec le FLN naissant en métropole qui le charge de participer à l'hébergement de militants frontistes, au collectage de fonds et à l'organisation de l'impression et de la diffusion de la presse. En 1958, il adhère au Parti socialiste autonome né de la scission de la SFIO puis au Parti socialiste unifié deux ans plus tard, dont il devient le secrétaire de la section Renault. Ses liens avec le mouvement nationaliste algérien en France demeurent forts aux lendemains de l'indépendance. Dans L'Algérie au cœur; révolutionnaires et anticolonialistes à Renault-Billancourt. Clara et Henri Benoist racontent comment s'enracine une activité militante dans les relations fraternelles avec celles et ceux, de toutes nationalités, que l'on côtoie dans la vie sociale et personnelle. Une chronique de plus de 50 ans de luttes...

Après cette phase algérienne, ses engagements le portent de nouveau auprès des travailleurs immigrés, dont il suit attentivement les mobilisations en mai - juin 1968 et dans la première moitié des années 1970. Il participe à l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI) et soutient activement les mobilisations des sans-papiers depuis leur émergence au début des années 1970 jusqu'à aujourd'hui.

IMMIGRÉS, LEADERS, DANS LA GRÈVE

Dans le pays, 68 a provoqué un mouvement spontané dans les entreprises où il n'y avait pas de syndicats. Comment peut-on s'organiser quand on se met en grève? On va tout de suite vers les militants et militantes qui décrivent la façon dont on constitue un syndicat. Cela a été un mouvement profond de syndicalisation dans des secteurs inorganisés. Par contre, le mouvement syndical était quand même un mouvement français. Il y avait des immigrés qui étaient désignés, qui étaient délégués. C'était des compromis qui se faisaient avec les organisations nationalistes. C'est une autre cuisine qui se mène. Mais la masse des gens... Je prends le cas du délégué algérien, il faisait des adhésions en masse. Tel délégué algérien a fait cinquante adhésions.

C'est pourquoi, par la suite, il y a eu des mouvements spécifiquement OS. Les grèves de 1971, les grèves dans tous les foyers de la région parisienne. Ça a fini par aboutir. Ils ont, pendant des années, alimenté un climat revendicatif à l'intérieur de l'usine, aboutissant même à des grèves dans des ateliers ou des départements où il n'y avait quasiment que des immigrés qui faisaient grève parce qu'ils en étaient la composante essentielle. Aux fonderies, il y avait 80% d'immigrés: il v avait, comme cela, des ensembles. Ce mouvement de 68 a donc drainé la naissance d'un mouvement syndical, mais pour la fraction, j'allais dire, avancée, politique, confrontée à une grève générale, il y a quand même de quoi s'interroger.

Ils disent neuf millions de grévistes. C'est la question du pouvoir qui est posée. Il y avait une prolifération de tracts chez Renault et puis la naissance, chez les éléments les plus avancés, y compris ouvriers, d'une exigence plus grande. J'avais des copains qui avaient fait la révolution de 1962, qui étaient repartis en Algérie et qui sont revenus à l'usine pour cause de désaccords en 1965.

Ça bouge. Toutes les fractions d'extrême gauche s'exprimaient à la porte de l'usine,

chassées d'ailleurs par le service d'ordre CGT, à mon avis essentiellement du PC. Pas toujours approuvé. Les gens du PC ont un engagement. Ils n'ont peut-être pas une conviction politique très argumentée, mais il y a une combativité et si le Parti avait décidé qu'on faisait ça, ils le faisaient. Celui qui est convaincu dans une organisation, mais pas seulement au PC, à l'extrême gauche aussi, est volontariste. On pense que l'exemple permettra d'entraîner les gens. C'est plus compliqué que cela. Il y avait une distribution de tracts différents, syndicaux, politiques, de tous les groupes, maos, trotskistes, anarcho-syndicalistes, libertaires. Il y a tout chez Renault. Il y a des Lutte Ouvrière, des Lutte Ouvrière minoritaires qui ont scissionné pour rejoindre d'anciens anarchistes pour former la Fédération communiste libertaire. Il y a tout cela dans cette usine. Les maos se sont développés plus tard à partir de l'embauche d'établis1 qui ont procédé à la constitution de comités de lutte.

LA CGT LAISSE LES ÉTUDIANT.ES À LA PORTE

Toutes les portes de l'usine étaient obstruées pour éviter les circulations de véhicules. Il n'y avait qu'une petite porte, Place nationale, où il fallait montrer sa carte d'usine pour entrer le premier jour de la grève et il y avait tout un service d'ordre. Je me souviens d'un membre du comité exécutif qui a dit: «L'ordre du comité exécutif est: pas de sortie auprès des étudiant.es.» Ils étaient sur la place Nationale. Avec quelques copains, on a dit: «Enfin, quand même, pourquoi? Il n'y a aucune raison.» «C'est l'ordre du comité exécutif. » Avec quelques-uns, on est sorti, on est allé dans un bistrot et là, j'ai eu une discussion avec Jacques Sauvageot² et, comme par hasard, a été soulevée la question de l'autogestion. Ces discussions, je les ai eues avec les Yougoslaves en 1950 et avec les Algériens sur le domaine Borgeaud³. Je pensais que l'autogestion était un processus nécessaire, mais qui ne pouvait se faire qu'avec sa généralisation. Sans cela, on arrive à des formes de coopératives dites

« ouvrières » dans un monde capitaliste. J'ai donc dit à Sauvageot que j'étais pour l'autogestion, mais que ce n'était pas exactement le mot d'ordre qui convenait à l'heure actuelle. La question du pouvoir, la question de la succession du gaullisme va se poser et, à ce moment-là, la nature du changement politique posera le problème de l'autogestion. C'est-à-dire la libre disposition pour les travailleurs et les travailleuses de leur outil de travail, dans le cadre d'un plan qui fait l'unité de tous et qui donne aux partis, aux syndicats, aux coopératives leurs rôles respectifs, mais qui laisse les travailleurs et travailleuses détenteurs de la décision sur leur lieu de travail.

LES SYNDICATS VERROUILLENT LES USINES

POUR QUE LA RENCONTRE

AVEC LES ÉTUDIANT.ES NE SE FASSE PAS.

Là-dessus, je dirais qu'il faut être nuancé. Depuis 1936, l'occupation de l'usine nécessitait quand même l'entretien des machines pour éviter que tout se dégrade. C'était la responsabilité des travailleurs et travailleuses. Il y a cette tendance «naturelle» qui est acceptée: on ne fait pas le bordel, on ne va pas faire n'importe quoi. Le fait d'introduire des gens à l'intérieur de l'entreprise est une responsabilité: «Ils ont foutu des barricades dans Paris, il faut quand même maîtriser cela. » La fraction politique considère : « Attention, contact avec les étudiant.es = rupture totale», mais aux portes, à travers les grilles qui barraient la rue sur les quais de la Seine, tous les gens discutent avec les étudiant.es. Il y a cet aspect dont il faut tenir compte et qui est peut-être un réflexe conservateur, mais qui n'est pas totalement absent du sens de la responsabilité. Je dis cela pour éviter toute interprétation: «Les staliniens sont en train de s'opposer... » Ce n'est quand même pas quelque chose d'aussi clair. Une majorité disait, en effet, qu'on pouvait agir en solidarité avec les étudiant.es mais qu'il n'était pas question de les faire entrer dans l'usine.

CONVOQUÉS PAR LES DIRIGEANTS

DE LA CGT RENAULT

Il y avait des drapeaux dans toute l'usine. En général, c'était le drapeau tricolore, le caractère national. Or il y a eu des réactions ouvrières à l'imposition de ce drapeau. Il y a un département, le 57, où il y avait des copains ouvriers gauchistes qui ont refusé le drapeau tricolore et ont voulu mettre le drapeau rouge. C'est une grève ouvrière. C'est une initiative. Les gens s'en foutent de la couleur. On n'en fait pas un objet polémique. Mais là où il y a des gens qui ont une pensée un petit peu différente, qui prennent une initiative...

De la même façon, la reprise du travail s'est faite avec une forte minorité de gens qui voulaient poursuivre la grève. Dans l'usine, il y avait juste les militant.es, pour les autres c'était les vacances. Mais quand il y a eu le vote pour la reprise du travail, tous ceux et toutes celles qui étaient en dehors de l'usine, qui étaient d'accord avec la grève mais étaient partis en vacances, sont venus voter. Il y a des copains qui disaient qu'on ne devait donner la parole qu'à ceux qui avaient mené la grève, les autres basculant d'un côté ou de l'autre, suivant le rapport de force. Il y a toutes sortes de discussions qui se mènent autour de ces problèmes-là. Il y a une résistance. Le comité exécutif de mon syndicat s'est réuni pour définir notre position par rapport à la grève. Il était déjà acquis que la grève se terminait. On était au mois de juin. Tout le monde avait repris un peu partout. On a dit: «C'est classé.»Notre syndicat a dit qu'on serait libre de discuter et de voter, mais j'ai posé la question à tous les membres du comité exécutif après la grève. À part les deux qui étaient du PC et qui ont voté pour la reprise du travail, tous les autres, bien que l'on ait sorti un tract

pour la reprise du travail, avaient voté contre. Chez les militant.es, il y a toujours une résistance, une exigence plus grande que chez les gens en général.

Quand il y a eu les négociations, qui ne sont pas des négociations - le constat de Grenelle, comme il est dit, Benoît Frachon est venu s'exprimer à l'usine. Honnêtement, le constat de Grenelle n'apportait pas suffisamment de satisfactions aux personnels de Renault. Par exemple, alors que le SMIG était revalorisé de 30 ou 40 %, c'était un acquis sur un salaire, mais un salaire minimum qui était déjà largement dépassé. Chez Renault, nous avions, grosso modo, 4% par an. Grenelle, c'était 10%, mais étalés. Or, avec l'inflation qui a surgi, les militant.es pensaient que l'année d'après on se retrouverait «Grosjean comme devant» avec la hausse des prix. Il y avait ce sentiment critique. Il y a eu cette levée de boucliers largement spontanée des ouvriers qui ont dit qu'ils n'acceptaient pas le constat de Grenelle. C'est pourquoi la grève s'est prolongée jusqu'au mois de juin. La CGT, la CFDT ont dit: «Ce n'est qu'un constat, vous le refusez, donc on continue la grève.» À la suite de cela, la CGT a considéré, je pense, que ce mouvement avait été suscité par les gauchistes dans cette usine.

Un pompier nous a désignés comme ayant été ceux qui ont hurlé contre Séguy pendant sa prise de parole. Nous fûmes convoqués par Aimé Halbeher, le secrétaire du syndicat, qui nous dit que nous sommes accusés d'avoir pris l'initiative et la tête... Clara, ma compagne, et moi avons levé la main contre la reprise du travail, mais nous ne sommes pas de ceux qui ont crié: «Frachon, trahison». Ce sont les ouvriers qui se sont exprimés mais nous ne sommes ni les initiateurs, ni les porte-parole. L'accusateur était là. Je lui dis que c'est ridicule, que je suis son délégué depuis des années. «Comment peux-tu oser dire cela?» Il était muet.

Il y a, comme ça, la chasse aux gauchistes.

1 Voir dans ce numéro l'article de Fabienne Lauret.

Henri Benoist

² Secrétaire de l'UNEF.

³ Grande propriété foncière et agricole d'un colon, Borgeaud, qui payait ceux qui travaillaient sur ses terres en monnaie uniquement utilisable dans son domaine.

LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES **100 101** LES UTOPIQUES **7** SOLIDAIRES

QUATRE MÉTALLURGISTES **A Billancourt** et dans le XVIII^e...

*Affecté au chantier qui construisait l'université de Zagreb Jacques Gautrat aida l'interprète de l'équipe Renault à passer la frontière pour demander l'asile politique en France

** Voir notamment: Daniel Mothé. Journal d'un ouvrier. Éditions de Minuit 1958 Daniel Mothé Militant chez Renault, Seuil, 1967 Daniel Mothé, Le métier de militant, Seuil, 1972. - Ouvrage collectif, J. Gautrat, Françoise Guélaud, Marie Noëlle Beauchesne, Guy Roustang, L'analyse des conditions de travail ouvrier er usine, Éditions A. Colin, Daniel Mothé, Les OS, Éditions du Cerf, 1974. Daniel Mothé, Autogestion et conditions de travail, Éditions du Cerf, 1976. Daniel Mothé L'autogestion goutte à goutte, Éditions Centurion, 1980. Daniel Mothé Pour une nouvelle culture de l'entreprise, Éditions La Découverte, 1986. Daniel Mothé, L'utopie du temps libre, Seuil, 1993. Daniel, Mothé, Le temps libre contre la société, Éditions Desclée de Brouwer, 1995 Ouvrage collectif, L'économie soli daire, une écologie sociale « Agritourisme et Economie soli daire », Éditions Syllepse, 2004.

*** Daniel Mothé est le pseudonyme qu'utilisait Jacques Gautrat lorsqu'il écrivait dans des nublications militantes à la Régie Renault: c'est sous ce nom qu'il signa ultérieurement la plupart de ses livres.

en 1939, prend ensuite des cours du soir de tapissier décorateur. Il travaillera dans cette branche jusqu'en septembre 1943. En 1942, il s'engage dans l'organisation trotskiste de Bordeaux et participe à la Résistance. Établi à Paris à la Libération. il occupe différents emplois. En juillet 1950, il part en Yougoslavie, associé à la « brigade Renault », en solidarité avec le régime « autogestionnaire » du maréchal Tito* qui venait de rompre avec l'URSS. En septembre 1950, il embauche à la Régie Renault. Il adhère au groupe Socialisme ou Barbarie, édite un journal distribué sur plusieurs ateliers : Tribune ouvrière. En 1957, Jacques Gautrat adhère à Force ouvrière sur les conseils de militants trotskistes de l'usine. Élu délégué du personnel sur ces listes jusqu'en 1964, année où il rejoint la CFDT. Il restera délégué du personnel jusqu'en 1972. Après 21 ans passés chez Renault comme fraiseur, il démissionne pour devenir sociologue. Il travaille sur les questions qui lui semblent centrales** (l'autogestion, la gestion du temps libre) et publia plusieurs livres***.

Jacques Gautrat termine ses études primaires



n mai 68, à 44 ans, je travaille comme ouvrier aux usines Renault de Billancourt et me trouve au cœur de ce mouvement de grèves et de manifestations qui dura quelques semaines. En plus d'être syndiqué à la CFDT et délégué du personnel, j'ai appartenu pendant 15 ans au groupe marxiste qui publia la revue Socialisme ou Barbarie¹ (jusqu'à sa dissolution en 1965) dont les idées seront en partie reprises par les étudiant.es, notamment par le Mouvement du 22 mars². Ouvrier d'une grande usine en grève, muni d'une culture marxiste et donc familier des slogans révolutionnaires, je disposais apparemment de tous les éléments du parfait soixante huitard. Pourtant je n'ai pas été un authentique soldat de 68, période, qui, représente pour moi le plus significatif rendez-vous manqué entre les intellectuel.les de gauche et les étudiant.es révolutionnaires d'une part et le monde du travail de l'autre.

1 Voir notamment: Socialisme ou barbarie, Anthologie, La Bussière, Éditions Acratie, 2007 et Philippe Gottraux, Socialisme ou barbarie, un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre, Lausanne, Payot, 1997.

2 Voir l'article de Jean-Pierre Duteuil dans ce numéro.

INJONCTION PARADOXALE

Au terme de ces quelques semaines, je constatais que la culture révolutionnaire et surtout la critique de ses dérives totalitaires que j'avais acquise n'avaient d'utilité que dans des discussions de salons tandis qu'elle ne m'était d'aucun secours ni dans mon entre-

Socialisme ou barbarie, Anthologie, Éditions Acratie, 2007

prise en grève ni dans mon quartier du XVIIIe arrondissement. Cette brève période représente l'échec de ma tentative de mettre en pratique l'alternative d'une gestion démocratique de l'entreprise, idée que je partageais avec mes camarades de la CFDT, mais qui restait inaudible auprès de la CGT et des ouvrier.es qui aspiraient à des choses bien plus terre à terre, notamment, l'élévation de leur salaire qu'ils et elles avaient obtenu jusqu'ici par l'intermédiaire des syndicats sans s'impliquer davantage que par des débrayages intermittents et de sages et ludiques manifestions de rue dans la capitale au slogan bon enfant: «Des sous Charlot.3 » Bien que partageant ces revendications, j'aspirais à une plus grande implication des salarié.es dans les décisions de leur entreprise. Participer à la gestion de l'usine comme je le leur proposais, ne déclenchait pas leur hostilité mais les rendait totalement incrédules quant aux conséquences les concernant, d'autant plus que lorsqu'ils ou elles me demandaient plus de détails pour arriver à cet état de choses, je n'étais capable que de leur dire que c'était à eux d'inventer le mode d'emploi. Les exhorter à avoir une idée qu'ils et elles n'avaient pas eux-mêmes et se refusaient à envisager était l'injonction paradoxale dans laquelle je me suis trouvé prisonnier pendant ces quelques semaines. Les brèves tentatives d'avoir voulu relier ces deux statuts - délégué et syndiqué d'un côté et militant d'avant-garde de l'autre, me conduisaient inexorablement à n'être compris ni de mes ami.es révolutionnaires pour lesquels je devins infréquentable, du moins dans cette période, ni de mes collègues de travail qui ne voyaient pas pourquoi ils et elles s'investiraient eux-mêmes dans les procédures démocratiques que je leur proposais puisqu'ils et elles estimaient que



nous, les militants qu'ils et elles élisaient démocratiquement tous les ans, étaient plus compétents et motivés pour le faire à leur place.

LA GRÈVE À RENAULT-BILLANCOURT

Elle ne s'est pas déclenchée spontanément; elle avait été préalablement préparée par l'agitation d'un groupe de militant.es et sympathisant.es gauchistes et a bénéficié d'un hasard de circonstances. La CGT, organisation syndicale largement majoritaire dans l'entreprise, était, certainement, pour des raisons plus stratégiques qu'idéologiques, hostile à son déclenchement ou du moins désirait avant tout maîtriser la totalité de sa dynamique.

Le 16 mai, à la reprise de l'équipe de l'aprèsmidi, la CGT organise un meeting où ses orateurs expliquent que les revendications étudiantes n'ont pas de rapport avec les revendications des salarié.es et que le syndicat décidera du meilleur moment pour appeler à l'action. Une partie non négligeable du public présent au meeting s'insurge devant le refus des syndicats à lancer le mot d'ordre de grève et le fait savoir aux orateurs par des invectives. Étant parmi les protestataires, beaucoup se tournent vers moi en tant que militant CFDT et délégué du personnel pour que je m'exprime à l'estrade. Poussé par un mouvement de foule, je me saisis du micro. Par chance, le groupe CGT qui s'occupe de la logistique coupe la sono, sans pour autant m'empêcher d'être entendu. Si bien que mon propos, portant les stigmates de l'oppression, n'a plus besoin des mots pour convaincre qu'il faut faire le contraire de ce que veulent mes censeurs, c'est-à-dire faire débrayer l'usine. Des voix s'adressent à moi en me donnant l'inionction d'aller arrêter tous les ateliers de l'usine. C'est ainsi que pendant plus de deux heures, je vais à la tête d'un groupe d'une cinquantaine d'ouvriers faire débrayer les secteurs les plus récalcitrants, notamment les chaînes de montage et les ateliers de fabrication en série où les ouvriers, majoritairement immigrés, ne veulent pas nous obéir. Pour eux, je le présume, cela apparaît être une histoire qui concerne les blancs, leurs problèmes sont ailleurs. Le capitalisme français ne leur paraît pas si abominable que les tracts radicaux le présentent, il est vécu comme une opportunité leur permettant de nourrir leur famille élargie au-delà de l'Hexagone. Jamais ils n'auront la parole et ne seront représentés ni chez les étudiant.es, ni par les organisations syndicales. La spécificité de l'immigration comme main-d'œuvre particulière qui espère retourner au pays n'apparaît pas en 68 comme un problème.

Avec le concours d'autres groupes qui s'étaient formés dans d'autres départements, nous opérons de manière plus ou

moins démocratique à la paralysie de la totalité de l'usine. Mais entre-temps, la CGT, ayant modifié sa stratégie, a décidé de lancer officiellement le mot d'ordre de grève en plaçant tous ses militant.es aux portes, pour en contrôler les flux et éviter que les étudiant.es y pénètrent. À la tribune de la passerelle de l'île Seguin, les leaders de la CGT acceptent de me donner la parole comme représentant de la CFDT. N'ayant pas préparé de discours, j'improvise en disant à plus d'un millier de grévistes que, puisque nous occupons l'entreprise et que nous prouvons nos capacités à la faire fonctionner, désormais elle nous appartient. Je ne pensais pas vraiment avoir résolu le problème de l'autogestion en disant cela mais je ne pouvais pas non plus ne rien dire sur la question pour laquelle nous avions passé beaucoup de temps à débattre et à réfléchir, autant dans la revue Socialisme ou Barbarie qu'à la CFDT. Ce n'est pas une surprise de révéler que, autant les discours bien formatés de mes collègues de la CGT furent accueillis avec enthousiasme, autant mes propos suscitèrent peu d'applaudissements. Je n'étais visiblement pas le leader du moment. Quelques jours plus tard, mes collègues de travail se moquèrent amicalement de moi en faisant une analyse critique de mon propos. Je leur dois beaucoup d'avoir ainsi participé efficacement à ma déniaiserie. Ce sera la dernière fois que je pourrai parler publiquement dans l'usine; jamais plus la CGT ne me laissera m'exprimer pendant le conflit. À l'intérieur de l'usine, chaque fois que je voudrai intervenir publiquement, je serai entouré de plusieurs colosses qui m'en empêcheront en m'insultant.

Le lendemain matin du 17 mai, après avoir dormi dans l'atelier et tandis que nous nous réchauffons derrière les grilles de la rue Émile Zola, autour des braseros, un groupe d'étudiants trotskistes de la FER⁴, en rang serré, sur quatre colonnes et au pas cadencé, chantent l'Internationale et la Varsovienne, refaisant ce que les milices

^{3 «}Charlot»: Charles de Gaulle.

⁴ Fédération des étudiants révolutionnaires, groupe trotskiste de tendance «lambertiste», c'est-à-dire du courant correspondant aux actuels Parti ouvrier indépendant (POI) et Parti ouvrier indépendant démocratique (POID).

LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES 104 105 LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES

bolcheviques firent en octobre 1917 à Saint-Petersboug. Je compris alors que 68 ne serait pas le coup de fouet démocratique que j'espérais mais que ces évènements s'annonçaient comme une réédition de la révolution léniniste mais, cette fois, heureusement, comme une mascarade. Celle-ci eut du moins la capacité d'étonner les ouvriers encore endormis qui auraient pu penser au tournage d'un film plus qu'à un événement correspondant avec leur action, somme toute banale, d'occuper l'usine. Ces étudiants voulaient imiter leur grand-père en nous rabâchant dans leurs tracts ce qui m'avait servi de culture politique sous l'Occupation et que j'avais abandonné après la guerre, au cours de la critique du léninisme que nous faisions avec mes amis de la revue Socialisme ou Barbarie et d'une manière plus militante avec mes camarades de la CFDT.

Je constatais que toute critique du bolchevisme que nous avions faite pendant 15 ans dans la revue ne s'était pas propagée, les étudiant.es étaient revenus 50 ans en arrière. J'étais particulièrement effaré de voir les slogans qui fascinaient le mouvement étudiant comme «Le pouvoir est au bout du fusil», ainsi que les formations maoïstes de la gauche prolétarienne défilant derrière les portraits de Staline et de Mao. La mystique révolutionnaire avait eu le pouvoir de rassembler les frères ennemis, léninistes de tout poil avec les libertaires qui communiaient dans la même ferveur révolutionnaire. Les discours révolutionnaires étaient les seuls qui puissent s'exprimer à la Sorbonne ou à Nanterre. Une fois, dans un de ces amphithéâtres, ayant apporté une note discordante sur les opinions très modérées des ouvriers de l'usine occupée, s'inquiétant par exemple de savoir quand ils toucheraient leur paye, inquiétude aussi légitime me concernant, je me fis huer. Les étudiant.es n'attendant pas la paie de la quinzaine pour subsister, leur problématique pouvait prendre d'autant plus de hauteur avec les mesquineries du quotidien.

Mon interdiction de parole dans l'entreprise, s'étendra à l'université où, pourtant, mes anciens amis de Socialisme ou Barbarie y faisaient un tabac.

Occuper une usine est beaucoup plus ennuyeux que d'y travailler, surtout quand les débats critiques y sont interdits. C'est pourquoi je séchais mes nuits et mes jours d'occupation de Billancourt, permettant au service d'ordre de la CGT de cesser ma surveillance.

LE COMITÉ D'ACTION

Dans le XVIII^e arrondissement nous avions réussi, avec un groupe d'associations, depuis deux ans, à implanter une Maison de jeunes et de la culture (MJC), place des Abbesses. Celle-ci fut très vite secouée par les événements de mai; y affluèrent des gens du quartier et de la paroisse; d'autres s'v joignirent et v furent accueillis avec bienveillance. La MJC institua ainsi un comité d'action du XVIIIe qui se fixa comme objectif d'aider les salariés grévistes de l'imprimerie Laugier de la place Jean-Baptiste Clément. Les membres du comité d'action allaient les encourager et leur apporter le fruit de quêtes et des produits alimentaires que certain.es trouvaient à se procurer auprès d'agriculteurs.

L'activité politique du comité ne s'arrêtait pas là, elle consistait surtout en des discussions autour de la problématique de l'action: comment le comité pouvait-il apporter un soutien efficace au mouvement? Les réunions qui débutaient vers 20 heures avaient pour objectif de répondre à cette question, en publiant un tract portant le sceau du comité qui était ensuite distribué par ses membres. La rédaction des tracts s'effectuait démocratiquement par tous ceux et toutes celles qui étaient présent.es sans qu'ils ou elles justifient leur appartenance au quartier ni même à l'arrondissement. Bientôt on constatait que le noyau des riverains était devenu minoritaire par rapport à des nouveaux venus qui débordaient d'enthousiasme révolutionnaire sans



Affiche de Mai 68

qu'on sache d'où ils venaient ni ce qu'ils faisaient. Comme la nouvelle morale politique était de ne rien interdire, personne n'aurait osé les interpeller sur la légitimité de leur appartenance au comité sans risquer de se faire traiter de réac. Il suffisait d'avoir des propos favorables au mouvement, pour y être accepté et applaudi. Il va de soi que s'il y avait eu éventuellement des individus qui n'y étaient pas favorables, ils et elles auraient pu tout aussi librement s'y exprimer. Comme il n'y eut pas de cas semblable, la conclusion était que tout le quartier devait être acquis au mouvement et à ses slogans. Le groupe de jeunes qui dans la MJC avaient des activités plus ciblées les uns sur l'astronautique, d'autres sur la danse – ne participait pas aux activités politiques, exprimant tout au plus de l'indifférence sans que cela ne trouble l'unanimisme soixante-huitard.

L'affichage des convocations à l'assemblée qui devait décider du contenu des tracts mentionnait le jour et l'heure. Un seul petit détail technique eut une grande importance: l'heure du début des débats avait force de règle mais pas l'heure de la fin. Le manque de précision de l'appartenance géographique des orateurs et de l'heure de clôture de débats eut des conséquences

bien plus grandes qu'on ne l'eut pu imaginer. En effet, comme la rédaction devait réunir l'assentiment de tous ou de la majorité des présent.es qui votaient le texte final, il s'avéra que celles et ceux qui avaient le plus de poids dans la rédaction du texte étaient les insomniaques qui pouvaient encore, à 3 heures du matin, être disponibles et en pleine forme pour discuter un texte dont l'ébauche avait débuté la veille à 21 heures. Il est aussi à remarquer que la distribution de l'insomnie n'était pas aléatoire et qu'elle touchait davantage les nouveaux venus que les riverains et qu'en plus de cela, l'insomnie touchait particulièrement celles et ceux qui partageaient une opinion maoïste bien identifiée. Par tout ce concours de hasards, il se trouve que la teneur politique des tracts du comité d'action du XVIIIe se trouvait en cohérence avec les idées du Grand Timonier en vigueur dans la galaxie du mouvement de Mai 68.

Partagé entre des nuits passées avec mes collègues en occupation dans l'atelier 59 de l'usine Billancourt, où toute critique de la CGT était interdite, et les soirées de débats de la place des Abbesses, mon optimisme démocratique se trouva fortement éprouvé.

Daniel Mothé

MAI 68 CHEZ

Le récit que nous livre ici Charles Piaget est une leçon de syndicalisme: comment créer les conditions de l'auto-organisation, l'importance de l'activité interprofessionnelle de la section syndicale, le rapport de force face aux patrons, l'ouverture vers l'extérieur, la différence entre une assemblée générale et un meeting, etc.

Charles Piaget achève sa scolarité à 14 ans. Il entre chez Lip en août 1946 et se syndique immédiatement à la CFTC. Il devient déléqué du personnel en 1953. Participant activement à l'animation de la section syndicale (CFTC, puis CFDT), il est de ceux qui impulsent un fonctionnement novateur, privilégiant le rapport aux salarié.es, leur implication la plus complète possible en termes de décisions et d'actions au sein de l'entreprise. La vie syndicale fut riche, avant le grand conflit de 1973*, mais aussi avant Mai 68 que Charles Piaget vit alors qu'il a 40 ans. Il fut membre du PSU dès sa création en 1960 et durant une vingtaine d'années. En 1993, il participe à la création d'AC! et n'a cessé de répondre présent aux nombreuses sollicitations de collectifs militants l'invitant à animer des débats autour de la lutte des Lip de 1973, de l'autogestion, etc.

LIP À BESANÇON



Lip 1973 : « C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie. »

De Gaulle, c'est le pouvoir hautain qui décide et ne négocie pas, qui monologue et ne dialogue pas. La guerre d'Algérie a renforcé le côté policier de ce pouvoir. Les manifestations sont durement réprimées. Ce sont donc des années difficiles pour les salarié.es et leurs organisations. Le patronat s'est mis à l'unisson du style de Gaulle. Partout, il y a durcissement des rapports sociaux. À Lip, les réunions mensuelles obligatoires de CE et DP sont expédiées en trois quarts d'heure, avec des réponses négatives à la quasitotalité des demandes des salarié.es.

LES ANNÉES DE GAULLE 1958-1968

Rappel de quelques dates

1962: fin des années de guerre en Algérie, enfin!

1963: nous sommes admiratifs devant le courage des mineurs, leur longue lutte, leur résistance à la réquisition. Nous participons à l'information sur leur lutte, et aux nombreuses collectes de soutien. 1964: à Lip, devant une grève de deux heures pour les salaires, le patron décide le lock-out pour la journée... C'est la première fois!

^{*} Sur cette importante grève voir par exemple: Collectif, Lip, Affaire non-classée. Éditions Syros 1976 Laurent Galandon Damien Vidal, Lip, des héros ordinaires, Éditions Dargaud, 2014. Edmond Maire, Charles Piaget et alii, Lip 73, Éditions du Seuil 1973. Charles Piaget, Lip, Éditions Stock, 1973. Charles Piaget, La force du collectif, Éditions Libertalia, 2012. Monique Piton, C'est possible!, Éditions Des femmes, 1975 (réédition L'échappée, 2015). Jean Raguenes, De mai 68 à Lip. Un dominicain au cœur des luttes, Éditions Karthala, 2008, Christian Rouaud, Les Lip, l'imagination au pou-voir, DVD, 2007.

1966: un militant CGT est licencié pour avoir déposé une circulaire syndicale sur le bureau de son collègue.

1967: c'est la grève de la Rhodia¹ à Besançon. Nous y allons matin et soir, les rencontrer, diffuser leurs informations, vivre un peu leur dur conflit au jour le jour.

Les 1er mai: la CFTC, puis CFDT (à partir de 1964), organise quelques 1er mai en salle, vu le peu de participant.es. La CGT, elle, maintient les manifs de rue quel que soit le nombre de participant.es.

LIP

J'y travaille depuis 1946. Je suis élu en 1954 délégué du personnel et membre du comité d'entreprise. Avec quelques jeunes, nous avons vite compris que nous n'avions qu'un pouvoir illusoire. Seul un collectif de salarié.es conscients, nombreux, peut constituer une force réelle. D'où notre acharnement à construire ce collectif. Cela s'est fait en cultivant l'unité avec la CGT, et surtout par une modification profonde de notre rôle de militant.es.

Nous étions convaincus que la qualité principale du militantisme ne réside pas dans l'art de la négociation, ni même dans la bonne connaissance des dossiers. L'essentiel est ailleurs! Nous l'avions résumé dans un slogan: «Les 90/10. Passer 90 % de son temps, de son énergie à construire une force autonome des salarié.es, syndiqués ou non. Une force qui pense et agit, un collectif dont les membres sont à égalité. Et 10 % pour le reste, l'étude des dossiers, les rapports avec la direction et avec notre organisation syndicale.» Un renversement complet de ce qui se passait alors!

Chaque lutte doit être l'occasion de concrétiser tout cela; chaque lutte doit permettre l'émancipation de chacune et de chacun.



Les femmes dans la lutte.

Monique Piton,
C'est possible!,
Éditions des femmes, 1975
(réédition L'échappée, 2015)

C'est aussi important que les revendications! Nous n'y parviendrons qu'en 1973, mais un grand pas en avant a été permis par Mai 68. Avant 1968, nous avions à notre actif quelques avancées sociales malgré la dureté de la période. Ceci dit, nous ressentions toutes et tous la lourdeur du climat social général. Nous savions que pour vraiment améliorer notre sort, les grèves de quelques heures seraient insuffisantes.

TOUT À COUP, UNE LUMIÈRE APPARAÎT!

Au début de mai 1968, les étudiant.es, désormais en grand nombre, se révoltent. Ils et elles veulent être considéré.es comme des adultes, ne veulent plus de ces cours magistraux sans dialogue ni de ces règlements de la vie universitaire en retard de plusieurs générations. Elles et ils n'ont aucun complexe et répondent vertement aux ministres, aux recteurs d'université et autres... Nous suivons tous ces événements avec étonnement et passion: « Voilà des jeunes qui ne savent pas que le pouvoir est fort et ne recule pas. Ils osent avec audace et natu-

rel. Ils nous révèlent que c'est possible de s'attaquer à ce pouvoir, le déséquilibrer, le ridiculiser.» Leur lutte a un tel retentissement, une telle résonance qu'un peu partout en Europe, puis dans le monde, elle fait école. Ces jeunes secouent ce vieux monde!

La classe ouvrière et ses organisations sentent que le moment est très important. Toutes les arrogances, le mépris pour le peuple de ces dernières années ont constitué une bombe à retardement. Tout cela est explosif. Lundi 13 mai, c'est la grève générale: en soutien aux étudiant.es et contre les violences policières. Nous sommes plein d'espoir, nous informons largement à Lip. Nous n'avions qu'une crainte: cette peur dormante depuis des années va-t-elle enfin être surmontée? À Lip, la grève est bien suivie, mais déception à la manif, près du pont Battant, peu d'ouvrier.es présents en dehors des militant.es. Tout à coup, une clameur : «Ils arrivent.» Une longue manif d'étudiant.es, en rangs serrés, apparaît le long des quais, venant de l'université.

LE MAI 68 DES OUVRIER.ES COMMENCE

Certes, il y a déjà eu quelques usines en grève, mais le grand mouvement commence le 13 mai, avec cette manifestation. Les étudiant.es envahissent la place Jouffroy, près du pont Battant. C'est la joie, et en même temps, j'éprouve de la honte: «Que vont-ils penser de nos maigres troupes?» Mais la fraternisation est si chaleureuse que tout est oublié. Quelle joie de manifester ensemble dans les rues de la ville! Cette journée fait chaud au cœur.

Les jours suivants, nous apprenons que des débrayages et des grèves éclatent un peu partout en France. À Lip, nous rappelons par tract: «Les étudiants.es ont de bonnes raisons de vouloir des changements, nous aussi. C'est le moment d'intervenir, nous avons déjà trop subi. Les salaires, les horaires longs, les cadences, les brimades, les inégalités: ça suffit!» C'est décidé, le 20 mai, nous devons partout entrer dans la lutte: grève et occupation. Le samedi précédent, le groupe CFDT Lip passe de longues

heures à préparer cette action du 20 mai. Tout est minutieusement réfléchi; le tract est prêt. Rendez-vous le lundi à 6 heures du matin devant l'usine (l'entrée du personnel se fait à 7 heures). Nous allons enfin pouvoir développer toutes les réflexions faites autour de la lutte participative.

20 MAI, 6 HEURES DU MATIN

Nous sommes tous là, les premiers, le groupe CFDT. Stupeur: des militants de l'union locale CGT barrent la porte d'entrée, des manches de pioche dans les mains: «C'est la grève, on ne passe pas!» C'est le clash. Nous expliquons: «Nous allons distribuer un tract invitant tous les Lip à entrer et rendez-vous à 8 heures au restaurant d'entreprise pour débattre de notre participation au mouvement national. À Lip, nous voulons un vote libre, réfléchi, conscient des enjeux actuels.» Le moment est tendu, beaucoup d'incompréhension. Heureusement, la CGT de Lip arrive et tient le même discours que nous... Les portes sont dégagées: il est 6 heures 20. Le patron, Fred Lip, arrive, entouré d'une vingtaine de fidèles: des cadres et le chef du personnel. Pourtant, d'habitude, ces gens-là n'arrivent jamais à l'usine aux aurores... Il vient vers moi: «Je vous propose une négociation immédiate sur vos revendications. » Ma réponse : « L'heure n'est pas à la négociation mais à l'action. L'ensemble du personnel de Lip doit décider d'entrer ou non dans la grève générale. Nous nous verrons plus tard.» La direction de Lip espérait casser la dynamique d'entrée en lutte. Pour nous, au contraire, seule comptait la mise en marche de la lutte, tout le reste n'était que diversion. L'heure était à la réalisation de ce collectif des salarié.es, et à la lutte!

Avant de se quitter, Fred Lip me prend un peu à part et sort de sa poche un gros pistolet automatique, treize coups, précise-til... Je suis abasourdi. Il en est là! Je lui réponds: «Je ne vois pas du tout la nécessité d'une arme dans cette affaire.» Plus tard, j'ai repensé à l'attitude des militants de l'UL CGT devant la porte. Ils étaient dans la

¹ Alors plus grosse usine de la ville, la Rhodiaceta est en grève durant 5 semaines, avec occupation des locaux, liens avec le milieu culturel, soutien populaire...

logique: c'est si difficile de faire le pas – la grève – avec la peur, qu'il faut faciliter ce geste, de ne pas franchir la porte de l'usine, en prenant la décision à leur place. Mais cette logique n'est pas émancipatrice et n'est pas porteuse de durée, de conviction. À Lip: nous avions entamé une autre logique depuis des années.

20 MAI, 8 HEURES

Tous les Lip sont là, au restaurant: tables dégagées, chaises rangées, micros en place. Un délégué CGT, puis un CFDT, prennent la parole, environ 7 à 8 minutes chacun. Ils situent les enjeux: le contexte général pesant depuis des années, avec des exemples ici à Lip.

Les étudiant.es révèlent au grand jour le profond malaise de cette société. Nous voulons un vrai dialogue, des horaires qui permettent de vivre, des salaires décents non liés à des cadences infernales. Pour tout cela, une grève générale massive est nécessaire: c'est ce que nous proposent les organisations syndicales. Qu'en pensez-vous? Le micro baladeur est prêt. Aucune main ne se lève pour demander la parole. Les cadres sont là: la peur de se faire remarquer et repérer est la plus forte. Nous avions prévu cette situation. Nous décidons une interruption de trois quarts d'heure de l'AG.: «Il fait beau, les portes du restaurant donnent sur le parc, les pelouses. Rassemblez-vous par affinités, par ateliers, par bureaux et discutez entre vous. » La consigne donnée aux délégués : empêcher les cadres de se mêler aux débats et qu'ils fassent eux aussi des groupes. C'est une réussite: de nombreux groupes se forment et les débats sont très animés.

L'AG reprend. Nous expliquons le déroulement du vote à main levée :

Oui: entrée dans la lutte, grève illimitée avec occupation et présence à l'usine;

Non: à la grève et reprise du travail; Abstention: je ne peux ou ne veux me pro-

noncer sur cette grève.

Nous demandons à toutes et tous de respecter les votes; chacun.e a eu le temps de

la réflexion et de l'échange: c'est donc un vote en toute conscience. Le vote a lieu: c'est massivement le oui, pour la grève et l'occupation. Il y a des non et des abstentions, mais pas de sifflets ou de hou-hou... Il est 11 heures 30. Des délégations syndicales d'usines de Besançon sont dehors et nous regardent délibérer par les grandes baies vitrées. Nous les informons du résultat. Nous prévenons les Lip: un comité de grève va être élu, c'est lui qui organisera la grève et l'occupation de l'usine.

L'ÉLECTION DU COMITÉ DE GRÈVE

Chaque secteur de l'usine vote pour un.e représentant.e (syndiqué.e ou non), voire deux selon la taille du secteur. C'est le choix des salariés.es du secteur qui compte, l'essentiel est qu'il ou elle représente bien son secteur. Sitôt élu (j'en fais partie), nous (les CFDT) proposons de faire le tour de l'usine pour rappeler aux quelques rares salarié.es qui sont resté.es au boulot à leur place que c'est la grève totale et qu'ils doivent s'y conformer. Ensuite, nous nous rendons dans les locaux de la direction. Fred Lip est là, toujours entouré d'une vingtaine de fidèles. Nous leur annoncons le résultat du vote et nous ajoutons: « Nous occupons l'entreprise, vous pouvez rester dans vos bureaux à condition de ne rien faire contre l'occupation et contre la grève. Sinon, l'AG est d'accord pour vous expulser de l'entreprise. » Ils étaient blêmes et n'ont pas dit un mot. Nous avons ajouté: « Nous allons nous servir des machines à écrire, photocopieuses et des ateliers de menuiserie... pour notre lutte. » Nous n'avons pas dit un mot concernant leur proposition de négociation. Il fallait montrer que la priorité était à la lutte et s'en tenir là.

Retour au restaurant: un spectacle émouvant. De nombreux groupes de salarié.es assidu.es autour des tables rédigent leurs cahiers de doléances. Ils relevaient tout ce qui devait changer dans leur atelier ou bureau. Dans la foulée, réunion CFDT Lip à l'union locale: nous devons apporter notre aide aux salarié.es des autres entreprises



Lip 1973. De gauche à droite, à la tribune: Charles Piaget, Raymond Burgy, délégués CFDT; Edmond Maire, secrétaire général CFDT; Georges Séguy, secrétaire général CGT; Georges Maurivard CGT

de la ville. L'UL CFDT est animée par les «Rhodia»: c'est la plus forte section et la plus expérimentée de Besançon. Au tableau noir, sont inscrits les noms des entreprises dont les salarié.es demandent de l'aide, et en face le nom du militant / de la militante désigné.e pour y aller. À Lip, hélas, seuls Roland Vittot et moi ont répondu à ce genre d'appel. Je lis: Piaget, usine d'horlogerie Yema, mardi matin et usine Simonin (fabrique de ressorts), mardi à 14 heures.

Je pars en vélo à Yema, j'y suis bien avant l'heure d'ouverture. Le patron est là avec l'encadrement, les salarié.es hésitent devant les portes d'entrée. Le patron les presse d'entrer. Gaston, un ami du SGEN-CFDT (syndicat de l'enseignement), est là aussi: nous montons sur un mur et nous prenons tour à tour la parole pour convaincre les salarié.es d'entrer dans la lutte. Le patron enfle la voix, nous aussi... Quelques minutes d'incertitude et la grande majorité des salarié.es se décide pour la grève. Ils se regroupent et s'organisent.

Je repars, toujours à vélo, pour l'usine Simonin, à l'autre bout de la ville. Sur place, je rencontre les salarié.es regroupé.es dans

une salle. Ils et elles sont en grève avec occupation, ils ont besoin d'aide pour préparer leurs revendications et les étayer. Je demande à voir quelques feuilles de paye pour me faire une idée de leurs salaires, horaires et primes... «Qu'est-ce que c'est ces retenues: 3 francs, 4,50 francs,...? » Les salarié.es m'expliquent que ce sont des amendes pour casse de matériel: ampoule électrique, taraud, forêt... Je suis sidéré: les amendes sont interdites depuis plus de 30 ans. Nous allons voir le patron et son comptable, je montre les feuilles de paye, les amendes: «Ce que vous faites est interdit depuis très longtemps, et vous ne le saviez pas? » Ils sont étonnés, pensaient que c'était légal, blabla... Je précise: «Concernant les amendes, vous devez les rembourser à chaque salarié concerné sur un arriéré d'un an, c'est la règle. Les délégués présents y veilleront!» Intérieurement, je pen-



sais: mais qu'est ce que c'est que ces délégués qui ne savent pas et ne se renseignent pas? Je leur rappelle que l'UL dispose des informations juridiques dont ils ou elles peuvent avoir besoin. Nous établissons le cahier de revendications et je repars.

Je passe à l'UL. On me dit: «Vite, Piaget, il y a une urgence, file chez Cheval-Frères, l'usine de fabrication de rubis pour l'horlogerie. » Je sonne: pas de réponse. J'ouvre la porte, les deux patrons sont là, l'un tient un fusil de chasse et me braque. Je lève les bras. Il crie: «Ici, c'est chez moi, vous n'avez rien à faire ici.» Il est visiblement à bout de nerfs, son frère cherche à le calmer. Je parle, les bras en l'air : «Les salarié.es de votre entreprise m'ont demandé de venir ici pour formaliser leurs revendications, alors, je suis là!» Il finit par se calmer, je rejoins les salarié.es au fond du hall, tout décontenancé.es par la tournure des événements. Après un moment de stupeur, nous construisons le cahier de revendications. Avant de m'en aller, je leur dis que je rendrai compte à l'UL de ce qui s'est passé et je leur demande de faire comprendre à leur patron qu'à la prochaine menace, nous viendrons en masse ici.

Nous avons réfléchi à ce fait : des patrons sont armés, c'est grave, détention d'armes et menaces: qu'est-ce que cela signifie? On conclut: une personne d'un côté (l'employeur), plusieurs centaines de personnes de l'autre (les salarié.es), les employeurs sont plus redoutés qu'aimés! Le déséquilibre en situation habituelle est compensé par le téléphone: l'employeur appelle le préfet s'il se sent menacé, celui-ci envoie la police, saisit la justice... Mais à ce momentlà, il y a des milliers d'entreprises occupées, le téléphone ne répond plus, d'où la panique de certains patrons... Les patrons mal aimés connaissent, en petit, les affres des dictateurs lorsque les peuples se révoltent. Alors, une arme les rassure... un tout petit peu!

MAI 68: DEUX SEMAINES INTENSES

POUR LES MILITANT.ES

Il faut prendre en charge: les rendez-vous avec les salarié.es de diverses entreprises; l'organisation de la lutte dans son entreprise; les réunions à l'UL; les participations aux manifestations... Et bien d'autres tâches.

À Lip, les délégué.es m'appellent: « Viens vite, le patron pique une crise à cause d'un photocopieur. » J'arrive, il est à demi couché sur son photocopieur et clame: «C'est mon bien, mon bureau, je ne suis plus maître chez moi .» Je lui rappelle ce qui a été défini par le comité de grève, que nous avons besoin d'utiliser certaines machines, comme ce photocopieur.: «Vous pouvez l'utiliser aussi, on peut convenir d'horaires utilisables, vous et nous...» Il se calme. En fait, il ne supportait plus, lui, le patron tout-puissant, de voir des salarié.es qui n'avaient plus la déférence habituelle: des salarié.es qui circulent et utilisent «son bien» sans lui marquer d'allégeance: c'était trop pour lui!

UNE NÉGOCIATION A LIEU À LIP

Nous obtenons: une échelle mobile partielle des salaires par rapport au coût de la vie; une forte révision du salaire minimum de l'entreprise: cela concerne les OS et donc surtout les femmes; l'engagement de mensualiser les salaires au rendement, donc le même salaire malgré les écarts de rendement (il y a quand même une fourchette de rendement à respecter); cela permettra de réduire cette course au rendement. Nous précisons: cet accord sera revu automatiquement selon l'accord national. Cet accord n'arrête ni la grève, ni l'occupation, seul l'accord national y mettra fin.

Deux anecdotes sur le climat de l'époque Le lundi 27 mai, Fred Lip nous dit: «Je me suis promené à pied avec mon épouse dans le quartier ce dimanche après-midi. Tout est calme: je n'ai pas vu de révolution. » Un air de nous dire: le pays est calme et bien loin d'une révolution. Le boulanger qui passe vendre son pain au porte-à-porte dans mon quartier se lamente et dit à mon épouse: «Les LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES 114 **115** LES UTOPIQUES **7** SOLIDAIRES

salariés en veulent toujours plus, je viens d'apprendre qu'ils exigent une piscine dans chaque usine. mais où va-t-on?»

Nous recevons de nombreux documents des fédérations CFDT. Nous sommes en train d'en lire un, intitulé: « Qu'est-ce que le pouvoir ouvrier? Comment le préparer? » L'un d'entre nous s'écrie: «Mais c'est ce que nous pratiquons à Lip depuis des années...»

UN CRÈVE-CŒUR

L'AG vote la fermeture de l'usine aux personnes extérieures. Seuls les représentants syndicaux CGT et CFDT seront admis. La CFDT avait proposé l'ouverture aux délégations étudiantes, pour s'informer et faire connaissance. La CGT s'y est opposée et l'a emporté sur ce point. Nous n'oublierons jamais cela, et nous réaliserons enfin la grande ouverture des portes lors du conflit qui démarrera en 1973.

Bien sûr, quelques précautions sont à prendre, mais ce qui faisait peur à la CGT, c'était la propagande d'idées non conformes à leurs yeux. À Lip, par exemple, les mécanos ont invité les horloger.es et employé.es à venir visiter leurs ateliers, expliquer ce qu'ils font. Les horloger.es ont fait de même. Nous avons appris à mieux nous connaître. C'est la même chose avec les étudiant.es: pourquoi avoir peur de l'échange? Évidemment, des sensibilités différentes apparaîtront; les salarié.es manient moins bien les idées et sont forcément plus dans le concret: mais c'est toujours bénéfique d'échanger.

L'entreprise capitaliste s'ingénie à diviser les salarié.es. C'est leur intérêt: ne jamais avoir un bloc devant eux mais une multitude de cas isolés. Alors les salarié.es sont réparti.es en trois groupes (trois collèges): les horloge.ers en blouse blanche dans un bâtiment à part, les mécanicien.nes en blouse bleu dans un autre bâtiment, les personnels des bureaux encore ailleurs... Toute personne embauchée est conduite à son poste de travail avec interdiction de se trouver ailleurs: seuls les toilettes et les couloirs d'accès aux vestiaires et restaurant

sont autorisés. On peut avoir dix ou quinze ans d'ancienneté et ne rien connaître de l'usine...

Nous n'avons pas à avoir peur de l'échange avec les paysan.nes, les étudiant.es, les enseignant.es, les salarié.es des autres usines: cela ne peut que conforter la démocratie.

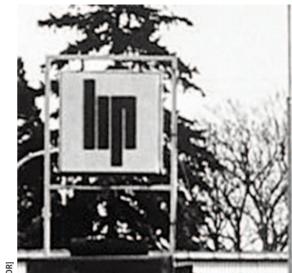
LES ACCORDS DE GRENELLE

Plus 35% d'augmentation du SMIG (qui devient le SMIC); plus 10% sur les salaires: une réduction du temps de travail sans perte de salaire; la reconnaissance de la section syndicale; l'affichage libre sur des panneaux syndicaux réservés aux syndicats; une heure et demie payée par trimestre pour informer les salarié.es.

Jusqu'à mai 68, les panneaux d'affichage, nombreux dans l'usine, étaient réservés à la direction. Aucun droit pour les délégué.es du personnel et pas de possibilité de droit de réponse par les syndicats à toutes les notes affichées par la direction. Les salarié.es sont interdits de toute expression écrite. Nous pouvons affirmer qu'à Besançon, nous avons été les seuls à prendre ce nouveau droit comme le plus important de Mai 68.

Nous avons fait construire un panneau de 3 mètres de long et 2 mètres de haut, éclairé, et placé à un endroit stratégique où tous les salarié.es passaient et repassaient quatre fois par jour... Nous y avons placé des affiches énormes, écrites en gros caractères au feutre de couleur, avec des textes percutants. Ces affiches étaient changées fréquemment au fil des événements. Les Lip pouvaient lire ces affiches en 20 ou 30 secondes. Un formidable outil! Il y avait toujours un petit rassemblement devant ce panneau et de nombreux commentaires. Ce panneau était réservé CFDT-CGT-CGC mais la CGC ne l'utilisait pas du tout. La CGT, elle, était prisonnière de cette « obligation » qu'elle ressentait de faire vérifier les textes par son UD. La CFDT occupait ce panneau à plus de 80%.

Grâce au réseau très sûr que nous avions dans l'usine, des informations importantes





pouvaient être divulguées avec certaines précautions. Fred Lip ne supportait plus cet affichage. Un jour, il a fait arracher deux affiches par le chef du personnel. Dès que nous l'avons appris, nous avons monté la garde devant le panneau, prévenant la direction que nous portions plainte. Le directeur du personnel est rapidement venu remettre les deux affiches. Nous l'avons empêché en déclarant: « Nous attendons l'huissier pour le constat. » Nous en sommes restés là, mais Fred Lip n'a plus jamais touché à nos affiches!

Lorsque nous allions voir les délégué.es d'autres usines, très peu prenaient au sérieux ce nouvel outil. Petits panneaux ridicules, affiches format A4 tapées à la machine, panneaux à l'écart du passage des salarié.es... Malgré nos remarques, au fil des années, il n'y a pas eu de changement notable: un formidable outil délaissé!

C'EST LA REPRISE DU TRAVAIL À LIP

Surprise: plusieurs ateliers refusent de reprendre le travail «comme avant», ils veulent des changements propres à leurs ateliers. Le patron fait appel à la direction du travail, un inspecteur arrive et nous dit: «Vous devez coopérer avec votre employeur pour régler cela. Faites respecter l'accord. » Refus de notre part de «coopérer avec l'employeur». Nous inventons «l'école autogérée de résolution des conflits ». Un.e délégué.e arrive dans un atelier en grève: pas de chaises, on s'assied tous à terre en cercle. «Que se passet-il? L'accord ne vous plaît pas? » «Ce n'est pas ça, on ne reprendra le travail que si des changements ont lieu ici; nous ne supportons plus certains comportements et inégalités. » Alors, allons-y! «Tout d'abord, qui prend des notes?» «Toi, le délégué.» «Non pas moi, c'est vous qui voulez autre chose, alors c'est vous qui allez prendre votre problème en charge. » Un salarié se décide avec carnet et stylo.

Premier problème: des classifications à relever. Attention, souligne le délégué, c'est du ressort de la convention collective, la direction va s'abriter derrière... Il s'agit d'un problème général de classifications, il y a effectivement des choses à bouger. Mais cela ne pourra se faire qu'à l'échelle de la convention collective. Deuxième problème: «Le chef est méprisant, nous fait des remarques désobligeantes pour un rien, nous ne le supporterons plus.» «Cela, c'est du ressort de la direction, il faut exiger que ce chef change de comportement ou qu'il s'en aille.» Toutes les revendications sont décortiquées de cette façon et réécrites clairement. Alors maintenant, il faut aller négocier tout cela: qui y va? «Toi, le délégué.» «Moi, je vais vous accompagner, mais c'est vous qui parlerez et négocierez. Alors qui? » Trois salarié.es sont désignés après consultation. Maintenant, passons en revue quelques pièges à éviter lors de ces négociations.

- Se préparer moralement. Ne pas se laisser impressionner. Vous allez rencontrer le directeur du personnel et le patron. Ce sont des hommes qui jouent aux personnages importants, qu'on dérange pour des broutilles ou pour des réclamations insensées... Le patron a un immense bureau, cinq téléphones de couleurs différentes, en arc de cercle devant lui...
- Se concentrer sur ce que vous avez sur le cœur. Il faut parler haut et fort, montrer sa détermination. On n'est pas là pour des broutilles. Répétez plusieurs fois que vous ne supporterez plus ce genre de comportement. Attention à ne pas rester dans le flou, avant de passer au point suivant, la réponse à la question posée doit être claire.
- Il faut des réponses précises.
- En sortant, vous faites le point entre vous pour vérifier que vous avez tous compris la même chose. Ensuite, vous rendez compte à vos collègues puis réfléchissez ensemble s'il faut en rester là ou continuer la grève. Vous êtes prêts, alors allons-y! Il y a eu six à huit cas de ce genre. Cette école fait partie de tous les pas faits vers l'émancipation et la lutte démocratique.

LES SUITES DE MAI 68 À LIP

Nous avons fait en deux semaines un énorme pas en avant. Il n'y aurait jamais eu Lip 73 sans Mai 68! Nous avons changé les relations entre salarié.es, nous sommes passés du «entre salarié.es » à «entre combattant.es ». Fraternisation, égalité, acteurs/actrices et non suivistes: chacun.e pouvait se sentir nécessaire pour vaincre. Nous sommes passé.es de «pions perdus dans les mille salarié.es » à des noms, des prénoms: on se salue, on se fait signe, ce n'est plus une foule anonyme mais plein de connaissances... Or, tout cela sera multiplié par 100 entre Mai 68 et le conflit de 1973, en passant par les luttes de 1969, 1970 et 1971

Passer des lumières de Mai 68 à la grisaille de la reprise du boulot, c'est dur! Difficile de se concentrer sur son boulot de mécano, la tête pleine des images de Mai 68! Une femme au service des «ébauches», connue dans son atelier pour sa folie du boulot avec ses records de 14 000 pièces par jour: elle houspillait le régleur qui ne dépannait pas assez vite sa machine et lui faisait donc perdre du temps... Après Mai 68, elle dit à ses collègues: «J'étais folle, abrutie par le boulot, c'est fini après ce que j'ai vécu. » Personnellement, j'ai toujours aimé ce travail de fabrication d'outillages perfectionnés. J'avais la chance d'avoir un travail captivant. Et pourtant, je n'arrivais plus à me concentrer, mon esprit était ailleurs. Il me faudra du temps pour me réinsérer dans mon rôle de chef d'atelier...

Et puis, nous avons plus ou moins un sentiment d'inachevé: pourquoi s'être arrêtés? Le pouvoir capitaliste, donc inhumain, est toujours là. Mais bon, le climat a changé: entre nous, on se salue, on se fait des signes, on se reconnaît.

L'APRÈS 68 SYNDICAL

Nous intervenons contre la division du travail, beaucoup trop poussée. Sur la chaîne de montage des montres: une ouvrière pose l'aiguille des heures, puis au poste suivant une autre pose l'aiguille des minutes, puis une troisième celle des secondes. L'être humain a pourtant vocation à être producteur à part entière : cette division du travail en fait un robot. Il s'agit d'une amputation de l'être humain: la personne devient robot pour des années et des années. Nous devons rappeler qu'il y a des limites à ne pas dépasser. Il y a nécessité de compenser cette perte « d'être » producteur par plus d'informations sur le produit, ses diverses phases jusqu'à la commercialisation. Il faut également disposer les chaînes pour que les salarié.es se voient, puissent échanger quelques mots, des regards. Il faut tourner sur les divers postes. Il faut ouvrir l'esprit autrement si on le réduit dans le processus de production. Chacun.e doit sans cesse pouvoir visualiser la place qu'il occupe dans le processus global de fabrication.

Nous demandons aux ouvrières de la chaîne de montage de faire des propositions de recomposition des tâches. Leur réponse: «Si nous pouvions monter deux aiguilles au lieu d'une seule, ce serait bien. » C'est le constat que ce travail décomposé fini par convaincre les salarié.es de limiter leurs ambitions. Nous leur proposons de placer le cadran et les trois aiguilles comme toute première petite recomposition de leurs tâches.

Salaire aux pièces, salaire au rendement: nous avons obtenu que le salaire mensualisé soit fixe. La condition: que le-la salarié.e maintienne sa production dans une fourchette de rendement assez large. Cela contribuera à limiter cette course à toujours plus de rendement.

Mai 68 a été un multiplicateur de l'engagement, de la réflexion et des solidarités. Mais aussi une frustration: le système est toujours là avec l'exploitation, les inégalités et les injustices. À l'union locale CFDT, Mai 68 nous a rendu.es plus solidaires et plus audacieux dans les luttes. De nombreux conflits ont eu lieu et nous avons collectivement organisé une aide efficace à ces luttes.

Exemple en janvier 1972: une association «Les Salins de Bregille», dont le conseil d'administration est présidé par le président du CNPF² local a pour directeur un ami de celui-ci. Une trentaine de salariées s'occupent d'enfants avec diverses déficiences. Ce directeur impose sans cesse de nouvelles tâches, n'admet aucune remarque, et il est très méprisant. Une section CFDT se crée, ce qui le met en rage, il multiplie les sanctions. Elles veulent entamer une grève contre ce directeur et les sanctions prises contre elles. L'UL CFDT confie au groupe Lip le suivi de la préparation de la grève. Toutes les futures dispositions démocratiques de la lutte des Lip en 1973 seront déjà à l'œuvre dans cette lutte : un comité de soutien très solide, l'indépendance totale des salariées sur les idées et actions proposées par le comité de soutien. Elles réfléchissent seules et acceptent ou non les propositions: c'est leur conflit, leur responsabilité. Six mois de lutte intense et la victoire au bout: que d'initiatives, de collectes, de manifestations pour faire plier le conseil d'administration! Que de présence jour et nuit pour l'occupation des locaux! Le courage, la persévérance de ces salariées nous ont impressionnés.

Huit mois plus tard, c'était la lutte de Lip 1973!

Charles Piaget

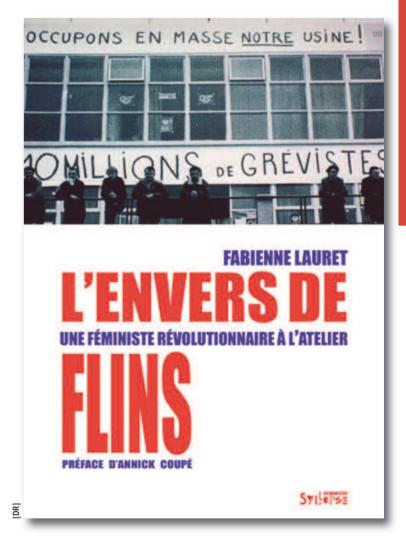
² Conseil national du patronat français, qui prend le nom de Medef en 1998.

OUVRIÈRE-ÉTABLIE

Née en 1950 dans les Yvelines (78), Fabienne raconte cette expérience dans un livre, intéressant et conséquent, introduit par Annick Coupé*. Elle est d'abord ouvrière mécanicienne à partir de 1972, pendant onze années ; elle devint ensuite bibliothécaire à la médiathèque du comité d'entreprise, toujours à Flins, jusqu'à son départ en retraite en 2008. Elle fut en même temps que militante politique et antiraciste, militante et déléquée CFDT, une féministe engagée. Fondatrice du MLAC**, elle dut gérer les réactions de l'ancienne équipe chrétienne issue de la CFTC. Elle décrit au quotidien, les grèves, la condition des immigré.es, la vie d'usine à la couture des sièges de voiture, les contradictions syndicales... On sait la difficulté à écrire des ouvrier.es qui ne bénéficient pas des facilités scolaires. C'est encore plus vrai des ouvrières souvent cantonnées à la « double tâche » des travaux d'usine et des travaux domestiques qui laissent peu de temps à l'écriture. Il en existe: **Dorothée Letessier, Monique Piton, Aurélie** Lopez, Sylviane Rosière... et aussi quelques mémoires d'établies. Mais comme témoignages, les ouvrières devenues écrivaines, souvent cantonnées dans des ateliers spécifiquement féminins, parlent peu des relations hommesfemmes à l'usine. Ce n'est pas le cas de Fabienne: ses descriptions, sans concession, des relations parfois difficiles entre ouvriers et ouvrières sont une richesse pour la connaissance du monde ouvrier.

À FLINS

Le livre de Fabienne Lauret



1 L'organisation, née en 1971, voulait établir un pont entre la révolution culturelle chinoise et le mouvement dont elle était issue (Ligue communiste) en refusant l'idée d'une « avant garde trotskiste éclairée ».

usine automobile de Flins (78) fit date, en 1968, par les affrontements entre les ouvrier.es appuyés par les étudiant.es d'un côté, et la maîtrise et des CRS de l'autre. De nouveaux et nouvelles militant.es se levèrent à cette occasion. Fabienne Lauret fut de celles-là. Étudiante en histoire, elle adhérait aux conceptions de l'Organisation communiste Révolution¹. La jeune organisation préconisait « l'établissement » en usine en interprétant la phrase de

^{*} Fabienne Lauret, L'envers de Flins; une féministe révolutionnaire à l'atelier. Éditions Syllepse 2018. Voir Les utopiques n° 6, page 159.

^{**} Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception, créé en 1973, joua un rôle important dans la lutte pour la légalisation du droit à l'interruption volontaire de grossesse, obtenu en 1975.



Affiche de Mai 68

Mao Zedong, qui estimait que « les intellectuels devaient se lier aux ouvriers et paysans, non seulement pour y faire un tour en regardant les fleurs du haut de son cheval » mais pour y faire des enquêtes, « descendre de cheval pour regarder les fleurs »2. Cette pratique de «l'établissement», répandue en Asie (Chine, Vietnam...) ne l'était pas encore en France, hormis la position très spécifique des prêtres-ouvriers et quelques rares intellectuel.les d'origine chrétienne ou trotskiste (Simone Weil, Michèle Aumont, Simonne Minguet). Près de deux mille jeunes prirent cette voie dans l'après 68, pour l'essentiel maoïstes, mais pas tous³. Ce fut le cas de Fabienne et de son compagnon qui décidèrent de s'embaucher à l'usine Renault de Flins afin de partager les conditions de vie et d'existence des ouvrier.es français et immigrés de cette grande usine de 22 000 salarié.es.Pour Les utopiques, Fabienne Lauret a répondu aux questions de Robert Kosmann. Mais mieux encore, il y a son livre!

As-tu hésité à prendre ta décision, en 1972, d'aller travailler en usine?

■ Fabienne Lauret – Non! Je végétais dans mes études, un an à Censier et un an à Jussieu; Je militais surtout dans les quartiers avec les comités d'action. Mon compagnon de l'époque Nicolas Dubost⁴ était moteur dans notre organisation pour promouvoir l'établissement. Je n'ai pas eu d'hésitation, j'étais emballée et convaincue. J'en ai parlé à mes parents qui ne m'ont pas dissuadée. Mais nous ne nous sommes pas établis individuellement, nous étions une équipe interne/externe à l'usine et nous étions sur le quartier, sur l'habitat aussi.

Pourquoi écrire seulement maintenant?

■ FL – J'en ai toujours eu envie. J'ai écrit dans la revue Travail, puis j'ai été contactée par Les Temps modernes qui m'ont proposé 30 000 signes pour « Une vie de femme à Renault Flins »⁵, ça m'avait paru énorme. Après le contact avec mon éditeur, Syllepse, j'ai suivi un stage d'écriture d'une semaine, puis j'ai pris un « coach » qui m'a aidée à faire le plan et suivre mon travail pendant un an. Aujourd'hui, je participe à un atelier d'écriture sur ma région, avec des ouvriers, des gens du Montois (78).

Tu es restée onze ans à l'atelier de couture puis, après formation, tu es devenue bibliothécaire et discothécaire. Quelle période as-tu préférée dans ton parcours?

■FL – Ce qui me plaisait à la couture, c'était l'action syndicale et les grèves qu'on a pu mener, mais l'atelier était en train de mourir. Ensuite, j'ai passé un certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire. Le contenu du travail était plus intéressant mais j'ai regretté l'ambiance syndicale, on ne participait pas à la lutte de classe aussi clairement. J'ai rencontré à ce moment mon nouveau compagnon à l'usine, ca m'a aidé à tenir et à rester. Au comité d'entreprise, il y avait une ambiance chaleureuse alors que c'était épisodique à la couture. On avait moins de pression hiérarchique, pas de pression des horaires, ni d'une cadence à donner et on avait un projet. Les premières années, ca a été un épanouissement, ensuite j'ai eu des démêlés graves avec FO, que je raconte dans mon livre.

Quelles ont été les réactions dans la CFDT lorsque tu as proposé la constitution d'un MLAC?

■FL – À l'atelier, il y avait des ouvrières qui demandaient des adresses de médecins pour avorter, malgré l'illégalité à l'époque. On n'avait pas mesuré, quand on a annoncé la création du MLAC des Mureaux, l'effet que ça ferait sur le dirigeant de la CFDT de l'usine. Paul Rousselin était chrétien croyant, il n'a pas accepté et s'est mis en congé de la section. Mais il était très minoritaire, on ne l'a pas vu pendant plusieurs

mois et puis ça s'est tassé. Notre section MLAC s'est peu développée puis a été abandonnée. Paul est revenu l'année suivante et a repris ses fonctions. On n'en a jamais rediscuté.

Quelles étaient les relations avec la CGT

■FL – Elle était, à l'époque, complètement dominée par le PCF, les gauchistes n'étaient pas les bienvenus! Lutte Ouvrière avait ses militants clandestins dans la CGT, mais pour notre organisation il fallait être présents, sans cacher notre étiquette, dans les deux syndicats les plus importants. La concurrence dans les grèves était dure: parfois des insultes, de la bousculade entre militants CGT et CFDT surtout au moment des grèves Talbot de 1983. Après 1989, le PCF s'est affaibli, il a été remplacé par LO mais ce n'était pas mieux! Quant à mon atelier, à la couture, c'était correct; avec la déléguée CGT, on pratiquait l'unité.

Tu es restée à la GFDT jusqu'en 2008. Beaucoup l'ont quittée avant. Quelle position la section Flins a-t-elle prise par rapport aux divers «recentrages» (Edmond Maire et les «coucous» en 1977, Nicole Notat en 1995 en soutien à Juppé, François Chérèque en 2003 sur les retraites)?

■FL – Notre section CFDT a toujours été opposée à la direction confédérale. On faisait partie de l'UPSM⁶ de l'Île-de-France qui était aussi oppositionnelle à la confédération. Cette CFDT me convenait. Il y avait un courant minoritaire PS dans la section mais ça ne posait pas de problème.

Quand s'est créé SUD Renault au Technocentre de Guyancourt, en 2000, quel a été votre point de vue?

■ FL – Pour rejoindre SUD, à l'époque ça paraissait trop compliqué juridiquement et en plus, honnêtement, Daniel Richter, notre dirigeant n'aurait pas suivi. On aurait eu tout le monde sur le dos, mais on avait hésité, on y a pensé, c'était trop difficile!

² Mao Zedong, Intervention à la conférence sur le travail de propagande, Œuvres choisies, T.5, ELE Pékin, p. 462

³ Sur l'établissement, voir Les Temps modernes, « Ouvriers volontaires, les années 68, l'établissement en usine », n° 684-685, juilletoctobre 2015.

⁴ Établi également à Flins, Nicolas Dubost est l'auteur de Flins sans fin..., Éditions Maspero, 1979.

⁵ Les Temps modernes, op.cit., pp. 332-346.

⁶ Union parisienne des syndicats de la métallurgie

Sur la vie à l'usine, tu parles par moment d'un absentéisme à 15 %, jusqu'à 20 % parfois?

■FL – Oui, à la couture. C'étaient des femmes, il y avait la fatigue, parfois les règles, parfois les convenances personnelles, plus souvent les enfants malades. Mais ces chiffres élevés se relevaient surtout au moment de l'augmentation des cadences.

Toujours sur la vie d'usine, sur un sujet qui, aujourd'hui, a pris trop d'importance et est largement instrumentalisé: la laïcité. Comment avez-vous pris les demandes des premières salles de prière?

■FL – On n'était pas franchement opposé; ça a commencé vers 1974, 1975, ça s'est affirmé après 1978. Au départ, ça a été un «deal» entre les ouvriers musulmans et la direction. Les OS sénégalais surtout et les Marocains dépliaient leurs tapis et se mettaient à prier pendant les arrêts de chaîne, pendant les pauses, surtout en période de Ramadan. Ça faisait désordre. En plus, c'était à l'époque d'une montée du racisme, ils se repliaient sur leur culture. On ne voulait pas que les tensions s'aggravent avec les musulmans. On n'était pas à l'aise, mais c'était un compromis acceptable... Il n'y avait pas chez nous de «laïques intégristes».

Tu évoques en fin de texte la diminution des productions à Flins...

■FL – Oui, ça s'est fait par l'externalisation, par la disparition d'équipements, d'ateliers confiés à la sous-traitance ou dans d'autres usines du groupe. Pour la couture, elle est partie dans une usine textile à côté de Mantes (78), le CKD (les pièces détachées) sont parties à l'usine Renault de Grand-Couronne (76). Et puis, il y a eu des changements dans le mode de production. Aujourd'hui, il n'y a plus de couture des sièges, ils ne sont plus cousus, habillés, les sièges sont désormais préformés.

Tu évoques peu tes engagements strictement politiques. Pourtant il y a eu des ruptures JCR/Ligue communiste/LCR, puis Révolution, puis OCT⁷, plus tard le NPA. Tu dis avoir refusé le «carcan du trotskisme» et préféré un travail concret proche de la classe ouvrière...

■FL – Le passage de la JCR à la Ligue puis LCR, s'est fait naturellement. Pour Révo, ça a été plus dur. Quand on s'est réunifié pour fonder l'OCT, j'ai considéré ça comme un enrichissement de travailler avec la GOP8. Quand il y a eu la dissolution de l'OCT, Je ne m'en suis pas occupée. J'ai ensuite adhéré à Ras-le-Front en 1994 puis à ATTAC en 2000. J'ai participé à la fondation du NPA en 2008-2009 mais j'étais favorable à une candidature unitaire de la gauche aux élections européennes de 2009. Ça n'a pas eu lieu. Et puis, il y avait un courant trotskiste et dogmatique vers 2012-2013, Je suis partie en

7 L'Organisation communiste des travailleurs est le produit de la fusion, en 1976, de Révolution! et de la GOP. Elle se dissout fin 1981.

8 La Gauche ouvrière et paysanne est d'abord une tendance au sein du PSU ; exclue en 1972, elle fusionnera avec Révolution ! en 1976.

9 La lutte des paysans et paysannes du Larzac rythmée toutes les années 70, jusqu'à l'abandon du projet d'extension du camp en militaire, en 1981. Organisée autour des personnes qui vivent sur place, elle rassemble des courants politiques, syndicaux et associatifs divers; antimilitaristes, régionalistes, autogestionnaires, non-violent.es, écologistes, anticapitalistes, féministes, anticolonialistes, etc. Durant une dizaine d'années, se succéderont de grands rassemblements sur place, des marches vers Paris, des ctions directes contre l'armée d'occupation, diverses initiatives de désobéissance (renvois de livrets militaires, auto-induction de l'impôt, occupation, construction et relance d'activités dans des zones «interdites», etc.) Voir: Michel Le Bris, Les fous du Larzac, Éditions La France sauvage, 1975; Pierre-Marie Terral, Larzac de la lutte paysanne à l'altermondialisme, Éditions Privat 2011; Solveig Letort, Larzac s'affiche, Éditions du Seuil, 2011; Pierre-Marie Terral, Larzac terre de lutte: Une contestation devenue référence, Éditions Privat, 2017; le film de Christian Rouaud, Tous au Larzac, DVD Éditions Ad Vitam,

10 En décembre 1975, les pouvoirs publics décident la construction d'une centrale nucléaire sur ce site breton. Dès lors, les habitants et habitantes organisent la résistance, des comités de soutien se créent dans de nombreuses villes en France, le lien se fait avec d'autres luttes antinucléaires, antimilitaristes, écologiques, une radio-libre fonctionne, des rassemblements sont organisés (150000 personnes le 24 mai 1980). Sur place, les femmes jouent un rôle important dans la lutte et les affrontements avec l'armée. Le projet est abandonné en 1981. Voir notamment: Plogoff la révolte, Éditions Le Signor, 1980; Renée Conan et Annie Laurent, Femmes de Plogoff, Éditions La Digitale, 1981.

11 Centre d'études et de formation interprofessionnelle de l'Union syndicale Solidaires.



Affiche de Mai 68

2015. Mais je suis toujours sympathisante, j'ai les mêmes valeurs que Besancenot. Je suis toujours abonnée au journal et à la revue du NPA et je suis leurs débats.

En 2013, Nicolas Dubost considérait qu'il avait été «un bon syndicaliste» chez Renault plutôt qu'un «agitateur politique». Est-ce, aussi, ton point de vue?

■FL – Non, on n'était pas seulement syndicalistes, on a fait avancer le féminisme, la démocratie ouvrière, l'antiracisme, on mettait en question le modèle productif de la voiture, on était écolo!

Il estimait que «la génération de 68 avait échoué dans une perspective révolutionnaire» et que «la société de 2013 était plus dure pour les jeunes même si elle était plus confortable» Même question? Qu'en penses-tu?

■FL - «Génération 68», ça veut rien dire! Ça a été une répétition générale. Ceux et celles qui croyaient qu'on remplacerait le capitalisme dans les dix ans se sont trompés! Je ne pense pas qu'il y ait plus de confort, il y a plus de précarité, c'est plus dur pour les jeunes. On a fait des grèves victorieuses, il y a eu le mouvement des Lip, le Larzac⁹, Plogoff¹⁰, le féminisme, le mouvement altermondialiste... Même « Nuit debout » avait un air de 68. Je suis encore pleine d'espoir, il y a énormément d'alternatives concrètes presque partout.

Pour terminer, quels sont tes engagements aujourd'hui?

■FL – Je suis militante à Solidaires 78, je fais de l'interprofessionnel, tous les combats m'intéressent. Je n'ai pas envie d'être retraitée. Je m'occupe des formations avec le CEFI¹¹; je suis à ATTAC 78 et à RESF 78. Je suis aussi dans un collectif de soutien aux Roms qui s'appelle «Romyveline». J'ai une pleine confiance dans la nouvelle génération. Il est inévitable que, dans un système d'exploitation, il y ait une résistance!

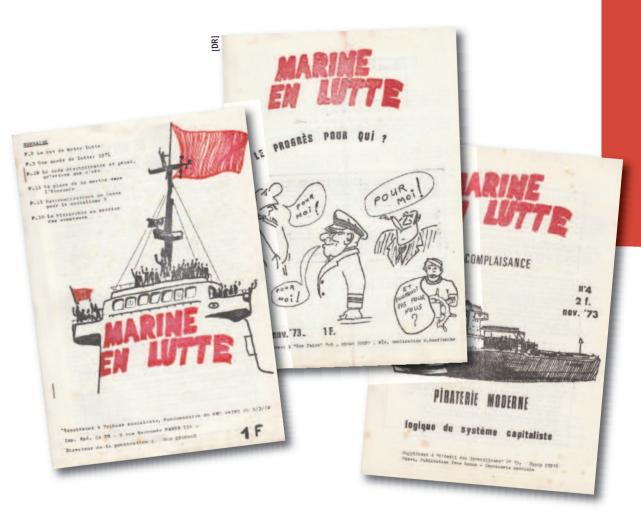
Propos recueillis par Robert Kosmann

68, vu de...

LA MARINE NATIONALE

Un officier de la Marine nationale dans Mai 68; la chose n'est pas banale. C'est l'occasion de découvrir quelques faits significatifs de l'époque: des exercices militaires qui tournent court, une fin de formation d'officiers se terminant en autogestion...
Mais ce témoignage apporte aussi des éléments sur ce que le régime aux abois avait mis en place dans la perspective d'un « automne 68 ».

Multi-retraité du fait de ses différentes professions, Daniel Guerrier a eu des responsabilités syndicales à l'image de son parcours, sans souci d'étiquette, en restant fidèle au syndicalisme révolutionnaire. Sans avoir de poste de permanent il a été secrétaire général de l'Union nationale des étudiants de la marine marchande, affiliée à l'UNEF en 1965-1966; puis, successivement, il sera membre du syndicat CGT des Officiers Pont (1967-1971), de la CFDT des Officiers de la marine marchande (1971-1976), de la tendance « Paysans-travailleurs »* du CDJA-FNSEA (1976-1981), du syndicat santé-sociaux de la CFDT** (1984-1987), de la CGT des correcteurs (fédération du Livre) et de la CGT journalistes de 1990 à 2004***.



ssu d'une famille d'instituteurs ruraux attachés au «refus de parvenir» cher aux syndicalistes révolutionnaires des origines et très actifs dans le Syndicat national des instituteurs (FEN), je me suis impliqué en politique dès mes 15 ans. Cela s'est fait au lycée de Fontainebleau, ville quasi militaire, à la suite de l'engagement de mon père, Paul Guerrier – antimilitariste fiché au carnet B dans les années 30, ayant par ailleurs passé cinq ans en Stalag en Allemagne –, contre la torture et pour la paix en Algérie dans le cadre des comités Vérité-Liberté autour de Pierre Vidal-Naquet. Entourés de nombreux condisciples, fils d'officiers, très Algérie

^{*} Ancêtre de la Confédération paysanne. Voir, dans ce numéro, l'article de Marie-Paule Lambert « Mai 68 du côté des pay-

^{**} Syndicat dont de nombreux membres seront exclu.es en 1989 et créeront SUD Santé sociaux.

^{***} Durant cette dernière période, il exerce divers mandats: délégué syndical, secrétaire de CE, membre du comité syndical des correcteurs, membre du bureau national du SNJ-CGT, représentant CGT au comité de groupe Havas, puis Vivendi international (sous J-M Messier), et enfin Le Monde.

Affiche de Mai 68



DR.

française, nous fûmes quelques-uns à diffuser presse et livres interdits dans l'enceinte du lycée, parfois au prix de quelques bagarres adolescentes.

COLONIALISME ET FORMATION POLITIQUE

Désirant découvrir le vaste monde, j'entamais des études à l'École nationale de la marine marchande (ENMM) de Saint-Malo en septembre 1964, curieusement obligé de porter un uniforme dans les grandes occasions, dans une école civile mais encadrée par des professeurs d'hydrographie, issus d'un corps de la Marine nationale, dénommée encore souvent «la Royale» en opposition au «Commerce» la marine marchande. Ce fut l'occasion de mobiliser mes condisciples dans le soutien d'un étudiant algérien, envoyé se former en France par la nouvelle Algérie indépendante et qui était en butte au harcèlement de la direction de l'école. Et même un étudiant pourtant ancien activiste Algérie française participa au soutien victorieux; il restera un ami. Durant l'été 1965 j'effectuais mon premier embarquement en tant qu'élève-officier au long-cours sur un paquebot mixte faisant la ligne de l'océan Indien; et ce sera ma découverte des réalités coloniales et/ou

néocoloniales tant à Djibouti, aux Comores, à Madagascar, à Maurice, à la Réunion, et l'une des origines de mon implication anticolonialiste future.

La deuxième année d'élève-officier au long cours dispensée à l'ENMM du Havre sera l'année de ma découverte des idées libertaires via la lecture de L'anarchisme de Daniel Guérin, en collection de poche paru en fin 1965. Ce sera suivi de ma première visite à la librairie de la Fédération anarchiste (FA), rue Ternaux à Paris, tenue à ce moment-là par Hellyette Bess, toujours amie aujourd'hui malgré de profondes divergences politiques. Ce fut l'occasion aussi de découvrir le passé de militant anarchiste de mon propre père dans les années 30, y compris dans le soutien économique à la fin de vie de Nestor Makhno¹; mais bien que nous ayant donné à ma sœur et moi une authentique éducation libertaire, en famille tout comme dans sa classe, il n'avait jamais habillé cela de la moindre référence idéologique, refusant tout prosélytisme par principe. Et là, puisque j'avais fait mes découvertes tout seul, on pouvait se mettre à en parler. Belle leçon de pédagogie!

DE L'UNEF À LA CGT

Avec un tel profil, je me retrouvais cette année-là secrétaire général de l'Union nationale des étudiants de la marine marchande (UNEMM), affiliée à l'UNEF-Union des grandes écoles. Et me voilà en 1966, à 20 ans, à négocier une réforme de nos études au ministère de la Marine marchande à Paris, tout en faisant connaissance des milieux tant syndicalistes étudiants qu'anarchistes. Mes positions rebelles aboutiront à une exclusion de l'école en fin d'année; si bien que je ne passerai mon diplôme en candidat libre qu'en octobre 1966, avant d'embarquer comme élève-officier Pont sur des cargos assurant différentes lignes, tant en Afrique, Asie qu'Océanie, et d'être promu lieutenant chef de quart à Durban (Afrique du Sud de l'apartheid, autre découverte marquante) en décembre 1967. Durant cette période, je m'affilie au Syndicat CGT des officiers Pont (différent de celui des officiers mécaniciens, et a fortiori des syndicats de marins; question corporatisme, ça commençait bien!)

Le 1er avril 1968, j'intègre l'École des officiers de réserve (EOR) de la Marine nationale, dans la promotion « Marine marchande » au centre d'instruction naval de Brest (CIN, situé au cœur de l'arsenal), au prix d'un engagement spécial de six mois (à l'époque le service militaire normal était de seize mois), pour effectuer dix-huit mois pleins. Ce fait, étonnant pour un jeune libertaire antimilitariste, mérite explication: en cas de conflit, les navires marchands sont réquisitionnés et leurs officiers, pour avoir l'insigne honneur de se faire torpiller lors de convois, doivent être par avance officiers

de réserve; d'où une promotion spéciale d'EOR chaque année avec de 40 à 50 individus. Si bien que nous nous retrouvons ensemble entre anciens des ENMM – nous connaissant tous – déjà officiers « civils » salariés et collègues dans les mêmes compagnies maritimes, et pour certains syndiqués, pour une formation de quatre mois, et ce juste avant les événements de mai 68.

QUAND «LES ROUGES» REFUSENT

LE COMBAT...

Au commencement des «événements» nous sommes encore dans un régime normal avec le dégagé à 16 heures, si bien que nous prenons langue avec des étudiants et étudiantes (nous sommes quand même des « midships » considérés comme de beaux partis en Bretagne!), tout en étant témoins aussi d'une mobilisation des ouvriers de l'arsenal, en général syndiqués CGT. Et il m'ait même arrivé de monter jusqu'en région parisienne avec des compères, eux aussi aspirants dans « la Royale » pour le week-end, pour rencontrer des émeutiers des groupes Jules-Vallès et Émile-Pouget de l'ORA² (encore tendance interne de la FA à l'époque), y compris chez mes propres parents. À Brest, nous parviendrons des rumeurs de sabotages matériels en maijuin, sur des bâtiments de la Marine nationale (dont, de mémoire, le versement de limaille de fer dans les cylindres d'un bâtiment en réparation), mais cela restera invérifié et invérifiable.

Avec l'extension du mouvement et son durcissement, nous allons nous retrouver consignés, sans aucune sortie y compris pour éviter nos mauvaises fréquentations, ce qui ne nous empêchera pas à quelquesuns de la promotion (plutôt les syndiqués) de faire le mur et d'être présents à certaines AG étudiants-ouvriers. Mais l'ensemble de la promotion est sensible aux événements et le stage au centre d'entraînement commandos de Quelern, prévu dans le cadre de notre formation, donnera l'occasion de s'en rendre compte. En effet, il se termine par

¹ Nestor Ivanovitch Makhno (1889-1934), communiste libertaire ukrainien, fut notamment à l'origine de l'armée insurrectionnelle révolutionnaire ukrainienne ; après la révolution russe, celle-ci combattit les armées « blanches » (contre-révolutionnaires), parfois en s'alliant avec l'Armée rouge, qui ensuite se retourna contre elle. Contraint à l'exil, il fut chassé de différents pays européens, s'installa en France où il travailla notamment à Renault-Billancourt.

² Organisation révolutionnaire anarchiste

LES utopiques 7 SOLIDAIRES **128** 129 LES utopiques 7 SOLIDAIRES

des manœuvres où nous sommes chargés de jouer « les Rouges » débarqués clandestinement dans la presqu'île de Crozon contre des fusiliers marins d'active venus de Lorient. Et là, spontanément, nous refusons le combat, certes factice, nous contentant de leur jeter des pierres plutôt que de tirer à blanc avec nos PM et FM quand ils nous tendent des embuscades, d'aucuns traînent leur fusil FAMAS ou leur talkie-walkie dans l'herbe comme des enfants leurs petites voitures; et l'on verra même des crosses de fusils cassés sur les camions des fusiliers. Les manœuvres se terminent en eau de boudin à la grande colère des adjudants-instructeurs de Quelern. Bien sûr, il y aura des remontrances de la direction du CIN, mais mesurées, car nous sommes quand même déjà tous des officiers du «Commerce». Cela se traduira essentiellement par le fait de nous entraîner à défiler en vue du 14 juillet à Brest (car les « Navalais » défilent sur les Champs à Paris). Mais là encore, de façon bonne enfant, nous allons nous révéler nuls dans nos postures, faisant étrangement balancer nos fusils comme si nous étions en train de danser. Et malgré de nombreuses séances, en nous faisant lever dès 5-6 heures du matin en représailles, notre participation au défilé sera en fin de compte annulée.

AUTOGESTION DES AFFECTATIONS

La formation s'est terminée le 9 août; et là encore, nous allons faire preuve d'imagination. Les résultats de l'examen final ayant été donnés le matin, l'après-midi devait être consacrée aux affectations choisies en fonction du classement de chacun, du premier au dernier. Mais, entre midi et deux, nous avons organisé une AG qui nous a permis de choisir nous-mêmes nos affectations suivant de multiples raisons (géographiques, affectives, choix personnels...); dans ce cadre, mes collègues m'ont laissé choisir une affectation sur un navire «non-armé» un bâtiment de recherches océanographiques basé à Toulon (que je rejoindrais le

17 août, après une permission passée en partie à Avignon avec des copains libertaires dans la suite du fameux festival perturbé cette année-là). Lors de la séance de l'aprèsmidi les officiers supérieurs ont assisté, ébahis, au fait que chacun avait choisi son poste et que mêmes les derniers du classement avaient leur affectation désirée. Comme quoi même dans cette curieuse atmosphère confinée, l'esprit de mai-juin 68 avait réussi à faire son entrée!

LES FUSILIERS MARINS COMMANDOS À PARIS

Embarqué donc d'abord comme aspirant chef de quart, puis enseigne de vaisseau de 2^e classe à compter du 1^{er} avril 1969 jusqu'à ma «libération» le 1er octobre 1969, sur un dragueur océanique transformé en navire scientifique de 60 m de long dans le cadre de missions passionnantes (nous transportions la soucoupe plongeante du commandant Cousteau!), j'ai pu avoir accès durant cette période à bien des informations nonpubliques du fait de mon statut et de mon habilitation «secret-défense et confidentiel-défense» et être témoin de situations étonnantes, voire étranges.

Tout d'abord, j'apprendrais au cours de discussions avec mes collègues, certains faits ayant eu lieu durant les «événements» euxmêmes comme que les « groufumacos » groupes de fusiliers marins commandos, avaient été dépêchés sur Paris et cachés sur place (environ 800 hommes, v compris dans des casernes de sapeurs-pompiers). Tout comme un voisin de mes parents, sous-officier du Matériel à Fontainebleau, les avaient informés du passage de blindés légers roulant de nuit se disposant autour de Paris courant mai, et, après la visite clandestine de De Gaulle au général Massu le 30 mai à Baden-Baden, de porte-chars transportant des blindés de régiments de l'armée française en poste en Allemagne. Je constatais aussi le retrait de toutes les armes légères embarquées sur tous les bâtiments basés à Toulon, y compris le mien, devant le risque que les ouvriers de l'arsenal en grève vien-



Dans les années 70-80. le CLAM soutenait les luttes des comités de soldats, des déserteurs, des objecteurs, des insoumis

nent se servir; et l'on nous demandera de relever les coupées chaque soir pour empêcher toute montée à bord intempestive la nuit. Toutes ces armes légères - de quoi équiper environ 40 000 hommes – seront stockées dans un bâtiment de l'arsenal avec une compagnie de fusiliers marins campant à l'intérieur, FM en batterie sur les portes. J'apprendrai aussi beaucoup plus tard de la bouche d'un ami de ma famille, jeune officier de CRS en 68, après des années passées aux Jeunesses communistes, que plusieurs de ses collègues et lui-même avaient dû

empêcher leurs hommes de jeter des manifestants inanimés dans des voitures en flammes durant les affrontements de la rue Gay-Lussac. Un camarade libertaire aux premières loges à l'époque continue à penser qu'il y a eu plus de morts que le cas officiel ce jour-là, compte tenu de curieux décès par accident de la circulation déclarés dans les jours suivants. Quand je repense à certains illuminés voulant attaquer les armureries en mai-juin à Paris, heureusement qu'il n'en fut rien car la raison d'État dans sa pire acception les aurait cloués sur place!

INSOUMISSION CIVILE ET MILITAIRE

- Considérant que, dans cette guerre, il n'y a pas la moindre raison de faire confiance aux puissances occidentales ou coalisées sous la direction des Etats-Unis, pour défendre, établir ou rétablir une parcelle de liberté ou une once de démocratie, elles qui n'ont cessé de les bafouer et qui, au nom d'un droit international à géométrie variable, prennent maintenant en otage les peuples du monde entier.
- Considérant que nous n'avons donc aucune raison de fournir au prétendu consensus, à la classe politique "unanime", aux va-t-en guerre de salon ou de salle de rédaction qui, eux, n'iront jamais la faire, le moindre appui d'"opinion" dont ils ont tant besoin pour poursuivre cette guerre,
- Considérant que l'acceptation passive de la guerre par les peuples des pays occidentaux ne ferait que donner plus de force aux courants réactionnaires qui tendent à enrôler sous leurs bannières les peuples arabes, et éloignerait d'autant toute possibilité pour ces derniers, irakiens comme koweïti, saoudiens comme égyptiens, etc., de se libérer des régimes qui les oppriment,
- Considérant qu'être contre la guerre implique d'organiser concrètement la résistance à la militarisation et au quadrillage policier qui sévit à tous les échelons de notre société, notamment en matière d'information et de répression vis-à-vis des "étrangers",
- Considérant par ailleurs qu'objecter, déserter, s'insoumettre sont des droits inaliénables, en temps de paix comme en temps de guerre, et qui ne sauraient souffrir aucune exception sous peine d'ouvrir des brèches à toutes les formes de régime autoritaire.

Nous, résolument antimilitaristes, anticapitalistes, anti-impérialistes, nous engageons à défendre et à aider par tous les moyens à notre disposition tous ceux qui feraient le choix d'objecter, de déserter ou de s'insoumettre, tant sur le plan militaire que civil (réquisitions, ordonnances de 59, "autocensure" de l'information, etc.), et qui se verraient poursuivis ou réprimés pour de tels actes qui, rappelons-le, se sont déjà produits (en Allemagne où des soldats américains ont refusé de partir pour le Golfe, en Espagne et en France actuellement, et certainement ailleurs) et ne manqueront pas de se multiplier.

GUERRE A LA GUERRE

le 15.02.1991

AGRET Roland (écrivain). BAUER Charly (écrivain). BAUER Renée (profeseur) Dr M. BENASAYAG (Psychanalyste). BIHR Alain (enseignant, écrivain). BONNAUD Robert (historien, Paris VII, ancien de Jeune Résistance). BOURGEOIS Guy (ancien de Jeune Résistance -TAC). COLSON Daniel (sociologue, université St-Etienne). DENAIS Paul (ancien de jeune Résistance - TAC). DUTEUIL Jean-Pierre (éditeur - OCL). PONTENIS Georges (militant UTCL). GARNIER Jean-Pierre (sociologue urbaniste, CNRS). GLADIATOR Jimmy (écrivain) GUERRIER Daniel (militant anti-autoritaire). HURST - MAURIENNE Jean-Louis (co-fondateur de Jeune Résistance). JANOVER Louis (écrivain). JEAN Denis (directeur du journal Courant alternatif). LAGORCE Gérard (psychologue - OCL). LIEBEJ Jean-Jacques (artiste peintre). LEQUENNE Michel. ORSONI Claude (sociologue université de Nanterre), RAVELJ Michel (militant libertaire). RIGUET Bernard (militant anti-impérialiste). RUBEJ Maximilien (éditeur de Marx à La Pléiade). SKANDRANI Ginette (militante des Verts). SPITZER Gérard (Psycho-sociologue - ancien FTP). SAINT-JAMES Daniel (physicien, professeur Paris VII). SAINT-JAMES Rina (Chimiste).

NOM	PRENON	ADRESSE	PROFESSION

Mais c'est vrai qu'il y a toujours des adeptes d'une stratégie du pire pour que l'État révèle son vrai visage et que le «peuple» se révolte; j'ai comme l'impression que cela n'a jamais marché nulle part!

DES ÉMEUTIERS GALONNÉS

Certes, j'étais à bord d'un navire très particulier puisqu'à chaque campagne scientifique embarquaient des aspirants sursitaires effectuant leur service militaire au titre de la recherche scientifique mais frais émoulus de l'université et/ou déjà chercheurs (océanographes, géologues marins, géophysiciens, biologistes..., certains célèbres aujourd'hui avec l'expédition Tara) avec des mentalités pas du tout militaires et influencées par le souffle émancipateur du moment. À tel point que, lors d'une visite officielle d'officiers supérieurs, il est vrai

Appel à l'insoumission civile et militaire au moment de la guerre en Irak, 1991



ingénieurs hydrographes issus de Polytechnique, je fis la connaissance, durant des discussions totalement surréalistes au carré des officiers, d'un ancien manifestant au premier rang de toutes les manifestations de mai-juin à Toulon et pourtant « galons pleins » (capitaine de vaisseau, équivalant à colonel) ainsi que d'un ancien occupant de l'Odéon pourtant « 5 galons panachés » (capitaine de frégate, équivalant à lieutenant-colonel).

À la même époque, j'apprendrai par un ancien camarade de lycée entré à Polytechnique que l'ordre des études y a été inversé à cause de Mai 68, car des élèves de l'X envisageaient d'aller dans les manifestations, voire sur les barricades, en grand uniforme et bicorne. Conséquence : année de formation militaire dès la première année au camp de Mourmelon et non pas en fin d'études, pour les éloigner de Paris. Et de mon côté, j'aurais l'occasion de discuter de ma lecture du moment avec le commandant en second du bateau, issu de l'École navale, soit Le mouvement makhnoviste d'Archinov récemment paru chez Bélibaste. Je pourrai aussi sauver la mise d'un jeune engagé en train de déserter en envoyant, avec l'accord du commandant, ses copains le récupérer, faisant du stop à la sortie de Toulon, plutôt que d'avertir la gendarmerie maritime avec tout ce qui pouvait s'ensuivre. Mais notre commandant retournera plus tard dans sa spécialité, l'Aéronavale, et nous verrons arriver courant 1969 un nouveau «pacha» avec un pedigree tout autre venant du 11e Choc, c'est-à-dire les forces spéciales qui s'illustreront plus tard, entre autres, lors de l'assaut de la grotte d'Ouvéa. Une autre ambiance pour finir mon temps! Sur le plan national, je découvrirai à la lecture d'informations confidentielles qui me passent entre les mains que l'État français a mis en place durant l'été 1968 tout un plan détaillé prévoyant en cas de redémarrage d'un mouvement social puissant à la rentrée, une sécurisation de tous les points névralgiques et économiques du territoire par les forces armées.

PRÉVENIR LES RÉVOLTES, DE DAKAR

À DONGES

Cerise sur le gâteau, je serai rappelé en urgence d'une permission dans ma famille, pour rejoindre comme officier supplémentaire un petit pétrolier de la Marine nationale en septembre 1968, amarré dans un port civil près de Marseille. Nous devions appareiller le plus rapidement possible, et en secret (interdiction d'en prévenir ma famille), en direction des côtes d'Afrique sans aucune connaissance de notre mission. Le bâtiment est chargé de kérosène utilisable tant par des avions, des hélicoptères que des chars amphibies, et avons à bord une sorte d'énorme réservoir de caoutchouc plié, qu'il est possible, en l'absence de port, de placer sur une plage et de remplir de notre chargement. Le commandant, un très brave type avec son bâton de maréchal d'officier-marinier (« 5 galons panachés ») issu de l'École des mousses, me confie la fonction d'officier du Chiffre, relié directement au ministère de la Défense, et me voilà en charge de la machine à chiffrer et déchiffrer Adonis en service dans les forces de l'OTAN (dont nous faisions toujours partie, de Gaulle ne nous ayant fait quitter que son commandement intégré!), entre une sorte à machine à calculer à manivelle à l'ancienne et la fameuse Enigma allemande. Au fil de la traversée, nous essaierons de comprendre, à la lecture des messages que j'ai déchiffrés, quel est le but de cet étrange voyage avec l'ordre de s'entraîner au tir au canon de 20 mm durant la traversée. Nous apprenons qu'un bâtiment transporteur de chars a appareillé de Lorient pour nous rejoindre sur zone; et que la Force Alpha (le porte-avions Clémenceau, commandé par le capitaine de vaisseau Antoine Sanguinetti - que je retrouverai plus tard, devenu amiral de réserve, aux côtés de Daniel Guérin dans une commission de la Ligue des droits de l'Homme concernant les droits des soldats et dans le soutien à la lutte du peuple kanak - et son escorte, tant bâtiments de surface que sousmarins) s'est dérouté de son trajet direct vers la France au retour d'une campagne d'essais nucléaires en Polynésie pour aussi rejoindre la même zone. Cela ne nous empêchera pas, malgré cette mission quasi secrète, de mettre des lignes à l'eau pour pêcher le thon le long des côtes de Mauritanie, avec ordre du commandant de mettre « en avant demi » lorsqu'un poisson est ferré!

Une frégate britannique³ nous surveille en naviguant de conserve avec nous, virant de bord en même temps que nous nous (elle a la même machine Adonis de l'OTAN et peut suivre tous nos échanges de messages chiffrés soit disant secrets) si bien que nous en venons à conclure que l'on nous envoie clandestinement appuyer la dissidence biafraise au Nigeria. Mais, devant Dakar, nous recevons l'ordre d'y faire escale dans la base navale française, le long d'un quai éloigné à l'abri des regards; et notre «Saint-Bernard» britannique va venir accoster un quai en face de nous. Par souci de discrétion, nous aurons l'ordre d'aller à terre qu'en civil. Le transporteur de chars amphibies parti de Lorient est arrivé à Dakar. La Force Alpha ne nous rejoindra jamais. L'escale s'éternise, la mission a-t-elle été annulée ou pas? Mais je serais surpris de croiser l'ex-colonel Bigeard, devenu général, commandant supérieur des forces terrestres françaises au Sénégal dans les locaux de l'état-major maritime (ca refroidit!), et nous allons bientôt plutôt nous demander si Dakar n'est pas notre destination.

En effet il y a eu aussi un Mai 68 sénégalais durant lequel le président Léopold Sédar Senghor avait dû faire protéger le palais présidentiel par l'armée française pendant que sa propre armée réprimait les manifestants et émeutiers⁴. Et Senghor craignait un redémarrage du mouvement « en copie » de la France pour octobre. Puis, un jour, l'ordre tombe de rallier, avec toujours notre chargement à bord, le port de Saint-Herblain entre Saint-Nazaire et Nantes sans autre explication que notre affectation dans le

cadre du plan national de l'État français en cas d'« octobre 1968 » est la protection de la raffinerie de Donges. Octobre ne verra aucun redémarrage, ni en France ni au Sénégal, et je rejoindrai mon bâtiment scientifique à Toulon à la toute fin octobre. Une drôle de mission fantôme rocambolesque, durant laquelle un bon millier de tonnes de kérosène auront voyagé sur des milliers de kilomètres! Avec le recul, je pense qu'il s'agissait de la préparation d'une éventuelle intervention française au Biafra (en guerre d'indépendance contre le Nigeria de juillet 1976 à janvier 1970), qui aurait pu avoir des aspects plus ou moins clandestins. L'aide secrète aux sécessionnistes du Biafra était massive - sous la houlette de Jacques Foccart auquel de Gaulle avait demandé d'« affaiblir le géant nigérian » - en mercenaires (Bob Denard, d'exmembres des parachutistes de la Légion en Algérie, d'ex-OAS...), en armes et munitions.

OBJECTEUR RÉSERVISTE,

APPEL À L'INSOUMISSION ET LA DÉSERTION

Libéré le 1er octobre 1969, je reprendraj mon métier « au Commerce » et effectuerais l'année de cours de capitaine au long cours en 1970-1971 à nouveau au Havre, militant syndical CGT5, cofondateur du groupe/revue Marine en lutte : tout en étant membre du groupe Jules-Durand de la FA, dont nous serons plusieurs à être exclus rejoignant le Mouvement communiste libertaire autour de Georges Fontenis et de Daniel Guérin. Ce profil contestataire n'empêchera pas que je sois nommé enseigne de vaisseau de première classe de réserve en avril 1971. J'ai obtenu ce grade automatiquement dans le cadre d'une période obligatoire organisée dans le cadre de l'école de la marine marchande, durant laquelle, ne faisant qu'acte

de présence, j'ai suivi les cours en lisant ostensiblement la presse militante du moment.

Je naviguerai «au Commerce» jusqu'au début 1976, dans le but de réunir des fonds pour un projet «collectiviste» (en référence à la Révolution espagnole) dans les Pyrénées, sur la frontière espagnole. Ayant démissionné je rejoindrai notre « collectivité ». Mais n'étant plus porté par le souffle émancipateur de l'époque qui est retombé, notre groupe devra tourner la page en 1981. Pour moi ce sera de nouvelles aventures qui iront du travail bénévole dans des pays en développement dans le cadre du Service civil international, de la réalisation audiovisuelle au journalisme, via la correctionrévision, en passant par éducateur de rue en Seine-Saint-Denis, entre autres... Bien sûr, ensuite, je n'effectuerai aucune période volontaire. Et bloqué à ce grade, je demanderai à obtenir le statut d'« objecteur réserviste » (et oui, ça existe!) lors de la première guerre du Golfe en 1991 tout en cosignant un appel à l'insoumission et la désertion paru dans quelques journaux militants, la réponse ne se fera pas attendre : je serai radié des cadres de réserve sous Mitterrand soi-même, soit disant pour des raisons d'âge (ce qui est faux car on peut rester cadre de réserve jusqu'à très tard dans sa vie!) la Grande Muette préférant noyer le poisson plutôt que de me laisser le loisir d'en faire une affaire publique!

ENTRE SECRET-DÉFENSE ET TRANSMISSION De la mémoire, le choix est fait!

J'ai tenu à rédiger ce témoignage que j'ai eu l'occasion jusqu'à présent de seulement raconter à des proches, à la fois pour montrer aux jeunes générations jusqu'où peut aller la raison d'État pour protéger le statu quo social, mais aussi pour témoigner qu'il est possible d'agir, certes à la marge, même dans des institutions fermées. Avoir rencontré des «soixante-huitards» y compris dans l'armée, et parmi des officiers, m'a ouvert l'esprit contre tout esprit manichéen,

sans tomber dans l'angélisme; et cela donne un peu d'espoir pour la suite des événements... D'ailleurs, avec la suppression du service militaire, je crains fort que de telles rencontres ne puissent encore exister avec une armée uniquement formée de professionnels; ce n'est pas pour autant que j'irai jusqu'à en réclamer le rétablissement! Mais je n'oublie pas non plus, que la principale raison de l'échec du putsch d'Alger en 1961 fut l'inertie spontanée des appelés dans la transmission des ordres et contre-ordres! Mais je ne peux que constater que la suppression du service national obligatoire en 1997 a abouti à la quasi disparition des luttes menées auparavant contre l'institution militaire, ce dont doit se réjouir l'État qui n'a plus à batailler contre les objecteurs, les insoumis et les organisateurs de comités de soldats et autres antimilitaristes divers et variés. Toutes formes de lutte que j'ai toujours considérées comme complémentaires et non opposées ni concurrentes, les choix de chacun provenant de facteurs individuels (milieu, éducation, tempérament...) voire de rencontres fortuites. En tout cas la Grande Muette se retrouve beaucoup plus tranquille pour mener des actions aux quatre «coins » du monde, sans contestation en interne, même s'il est toujours possible de faire connaître sa désapprobation, mais de l'extérieur! Je ne sais absolument pas si mon engagement de l'époque à respecter le secret-défense s'applique encore à moi avec mes 72 ans aujourd'hui et ma radiation des services depuis vingt-sept ans, mais je n'en ai cure. Cela pourrait être drôle si la Grande Muette voulait se couvrir de ridicule!

Daniel Guerrier

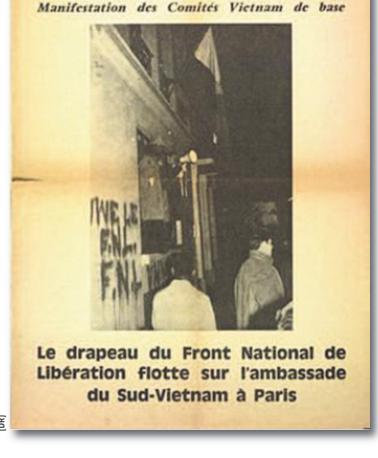
⁴ Voir, dans ce numéro, « Mai 68 au Sénégal » de Christian Mahieux et Momar Sall.

⁵ Je quitterai la CGT à l'été 1971, pour rejoindre la CFDT, moins corporatiste que le Syndicat des officiers Pont CGT, et, de plus, basiste et autogestionnaire à l'époque.

Mai 68 DANS LE MONDE

Mai 68 en France a été l'épicentre d'une période révolutionnaire qui a été largement mondiale. Comme tout événement, il s'inscrit dans plusieurs temporalités; son irruption n'est pas exactement prévisible et ouvre de nouveaux possibles. La période de 1965 à 1973 a été celle des grands bouleversements. Elle s'inscrit dans une période plus longue qui va du début des années 60, marquées par la décolonisation, au début des années 80 avec le triomphe du néolibéralisme qui ouvre une nouvelle phase de la mondialisation. Cet événement amène à relire la période précédente, il réordonne les faits et leurs interprétations, donne un sens aux évolutions et en révèle la charge subversive.

Membre fondateur du CEDETIM/IPAM*, Gustave Massiah est membre du conseil scientifique d'ATTAC-France et représentant du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) au conseil international du Forum social mondial.



21 Février 1968

Le drapeau du FNL flotte sur l'ambassade du Sud-Vietnam à Paris.

Deux évolutions, inscrites dans la durée, se nouent en Mai 68. D'abord, un mouvement social et sociétal d'une exceptionnelle ampleur. Ce mouvement combine une internationale étudiante intempestive qui sert de détonateur, en fonction des situations, aux luttes sociales et politiques et un mouvement ouvrier, qui occupe toujours une place stratégique, et qui dans sa jonction avec les luttes étudiantes va donner son sens aux événements. Ensuite, un renouvellement de la pensée du monde et de ses représentations.

UNE DÉFERLANTE COMMUNE, AU-DELÀ DES SPÉCIFICITÉS NATIONALE

Ce renouvellement entremêle de nouveaux et puissants courants d'idées; il donne naissance à un intense bouillonnement artistique et culturel. Ces évolutions infléchissent la recomposition

[&]quot;Le Centre d'études et d'initiativés de solidarité internationale (CEDETIM) est membré du réseau Initiatives pour un autre monde (IPAM).



Manifestations contre les exécutions du régime de Franco. Photo dans A. Gransac, O. Alberola, Anarchistes contre Franco (Action révolutionnaire intérnationale 1961-1975), Éditions Albache, Paris, 2014

géopolitique du monde qui accompagne la fin de la détente. Elle s'organise autour des soubresauts de la décolonisation, de la crise de l'empire soviétique et de la construction du nouveau bloc dominant composé des États-Unis, de l'Europe et du Japon.

Mai 1968 en France n'a pas éclaté par surprise dans un ciel serein. Dès avant le Mai français, des universités sont occupées dans de nombreux pays. De même, les débats et le renouvellement de la pensée sont engagés depuis 1960. C'est la forme de la convergence avec les luttes ouvrières qui va marquer le caractère emblématique de la situation française qui ne sera comparable de ce point de vue qu'au « mai rampant » italien. Dans ce texte, le mouvement en France ne sera abordé que par référence au mouvement international

UNE INTERNATIONALE ÉTUDIANTE

IMPÉTUEUSE SUR LA SCÈNE MONDIALE

Dès 1960, un mouvement étudiant, forme explicite d'un plus large mouvement de la jeunesse, émerge dans plusieurs régions et met en avant plusieurs questions nouvelles. Les guerres coloniales travaillent ces mouvements et les radicalisent. Elles agitent les pays engagés dans des interventions qui font appel à la conscription avec des jeunes qui passent plusieurs années dans l'armée. En France avec la guerre d'Algérie (de 1954 à 1962), aux États-Unis avec la guerre du Vietnam (des premiers raids aériens en 1965 à la chute de Saigon en 1975), au Portugal

avec les colonies portugaises (jusqu'à la «révolution des œillets» en 1974). Dans chacun de ces pays, les mouvements contre la guerre sont soutenus par de larges fractions de la jeunesse et reconstruisent des liens intergénérationnels. Dans de très nombreux autres pays, la solidarité avec les mouvements contre la guerre contribue à étendre un mouvement international étudiant. Ces mouvements partent de la compréhension de ce que représente le mouvement historique de la décolonisation. Ils se radicalisent dans l'affrontement avec les forces de l'ordre, dont l'intervention durcit les contradictions entre les institutions universitaires et les autorités politiques. Ces mouvements portent aussi une critique de plus en plus forte de l'évolution des sociétés caractérisées comme coloniales, autoritaires, hiérarchisées et moralisatrices.

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT SE BAT

POUR SA RECONNAISSANCE,

SON INDÉPENDANCE ET SES ORIENTATIONS

Il couvre l'Europe et les États-Unis Par exemple, en France, dès 1962, l'UNEF cherche un second souffle, dans le refus de la sélection et la défense de la condition étudiante, après la radicalisation exceptionnelle de l'engagement pour la paix en Algérie. À partir de 1965, l'agitation étudiante allemande s'étend de Berlin à toute la RFA¹, dénonçant les interdictions de rassemblement et la limitation du temps des études. En 1965, a lieu à Madrid la marche

silencieuse contre le contrôle gouvernemental des élections du syndicat étudiant officiel. En 1966, en Grande-Bretagne, a lieu la création de la Radical Student Alliance contre la direction jugée réformiste du syndicat étudiant. En décembre 1967, les manifestations étudiantes contre la fermeture de la faculté de sciences économiques de Madrid s'étendent à Barcelone, Salamanque et au reste de l'Espagne. De puissantes manifestations ont lieu à Londres et l'université de Leicester est occupée en février 1968, mettant en question les formes de représentation des étudiants. En mars 1968, la fermeture de l'université de Séville entraîne une agitation à Madrid, Saragosse et même à l'Université de l'Opus dei de Navarre à Bilbao. En avril, quatre jours d'émeutes à Madrid, sont suivis par Séville, Bilbao et Alicante. Les barricades dans Madrid forcent le gouvernement espagnol à annoncer des réformes.

Les manifestations contre la guerre au Vietnam durcissent et unifient les mouvements étudiants. Elles mettent directement en cause les autorités américaines, aux États-Unis, puis en Europe, au Japon, et dans le reste du monde. À l'automne 1964, le Free Speech Movement à Berkeley va être à l'origine du Vietnam Day Commitee. Début 1965, commencent les premiers autodafés de livrets militaires aux États-Unis et les premières manifestations sur Washington organisées par le Students for a Democratic Society (SDS) créé en 1962. En été 1965, les premiers teach in² sont tenus à Oxford et à la London School of Economics et à l'été

1 République fédérale allemande ou « Allemagne de l'Ouest ».

2 Interventions d'ordre politique lors de manifestations universitaires.

3 Le nom de Bertrand Russell (1872-1970) sera ensuite donné (« tribunal Russell ») à des initiatives similaires, concernant les dictatures en Amérique latine, la guerre en Irak ou encore l'occupation de la Palestine.

4 Fédération des associations étudiantes autogérées.

5 Porte-avions de l'armée américaine faisant escale dans le port de Tokyo.

1966. Bertrand Russell lance le Tribunal sur le Vietnam³ qui se réunit en mai 1967 à Stockholm en séance plénière. En 1966 ont lieu les premières grandes manifestations à Berlin. En octobre 1967, à Washington, les membres du syndicat étudiant, le SDS, forcent les barrages autour du Pentagone. Malgré les fleurs plantées par les hippies dans les canons des fusils de soldats, les militaires dispersent violemment les manifestants et les manifestantes. En janvier 1968, les étudiant.es japonais.es à l'appel de la Zengakuren⁴, manifestent contre l'escale de l'US Enterprise⁵, 300 manifestant.es sont arrêté.es. En février 1968, les manifestations anti-américaines se déroulent dans plus de dix villes de RFA. En mars 1968, à Rome et à Londres, les marches sur l'ambassade des États-Unis entraînent des heurts violents avec la police. Les jeunes des lycées manifestent massivement à Tokyo. En Espagne, les étudiants et étudiantes manifestent pour la paix au Vietnam et contre les bases militaires. En avril 1968, l'occupation de l'Université Columbia à New York élargit l'espace des

137 LES UTOPIQUES **7** SOLIDAIRES

LES MOUVEMENTS ÉTUDIANTS :

DÉTONATEURS, EN FONCTION

confrontations.

DES LUTTES POLITIQUES ET SOCIALES

Les mouvements étudiants s'engagent dans une réflexion active et mouvementée qui les amène d'une contestation des institutions universitaires et de leur rôle à une prise en charge d'une critique radicale de l'évolution des sociétés. Dans plusieurs cas avant 1968, les mouvements étudiants sont en prise directe sur les situations politiques et enclenchent les réactions en chaîne qui vont ébranler les pouvoirs sous leurs différentes formes. C'est le cas à Prague, à Varsovie et à Belgrade, avec la remise en cause du système soviétique. C'est le cas à Madrid, comme à Athènes ou à Lisbonne, avec la remise en cause des régimes dictatoriaux européens. C'est le cas à Mexico et dans de très nombreux pays avec la mise

en évidence des relations entre les situations sociales et les subordinations géopolitiques. C'est le cas aux États-Unis avec la convergence entre le mouvement étudiant et le mouvement contre les discriminations et le racisme. C'est le cas de la ionction entre les mouvements étudiants et les luttes ouvrières particulièrement en Italie et en France, et à un degré moindre en Espagne. Après 1968, dans de très nombreux pays vont se développer des mouvements qui, à partir des situations spécifiques, vont s'élargir aux différentes questions qui deviennent explicites en 1968: la primauté des luttes sociales et la remise en question des rapports de pouvoir et de domination. Les mouvements étudiants se radicalisent et abordent de front les questions politiques. En 1962, aux États-Unis, la déclaration du SDS porte sur le malaise génération-

nel, les pays du Sud, la guerre froide et la bombe. En 1965, la Free university of New York (FUNY) est créée. Les heurts avec la police accompagnent les protestations d'étudiant.es africain.es et allemand.es à Berlin Ouest, contre un film accusé de racisme. De 1965 à 1967, les provos6 vont libérer l'imagination à Amsterdam et explorer les multiples pistes écologiques, féministes, libertaires, solidaires. En 1966, a lieu le premier séminaire d'étudiants entre l'Association des étudiants allemands (AstA) et la Fédération générale des étudiants en Lettres (FGEL) de France. En juillet 1967, AstA rend publique, en présence d'Herbert Marcuse⁷, une « nomenclature provisoire des séminaires de l'Université critique». En novembre 1967 est créée l'Anti-Université à Londres. Après les manifestations violentes à Shinijuku, Tokyo, les grandes compagnies japonaises annoncent qu'aucun des étudiants arrêtés ne sera embauché. En novembre 1967, en Italie, l'occupation des universités de Trente et de Turin, s'étend à d'autres villes. En mars 1968, dans l'occupation des facultés des Beaux-Arts, les Gardes rouges de Turin exigent l'élection des professeurs.

De manière dramatique, les évènements aux États-Unis vont continuellement servir de référence à l'agitation internationale. Dès août 1965, les émeutes éclatent dans le quartier de Watts à Los Angeles. En octobre 66, la création des Black Panthers à Oakland ouvre une phase de révolte frontale. Les dirigeants des Black Panthers sont arrêtés en janvier 1968 à San Francisco. L'assassinat de Martin Luther King⁸ le 5 avril 1968 stupéfie le monde entier; il est suivi d'émeutes dans cent dix villes américaines avec des milliers de blessé.es et des dizaines de morts. Le 13 mai 1968 est marqué par l'arrivée de la marche des pauvres à Washington.

La remise en cause, concomitante, du système soviétique dans ses périphéries européennes, va accentuer le caractère universel de la contestation. Octobre 1967 est marqué par une manifestation étudiante TRICONTINENTALE SORBONNE

PEUPLES OPPRIMES
TOUS UNIS

Affiche de Mai 68

6 Mouvement contestataire radical et non-violent, qui prend corps au Pays-Bas et s'étendra de manière beaucoup moins forte dans d'autres pays, durant les années 1965-1970. Voir par exemple: Yves Frémion, Provo - Amsterdam 1965-1967, Éditions Nautilus, 2009.

7 Herbert Marcuse (1898-1979) est un sociologue et philosophe américain; théoricien marxiste, il est très impliqué dans le débat politique dés années 60 et 70.

8 Martin Luther King (1929-1968), pasteur et prônant la non-violence, était un des animateurs du mouvement pour les droits civiques des Noir.es aux États-Unis. Au moment de son assassinat, il était engagé dans une campagne contre la guerre au Vietnam et contre la pauvreté.

9 Adam Michnik sera un des principaux opposants au régime «communiste» en place en Pologne jusqu'à la fin des années 80; Emprisonné durant plusieurs années, il fut notamment responsable de nombreuses publications clandestines, puis conseiller du syndicat Solidarnosc.

10 Figure de l'opposition, artiste censure, Vaclav Havel (1936-2011) passera plusieurs années en prison sous le régime «communiste» qui prend fin en 1989, avant de devenir président de la République tchécoslovaque de 1989 à 1992, de la République tchèque de 1993

11 Alexandre Dubcék (1921-1992) est alors le Premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque et à ce titre un des artisans de la relative libéralisation du régime «communiste» à compter de janvier 1968; en août de la même année, l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie (URSS et autres pays de ce bloc) vise à y mettre fin.

spontanée à Prague. En janvier 1968, à Varsovie, 50 étudiant.es sont arrêté.es et Adam Michnik⁹ est exclu de l'université pour avoir manifesté contre l'interdiction d'une pièce jugée antisoviétique. En mars, les manifestations d'étudiant.es à Varsovie se renforcent. Les universités polonaises se mettent en grève et les heurts violents avec la police s'étendent à Cracovie et Poznan. L'occupation de l'École Polytechnique de Varsovie souligne la centralité du mouvement. En juin 1968, à Belgrade, l'occupation des facultés de philosophie et de sociologie proclame: « Nous en avons assez de la bourgeoisie rouge. » C'est en Tchécoslovaquie que le mouvement prendra toute son ampleur. En mars 1968, une assemblée de 20000 jeunes approuve le manifeste de la jeunesse praguoise. Un article de Vaclav Havel¹⁰ « Au

sujet de l'opposition », en avril, en souligne la signification. À Prague, le 1er mai, un immense cortège marque le soutien à Alexandre Dubcek¹¹ et au secrétariat du parti. Le 20 août 1968, c'est l'invasion de la Tchécoslovaquie; les chars soviétiques imposent la normalisation. L'ébranlement du printemps de Prague et ses revendications démocratiques fissurent en profondeur le bloc soviétique.

En avril et mai 1968, le mouvement va s'accélérer en Europe de l'Ouest, s'étendre et s'approfondir. Les occupations des universités sont nombreuses et virulentes. En avril 1968, Rudi Dutschke, dirigeant du SDS allemand, est blessé dans un attentat; l'élargissement du mouvement englobe les lycéen.nes et les jeunes travailleurs et travailleuses. Des heurts violents ont lieu à

Une plaque pour un crime d'État

MEHDI BEN BARKA

LEADER

DE L'OPPOSITION MAROCAINE

COMBATTANT DE LA LIBERTE

ENLEVE ICI

LE 29 OCTOBRE 1965

DR.

Berlin Ouest, Hambourg, Munich, Hanovre. En Italie, l'agitation s'étend à Pise, Milan, Florence, Rome, Naples, Venise, Catane, Palerme et Trente. Les évènements en France à partir du 13 mai 1968 vont doper le mouvement international. Le 29 mai 1968, à Rome, les barricades sont construites avec des voitures renversées. Le rectorat est occupé à Bruxelles. Les occupations se multiplient en Grande Bretagne en novembre. Le 24 janvier 1969 à Madrid, la crise universitaire conduit à la proclamation de l'état d'urgence.

Le théâtre européen n'est pas le seul en cause. Le Mexique va occuper une place importante. En juillet 1968, à Mexico, alors que se préparent les Jeux olympiques, une manifestation favorable à Cuba, organisée par les étudiant.es, est violemment réprimée. En août, 300 000 personnes défilent à Mexico; en septembre, 3000 sont arrêtées et la police occupe la cité universitaire et l'Université Autonome. Des barrages sont érigés à Tlateloco, sur la place des Trois-Cultures, avec la solidarité de la population. Le 2 octobre, les chars donnent l'assaut, les morts se comptent par dizaines. Un appel à boycotter les Jeux olympiques, avec l'appui de Bertrand Russell, est largement relavé.

Dans de très nombreux pays, les affrontements se multiplient. En Égypte, les manifestations en avril et mai 1968, centrées sur la Palestine, vont se prolonger dans le mouvement étudiant de 1972 qui va interpeller la politique de Sadate¹². Les manifestations étudiantes prennent de l'ampleur au Pakistan. À Alger, les étudiant.es vont amener l'infléchissement de la politique de Boumédiène¹³. Au Sénégal, les manifestations étudiantes sont vives dès 1968. Omar Blondin Diop, un des fondateurs du mouvement du 22 mars en France, sera assassiné en 1973, à Dakar, dans sa cellule.

LA JONCTION DU MOUVEMENT ÉTUDIANT

AVEC LES LUTTES SOCIALES

ET LE MOUVEMENT OUVRIER

Les mouvements étudiants, quand ils mettent en évidence les fractures ouvertes des sociétés, bouleversent les situations politiques. Le système éducatif et universitaire est au centre des contradictions sociales, de par le rôle qu'il joue tant dans la reproduction de la société que dans sa transformation. Il rencontre les questionnements de la petite bourgeoisie intellectuelle sensible à l'évolution politique des régimes et à la garantie des libertés. Nicos Poulantzas¹⁴ insistera sur le rôle de ces couches sociales dans une «sortie pacifique» du fascisme en Espagne, en Grèce et au Portugal. Mais, ce sont les luttes sociales dans la production, et particulièrement les luttes ouvrières, qui donnent à un mouvement sa portée réelle. C'est avec les grandes grèves et leur généralisation que commence la confrontation; et l'implication des syndicats doit être gagnée pour passer à un niveau supérieur et envisager une grève générale déterminée et offensive. Le mouvement ouvrier est toujours en position stratégique, même s'il ne résume pas l'ensemble du mouvement social. La jonction entre les luttes étudiantes et les luttes ouvrières donne au mouvement une dimension sociétale et facilite une mobilisation d'une large part de la société. La jonction entre les mouvements étudiants et les luttes ouvrières, le passage à la grève générale, en France et en Italie, a caractérisé Mai 68.

LA MODERNISATION INDUSTRIELLE

À PARTIR DES ANNÉES 50

NE VA PAS SANS CONTESTATIONS

Le compromis fordiste¹⁵ implique la soumission au taylorisme et à la militarisation du travail baptisée organisation scientifique du travail. La productivité intègre la production de technologies dans les chaînes de production. Le mouvement syndical s'affirme comme mouvement antisystémique et multiplie les grèves. La croissance fondée sur le marché intérieur instaure la consommation en mode de régulation et

en facteur d'intégration des couches populaires et de régulation sociale. L'État providence prend en charge le salaire indirect et assure, à travers les services publics, la santé, l'éducation, les retraites. La démocratisation s'appuie sur le système éducatif et l'affirmation de l'égalité des chances et du mérite. Un profond bouleversement social accom-

Un profond bouleversement social accompagne cette révolution des process de production.

La nouvelle classe ouvrière dans les secteurs en pointe s'élargit aux nouvelles couches salariées, les technicien.nes, cadres et ingénieur.es. À l'autre bout de la chaîne, la déqualification du travail concerne de nouvelles couches sociales, les femmes, les jeunes urbain.es, les migrant.es ruraux et les immigré.es étrangers. Entre les deux, les ouvrier.es qualifié.es, stables, perpétuent une représentation du mouvement syndical ancrée dans l'histoire du mouvement ouvrier.

LE MILIEU ÉTUDIANT EST ENGAGÉ

DANS UNE MUTATION

Le double mouvement de technicisation des méthodes et de contrôle et d'encadrement des ouvrier.es ainsi que l'intégration sociale entraînent une massification des étudiant.es. En France, en 1968, le nombre d'étudiant.es, qui a doublé en huit ans, atteint 500 000. D'un autre côté, la prolétarisation, même relative, de ces couches intégrées dans le process de production, entre en contradiction avec l'avenir promis à la petite bourgeoisie. Cette contradiction trouve un écho dans la difficile condition étudiante, accentuée par la crise urbaine et du logement, et rencontre les thèses situationnistes sur la misère en milieu étudiant. Le mouvement étudiant s'élargit aux universitaires, particulièrement aux jeunes assistant.es, et aux lycéen.nes. Le mouvement étudiant rejette le rôle qui est assigné aux futurs cadres et remet en cause la hiérarchie, l'autorité, et la reproduction des élites.

¹² Anouar el-Sadate (1918-1981) préside la République arabe d'Égypte, de 1970 à son assassinat en 1981.

¹³ Houari Boumédiène (1932-1978) prend le pouvoir lors du coup d'État de 1965 et demeure président de la République algérienne jusqu'à sa mort en 1978.

¹⁴ Nikos Poulantzas (1936-1979) est un philosophe et sociologue grec. Ses écrits, marxistes se situent dans le prolongement de ceux d'Antonio Gramsci ou Louis Althusser. Parmi ses œuvres: Pouvoir politique et classes sociales de l'État capitaliste, Éditions Maspéro, 1968; La Crise des dictatures: Portugal, Grèce, Espagne, Éditions Maspéro, 1975; L'État, le pouvoir, le socialisme, Éditions PUF, 1978; Repères, hier et aujourd'hui: textes sur l'État, Éditions Maspéro, 1980

¹⁵ Ceci correspond à la période durant laquelle les capitalistes considèrent qu'une partie non négligeable des gains de productivité peuvent être laissés aux travailleurs et travailleuses qui les ont permis... afin qu'ils et elles augmentent leur consommation et alimentent une «croissance économique» soutenue. En Europe occidentale notamment, ce sont « les Trente Glorieuses », les années 50.60 et 70).

LES PAYS EN INDUSTRIALISATION RAPIDE: Les tensions sociales s'exacerbent

Les syndicats sont sensibles à l'agitation. En 1967, des représentants d'IG Metall16 participent au rassemblement étudiant à Berlin Ouest. Les syndicats sont partagés entre la méfiance vis-à-vis d'un mouvement étudiant qui n'est pas avare en critiques acerbes et les opportunités ouvertes. En Espagne, les commissions ouvrières partagent l'agitation étudiante. C'est en France et en Italie que la jonction est la plus spectaculaire. En Italie, dès novembre 1967, c'est en solidarité avec les ouvrier es de Fiat que manifestent les étudiant.es qui accompagnent les occupations des universités de Trente et de Turin et qui s'étendent à Milan, Rome et Naples. On y voit déjà la diversité des groupes de différentes obédiences (Gardes rouges, Ucelli¹⁷, autonomes, situationnistes, trotskistes, maoïstes) qui agitent le mouvement étudiant sans qu'aucun d'entre eux ne puisse prétendre le diriger. En 1968, l'agitation monte dans les universités et dans les usines. Le PCI¹⁸ se prononce contre un mouvement étudiant autonome

pose un nouveau bloc historique incluant étudiant.es et ouvrier.es. En novembre, une vague de grèves éclate, les lycéen.nes rejoignent les étudiant.es et l'agitation sociale. Le 5 décembre 1968, la grève générale est déclarée à Rome.

En France, le retard pris dans l'industrialisation, du fait des guerres coloniales. entraîne une modernisation à marche forcée. Les syndicats, malgré leurs divisions, se joignent au mouvement. Les occupations d'usine sont des moments extraordinaires de reconnaissance sociale. La grève générale, effective et avec sa charge symbolique, conduit le mouvement à son paroxysme. La victoire électorale massive des partis de droite n'abolit pas le rapport de forces sociales. Les négociations de Grenelle, même contestées, débouchent sur les meilleurs accords gagnés depuis le Front populaire en 1936. La force propulsive du mouvement social n'est pas épuisée. Elle va se décliner dans différentes formes de comités et d'assemblées ouvrières et paysannes. Elle va se retrouver en 1973 dans la lutte des Lip qui met en avant l'autogestion. Elle va marquer les luttes paysannes avec le développement du Mouvement des paysans travailleurs initié par Bernard Lambert et les

grèves des travailleurs de la métallurgie genevoise

grèves dans la métallurgie !

LA LUTTE CONTINUE :

MEETING Tous a LA RUE DE LYON,

DEVANT LA FIAT

VENDREDI 12 MARS à 17h30

Mars 68, en Suisse

marches du Larzac. Elle va donner naissance à un grand nombre de formes collectives d'émancipation sociale et à des nouveaux mouvements sociaux comme les mouvements féministes, les mouvements de consommateurs, les mouvements homosexuels, les premiers mouvements écologistes et un large éventail de mouvements de solidarité.

UN RENOUVELLEMENT DE LA PENSÉE DU MONDE ET DE SES REPRÉSENTATIONS MARQUE MAI 68

Depuis la fin des années 50, et quelquefois dès 1947, de nouveaux et puissants courants d'idées cheminent dans le monde. Ces idées jaillissent dans certains endroits, en fonction des lieux, des moments et des situations. Elles se concentrent fortement à partir de 1965. Elles sont portées par la recherche d'une critique radicale et d'une théorie critique. Mai 68 n'a pas fait l'unanimité des intellectuel.les. On n'oubliera pas la colère de Raymond Aron pour qui il s'agit, dans sa réaction la plus mesurée, d'un simple et tragique «psychodrame ». Nous mettrons l'accent sur les idées qui ont construit ce mouvement intellectuel, même si certain.es qui les ont portées un moment sont revenu.es dessus ultérieurement. Soulignons ici quelques-uns des thèmes qui vont marquer Mai 68 et ses suites. Les noms¹⁹, cités plus à titre d'illustration, rappellent quelques personnes qui ont formalisé et explicité, parmi beaucoup d'autres, ce courant. La crise des universités sur le sens et sur le nombre des étudiant.es. et les réponses en termes d'autonomie relative et d'échanges internationaux, a considérablement aidé à l'émergence, la maturation et la diffusion de ce courant. Elle a accentué la perméabilité des universités, notamment aux questions et réflexions portées par les intellectuels des mouvements sociaux, particulièrement des intellectuels ouvriers.

La vision critique se nourrit des analyses des sociétés industrielles et de leurs nouveaux paradigmes, le fordisme, le keynésianisme, l'État-providence, le social-libéralisme et la social-démocratie. Elle attache une grande importance aux recompositions de la classe ouvrière à travers les significations des nouvelles luttes ouvrières, comme le soulignent de très nombreux travaux dont ceux de Daniel Mothé, Serge Mallet, Emma Goldschmidt. Elle ouvre de nouvelles perspectives avec le repositionnement des Paysans-travailleurs par Bernard Lambert. Elle s'enrichit des analyses de la nature de l'État, avec notamment Pierre Naville. En Italie, une production d'idées impressionnante fleurit, avec notamment le journal Il Manifesto créé par Luciana Castellina, Lucio Magri et Rossana Rossanda. Cette critique met en cause la civilisation technicienne, le productivisme, la société de consommation. La révision du marxisme, particulièrement occidental, se nourrit de la critique du stalinisme et des dérives du soviétisme. Elle a été relancée par la rupture sino-soviétique et les explorations nombreuses, notamment cubaine et vietnamienne. Les analyses du totalitarisme et de la bureaucratie s'affinent. Elle est portée par les intellectuels tchèques et polonais et quelques grandes voix soviétiques, dont Sakharov. À Belgrade,

¹⁶ Fédération de la métallurgie de la confédération allemande DGB.

¹⁷ Groupe qui hissa le drapeau rouge sur le dôme de la basilique Saint-Pierre, à Rome en Mai 68.

¹⁸ Parti communiste italien.

¹⁹ Pour tout ce chapitre, nous ne produisons pas de note en regard de chaque nom; elles seraient trop nombreuses et surtout, le texte original permet de situer l'activité et le rôle de chacun.e dans la période évoquée.

Milovan Djilas tente une analyse de classe du communisme réel. L'analyse des capitalismes d'État ou de parti est débattue par Charles Bettelheim et Paul Sweezy. Aux États-Unis, plusieurs économistes, dont Harry Magdoff, décryptent l'impérialisme américain. La révision du marxisme est aussi à l'œuvre dans les pays décolonisés, sur le système international et les nouveaux régimes. Samir Amin et André Gunder Frank revisitent l'espace, mondial, et le temps, long, du capitalisme. Aux États-Unis, Immanuel Wallerstein analyse le capitalisme historique et travaille avec Fernand Braudel, George Duby et bien d'autres à la refondation de la méthode historique de l'École des Annales.

Une démarche deviendra une évidence de Mai 68, la nécessité d'une pensée unitaire du totalitarisme bureaucratique et des sociétés occidentales qui s'affichent libérales. Elle a été travaillée, de 1949 à 1967, par Socialisme ou Barbarie²⁰, et notamment Cornelius Castoriadis, Claude Lefort et Jean François Lyotard, et par la revue Arguments²¹, créée notamment par Edgar Morin et Kostas Axelos. La critique unitaire des deux types de régimes, élargie aux nouveaux États décolonisés, a montré, au-delà de leurs différences, l'unité du capitalisme privé et des systèmes bureaucratiques et de leurs modèles de développement. Ils ouvriront aussi quelques pistes qui seront reprises en Mai 68, celle des libertés, de la créativité et de l'autogestion ouverte. Cette discussion n'est pas un long fleuve tranquille, elle est pleine de passions et de déchirements. Elle se décline en une multitude de courants ennemis, hétérodoxes, trotskistes et maoïstes divers, guévaristes, libertaires et situationnistes, réformistes radicaux, ... qui ferrailleront avec ferveur sur l'analyse de la période, les stratégies de conquête du pouvoir, la construction du socialisme.

Le marxisme reste une question d'actualité. Au XIX^e siècle, le marxisme avait réussi à jeter un pont entre la pensée scientifique dans ses différents développements et le mouvement social alors résumé dans le mouvement ouvrier. Le dogmatisme a rompu ce lien. Et pourtant, c'est à partir du marxisme que se fait le renouvellement. Immanuel Wallerstein avance que, comme la pensée scolastique est sortie du christianisme à partir du langage de l'Église, le dépassement du marxisme se fera dans le langage du marxisme qui s'est imposé comme la clé de compréhension de l'évolution des sociétés.

Le structuralisme a pris la suite de l'existentialisme qui continue à cheminer. Sartre a pesé sur la culture du mouvement et s'est retrouvé pleinement dans les suites de Mai 68; il a, parmi bien des apports, transmis au mouvement sa référence aux situations et à la liberté situationnelle. Simone de Beauvoir va être un repère dans de nombreux domaines; particulièrement, mais pas seulement, pour la nouvelle génération du féminisme. Sa parole retrouve une nouvelle jeunesse avec la découverte du Deuxième Sexe, écrit en 1949, par les nouvelles générations de jeunes femmes et hommes, qui saisissent toute la portée de la tranquille et pénétrante affirmation : on ne naît pas femme, on le devient. Le structuralisme a renouvelé et exploré les sciences sociales. L'économie politique a été bouleversée à travers le magistère d'Althusser, à commencer par Lire le Capital, avec notamment Étienne Balibar et avec l'École de la Régulation ; l'anthropologie structurale, à la suite de Claude Lévi



Occupation du théâtre de l'Odéon

Strauss, avec Emmanuel Terray et Claude Meillassoux et tant d'autres; la sociologie avec Bourdieu et Passeron (Les Héritiers en 1964 et La Reproduction en 1970); la psychanalyse avec le magistère de Lacan et de l'École freudienne. Dans le chambardement général des disciplines, notons-en quelques unes en situation stratégique: les sciences du droit, confrontées à l'ouragan libertaire; les sciences de l'éducation qui sont dans l'œil du cyclone et que travaille le renouveau de la linguistique avec notamment Noam Chomsky et Umberto Eco.

Mai 68 va achever le pont entre le marxisme et le continent de la psychanalyse. Herbert Marcuse jouera un rôle éminent par ses travaux sur Freud; Eros et civilisation date de 1955 et L'Homme unidimensionnel de 1964. Il affirme «la possibilité d'un développement non répressif de la libido, dans les conditions d'une civilisation arrivée à maturité». Il assure une certaine continuité avec l'École de Francfort, son influence est grande sur l'extrême-gauche allemande, directement et à travers Rudi Dutschke; il est présent sur

tous les fronts qui bougent. Il faut aussi rappeler la redécouverte de William Reich, et les rééditions de La fonction de l'orgasme (première édition 1927) et de La psychologie de masse du fascisme (première édition 1934). Mai 68 met en scène l'aspiration à l'autonomie individuelle. Elle implique de lutter contre l'aliénation qui est un des maîtres mots de Mai 68. La prise de conscience de l'aliénation résulte d'une critique radicale de la vie quotidienne. Elle avance qu'une pensée politique commune pourrait naître d'une remise en question radicale du quotidien. Jürgen Habermas, fortement impliqué dans les mouvements allemands, rappelle la théorie critique de l'École de Francfort sur les systèmes d'éducation, l'impérialisme et la révolution socialiste, la culture et le système capitaliste, la psychologie et la société. Antonio Gramsci retrouve droit de cité avec ses analyses éclairantes de la culture et du politique qui va inspirer

²⁰ Philippe Gottraux, Socialisme ou barbarie, un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre, Éditions Payot, 1997; Socialisme ou barbarie, Anthologie, Éditions Acratie, 2007.

²¹ Arguments 1956-1962, Éditions Privat, 1983.

de nouvelles propositions comme celle par exemple du mouvement politique de masse. Henri Lefebvre analyse et critique la vie quotidienne, la ville et l'urbanisation, la sociologie des mutations, la critique de la modernité. La critique des situationnistes qui vont jouer, à travers l'Internationale situationniste, un rôle important dans la préparation des événements et dans la diffusion internationale, sera ravageuse. Trois pamphlets prémonitoires vont paraître en 1967: La Société du spectacle de Guy Debord; Le Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations de Raoul Vaneigem et De la misère en milieu étudiant de Mustapha Khayati. Ils vont ouvrir des pistes nouvelles notamment sur la société spectaculaire marchande, la société de consommation, la nature et le rôle des médias Pour eux, la vie quotidienne est littéralement colonisée. L'aspiration à l'autonomie individuelle va de pair avec l'évolution des mœurs, la libération des corps et la révolution sexuelle. La sexualité rend compréhensible l'aliénation, elle concrétise la misère du monde moderne et souligne la violence de la rareté.

L'aspiration à l'autonomie, l'individualité affirmée ne sont pas contraires à la solidarité sociale, à l'émancipation et à l'engagement collectif. D'autant que Mai 68 affirme, comme le dit très justement Kristin Ross, la passion de l'égalité, d'une égalité massivement revendiquée et inscrite dans le présent. Mai 68 n'a pas été la cause de l'indivi-

dualisme sacralisé et de la contre-révolution libérale: c'est la réaction conservatrice à Mai 68 qui en a été la promotrice. Mai 68 a réaffirmé la compatibilité, en fonction des situations, de la liberté et de l'égalité; c'est la réaction conservatrice qui l'a détournée en « droits de l'hommisme » raccourcis et qui a rabattu la démocratie sur le marché et la politique sur la gestion. Mai 68 affirme la liberté, non pas malgré les injustices, mais nécessaire pour lutter contre elles. La haine de Mai 68 est toujours vivante pour les dominant.es qui considèrent comme un saccage tout questionnement de la morale, du travail, de l'autorité, de l'État et de la Nation qui remet en cause la reproduction des rapports sociaux dominants.

La critique de l'autoritarisme et de la hiérarchie va éclairer violemment la question du pouvoir et des rapports de domination. Foucault va dévoiler la nature de ces rapports à travers l'hôpital et la prison. Toutes les approches des années 60 convergent pour déconstruire les systèmes coercitifs et les idéologies arbitraires. Les rapports de domination ne sont pas naturels et sont historiquement construits; leur légitimité



Tommie Smith
et John Carlos sur le podium,
lors des Jeux olympiques de Mexico,
le 16 octobre 1968

[H]

est sujette à caution. La critique des rapports de domination interpelle l'Histoire et s'exacerbe avec le déchirement du voile pudique qui recouvrait la réalité des colonisations. La politisation de la vie quotidienne, de la sexualité, des rapports homme-femme se traduit contradictoirement par le refus des formes quotidiennes de domination et par un désir de révolution complète.

Après Mai 68, un nouveau cours a pris naissance. Insistons sur un seul aspect, la réflexion sur l'action quotidienne, la liaison nouvelle du travail intellectuel, pas seulement universitaire, avec l'action sociale et politique. Les nouvelles approches laissant place au changement de pratique sociale vont caractériser de nombreux domaines, celui de la sociologie, à l'exemple de Bourdieu, de la psychanalyse à l'exemple de Deleuze et Guattari, et aussi de la psychologie, de l'enseignement, de la médecine, etc. Le refus des formes d'autorité et de la fatalité redonne une place aux femmes et aux hommes dans la construction de leur histoire. De nouvelles formes de militantisme se déploient, à l'exemple de Foucault avec la création, dès 70, du Groupe d'information sur les prisons (GIP). Mai 68 a révélé la pensée d'intellectuel.les, non seulement pour l'extérieur, mais encore et surtout pour eux-mêmes, pour ellesmêmes; l'événement a modifié pour certain.es la pensée et le comportement.

UN INTENSE BOUILLONNEMENT ARTISTIQUE

ET CULTUREL CARACTÉRISERA

L'EXPLOSION DE MAI 68

Mai 68 va faire converger deux approches en général divergentes. La critique sociale, celle des inégalités et des injustices, rencontre la critique artistique de l'aliénation dans le travail et la vie quotidienne. La culture est entendue comme le bien commun de tous. Elle met en avant la volonté de se réapproprier sa vie et son corps. La critique de la vie quotidienne et des médias s'accompagne, et ouvre, de nouvelles approches de l'analyse sociétale, de la mode par exemple ou des stars. La jeunesse en révolte se donne à voir dans les énormes rassemblements hippies et dans les concerts géants de rock qui accompagnent les manifestations contre la guerre au Vietnam.

Les Écoles des Beaux-Arts et les Facultés d'architecture sont des hauts lieux de l'agitation dans le monde. Dans l'École des Beaux-arts occupée à Paris, l'atelier d'affiches redonne des lettres de noblesse à l'art pictural qui va éclore dans de nombreux pays du Nord et du Sud. L'architecture va croiser fonction sociale et geste architectural, création collective et formalisation individuelle, démarche populaire dans les quartiers et ghettos de luxe enfermés dans les circonvolutions du post-modernisme.

La littérature s'attaque à la forme. George Perec écrit Les Choses en 1965. La littérature révolutionnaire est une tentation permanente. Tel Quel, lancé par Philippe Sollers dès 1960, publie Barthes, Foucault, Derrida, Eco, Todorov... En 1968, le groupe défend le parti d'une littérature d'avant-garde, offerte à la révolte, qui combinerait marxisme et freudisme.

Le cinéma et le théâtre entrent en révolution de mille manières dans le monde. Toutes les recherches éparses sont sublimées dans des instants. L'occupation de l'Odéon et le Festival d'Avignon envahi traduisent une terrible impatience. Le succès de *La* Chinoise de Jean-Luc Godard paraît a posteriori prémonitoire. L'occupation du Festival

de Cannes le 31 mai 1968 sonne comme un défi éphémère. La marchandisation de la culture et des productions artistiques, et les feux de la parade médiatique, bornent un chemin totalitaire. Mais Mai 68 a révélé une fragilité dans l'hégémonie qui combine commande d'État et capital financier.

Mai 68 a renoué avec les accents du surréalisme. La poésie permet d'explorer cet impensable, cet irréalisme, cette improbabilité. Les murs de 68 débordent de l'imagination d'un rejet des rapports de domination, rêve d'un monde libéré de la tentation du pouvoir. Les slogans de Mai 68 qui ont fleuri sur les murs se lisent à deux degrés. Au premier abord, la provocation d'une libération iconoclaste et jubilatoire de l'expression; la liberté de la parole s'engouffre et enivre. Au second abord, une question inattendue et difficilement épuisable. Prenons, par exemple, un des slogans les plus contestés: «Jouissez sans entraves» Il peut être compris au premier degré comme le comble de l'égocentrisme. Il peut aussi interpeller sur la possibilité de jouir autrement que par la contrainte ou le pouvoir, sur le choix d'un autre chemin que l'entrave pour se dépasser.

Certains reconnaîtront dans Mai 68 un « mouvement philosophique de masse » (Jean Paul Dollé et Roland Castro, Vive la Révolution). Deleuze et Guattari, en 1984, analyseront Mai 68 comme un événement pur, libre de toute causalité normale ou normative, comme « un phénomène de voyance, comme si une société voyait tout d'un coup ce qu'elle contenait d'intolérable et voyait aussi la possibilité d'autre chose ». Henri Lefebvre élaborera un concept nouveau et fécond, dans lequel se reconnaissent bien celles et ceux qui ont vécu ces évènements, celui de la « fête révolutionnaire ».

MAI 68 DÉBOUCHE SUR DE NOUVEAUX

SYSTÈMES DE CONTRADICTION

ET DE NOUVELLES FORMES DE CONFLITS

La décolonisation amorce sa crise qui se traduit, pour les nouveaux États, par des régimes autoritaires et sécuritaires. À partir de 1979, le néolibéralisme remet en cause le compromis social du New Deal²² et engage une nouvelle voie de précarisation généralisée. En 1989, l'implosion de l'Union soviétique achève une crise dont on imaginait mal l'accélération. Le bloc dominant organise un nouvel ordre international.

Mai 68 a montré les limites du compromis social du New Deal. Dans les années 60, la productivité et la croissance du marché intérieur n'annulent pas la réalité des pouvoirs discrétionnaires et l'absence de démocratie dans l'entreprise. L'État providence achoppe sur le rejet d'une partie de la jeunesse. Le capitalisme industriel peine à construire les bases sociales de son projet. Le système international repose toujours sur l'échange inégal et sur l'exploitation des matières premières et ne permet pas l'extension du modèle dans le tiers-monde. Le modèle de développement n'est pas encore épuisé après 68 et va poursuivre sa croissance pendant une décennie. Mais le ver est dans le fruit et sa dynamique ne s'impose plus comme une évidence. À partir de la fin des années 70, une nouvelle phase de la mondialisation capitaliste commence, la phase néolibérale. Le capitalisme financier impose sa logique au capitalisme industriel, l'entreprise est soumise à la dictature des actionnaires. La lutte contre l'inflation succède à la recherche du plein-emploi et entraîne le chômage et la précarisation. Un bloc dominant composé, autour des États-Unis, de l'Europe et du Japon, organise un nouvel ordre international autour du G7 qui marginalise les Nations Unies. Il s'appuie sur les institutions internationales économiques²³, commerciales²⁴ et militaire²⁵

Mai 68 a contribué à révéler les limites du système soviétique. Le mur de Berlin, édi-

fié en 1961, marque la fin de la détente. Il souligne une évolution qui interdit à la contestation à l'Ouest de se tourner vers l'Est. La rupture entre la Chine et l'Union Soviétique, dès 1965, annonce la fin d'un monde bipolaire. L'intérêt soulevé par la voie chinoise jouera son rôle en 1968, mais les échos de la Révolution culturelle chinoise, lancée en 1966, viendront désarconner une grande partie de ceux et celles qui s'y réfèrent. La stupéfiante et tragique folie meurtrière khmère rouge²⁶ complétera la désillusion. Les événements de 1968, en Pologne et surtout en Tchécoslovaquie ébranlent durablement le bloc soviétique. Elu en 1976, Jimmy Carter²⁷ va tenter de remonter la pente du Vietnam et de ses démêlés avec l'Iran de Khomeiny. Il va lancer son offensive qui mêle intimement le marché capitaliste et la démocratie réduite à une idéologie spectaculaire des droits de l'Homme. En 1980, Reagan²⁸ contraint l'URSS à la course aux armements, limitant définitivement les capacités d'évolution interne de la société soviétique. En 1989, sous l'effet de la combinaison de cette offensive extérieure et des contradictions internes, dues au manque de libertés et de démocratie, l'implosion de l'Union Soviétique achève une crise dont on imaginait mal l'accélération.

Mai 68 s'est nourri de la décolonisation et en a accompagné la crise. En 1968, la décolonisation n'est pas achevée. Les luttes liées à la guerre d'Algérie et à celle du Vietnam ont rythmé le mouvement. Il faut aussi rappeler l'interminable libération de la Palestine toujours inachevée; la période est marquée par la guerre de 1967, Septembre noir jordanien en 1970, l'attentat de Munich en 1972 et la guerre de 1973. En 1975, les indépendances en Angola, Mozambique, et Guinée Bissau sont intimement liées à l'avènement de la démocratie au Portugal. Et il faudra attendre 1993 pour voir la fin de l'apartheid et la libération de l'Afrique du Sud. La crise de la décolonisation commence, alors que la décolonisation n'est pas encore achevée. En 1961, le mouvement des non-alignés se réunit à Belgrade. Le modèle de développement qui se dégage combine une approche mettant l'accent sur un État prédominant, l'industrie lourde, l'encadrement de la paysannerie et avec un horizon keynésien. Il montre ainsi le cousinage entre les approches productivistes occidentales et soviétiques. En 1966, la Tricontinentale à la Havane, soulignée par l'annonce de la mort de Che Guevara en Bolivie en octobre 1967, donne une référence à la radicalité des mouvements. De 1968 à 1972, les mouvements étudiants révèlent l'évolution des régimes dans les pays du Sud. Ils dénoncent la nature des États et leur incapacité à remettre en cause le système international. Les violations des droits individuels, les manquements à l'État de droit, la négation de la démocratie en amenuisent les bases sociales. La rupture des alliances de classes des libérations nationales affaiblit les États. Les crises pétrolières de 1973 et 1977 semblent montrer la montée en puissance du Tiers Monde et des non alignés. En fait, l'offensive du nouveau G7 va inverser la tendance. Cette offensive s'appuie sur les contradictions et le discrédit de nombreux régimes autoritaires et répres-

²² Politique de l'État américain après la crise de 1929, visant à réguler l'économie (sans remettre nullement en cause le capitalisme et ses conséquences).

²³ Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

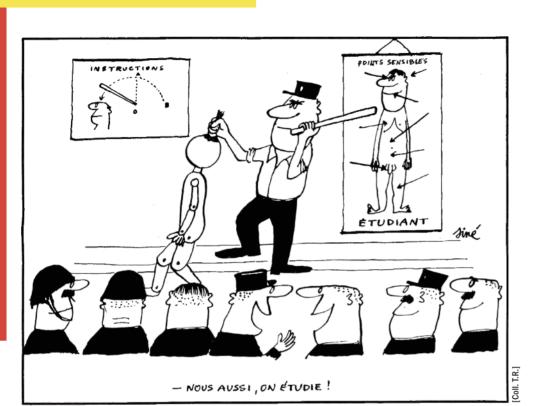
²⁴ L'Organisation mondiale du commerce (OMC)

²⁵ L'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

²⁶ Mouvement politique « communiste » se référant au maoïsme qui dirigea le Cambodge de 1975 et 1979. Le régime procéda au massacre de centaines de milliers de personnes.

²⁷ Président des États-Unis de 1977 à 1981.

²⁸ Président des États-Unis de 1981 à 1989.



Action ! n° 1, mai 1968

sifs. Elle utilise une nouvelle arme redoutable, la gestion de la crise de la dette préparée et utilisée comme une manière de mettre au pas politiquement, et un par un, les pays du Sud. Le modèle de développement imposé repose sur l'ajustement structurel de chaque société à un marché mondial dont la régulation est assurée par la liberté de circulation des capitaux qui fonde la logique du marché mondial des capitaux.

LA CONTRADICTION ENTRE LE NOUVEL ÉLAN ET LA RESTAURATION SE PROLONGE

Après Mai 1968, s'ouvre une période de fortes tensions entre la progression des formes et des idées qui en sont issues, porteuses de nouvelles modernités, et les réponses conservatrices des pouvoirs en place.

Les révolutions, prémonitoires et inachevées, débouchent souvent, par leur échec relatif, sur des répressions et des récupérations. L'ordre moral redresse la tête, en France et dans le monde; la vertu de l'autorité est répétée à l'infini; la légitimité des rapports de domination est réaffirmée. Après les évènements révolutionnaires, s'ouvre souvent une période de reflux, voire de restauration. La société française est coutumière du fait, comme nous le rappellent la Révolution de 1789, la Commune en 1871,

le Front populaire en 1936. Ainsi de Mai 68 qui verra la fougue des libertés retournée dans l'individualisme, la passion de l'égalité recyclée dans l'élitisme, l'amour de l'universel confondu dans l'occidentalisation, l'imagination canalisée par la mar-

chandisation.

Les impulsions nouvelles continuent à cheminer. Malgré les procès renouvelés, la haine des bien-pensants et la récupération débridée des publicitaires, la signification subversive de Mai 68 n'a pas disparu. Les nouveaux mouvements sociaux ont renouvelé les mobilisations, la citoyenneté a reconquis le droit de cité, le collectif et le social peuvent se nourrir de l'autonomie individuelle, la critique des rapports de domination a ouvert de nouveaux espaces d'émancipation.

Mai 68, période de remise en cause radicale, fait remonter à la surface les questions non résolues des révolutions précédentes. Rappelons les interrogations du mouvement de la décolonisation et notamment la question de la souveraineté populaire et de la nature des Etats-Nations. Rappelons aussi les interrogations nées de la révolution de 1917, et notamment la question de la démocratie et des libertés. Rappelons enfin les interrogations nées des luttes ouvrières des années 1930 et notamment la question de la démocratie dans l'entreprise et du rapport entre les mouvements sociaux et la citovenneté. Il reste aujourd'hui à s'interroger sur les limites du modèle keynésien, du soviétisme et des modèles issus des libérations nationales.

Les débats sur la transformation des socié-

tés, et du monde, sont toujours d'actualité.

151 LES UTOPIQUES **7** SOLIDAIRES

L'impensé non résolu est la question de la démocratie, qui reste à définir. C'est sur cette question que porte l'affrontement. Les États-Unis ont mis en avant la démocratie intimement liée au marché capitaliste et l'idéologie spectaculaire des droits de l'homme. Cette prétention cynique ne permet pas de masquer les dénis de justice qui minent la démocratie. Elle relève, comme l'a montré Jacques Rancière29, de la haine de la démocratie par ceux là-mêmes qui s'en gargarisent. La détestation de Mai 68 marque toujours les amoureux de l'ordre et des normes qu'une brise de liberté affole, les classes dominantes qui ont eu si peur et qui sont toujours, depuis, inquiètes de ne pas voir venir une révolte inattendue. Les nouveaux conservatismes relancent le débat sur Mai 68.

Un nouveau mouvement anti-systémique, le mouvement altermondialiste, prolonge et renouvelle les ruptures précédentes, celles de la décolonisation, celles de la révolution de 17, celles du mouvement ouvrier des années 30, celles de Mai 68. Sur la lancée de Mai 68, il propose: le refus de la fatalité en affirmant un autre monde possible; les activités de forums sociaux autogérées; la convergence des mouvements sociaux dont beaucoup se sont affirmés dans cette période; une alternative à la régulation du monde et de chaque société par le marché mondial des capitaux, celle de l'accès aux droits pour tous qui renoue avec la passion de l'égalité.

La période de Mai 68 est close, mais les ondes de choc qu'elle a déclenchées n'ont pas fini de produire leurs effets et leurs contradictions.

Gus Massiah

(Ce travail a bénéficié du soutien précieux d'Élise Massiah)

29 Voir notamment: Le Maître ignorant: Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle, Éditions Fayard, 1987 (réédition poche, 10/18, 2004); La Haine de la démocratie, Éditions La Fabrique, 2005.

Allemagne(s) 68, AVANT ET APRÈS

De l'après-seconde guerre mondiale, surgissent deux Allemagnes : l'une ancrée dans le stalinisme, l'autre où d'anciens dignitaires nazis se sont glissés aux premiers rangs. Expérience particulière que celle des militants et militantes qui se formèrent dans ces années-là et créèrent les conditions du 68 allemand. Les années qui suivront seront fortement marquées par la remise en cause des hiérarchies, y compris syndicales, et le développement du mouvement écologiste.

Willi Hajek* est un des animateurs de Transnationals Information Exchange**, organisation qui rassemble une partie de la «gauche syndicale» allemande et développe un important travail de solidarité internationale. TIE est actif en tant que courant syndical dans le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, mène des actions dans la durée avec des syndicats de plusieurs pays dans le monde (Sri Lanka, Inde, Turquie...), participe au réseau Rail sans frontière, organise chaque année des rencontres entre syndicalistes d'Allemagne et de France...

*Jochen Gester, Willi Hajek, 1968 und dann?, Editions Atlantik, 2002. [1968 et après?] - Jochen Gester, Willi Hajek, Sechs tage der Selbstermächtigung, Editions die Buchmacherei, 2013, Sur la grève chez Opel à Bochum, en 2005 - Willi Hajek et autres, Transformationsprocesse von Arbeit und sozialem Widerstand im neoliberalen Kapitalismus, Editions die Buchmacherei, 2015.

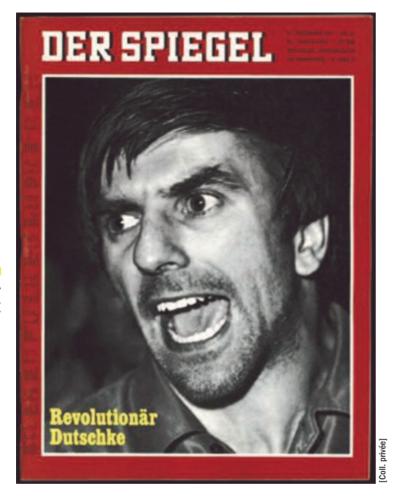
**www.tie-germany.org

1 Tant les chrétiens démocrates de Konrad Adenauer, que les sociaux democrates de Willy Brandt



La grève générale du 17 juin 1953

vant d'arriver aux années 68 allemandes, il convient de revenir sur la décennie 50-60. La deuxième guerre mondiale est terminée. Le pays est libéré du régime nazi par les forces alliées et il y aura deux Allemagnes: la République fédérale (RFA), capitaliste, avec un régime parlementaire; la République démocratique (RDA), realsocialiste, avec la propriété d'État généralisée et un parti communiste (SED) qui dirige et contrôle toute la société, d'une manière assez dictatoriale, ne laissant pas d'espace et de liberté pour des débats un peu contradictoires sur l'orientation socialiste et/ou communiste. Le chemin yougoslave d'une autogestion socialiste est diabolisé; beaucoup de gens quittent la RDA à cause de cette atmosphère irrespirable de dogmatisme et de soumission. En RFA, les nazis ont tourné la veste et les nouveaux ennemis, pour la bourgeoisie et les partis dominants¹, sont l'Union soviétique, la RDA et le bloc de l'Est.



«Le révolutionnaire Dutschke» en couverture de *Die Spiegel*, en date du 11 décembre 1967

En 1953, a lieu la révolte des ouvrier.es en RDA, contre l'augmentation des normes du travail et pour la liberté de faire grève. Elle est violemment réprimée par l'armée soviétique. En 1956, le Parti communiste (KPD) est interdit en RFA. Beaucoup de ses militant.es, prosoviétiques, sont poursuivi.es et se retrouvent en prison. Dans le même temps, après les révoltes ouvrières en Hongrie et en Pologne, en cette même année 1956, un vif débat existe au sein de la jeunesse étudiante, et surtout dans la gauche du parti social-démocrate ainsi que de la confédération syndicale (DGB), sur la situation dans les deux États allemands et sur le rapport entre le socialisme et la démocratie. Le SPD de Willy Brandt est totalement sur la ligne des États-Unis: pour un capitalisme de la libre entreprise. Quant au SED, en RDA, il annonce l'avènement du communisme dans un avenir tout proche. Mais deux choses sont communes aux deux pays: le climat oppressif et le conservatisme socio-culturel. On a là des sociétés bloquées, où il n'est pas facile de vivre pour des gens, notamment les jeunes, ouverts au monde et qui veulent finir avec le poids de l'héritage nazi.

UN AUTRE SOCIALISME EST (PEUT-ÊTRE) POSSIBLE...

En 1960, l'organisation de la jeunesse étudiante, le SDS, est exclue du SPD. Dans ses rangs, un débat se développe sur le socialisme anti-autoritaire, initié par d'anciens militants communistes de gauche comme Willy Huhn, Cajo Brendel, Anton Pannekoek, Karl Korsch, Heinz Brand. L'idée d'un socialisme autogestionnaire et démocratique est au centre des discussions. Il est notamment fait référence à Rosa Luxemburg et la lutte pour des Conseils ouvriers est mise en avant, en opposition à l'étatisme dirigé par un parti omniprésent. Beaucoup de ces activistes – jeunes comme vieux – qui discutent dans le SDS, ont une expérience pratique de la vie quotidienne en RDA et dans le SED, le parti au pouvoir en RDA. Heinz Brand a été secrétaire du SED à Berlin au moment de la révolte de 1953. Il a critiqué fortement l'autoritarisme du régime et s'est réfugié en RFA. Plus tard, il sera enlevé en RFA par la STASI, et ramené de force en RDA. Libéré grâce à une campagne de solidarité, il sera ensuite un militant oppositionnel au sein du syndicat IG-Metall, en RFA.

Un autre militant étudiant, qui devient un des porte-parole du SDS, a un parcours de vie semblable: Rudi Dutschke, véritable symbole du début des années 68 et objet de haine de toute la bourgeoisie, de tous les médias pro-capitalistes et pro-américains en RFA, mais aussi des dirigeants de la RDA. Rudi Dutschke a grandi en RDA, où il passe son bac. Lycéen engagé et ouvertement critique vis-à-vis du régime, il rencontre de nombreuses difficultés dans sa vie quotidienne. Il finit par quitter la RDA, pour s'inscrire à l'université libre de Berlin-Ouest. À

partir de son expérience vécue des deux réalités allemandes, il a été très vite un militant assez reconnu. Rudi Dutschke, dans sa pratique et dans sa réflexion théorique, incitait les travailleurs.ses et la jeunesse à l'insubordination pour mettre en route un processus démocratique de base, en RFA comme en RDA. En 1968, invité à Prague au moment du printemps social, il défendait dans son discours la démocratie des producteurs et productrices², la démocratie d'en bas, en attaquant le socialisme d'État dans l'empire soviétique.

RECYCLAGE DE RESPONSABLES NAZIS

Un autre élément important est à prendre en considération pour saisir le contexte de ces années pré-68: en RFA, une grande partie du personnel dirigeant, au sein du gouvernement et dans le secteur économique et culturel (université, éducation, psychiatrie, management, police, justice et média) sont des anciens nazis, déguisés en «démocrates » sous le régime parlementaire. Kurt Georg Kiesinger a été chancelier fédéral, de 1966 à 1969, dans le cadre d'une alliance englobant les Chrétiens-démocrates et les Sociaux-démocrates; lui et son entourage, avaient tous été des hauts dignitaires sous le régime nazi.

L'ALGÉRIE, LE VIETNAM, ICI AUSSI

À partir de 1964, le SDS a créé des « clubs républicains » dans toutes les villes en RFA. Ce sont des espaces publics de débat. Parallèlement, des militants et des militantes ont été très engagé.es dans le soutien à la révolution cubaine, à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie et du Vietnam, ou aux divers mouvements de libération nationaux en Afrique. Les expérimentations socialistes comme celle menée en Yougoslavie étaient discutées; des échanges intensifs avaient lieu avec les philosophes du groupe Praxis, de Belgrade. Les mouvements en Chine, le Printemps de Prague ou encore les combats des Noir.es aux États-Unis étaient suivis avec passion.

En juin 67, le shah d'Iran est accueilli par le gouvernement allemand à Berlin. Avec les étudiant.es d'Iran en exil, des dizaines de milliers d'étudiants et étudiantes, de travailleuses et travailleurs, manifestent dans la rue, contre ce despote. Tous les partis établis, et une partie des syndicats dirigés par des Sociaux-démocrates de Willy Brandt, mobilisent contre les manifestants et manifestantes. Des bagarres très violentes éclatent, l'étudiant Benno Ohnesorge est tué par un policier, d'un tir de pistolet. C'est la naissance du mouvement de masses des années 68.

NE PLUS SE SOUMETTRE...

Une partie des étudiant.es, et aussi de la jeunesse populaire, commence à radicaliser les formes d'actions: occupations des universités, blocages des rues, confrontations offensives avec les forces de police, attaques des bureaux du parti SPD et CDU, appels aux salarié.es pour qu'ils et elles se mobilisent aux côtés du monde étudiant... Le tribunal sur la guerre du Vietnam a lieu à Berlin, avec de fortes délégations venues de France et d'autres pays. Des salles publiques sont transformées en centres de jeunes, autogérés. Une culture de révolte et

de rébellion s'installe partout: ne plus se soumettre, vivre autrement!

La bourgeoisie réagit: la grande coalition SPD et CDU revient en force; au Parlement, tous les partis demandent une loi pour installer l'état d'urgence. Les médias se déchaînent contre le mouvement social et surtout contre les porte-parole connus, comme Rudi Dutschke. Un neo-nazi tire sur ce dernier, dans la rue, le blessant si gravement qu'il en meurt un an plus tard.

L'ANNÉE 68 : DÉBUT DE LA RUPTURE

ET CHANGEMENT DES RAPPORTS DE FORCES

À l'université, les cours changent de caractère. Fini le cours magistral, les étudiant.es interviennent spontanément, sans la permission de la hiérarchie; elles et ils posent des questions et organisent des cours autonomes. Une fracture apparaît parmi les enseignant.es; il existe un nouveau type d'enseignement, où on écoute les jeunes en les respectant. Un mouvement de femmes s'exprime avec fracas en public. On attaque la normalité et surtout la hiérarchie, partout; dans les institutions comme dans les entreprises, dans les familles comme dans la vie quotidienne. Ce changement de climat social et les révoltes de la jeunesse ont eu des effets, un peu tardifs, parmi les travailleurs et travailleuses.

La grève à Opel (Cologne) en 1973



3 Essentiellement, dans la sidérurgie et l'automobile (Krupp, Hoesch,

« Nucléaire ? Non merci »

4 C'est-à-dire declenchées sans autorisation du syndicat unique

General Motors, etc.)

5 Maoïstes surtout, trotskistes aussi, mais très concurrentiels entre eux et devant les travailleurs et travailleuses.

UNE GAUCHE SYNDICALE AUTOGESTIONNAIRE

C'est dans la Ruhr, région où il y a de grandes concentrations ouvrières³ que commencent, en 1969, les premières grèves spontanées, sans la permission de la direction syndicale et avec des revendications égalitaires (1 mark par heure pour tous). Suivent des vagues de grèves, dans la plupart des usines en Allemagne, pendant au moins 7 ans, avec un point culminant en 1973: il y a alors des centaines de grèves, mais il n'est pas possible d'arriver à une grève générale. Pourtant, les revendications sont semblables partout: conditions de

vie, de santé et de travail («Il n'y a qu'une vie »), droits égaux pour les immigré.es, droit de grève, égalité salariale hommes/femmes, réduction du temps de travail (7 heures par jour; 35 heures par semaine), refus de la cogestion, pour un syndicalisme de lutte et de base.

Les rapports sociaux se transforment: étudiant.es et travailleurs.ses luttent et discutent ensemble, souvent dans les comités de solidarité pour

soutenir les grèves « sauvages4 ». Une partie des militant.es du SDS s'établit dans les usines. Ils et elles trouvent assez vite une base d'appui chez les immigré.es, qui n'ont pas les mêmes droits que les ouvrier.es allemand.es. En 1973, des grèves explosent un peu partout, toujours déclenchées par des immigré.es qui demandent leurs droits. Le syndicat officiel est presque toujours aux côtés du patronat. Chez Ford, à Cologne, 12 000 travailleurs et travailleuses venant de Turquie et une centaine d'ouvriers allemands occupent l'usine durant quelques

jours. Cette grève est devenue le symbole de la prise de

> de la population immigrée en Allemagne.

conscience de classe,

En 1970, pour la première fois, des listes oppositionnelles étaient a p p a r u e s, dans les usines et les administrations, lors des élections des délégué.es. Composées en prité par des et milier.

majorité par des ex-mili-

tants et militantes du SDS, des immigré.es et des ouvrier.es allemands combatifs, elles eurent rapidement du succès. La dynamique s'amplifie au fil des ans. Le gouvernement de Willy Brandt et l'État réagissent: interdictions professionnelles dans les fonctions d'État pour tous ceux et toutes celles qui sont reconnu.es communistes ou révolutionnaires – du facteur aux enseignant.es – exclusions des syndicats du DGB, licenciements de masse des syndicalistes combatifs...

Une gauche syndicale se forme. Mais, en même temps, des partis révolutionnaires⁵ se constituent; la plupart veulent instrumentaliser les pratiques syndicales, pour renforcer la construction du « vrai parti de

la classe ouvrière ». Seule une minorité des syndicalistes combatifs et combatives développe une pratique autonome et dépassant les rivalités entre groupuscules. Chez Mercedes à Stuttgart, Hambourg et Brême, chez General Motors à Bochum, dans la sidérurgie, dans le service public, dans la chimie chez BASF, Bayer et Sanofi, se constitue une gauche syndicale et autogestionnaire, qui est aussi la base de la fondation du mouvement TIE.

MOUVEMENT OUVRIER ET ÉCOLOGIE

À partir de 1975, un mouvement social et populaire se forme, contre la construction des centrales nucléaires. Au sein des mouvements sociaux et syndicaux, commence un débat, large et passionnant, sur le progrès, sur le productivisme et sur l'idée du socialisme. Dans la conception traditionnelle, le progrès social vers le communisme était directement lié au développement des forces productives: chaque nouvelle technologie rapproche du communisme. Avec la critique des centrales nucléaires, cette orientation est massivement mise en question. Commence alors à se répandre l'idée que, peut-être faut-il arrêter ce train du progrès, en descendre et réfléchir ensemble à la direction que nous voulons prendre...

Ce mouvement écologique et de base ouvre de nouvelles alliances avec les paysan.nes, des chercheurs et chercheuses, des jeunes, des syndicalistes... Dans certaines régions paysannes, comme le Wendtland⁶ ou autour de Fribourg et Whyl, des actions quasi insurrectionnelles sont menées contre l'installation d'une centrale nucléaire. Une coopération se met en place entre militant.es des deux côtés du Rhin: dans la région de Whyl, le Larzac devient un symbole et la lutte sera gagnée. Beaucoup de celles et ceux qui s'étaient engagé.es et révolté.es dans les années post-68 se retrouvent dans ce mouvement. Une nouvelle période, socio-écologique, s'ouvre. Parmi les syndicalistes, une minorité s'engage dans ces luttes. Le mouve-

ment écologique est devenu un facteur important dans la société allemande et a changé le quotidien des militant.es. On retrouve la continuité et le pont des générations aujourd'hui, dans la mouvance pour la solidarité avec les migrants et migrantes, pour une agriculture paysanne, pour la nourriture saine, contre la maltraitance des animaux dans les abattoirs, pour la réduction du temps de travail, pour le revenu minimum ou encore pour un transport public et gratuit. C'est tout cela qui s'exprime dans la grande manifestation qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes, à Berlin le 20 janvier 2018. Vivre et travailler autrement, est l'orientation qui réunit les différentes sensibilités et générations, créant le lien avec les années 68, dont la mémoire reste vivante et encourageante dans le paysage social et syndical de base en Allemagne aujourd'hui.

Willi Hajék

Manifestation du 20 janvier 2018 à Berlin



6 Comparable au Larzac français.

161 LES utopiques 7 SOLIDAIRES 160

Les Acratas

Mai 68 en Espagne, le concept peut paraître anachronique puisque le pays était soumis, depuis plus de trente ans, à la dictature du régime de Franco. Pourtant, cible d'une répression féroce jusqu'à la mort du caudillo en 1975, la résistance ne cessa jamais*. Elle prit des formes diverses avec des dissensions internes particulièrement dures. Tout cela, sans trop de soutien du mouvement ouvrier international, dont les forces les plus puissantes ne souhaitaient pas réveiller les espoirs d'une révolution espagnole éloignée du « socialisme réel » qui s'étendait sur une partie de la planète. Les années 60 sont celles d'un renouveau du syndicalisme dans l'État espagnol, avec notamment l'émergence des Commissions ouvrières**. L'article dont nous reprenons ici des extraits est issu du numéro 93 de Libre piensamento***; il décrit un mouvement particulier, les Acratas...

Historien, Joan Zambrana est l'auteur de plusieurs publications****, notamment sur la période dite «de transition», c'est-à-dire les années qui ont suivi la mort de Franco.

Libre pensamiento est la revue «de réflexion et de débat» de la Confederación General del Trabaio*****.

de Madrid



8

Franco: terreur et dictature avec le soutien de l'Église catholique

'année 1968 est sans doute une année « mythique » dans le sens positif du terme, compte tenu du déroulement des évènements et mobilisations sociales à l'échelle mondiale. C'est un moment de renouveau d'inspiration libertaire, avec pour but la fin du « vieux monde » de l'exploitation humaine, qui trouvait ses différentes expressions dans le « capitalisme » et un mal-nommé « socialisme » [...]

Le premier élément à prendre en considération est la remise en perspective d'un mouvement étudiant, historiquement méconnu et qu'on pourrait dénommer « notre petit mai ». Il s'agit du groupe les Acratas. La brillante expérience subversive qu'ils et elles ont menée dans plusieurs universités de Madrid, en 1967 et 1968, a

^{*}La «transition démocratique», qu'au plan syndical Commissions ouvrières et UGT accompagnèrent, ayant soigneusement évité de rompre avec ces années-là, le combat ne s'est pas arrêté avec la mort de Franco. Loin s'en faut...

^{**} C'est un des outils dont se dotent alors les travailleurs et les travailleurs et les travailleuses, confronté.es au « syndicalisme vertical» de l'État franquiste, et à la clandestinité des organisations historiques de la révolution. L'évolution de ces structures, leur récupération par le Parti communiste, les difficultés de la Confédération nationale des travailleurs, etc., autant de sujets qui doivent alimenter notre réflexion. Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

^{***} Traduction : Gloria Sánchez Reina.

^{****} Voir, en castillan ou catalan www.cedall.org

^{**** *}www.cgt.org.es -www.librepensamiento.org



mobilisé des milliers d'étudiants et étudiantes contre la dictature franquiste [...] Notre mai 68 (temporellement situé entre 1967 et 1968) est le petit frère d'autres plus connus, comme ceux de France ou des États-Unis. Cependant « notre petit mai » a été d'une grande importance dans le contexte de la farouche dictature franquiste. Il a largement contribué à l'apparition d'une force politique réelle qui a regroupé un nombre important d'étudiants et étudiantes, autour d'un sentiment transgresseur, antiautoritaire et révolutionnaire. Le groupe les Acratas de Madrid est l'expression abrupte d'une nouvelle rébellion étudiante révolutionnaire; elle ne trouve pas ses racines idéologiques dans l'anarchisme historique antérieur, mais dans l'imaginaire libertaire pluriel [...] L'importance du groupe les Acratas de Madrid est reconnue par quelques livres et récits, certes minoritaires, qui font référence aux «évènements de 1968 » d'un point de vue radical et révolutionnaire. La revue Internationale Situationniste a été une des premières à écrire sur le groupe madrilène. Dans le numéro 12, de septembre 1969, cet outil d'expression des situationnistes a publié « Notes sur l'Espagne» et a fait l'allusion suivante au groupe les Acratas:

« (...) À Madrid, le groupe des Acratas a su mieux que tout autre, tout en rompant avec l'illusion d'un syndicalisme révolutionnaire, exprimer des positions radicales et leur donner une réalité scandaleuse. Constitué en octobre 1967, ce groupe n'est pas sans analogies, qui en disent long sur l'époque que nous vivons, avec celui des Enragés de Nanterre: même programme, mêmes formes d'action. L'initiative de la violence qui appartenait trop souvent à la police, est devenue, sous leur influence, le fait quasi quotidien des "étudiants" (...) Par ce geste ils renouaient avec la grande tradition révolutionnaire qui n'a jamais vu autre préliminaire à l'instauration du pouvoir absolu des conseils ouvriers dont, bien sûr, les Acratas se réclamaient. Si les Acratas ont disparu en juin 1968, ils ont laissé le vivifiant souvenir d'un groupe aussi proche de Marx que de Durruti et aussi loin de Lénine que de Proudhon.»

Pour mettre fin à ce bref parcours historique sur le groupe les Acratas nous voudrions souligner le travail de l'historien Miguel Amorós, qui dans son livre 1968 - El año sublime de la Acracia¹, nous offre quelques pages magnifiques sur le parcours existentiel du groupe en démentant plusieurs assertions: «Quand on parle des protagonistes, on fait référence à l'Acratie madrilène des années 1967-1968, l'expression la plus profonde et gaie du désenchantement et mécontentement de leur époque, ingrédient fondamental de la version ibérique et "avant la lettre" du Mai 68 français. Le groupe a été démantelé par la répression vers la fin de 1968 mais leur héritage est toujours vivant pour ceux qui adhèrent au côté passionnel des faits. Les Acratas étaient une bande hétérogène, dont les membres n'étaient pas réguliers et qui peut à peine être considérée comme un groupe. Ils n'avaient pas de liens avec les libertaires exilé.es. Cette bande a mené, depuis la cité universitaire de la capital de l'État, un combat enthousiaste, entre les structures du système éducatif – les obsolètes et celles qui les ont remplacés – et la multitude d'étudiants insatisfaits des dirigeants franquistes (...) Les Acratas, non assimilables à l'anarchisme classique, ont laissé peu de traces parce qu'ils ont été quidés par une

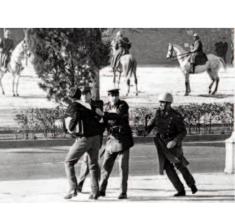
LES utopiques 7 SOLIDAIRES **164 165** ■ LES utopiques **7** SOLIDAIRES

passion destructrice qui a donné lieu à beaucoup de malentendus. (...) On les a également traités de marcusiens et situationnistes, même si au sein de l'appauvrie université espagnole de 1968 personne ne connaissait l'International situationniste, ni encore moins Marcuse². » [...] Nous pouvons affirmer sans aucun doute que, par rapport aux différents groupes nés pendant les dernières années du franquisme (entre 1968 et 1975), le groupe les Acratas madrilène a été le mouvement contestataire le plus intense et massif. Cette première voie d'entrée de la pensée néolibertaire, si typiquement espagnole et si surprenante, est l'expression la plus démonstrative de « notre petit mai ». Nous n'allons pas détailler les nombreux évènements et activités menées par les étudiant.es madrilènes qui ont abouti à une spirale « action-répression » et à l'emprisonnement d'un grand nombre. La mobilisation étudiante a pris une telle ampleur que pendant plusieurs mois, les facultés de la capitale ont été fermées par des bureaucrates franquistes effrayés, qui ne virent d'autres solutions pour en tenter d'étouffer la colère et la révolte déclenchées par le mouvement des étudiants et étudiantes [...] Les réflexions de Juan Gómez Casas, militant anarchosyndicaliste et historien libertaire, sont un excellent complément: «Le mai-juin français a eu un impact considérable sur ce pays, tout comme au niveau mondial. La vaque libertaire provoquée par les évènements à Paris est arrivée ici et a provoqué des changements remarquables, notamment dans l'université, le monde du travail et le monde éditorial (...) Il y a eu un évènement d'importance : des groupes antiautoritaires ont commencé à apparaître; des groupes autonomes et indépendants, qui s'installèrent dans les quartiers et les entreprises et proliférèrent dans chaque région. Il s'agissait du terrain fertile qui allait

nourrir la nouvelle Confédération nationale du travail (CNT), même si c'est un fait méconnu parmi les comités, allergiques aux manifestations autonomes.»

Un troisième élément fondamental pour le futur de l'anarchosyndicalisme dans le pays, est le rapport croissant entre certains de ces nouveaux groupes libertaires post-68 et les différentes «familles » de «l'anarchisme historique» dans l'exil ou la clandestinité. Cette relation progressive, virtuellement inexistante avant 1968, a fleuri postérieurement de façons différentes au début des années 1970. En 1975 et 1976 on a atteint un consensus qui a abouti à la reconstruction de la Confédération nationale du travail dans l'État espagnol. Sans l'énergie et l'ancrage de ces groupes libertaires, anarchistes, autonomes et antiautoritaires, la reconstruction de la CNT aurait été bien plus complexe et difficile qu'elle l'a été en 1976. Plusieurs études historiques s'en sont fait l'écho, même s'il n'y avait pas d'unanimité stratégique de la part de ces nouveaux groupes, sur la viabilité ou la pertinence de la reconstruction de la CNT dans notre pays. Rétrospectivement, il est paradoxal que la nouvelle dynamique de « re-politisation libertaire » ibérique, initiée par les «échos de Mai 68», ait pris fin avec la reconstruction de la CNT, rendue possible grâce à l'appui d'une bonne partie des militants et militantes de ces nouveaux groupes.







L'importance symbolique de l'anarchisme historique au sein de l'imaginaire collective espagnol et la faible présence sociale des nouveaux groupes libertaires et antiautoritaires parmi la militance antifranquiste ont provoqué ce changement des objectifs. Cette symbiose entre les anciennes structures historiques confédérales et les nouveaux groupes impliqués dans la renaissance de la CNT a porté ses fruits. Elle s'est notamment retrouvée dans les revendications ouvrières et la fraternité libertaire de nombreuses luttes sociales. Malheureusement, comme on l'a constaté ensuite, les liens établis n'ont pas réussi à reconstruire

un anarchosyndicalisme accroché au passé. Des conflits ont refait surface et ont polarisé gravement la jeune et fragile praxis syndicale / autonome / libertaire. Il faut y ajouter un évènement important et prévisible: les manœuvres de l'ancien/nouveau régime (post)franquiste qui visaient à mettre des bâtons dans les roues de ce radieux printemps libertaire.

Joan Zambrana³

² Herbet Marcuse (1898-1979), philosophe et sociologue marxiste, fut une référence importante pour de nombreux mouvements contestant l'ordre établi des années 1960-1970.

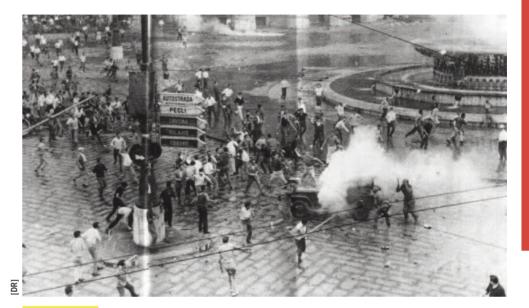
³ Texte extrait de « échos de Mai 68 dans le printemps libertaire

Le Mai rampant LOGIQUE DE MOUVEMENT ET LOGIQUE DE GUERRE

1968, en ce qui concerne l'Italie, englobe en réalité une décennie entière. Preuve en est, le fait qu'on parle de « Mai rampant » pour indiquer ainsi le déploiement d'un cycle long de luttes. En cela, il se différencie du Mai français, sans aucun doute plus intense mais en même temps plus court. C'est ce que narrent ces quelques « notes en marge du 68 italien »*.

Enseignant en Lombardie, Cosimo Scarinzi a été durant plusieurs années un des coordinateurs nationaux de la Confederazione unitaria di base** (CUB), qui est un des principaux « syndicats de base » italiens. Il est actuellement coordinateur de la CUB Scuola Università Ricerca***.

italien



Piazza Statuto, Torino,

L'Italie traversée par cette mobilisation de 68 a vécu, durant les deux décennies précédentes, des changements très importants : en premier lieu, un extraordinaire développement économique, le soi-disant « miracle italien » qui avait entraîné une mutation du style de vie dans le pays; au mi-temps des années 1950, la moitié de la population était analphabète et, en très grande partie, toujours agricole, avec dans certaines régions un mode d'exploitation très archaïque. Ce développement s'entrecroisera avec les importants flux migratoires vers l'Europe du centre-nord et vers l'Amérique latine, mais aussi, à l'intérieur du pays, du sud vers le nord et même dans les régions du nord, des campagnes vers les villes. Dans les grandes agglomérations donc, se développe un nouveau prolétariat qui vit dans une forte attente d'amélioration de son niveau et de ses conditions de vie (l'accès au logement, aux services publics était très problématique, les conditions de travail, très dures).

^{*}Le texte original de Cosimo Scarinzi a été traduit en français par Giuseppe Mucciante, que pous remercions

^{**}Confédération unitaire de

^{***} École, Université, Recherche.

On assiste à un double processus. D'un côté, une forte demande de modernisation de la part de la jeune génération, en premier lieu des femmes. Ceci se heurte de façon radicale au système politique traditionnel: il suffit de rappeler que le droit au divorce et celui à l'avortement ne seront acquis que dans les années 1970 : c'est seulement à cette époque que sera abolie une loi barbare, qui prévoyait le « délit d'honneur » (un homme qui tuait sa femme adultère ne risquait que des peines très modestes). Par ailleurs, on assiste à un durcissement de l'affrontement de classe, avec, aux premiers rangs, la jeune génération du prolétariat, souvent composée d'immigrés du sud de l'Italie.

Cette complexité était d'autant plus évidente en Italie car – à la différence d'autres pays où le capitalisme était plus développé – il ne manquait pas de véritables révoltes urbaines sur une base de classe. Rappelons en particulier à Turin, en 1962, la révolte de la place Statuto¹ animée par une jeune génération de prolétaires de la banlieue qui se battait contre la signature d'un très mauvais accord chez Fiat; plus tard, en 1969, la révolte du boulevard Traiano² où on a vu un quartier

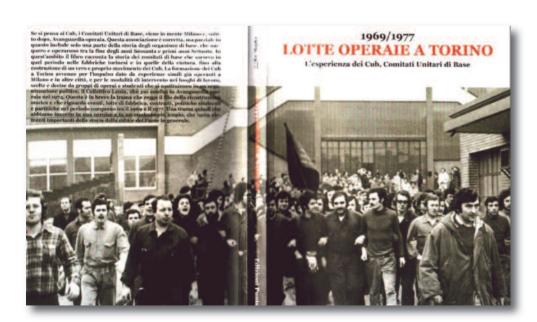
entier se battre aux côtés des ouvriers contre la police et, dans certaines régions du sud aussi, des révoltes paysannes.

GÉNÉRATION, GENRE, CULTURE ET CLASSES

Bien sûr, le lien entre une révolte de génération, une question de genre et la lutte de classes ne fut pas immédiatement un concept évident; par la suite, il ne restera pas non plus comme une mémoire partagée par les acteurs et actrices de la mobilisation. Au contraire, au début, le mouvement apparaissait uniquement comme celui des jeunes et des étudiant.es.

Par ailleurs, l'ensemble des années 1970 a été traversé par une mutation moléculaire

> Luttes ouvrières à Turin. L'expérience des CUB, Comités unitaires de base, Milano, Punto Rosso, 2009



qui a touché la jeune génération, à travers la formation d'un réseau très dense de groupes de musique. Ils exprimaient pleinement, bien que de façon intrinsèque, une radicalité politique, une exigence de vivre sa propre vie en dehors des schémas. C'était une critique des styles de vie traditionnels, qui s'exprimait aussi à travers le succès de nouveaux courants musicaux, artistiques, cinématographiques et par l'affirmation d'une idéologie, par certains aspects ambiguë, mais en soi explosive, celle de l'exaltation de la jeunesse. Les institutions scolaires et universitaires traditionnelles ont eu du mal à trouver une réponse à cette irruption d'énergie; pire, elles sont entrées dans une crise radicale. Ce fut la saison de l'anti autoritarisme.

Pour être honnête, il faut admettre que ce mouvement a été largement facilité par la capacité d'adaptation d'une large frange de l'intelligentzia, qui a épousé avec enthousiasme les « nouveautés » et, comme on dit, l'a brossé dans le sens du poil. On a eu en définitive une période pendant laquelle la culture de « mouvement » a exercé une véritable hégémonie, au moins sur la partie la plus vive de la société. Cependant, pour des

raisons évidentes, les organisations politiques et les syndicats institutionnels de la gauche ont eu du mal à nouer une relation avec les événements. Les organisations de jeunesse des partis ont traversé une véritable crise. À plusieurs occasions, le puissant Parti communiste italien a condamné « les excès » des mouvements. Cette difficulté vient du fait que les responsables intermédiaires des partis et des syndicats de gauche étaient des hommes, pas forcément âgés mais pas non plus très jeunes. Ils étaient liés aux valeurs traditionnelles du travail et de la famille et avaient du mal à dialoguer avec des personnes qui revendiquaient un style de vie complètement différent du leur. À de larges secteurs du prolétariat, ce mouvement apparaissait comme étranger, sinon importé d'autres univers culturels et en particulier de l'univers angloaméricain.

Cette difficulté culturelle trouve aussi une expression intellectuelle dans une célèbre poésie d'un important écrivain et réalisateur lié au Parti communiste: Pier Paolo Pasolini affirme, un peu provocateur, être du côté des policiers issus des milieux populaires, contre les étudiants petits-bourgeois, si ce n'est bourgeois, substantiellement fascistes malgré leur affichage en révolutionnaires et de gauche.

En 1968, la naissance d'un imposant mouvement étudiant, d'une part, absorbe les courants culturels qui s'étaient développés en foyers de contestation dans les années 1960 (beatniks, babas cool, hippies...) et d'autre part, fournit un énorme espace pour l'éclosion de ce qu'on appellera plus tard la nouvelle gauche (à la gauche du Parti communiste). Au début des années 70, les militants et militantes de l'ensemble des groupes de cette « nouvelle gauche » étaient bien plus nombreux que ceux du Parti communiste. Certes, c'étaient des militant.es venus globalement d'un seul segment de la société, celui de la jeunesse. Ajoutons que, si l'on veut utiliser comme critère d'évaluation la productivité, ils et elles étaient des

¹ Dario Lanzardo, La rivolta di Piazza Statuto – Torino luglio 1962, Édizioni Feltripolli, 1969

² Il giorno più lungo. La rivolta di corso Traiano (Torino, 3 luglio 1969). BFS Édizioni, 1997.

171 LES UTOPIQUES **7** SOLIDAIRES

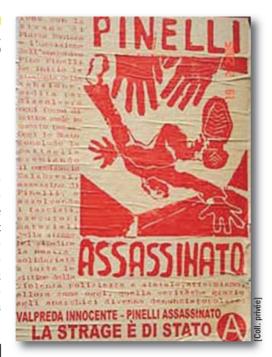
Pinelli assassiné. Affiche de décembre 1969

militant.es extraordinairement improductifs par rapport au volume de travail effectué. Mais malgré cela, la nouvelle gauche dans son ensemble a exercé pendant quelques années une hégémonie substantielle, au moins du point de vue des modalités de communication, des styles de vie; ceci vis-à-vis de la jeune génération principalement, mais au-delà dans les grands centres urbains.

DE NOMBREUSES GRÈVES

Les formes d'action du mouvement pendant cette phase n'ont pas eu de caractéristiques très originales: occupations de lycées et d'universités, assemblées, manifestations, formation de nouveaux leaderships qui seront ensuite en grand partie absorbés par les groupes de la nouvelle gauche. Plus intéressante, à moyen et long terme, est la formation d'un ensemble de médecins, avocats, enseignants, magistrats, etc., qui susciteront une radicale remise en discussion des statuts, des traditions, de la place de leurs professions et souvent de manière dialectique avec les organisations syndicales. Pour ne citer qu'un exemple, on ne pourrait pas comprendre les grandes luttes des enseignant.es et du personnel hospitalier des années 80 si on ne sait pas que celles et ceux qui animaient ces luttes étaient les « petit.es » de ce Mai-là.

Si l'on veut comprendre ce qui a été le passage du 1968 des étudiant.es au 1969 des ouvrier.es, mais aussi des employé.es et des technicien.nes, il suffit d'observer quelques chiffres. On a enregistré, jusqu'à la minovembre 69, 250 millions d'heures de grève



toutes catégories confondues: un record jamais égalé dans la dernière décennie. En 1960 on a eu 46,1 millions d'heures de grève, en 1961 79,1 en 1962 181,7 (c'était la période des négociations pour les nouveaux accords de branche); toujours en millions d'heures, on en a compté 91,1 en 1963, 104,7 en 1964, 55,9 en 1965. En 1966, il y en eut 115,3 (encore une période de négociation pour les nouveaux accords de branche), en

3 Source: Il Mattino du 1er décembre 1969.

4 Metalmeccanica dans le texte italien. Il s'agit de la branche industrielle qui fabrique des produits finis (automobiles, électroménagers...) En revanche la metallurgia désigne la fabrication de métaux. En français, cette distinction n'existe pas.

5 Le 12 décembre 1969, une bombe éclate piazza Fontana à Milan: 16 personnes sont tuées, 88 blessées. L'extrême-droite italienne inaugure ainsi une stratégie de la tension qui marque le début des « années de plomb». La police se saisit de l'attentat pour faire une razzia dans les milieux des groupes d'extrême-gauche et libertaires; des milliers de militants et militantes sont arrêté.es. Le cheminot anarchiste Giuseppe Pinelli « chute » du quatrième étage du commissariat où il est interrogé (voir notamment la pièce de théâtre de Dario Fo, Mort accidentelle d'un anarchiste, 1970 ou le livre de Luciano Lanza, La ténébreuse affaire de la piazza Fontana, Éditions CNT-Région parisienne, 2005.

1967 68,5 et enfin, en 1968, on en a enregistré 73,9. La perte de production en 1969 a été chiffrée à 800 milliards de lires³, en bonne partie dans la métallurgie⁴.

Fin décembre 1969, le journal Corriere della Sera indiquait que «les négociations pour les nouveaux accords de branche dans la métallurgie (secteur privé), ouvertes le 8 septembre avec une première rencontre entre syndicats et patronat, ont vu pour chaque travailleur et travailleuse du secteur 184 heures de grève jusqu'aujourd'hui 22 décembre ».

La Stampa du 8 décembre 1969 mentionnait, pour les entreprises du même secteur mais contrôlées par l'État, « 164 heures de grève tournante et 8 heures de grève générale par personne, entre le 12 septembre (début des négociations) et le 9 décembre (fin de celles-ci), avec une perte salariale de 90 000 lires ».

LES ANNÉES ROUGES

Mais il ne s'agit pas seulement de quantité. Un cycle de luttes de cette importance implique une modification du vécu et la naissance d'un véritable mythe social qui voit, en tant que sujet de la transformation, la classe ouvrière: et non seulement, ni principalement, les partis de la classe ouvrière, mais bien la classe en tant que telle, dans son irruption sur le devant de la scène. Ce n'est pas un hasard si dans cette période une alliance pour une action commune entre ouvrier.es et étudiant.es semble envisageable. Les assemblées ouvrier.esétudiant.es, à côté de comités de base d'entreprises qui naissent çà et là sur le territoire, jouent un rôle extraordinaire avant d'être absorbées en partie par une profonde réorganisation du mouvement syndical. Cela se fait grâce à la naissance des Conseils des délégués, basés dans un premier temps sur le principe « tous déléqué.es, tous éligibles »; aussi via des tentatives, surtout chez les métallurgistes, d'union syndicale; enfin, par une plus grande autonomie du syndicat vis-à-vis des principaux partis de référence et le développement de relations horizontales.

Les deux « années rouges » 1968-1969 sont, dans leur complexité et dans le fait d'être un processus, plus qu'un événement singulier, à interpréter comme un bloc. Il s'agit d'un mouvement de révolte globalement unitaire qui devra se confronter en décembre 1969 à l'irruption sur le devant de la scène du massacre de piazza Fontana⁵ et en général au terrorisme d'État, dans une perspective concrète de coup d'État, avec la prise de conscience qu'à ce moment-là, de larges secteurs de la classe dominante étaient plus que disposés à déplacer l'affrontement social sur un terrain politicomilitaire.

Cosimo Scarinzi

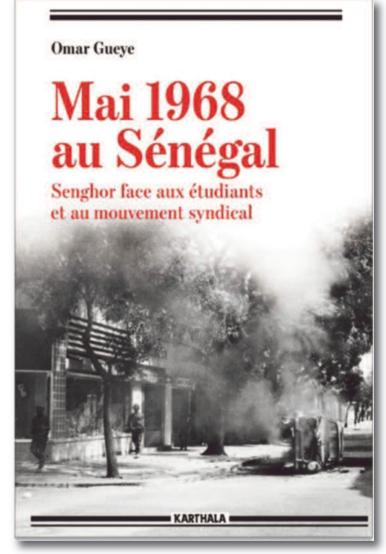
Mai 68 au

Le Mai 68 sénégalais a sa propre originalité, contrairement aux propos du Président alors en exercice, Léopold Sédar Senghor, qui dénonçait une simple copie du Mai parisien, en quelque sorte un effet de mode. Mais on y retrouve des formes connues ailleurs; notamment la conjonction, si ce n'est l'alliance, entre les mouvements de la ieunesse scolarisée et étudiante d'une part, les travailleurs et travailleuses d'autre part. Surtout, il s'inscrit, lui aussi, dans un mouvement internationaliste présent dans la durée. Les mois précédents ont été ponctués de manifestations de soutien aux peuples en lutte: Vietnam, Ghana, Palestine, Afrique du sud... Le contexte colonial pèse aussi: par exemple dans l'institution éducative, mais aussi à travers l'appui que l'armée française apporte au pouvoir, pour réprimer les grèves et manifestations.

Cheminot retraité, Christian Mahieux est membre de SUD-Rail et de l'union interprofessionnelle Solidaires Val-de-Marne. Il participe à la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires, où il suit notamment le Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Momar Sall, cheminot, est secrétaire général du Syndicat des travailleurs du petit train de banlieue de Dakar (SYNAPTB), affilié à la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS).

Sénégal

Omar Gueye, Mai 68 au Sénégal. Senghor face aux étudiants et au mouvement syndical, Éditions Karthala, 2017



université de Dakar a été créée en 1957. Elle est la première dans ce qui est encore l'Empire français d'Afrique. S'y retrouve une population d'origines diverses. En 1968, il y a « 23 nationalités différentes, 27% de Français sur les 3138 inscrits, les autres se répartissant entre 32% de Sénégalais, 38% autres Africains francophones, 3% autres¹». La France y règne encore: par la langue parlée, par les

1 http://maitron-en-ligne.univparis1.fr/spip.php?article16738, notice Mai 1968 au Sénégal par Françoise Blum.

enseignements, par le mode d'organisation, par le personnel, par le financement. C'est aussi le lieu où une certaine opposition au régime de parti unique² persiste à exister à travers les mouvements de jeunesse.

En octobre 1967, la commission des allocations scolaires de l'enseignement supérieur du Sénégal décide le fractionnement des bourses dans l'enseignement supérieur. De fait, cela signifie une réduction à la moitié, voire au tiers, de leur montant. L'Union des étudiants sénégalais (UDES) proteste contre cette mesure. Des négociations débutent avec le gouvernement; elles traînent, mais n'aboutissent pas. Le 18 mars 1968, l'UDES appelle à une première journée d'action. Mi-mai, malgré une nouvelle journée de grève et de nouvelles séances de discussions, rien n'est réglé. Le 24 mai, une assemblée générale convoquée par l'UDES appelle à la grève générale reconductible, à compter du 27. S'y ajoute le mot d'ordre de boycott des examens. À la vieille de la grève, l'UDES diffuse un mémorandum de 9 pages qui va bien au-delà de la seule question des bourses. La politique gouvernementale en matière d'éducation est frontalement remise en cause. Les moyens financiers sont dénoncés comme insuffisants (d'autant qu'y sont comparées les défenses propres au gouvernement pour son fonctionnement et le coût de la police, de l'armée...). Le colonialisme français est aussi visé: «Dans le domaine de l'enseignement supérieur, toute perspective d'une juste politique de formation des cadres est annihilée par le fait qu'audelà des déclarations qui prétendent l'université sénégalaise à vocation universelle, le gouvernement sénégalais n'effectue aucun contrôle sur celle-ci, qui n'est en réalité qu'une université française installée au Sénégal.³ »

L'Union des étudiants de Dakar (UED), qui rassemble au-delà des seuls Sénégalais, est partie prenante du mouvement. Des piquets de grève sont organisés, à l'université, mais aussi devant les lycées, les collèges et les écoles. La grève se généralise rapidement parmi la jeunesse scolarisée et étudiante.

Comme dans le texte de l'UDES, les revendications exprimées localement tournent autour des moyens pour l'enseignement, de la qualité de celui-ci, mais aussi du régime imposé aux jeunes: relents colonialistes chez une partie du corps enseignant français, discipline très stricte, mauvaises conditions matérielles, privation de tout droit au chapitre dans le fonctionnement des lycées... L'université de Dakar est occupée à partir du 27; la cité universitaire aussi. En réponse, c'est comme dans bien d'autres pays, l'escalade répressive. Le gouvernement ferme tous les établissements scolaires. À Dakar et dans la périphérie, des jeunes se retrouvent dans les rues, manifestent et s'affrontent à la police. Les résidences du ministre de l'Éducation nationale, du maire du Grand Dakar, et de quelques autres personnalités sont prises d'assaut. Thiés, Saint-Louis, Rufisque, ou Kaolack connaissent des situations similaires. Le 29, les forces armées gouvernementales envahissent l'université occupée. Il y a 1 mort et 69 blessés: tous les étudiant.es présent.es sont arrêté.es. Les Sénégalais sont internés dans un camp militaire, les étudiants originaires d'autres pays africains sont expulsés.

Lycéens.es, étudiant.es... et enseignant.es se rassemblent. Le Syndicat universitaire de l'enseignement laïc (SUEL) décide à son tour la grève. Et surtout, le bureau de l'Union nationale des travailleurs sénégalais (UNTS4) lance le mot d'ordre de grève générale pour le 30 mai à minuit. La confédération syndicale affiche ainsi son autonomie, alors que depuis plusieurs années, elle est soumise à la pression de celles et ceux qui veulent son intégration dans le parti unique. Militant.es de l'UNTS et de l'UDES travaillent ensemble à la réussite du mouvement. La Casamance reste très en retrait, mais partout ailleurs les salarié.es des services publics et parapublics partent en grève, rejoignant ainsi la jeunesse. L'Union régionale UNTS du Cap-Vert, qui avait fortement pesé pour l'appel à la grève, est à la pointe de la lutte. Des ordres de réquisition sont délivrés; ils sont massivement ignorés, malgré les menaces de sanction qui, finalement, seront pour la plupart abandonnées.

Le 30 mai, Léopold Sédar Senghor s'adresse à la population, à la radio. Il rejette les revendications, notamment celles du mouvement étudiant. Le couvre-feu est décrété, l'armée est chargée du « maintien de l'ordre ». Le lendemain matin, l'armée intervient à la Bourse du travail de Dakar. 200 personnes qui participaient à un meeting sont arrêtées. Elles sont transférées au camp de Dodji; la veille, le président sénégalais avait fait appel à l'armée française pour le rendre opérationnel. Après ces arrestations, la manifestation, initialement prévue vers la Bourse du travail, se dirige vers le centre-ville. Il y aura 2 morts, beaucoup de blessés et 900 arrestations.

le pouvoir accepte finalement de négocier. Le 9 juin, il libère les syndicalistes. Le 13, des accords sont signés par le gouvernement, le patronat et les organisations syndicales; les salaires sont augmentés, notamment le SMIG de 15 %. Vis-à-vis du mouvement étudiant, les discussions iront moins vite; elles ne débutent officiellement que le 6 septembre. La présence des élèves n'est pas acceptée par le gouvernement; l'un d'eux, Mody Diop, fut «déguisé» en étudiant pour intégrer la délégation de l'UDES. Des accords seront signés, le 14 septembre avec les étudiant.es, le 26 avec les lycéen.nes. Les bourses sont revalorisées, une réforme de l'université est engagée, les prix du restaurant universitaire baissent, des engagements sont pris quant à la construction de logements universitaires, les élèves expulsés des collèges et lycées sont réintégrés... En septembre, toutes celles et tous ceux qui se présentent aux examens sont reçu.es.

L'UNTS sera dissoute deux ans plus tard. Entre-temps, en 1969, le pouvoir avait largement contribué à la fondation de la Confédération nationale des travailleurs sénégalais (CNTS), qui accepte alors «*la participation responsable*⁵» que l'UNTS avait rejetée. À compter de 1977, notamment sous l'impulsion du courant Renouveau syndical⁷, ce suivisme syndical est remis en cause au sein de la centrale, avant d'être officiellement abandonné... bien plus tard⁸.

Christian Mahieux, Momar Sall

² L'Union progressiste sénégalaise (UPS), au service du pouvoir, est la seule organisation politique du pays; plus exactement, les autres sont interdites.

³ Dans la même veine que ce rapport de l'UDES, la confédération syndicale UNTS écrivait fin avril 1968: «Les grands trusts qui contrôlent notre économie sont dominés par les capitaux français dans l'ordre de 70% pour les entreprises commerciales, de 80% pour les industrielles et dès 56% pour les banques.»

⁴ La très grande majorité des syndicats du pays est alors affiliée à l'UNTS, qui a obtenu plus de 90% des voix lors des dernières élections professionnelles.

⁵ Omar Gueye, Mai 68 au Sénégal. Senghor face aux étudiants et au mouvement syndical, Éditions Karthala, 2017.

⁶ Cela se traduit par l'inféodation de la centrale syndicale au parti-État

⁷ Madia Diop, Aperçu historique de l'évolution du mouvement syndical au Sénégal, CNTS, 1990.

⁸ Au 8° congrès de la CNTS, en novembre 2001: «Le congrès adopte à l'unanimité la fin de la participation responsable et la désaffiliation de la CNTS au Parti socialiste.»

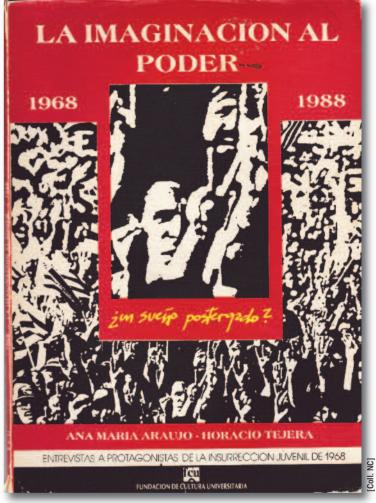
Uruguay, HISTOIRE DU FUTUR... HIER ET... AUJOURD'

«L'imagination au pouvoir » et une impérieuse nécessité actuellement de repenser, d'expérimenter à nouveau d'une manière intense, profonde et collective, la force avec laquelle la jeunesse d'hier a envisagé changer le monde... Au-delà des structures et au-delà des dogmes, en déconstruisant les valeurs et en les créant à nouveau, en défiant l'injustice, hier... et aujourd'hui.

L'engagement politique en Uruguay d'Ana María Araújo l'a contraint à s'exiler en France de 1975 à 1983. Aujourd'hui, professeure chercheuse, elle exerce ses activités dans plusieurs universités uruguayennes. En France, elle a publié *Tupamaras*; des femmes d'Uruguay, Éditions des Femmes, 1980; avec Ana Vásquez-Bronfman, Exils latino-américains; la malédiction d'Ulysse, Éditions l'Harmattan, 1988.

1968 HUI?

A.M. Araujo et H. Téjéra, La imaginacion al poder, Éditions FCU, 1988



ls et elles ont pris les rues et les places, et en ont fait des symboles de cette polis¹ ouverte et libre qu'ils et elles voulaient créer. Que nous voulions créer. Ils et elles ont inventé des nouvelles façons d'être, de penser, de lutter et de vivre. Oui, des arcs-en-ciel et des poèmes, mais aussi la lutte contre l'hypocrisie de la morale bourgeoise et contre le capital. Partager des contradictions autour d'une cause qui était et est toujours transformer le monde... Même si c'était difficile, parce que «ce qui est difficile demande beaucoup d'efforts et ce qui est impossible en demande davantage».

Cela s'est produit il y a 50 ans et maintenant nous crions « Non » face à un néo-libéralisme qui veut s'emparer du désir – de consommer – et de l'imagination, afin de générer toujours plus de privatisations et d'affaires entrepreneuriales. Nous récupérons de

1 En Grèce antique, la polis était une communauté de citoyens libres et indépendants.



l'abîme et des fractures, l'espoir de continuer à écouter le désir - les désirs - et miser sur l'imagination, qui sont, tous les deux, forces de vie de la révolution. Aujourd'hui la réappropriation de l'imagination, du désir et de la liberté est nécessaire et urgente.

À TRAVERS MON ENGAGEMENT,

DES SOUVENIRS... AUJOURD'HUI

Chaque secret du passé fait partie d'un futur possible, voire nécessaire; chaque voile qui masque la mémoire, chaque oubli est un espace vide dans l'Histoire et nos subjectivités. L'oubli est toujours un allié du pouvoir, jusqu'à ce que l'imagination s'en empare, jusqu'au moment où l'utopie transformera le futur, d'heures éprouvantes en temps d'espoir, Où le silence se brisera en mille mots, en actes.

Seule une conscience critique de notre histoire, une pensée critique de notre vécu d'hier, nous permettra de faire face, aujourd'hui, au défi de continuer à faire de

2 Martin Luther King (1929-1968) est un pasteur baptiste afro-américain. Militant non-violent pour les droits civiques des Noir.es aux États-Unis, pour la paix et contre la pauvreté, il a été assassiné

3 Le terme a été lancé par Stokely Carmichael, du Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) en 1966 et recouvrait la position de divers mouvements politiques, culturels et sociaux noirs aux États-Unis, qui luttaient contre la ségrégation raciale. L'expression existait toutefois auparavant; en 1954, Richard Wright intitula un livre Black Power. Stokely Carmichael (1941-1998), aussi connu sous le nom de Kwame Ture, était un militant noir américain originaire de Trinité-et-Tobago; il fut un des responsables du SNCC et du Black Panther Party.

4 Militante du mouvement des droits civiques aux États-Unis, membre des Black Panthers, Angela Davies fut poursuivie par la justice à la suite de la tentative d'évasion de trois prisonniers, qui se solda par la mort d'un juge californien en août 1970. Emprisonnée vingtdeux mois, elle fut finalement acquittée.

5 Respectivement, premier et troisième de la course d'athlétisme du 200 mètres des Jeux olympiques de Mexico, en 1968, Tommie Smith et John Carlos brandirent le poing fermé et ganté, sur le podium lors de la remise des médailles. Le Comité international olympique les exclut à vie des JO. Si le Black power gagna ainsi en popularité, eux furent largement rejetés par le milieu sportif et finalement assez peu soutenus. Ils furent reçus par le président des États-Unis le 30 septembre... 2016 (il s'agissait d'Obama).

6 Alexander Dubcek (1921-1992) était le premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque en 1968-1969 et, à ce titre, fut une des figures du Printemps de Prague en 1968.

7 Voir dans ce numéro « Allemagne(s) : 68, avant, après », de Willi Hajek. nos désirs une réalité. Et à résister.

Les années 60, toutes, et 68 en tant que paroxysme de l'agitation sociale, culturale, symbolique et politique, ont été «le fantôme qui s'est promené dans le monde». De Paris, en mai, remémorant ce «sous le pavé, la plage» de la jeunesse française, jusqu'à San Francisco et New York.

«IL EST INTERDIT D'INTERDIRE»

Une partie de la jeunesse nord-américaine a défié le Pouvoir, depuis le centre même du système et du capital, lors des manifestations massives contre la guerre de Vietnam et à côté du mouvement afro-américain. Ils et elles ont été aux côtés de Martin Luther King² et se sont rebellés avec indignation après son assassinat. Aux côtés du Black Power³ et de Storkey Carmichael, des mouvements des femmes et d'Angela Davis⁴... Et aussi, la musique et les chansons... Aux côtés aussi, des athlètes noirs Tommie Smith et John Carlos⁵ qui, pendant les Jeux olympiques au Mexique, ont symbolisé avec leurs poings levés, la lutte pour les droits humains et contre le racisme et la discrimination.

Cet esprit de 68 on l'a vu aussi à Prague, dans la résistance aux tanks soviétiques envahisseurs. La Tchécoslovaquie a été occupée par 200000 soldats et plus de 2000 tanks. Ils ont tué plus de 70 personnes et ainsi étouffé la tentative du président tchèque, Dubcek⁵, de « donner au socialisme un visage humain». En Allemagne, les manifestations menées par Rudy Dutschke⁷, remettaient en cause l'ordre établi et s'opposaient à la génération des parents et du nazisme. «Papa, qu'as-tu fait durant la querre?» Telle était la question antifasciste posée par les étudiants et étudiantes, pour déchirer le silence et démasquer le passé. Au Nord, des brèches s'ouvraient. De profondes brèches. Au Sud, un continent s'est levé. Un continent colonisé, appauvri, prostitué par le Grand capital, mais qui a crié «ça suffit!» et s'est mis en marche.



Montevideo, 1968

8 PRI: Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir depuis 1946.

9 L'expression «théologie de la libération» fut utilisée une première fois par le prêtre péruvien Gustavo Gutiérrez lors du congrès de Medellín du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), en 1968. Il développa et articula sa pensée dans un livre Théologie de la libération, paru en 1972 et considéré comme le point de départ du courant théologique. La même année, le presbytérien Rubem Alves soutenait sa thèse, Towards a theology of liberation. Elle prône la libération des peuples et entend ainsi renouer avec une tradition chrétienne de solidarité. Helder Câmara, Oscar Romero ou encore le théologien Leonardo Boff sont parmi ses représentants les plus connus.

10 Le concile Vatican II, ouvert le 11 octobre 1962 par le pape Jean XXIII, se termine le 8 décembre 1965 sous le pontificat de Paul VI. On le présente généralement comme symbolisant l'ouverture de l'Église catholique au monde moderne et à la culture contemporaine.

11 Camilo Torres (1929-1966) est un prêtre colombien, sociologue et militant de gauche. Il entra en clandestinité pour rejoindre la guérilla colombienne. Il fut tué lors d'une action militaire.

12 Helder Cámara (1909-1999) est un évêque catholique brésilien, connu pour sa dénonciation de la pauvreté, dans son diocèse et dans le monde

13 Juan Carlos Onganía (1914-1995) est un général argentin qui devint «président de la Nation», dirigeant la junte militaire du 29 juin 1966 au 8 juin 1970, lors de la dictature qui se revendiquait «nationale catholique» (1966-1973).

14 La Convencion nacional de trabajadores, créée en 1964, sera interdite après le coup d'État du 27 juin 1973. En avril 1965, elle organistue grève importante, suivie, en août, du Congrès du Peuple. Celuici réunissait des représentant es des organisations syndicales, estudiantines, coopératives, de retraité es, des petits producteurs, de l'éducation et de la culture, etc.; il formula un «Programme de solutions à la crise», proposant d'importantes réformes (agraire, afin de mettre fin à la sous-production latifundiaire, mais aussi pour le commerce extérieur, l'industrie, la banque, l'éducation, etc.) et réclamant plus de libertés syndicales.

15 Corps de la police d'Uruguay dédié à la répression.

16 Ce sont des mesures d'exception, prévues dans la Constitution, qui permettent au pouvoir exécutif de suspendre certaines garanties constitutionnelles.

17 Coordination des étudiants du secondaire

18 La fédération étudiante a joué un rôle important durant les années 60 et dans l'opposition à la dictature militaire entre 1973 et 1985 (période durant laquelle elle fut interdite).

EN AMÉRIQUE LATINE...

Parce qu'ils et elles luttaient contre la bureaucratie et la corruption du Priismo⁸, 800 étudiants et étudiantes ont été assassinés à Mexico, place de Tlaltelolco. Leur combat remit en lumière l'importance d'avoir un mouvement étudiant, lié au peuple, aux travailleurs et travailleuses, agissant contre l'autoritarisme et l'arbitraire du pouvoir.

Le mouvement de la théologie de la Libération⁹, au sein de l'Église latino-américaine, a été d'une grande fermeté, à l'image de la courageuse position de l'évêché en 68 à Medellin. Après le Concile Vatican II¹º, en se plaçant aux côtés du peuple et en prenant part à la lutte pour la justice sociale, il a défié le pouvoir du pape. En cela, il fut, sans aucun doute, un signe des temps. Tout cela fut ensuite réduit au silence, par l'autorité ecclésiastique conservatrice. Ce courant était beaucoup trop dangereux et contestataire pour une église postérieure à Jean XXIII: parlant de libération

Marcha, 26 janvier 1968



et d'injustice, il avait implanté la contradiction au sein même de l'Église et de Rome, lieu de pouvoir suprême. Mais Camilo Torres¹¹, le prêtre guérillero est mort au combat et Helder Cámara¹² a parlé de la pauvreté chronique rencontrée dans tout le Brésil.

Ces temps-là, sont aussi ceux de la résistance à la dictature d'Onganía¹³, en Argentine. Il y a eu des ouvrier.es et des étudiant.es dans la rue. Il y a eu des morts. Et puis, il y a les luttes ouvrières et étudiantes en Uruguay...

L'URUGUAY

Les grèves ouvrières, et surtout les manifestations étudiantes, ont marqué les années 67 et 68. En 1967, l'inflation atteignait 135% et la CNT¹⁴ appelait à résister, à travers d'importantes manifestations. Le 1^{er} mai, la répression exercée par la Guardia metropolitana¹⁵ fut d'une grande violence. Dès lors, les grèves générales se succèdent. Dans ce petit pays, jadis appelé «la Suisse de l'Amérique latine » en raison de son exemplaire démocratie et de son niveau de vie élevé, apparaît une politique économique dictée par le Fonds monétaire international. Elle est menée par Pacheco Areco, qui s'est retrouvé à la présidence par hasard, après la mort de Óscar Gestido, dont il était le vice-président. Monte donc sur scène, Pacheco Areco...

Confronté à la résistance des mouvements sociaux, Pacheco Areco considère « que c'est une révolution en herbe » face à laquelle, «l'État doit agir ». S'installe alors un modèle économique qui exige de la répression et désormais l'Uruguay s'insère dans ce qui est le cadre général en l'Amérique Latine. Le 13 juin 1968, Pacheco Areco instaure les Medidas Prontas de Seguridad¹6, avec tout ce qu'elles impliquent: violation des droits et garanties individuelles, attaques contre la liberté de la presse, interdiction de tout rassemblement de plus de trois personnes, gel des salaires, suppression du droit de grève. Plus grave encore, ces mesures pré-

sentées comme ponctuelles, deviennent un véritable état d'exception. Et la répression gronde.

Le mouvement ouvrier, mais plus encore étudiant, sort dans la rue. Ils se rebellent, protestent, exigent. La Coordinadora de estudiantes de secundaria¹⁷ est la première organisation étudiante à manifester: pour réclamer une augmentation de 40 % des chèques-études. Ce sera ensuite le tour de la Federación de estudiantes universitaros, la paradigmatique et combative FEUU18. Le 14 août 1968, meurt Liber Arce, étudiant vétérinaire et membre du Parti communiste uruguayen, tué par la police. Son enterrement rassemble une foule immense. Tous les secteurs de la gauche uruguayenne étaient dans la rue, ainsi que l'archevêque de Montevideo, et quelques membres, pas nombreux, des partis politiques. Peu de temps après, deux autres étudiant.es, Susana Pintos et Hugo de los Santos, proches du mouvement libertaire, meurent à l'hôpital universitaire, des suites de blessures par balles. Un autre grand enterrement, une autre grande répression. «La violence engendre la violence », titrera l'éditorial de Carlos Quijano dans Marcha, hebdomadaire indépendant de gauche, lu et connu par pratiquement toute la gauche latinoaméricaine. Marcha sera suspendu et ensuite définitivement fermé.

El pais, 13 août 1968



絽



Montevideo, juin 1968

La guérilla urbaine menée par le MLN Tupamaros¹⁹ avait les faveurs de la population, au regard de ses actions à la Robin des Bois. Le mouvement enlève Pereira Reverbel²⁰. C'est le premier enlèvement politique dans l'histoire de l'Uruguay. Commence alors, une période de luttes et combats dans les rues. Les actions de cette guérilla urbaine répondent à une situation chaotique et à des mesures de plus en plus autoritaires et antidémocratiques qui aboutiront ensuite au coup d'État civilo-militaire de juin 1973²¹.

La gauche traditionnelle est dépassée par les événements; ce sont les jeunes, les étudiant.es, les mouvements sociaux et syndicaux qui poussent à remettre en question les racines mêmes du système. Et ils le font à travers des actions innovatrices, de l'imagination et la contestation du pouvoir.

LA MORT DU CHE

El Che est mort le 9 octobre 1967 à l'Higuera, en Bolivie. Le 8 octobre des soldats boliviens, encadrés par des agents de la CIA, avaient capturé le commandant Ernesto Guevara de la Serna, El Che, à Quebrada del Churo, petit hameau dans les montagnes. Blessé à une jambe, il a passé sa dernière nuit dans une école du petit village de La Higuera. Il est exécuté le lendemain. Son image, celle de son corps, a fait le tour du monde. El Che,

au-delà des interprétations diverses, des critiques ou revendications de ses méthodes de lutte, demeure et demeura toujours.

Sa mort, sa vie, son engagement auprès de cette révolution pour laquelle il a lutté, traversant pays et continents, ont marqué à sang et à feu, l'histoire de l'Amérique latine tout entière. Il a laissé son empreinte dans l'imaginaire social américain, la lutte des mouvements sociaux et la force des jeunes qui ont voulu créer «un homme nouveau», combattre et risquer leurs vies pour la révolution. Car c'était bien une question de vie ou de mort.

Il s'agissait d'une lutte pour la justice sociale, quelles que soient les conséquences, dans un continent qui se préparait à vivre des années sombres, peut-être les plus sombres de sa jeune histoire. Des années de plomb, de répression et de mort, de viols et de tortures, de disparitions. Des années de silence. Sinistres. Des années qui vont marquer un tournant d'impunité et de peur qui couvre le corps et la peau des gens. Dans notre Amérique, l'année 1968 est un symbole. Il y a eu un avant et un après, dans notre Histoire et nos subjectivités. Dans notre vie même. El Che est une réalité et un mythe héroïque de cette Histoire, une utopie possible, un symbole d'espoir. Il est celui qui ne s'est pas accroché au pouvoir; celui qui a imaginé d'autres révolutions. Il fut cette imagination au pourvoir. Par son internationalisme libertaire, par sa capacité à créer et vivre des actes dans lesquels l'aventure – parfois mortelle, parfois suicidaire – a été un défi qui représenta les idéaux de toute une génération qui a cru en la révolution.

ET AUJOURD'HUI?

Avec de nouveaux paradigmes, après cette mutation de civilisation marquée par le néo-libéralisme et le cyber-control, comment repenser les contributions, la lutte, les valeurs de 1968? Comment continuer, ou pas, à développer la pensée critique et la radicalité avec lesquels le mouvement de 68 a posé la question du pouvoir? Comment transformer les liens, la sexualité, les sexualités, l'éducation, le sens même de la vie, en partant d'une critique des systèmes? Du système capitaliste et du prétendu «socialisme réel» qui n'ont pas fourni de réponses hier, ni n'en donnent aujourd'hui, pour la construction d'un nouveau monde. Un nouvel ordre social.

AVENTURE DE LA PENSÉE

AVENTURE DE L'ACTION

Marcuse, philosophe clé du mouvement de 68, la pensée critique de l'École de Francfort, d'Adorno à Honneth et sa théorie de la reconnaissance, en passant par Byung Chul Han et sa critique implacable de la «société du rendement» dans ce monde du capital transnational... Tous ces penseurs ont remis en cause, remettent en cause, les racines du système avec leur critique de la modernité et de l'hyper modernité. Ils ont misé sur la liberté.

Deleuze et Guatteri, depuis les marges, nous invitent, comme le dit Deleuze, dans ses conversations avec Foucault, «à créer des nouveaux contre-pouvoirs » et mener un dialogue entre la création et le peuple. Le philosophe et sociologue Lapassade²² a lutté jusqu'à sa mort, contre toute sorte de discrimination, racisme et pouvoir, dans un esprit libertaire. Et aussi Paulo Freire²³, avec son approche libertaire de l'éducation et son approfondissement de la pensée anticoloniale en Amérique latine. Ou encore Boaventura de Souza Santos²⁴, qui nous parle de «l'épistémologie du Sud ».

L'art divers et subversif, reflété dans le cinéma, la musique, les arts plastiques, la littérature, remet en question ce qui nous est imposé. La jeunesse et les mouvements sociaux créateurs, respirent et ouvrent des aires de liberté.

Eux et nous, tous, avons cru en la révolution. Et aujourd'hui, plus que jamais, depuis le nord et le sud nous devons mener le combat contre l'institutionnalisation de l'injustice. Nous devons revendiquer le collectif, la participation. Et miser, miser encore sur l'imagination comme force créatrice de l'anti pouvoir. Et continuer à miser sur l'imagination comme force créatrice de l'anti pouvoir. Tel est, selon moi, le défi hérité des luttes de 1968.

Ana María Araújo

¹⁹ Le Mouvement de libération nationale – Tupamaros, créé au début des années 60, mena une lutte armée et grossit au fur et à mesure d'actions spectaculaires et populaires. Nourri idéologiquement par les révolutions chinoise, algérienne et cubaine, le MLN-Tupamaros représente une voie révolutionnaire spécifique à l'Uruguay. Il sera anéanti militairement en 1972.

²⁰ Ulysses Pereira Reverbel (1917-2001) était le président de l'entreprise d'État UTE (électricité). Soutien très actif d'Areco, il réprima durement une grève, faisant appel aux militaires. Le MLN-T l'enlèvera de nouveau en 1971.

² Le coup d'État a eu lieu le 27 juin 1973; la dictature ne prendra fin qu'en 1985.

² Gilles Deleuze (1925-1995), Félix Guattari (1930-1992), Michel Foucault (1926-1984) et Georges Lapassade (1924-2008) sont des philosophes français. Les deux premiers ont notamment mené une critique conjointe de la psychanalyse et du capitalisme; la réflexion de Foucault s'attache aux rapports entre pouvoir et savoir.

²³ Paulo Freire (1921-1997) est un pédagogue brésilien.

²⁴ Boaventura de Sousa Santos est docteur en sociologie du droit de l'université Yale et professeur d'université à la faculté d'économie de l'université de Coimbra où il est directeur du Centre d'études sociales.

LE 5 JANVIER 1968 commence

Il y a cinquante ans, le 5 janvier 1968, Dubcek remplaçait Novotny à la direction du Parti communiste tchécoslovaque (PCT).

Plus qu'une révolution de palais, c'est le début du « Printemps de Prague ». Comme le soleil, 1968 se lève à l'Est, avec la promesse d'un « socialisme à visage humain », celui d'une dynamique d'autogestion incarnée par les conseils de travailleurs.

Robi Morder, juriste du travail, est chargé d'enseignement à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines en droit et sciences sociales. Il est par ailleurs président du Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants (GERME), membre du comité de rédaction de la revue Matériaux pour l'histoire de notre temps et vice-président de l'Association des amis de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine. **Engagé dans les Comités d'action lycéens** en mai 1968, il a participé aux mobilisations lycéennes de l'après-68*, puis co-animé des syndicats étudiants. Il a été membre de la CFDT du Livre, puis du SNESUP. Avec Didier Leschi, il est l'auteur de Quand les lycéens prenaient la parole, **Editions Syllepse, 2018.**

à Prague

Prague n'a touché l'opinion révolutionnaire que dans la semaine de sa chute. » Gilles Martinet, Les cinq communismes



muniste tchécoslovaque, remplacement de Novotny par Dubcek à la tête du Parti communiste en janvier, puis par Svoboda à la présidence de la Fédération en mars, ne se réduisaient pas à une révolution de Palais. La «société civile», mise en mouvement, s'était engouffrée dans les brèches: abolition de la censure, liberté d'expression, et, au sein même des entreprises, naissance de «conseils d'entreprise» ou «conseils de travailleurs» qui vont se multipliant et se coordonnant principalement après le 21 août 1968 jusqu'à la fin 1969¹.

1 Ce texte est issu de L'autogestion au prisme du printemps de Prague. Le mouvement des conseils de travailleurs en Tchécoslovaquie en 1968 et 1969 in L'Encyclopédie internationale de l'autogestion, Éditions Syllepse, 2010-2015.

^{*}Voir son article, «Les lycéen.nes des années 68 », dans Les utopiques n° 6.

LA CIVILISATION AU CARREFOUR,

LA TCHÉCOSLOVAQUIE AU FEU ROUGE

Crise économique et réformes dans les années 1960. Au début des années 1960, les difficultés économiques se traduisent tant par la baisse du revenu national brut que des salaires nominaux et réels. «Le culte du plan » est mis en cause (Radoslav Selucki, 1963). Une réforme économique est tentée, avec une place plus importante donnée aux directeurs d'entreprises, entreprises plus autonomes dans une planification désormais indicative. Les blocages au sein du parti, des appareils de l'État, et surtout des organes économiques et de planification, amènent le 13e congrès du PCT, en 1966, à constituer, en plus de l'équipe d'Ota Sik chargée de la réforme économique, une «commission d'État pour la gestion et l'organisation ». Il est question d'accorder une place plus importante à la « participation ouvrière ». Les réformateurs doivent chercher l'appui d'autres forces sociales, et certains d'entre eux n'entendent pas se contenter de remplacer les bureaucrates par des technocrates. Parallèlement, à partir de 1963, année du troisième congrès des écrivains qui dénonce le culte de la personnalité, une certaine libéralisation politique, limitée mais réelle, aboutit à des changements: libérations de prisonniers politiques, réhabilitations de condamnés des procès des années 1950, voyages à l'étranger plus aisés, modifications du code du travail. Ces processus, impulsés par la direction et une partie de l'appareil du PCT, avec l'appui des intellectuels, amoindrissent la rigidité bureaucratique dans la vie quotidienne des groupes sociaux.

Travail et travailleurs à l'ère de la révolution scientifique et technique. La Tchécoslovaquie disposait déjà d'un prolétariat développé dans l'entre-deux-guerres. La composante ouvrière, forte en 1947 (53%), augmente légèrement (57,6% en 1970), et les effectifs d'employés doublent dans le même temps (de 16% à 31,7%). L'indus-

trialisation a provoqué d'intenses migrations vers les villes, alimentant particulièrement l'industrie lourde. En 1970, les 3800000 travailleurs se trouvent en majorité dans l'Industrie, l'autre (petite) moitié se partageant entre la construction (11%), les transports (8%), le commerce (5%) l'agriculture et forêts (10%), et autres (12%). Les statistiques confirment une promotion ouvrière certaine, et une part non négligeable d'anciens ouvriers a intégré l'appareil de gestion, ce qui ne signifie pas gestion ouvrière. En 1963, sur 11941 directeurs et adjoints, seuls 2822 ont une instruction supérieure, situation critiquée par les réformateurs qui y voient une grande faiblesse de l'encadrement.

Sous la direction du philosophe Radovan Richta, une équipe pluridisciplinaire de 45 spécialistes, constituée sur l'initiative conjointe du comité central du PCT et du président de l'Académie des sciences, rend publique en 1966 une synthèse de ses travaux, sous l'intitulé La civilisation au carrefour. Au cœur de cet ouvrage, la «révolution scientifique et technique» (RST) et ses conséquences sur la société. La RST inverse la tendance à la parcellisation des tâches issue de la révolution industrielle, l'automation élimine la masse de travail simple et transforme le travail complexe. Avec la «révolution tertiaire», la transformation du travail humain en activité créatrice implique une « révolution des qualifications» et une «révolution dans l'éducation». Une transformation radicale doit toucher les systèmes d'organisation et de commandement et réduire la dichotomie entre dirigeants et dirigés; de manière différente de ce qui existe dans les pays capitalistes. La RST doit être utilisée à des fins humaines. L'équipe de Richta met l'accent sur le développement de la formation et des qualifications, pour mettre en pratique des modèles de gestion faisant appel à l'initiative humaine, ce qui concerne non seulement les entreprises, mais l'ensemble de la société.

1968-1969: FEU VERT

POUR LES CONSEILS DE TRAVAILLEURS

Tout au long de 1968 et 1969, la participation à la gestion et la place des ouvriers dans le système politique restent étroitement imbriquées. Le «processus d'en bas » prend le dessus, avec des objectifs structurels modifiant qualitativement les processus de réformes...

L'expérience du mouvement ouvrier. L'expérience de la classe ouvrière tchécoslovaque est riche. En août 1944, les syndicalistes jouent un grand rôle dans la mise en place des nouvelles institutions. Des conseils d'entreprise sont censés jouer un rôle dans le contrôle de la production et la gestion des usines. Toutefois, ils perdent rapidement toute indépendance. Après la prise du pouvoir par le Parti communiste, la fonction revendicative des syndicats se transforme en instrument de mobilisation des travailleurs pour la production. «L'effort du travailleur » est la forme prônée de la «participation des travailleurs à la gestion». Les organes syndicaux dans l'entreprise bénéficiaient, en principe, d'attributions étendues (préparatifs du plan, conclusion des conventions collectives, avis sur les investissements). Les décisions de la direction d'entreprise sont soumises à l'approbation syndicale (sur les salaires, les heures de travail, les primes, l'embauche, le licenciement, la répartition des travailleurs dans les catégories de classification). Mais ces droits sont en réalité soumis aux directives émanant du gouvernement. Le directeur d'usine est choisi en général par l'État, c'està-dire par le parti au pouvoir. En vertu de son «rôle dirigeant», la cellule du parti supplante la section syndicale.

PREMIERS VENTS PRINTANIERS

DANS LES USINES

Après l'appareil, après les intellectuels et les étudiants, c'est le tour des travailleurs. L'autogestion est un sujet de discussion dans les usines. En avril 1968, le PCT adopte



PR P

un programme d'action qui annonce le principe de l'autogestion de la propriété sociale (et non plus d'État) sans en définir les contours. Faisant pression sur les directions, la base syndicale se mobilise. Dès la mi-mai, se réunissent commissions et assemblées pour préparer une loi sur «l'entreprise socialiste ». Des grèves éclatent contre l'incompétence de certains dirigeants d'entreprises. Des conseils commencent à se mettre en place début juin, dans les forteresses ouvrières de CKD-Prague (usine W. Pieck) et à Skoda Plzen.

Partant des problèmes matériels et économiques, le mouvement des conseils prend une dimension politique: la participation démocratique, tant dans l'entreprise que dans la société. D'un côté des économistes et des directeurs, soutenus par les organes dirigeants du parti et du gouvernement, ne pensent attribuer aux conseils que des pouvoirs limités dans un système de cogestion, pour créer un climat favorable à la rationalisation de la gestion et à l'augmentation de la productivité. Le parti utilise le terme de «conseils d'entreprise» plutôt que «conseils de travailleurs».

Une autre conception, d'inspiration autogestionnaire, s'affirme. Les conseils doivent élaborer eux-mêmes les objectifs de production. Avec une vision plus politique, les partisans de l'autogestion préconisent la coordination des conseils comme expression indépendante du mouvement ouvrier. Le 8 juin, une loi, rédigée par le gouvernement, établit des «principes provisoires pour la constitution des conseils de travailleurs»; elle sera discutée dans une réunion nationale

consultative des syndicats le 20 juin, et publiée le 30 juin 1968 dans le quotidien Rude Pravo. Les travailleurs et travailleuses sont considéré.es désormais comme «producteurs et co-entrepreneurs socialistes » associés à l'élaboration de la politique économique. Il n'est pas prévu de conseils dans les services publics. Les syndicats demandent qu'on ôte toute référence aux «organes supérieurs ». Le 30 juin des directives autorisent la constitution de conseils « à titre expérimental », ce qui commence à se concrétiser durant l'été.

Le mouvement des conseils s'amplifie après l'intervention soviétique. Avec l'invasion du territoire le 21 août 1968, le processus s'accélère et se politise. Le congrès clandestin du PCT se prononce en faveur d'une conception plutôt autogestionnaire. Le 23 août, une grève générale de protestation contre l'invasion mobilise les travailleurs. La dynamique unissant la « gauche politique», les structures ouvrières et les étudiants est engagée. Dans les usines, travailleurs et syndicats menacent de recourir à la grève si le comité central – qui se réunit le 14 novembre 1968 – condamne la politique d'avant août. Les étudiants, eux, font grève en novembre sur la base des « dix points », parmi lesquels : le refus de la «politique des concessions » aux Soviétiques, la poursuite des conseils. Dans les entreprises, sous diverses formes, la solidarité avec les étudiants se manifeste: tracts, sirènes, envois de motions, résolutions syndicales, collectes d'argent, et même courts arrêts de travail. Au congrès de la fédération de la métallurgie (900 000 adhérents), les 1 200 délégués ratifient un accord intervenu avec l'union étudiante.

Les conseils se multiplient: 19 en septembre, 120 fin 1968, malgré la prudence du gouvernement qui estime le 24 octobre qu'il n'est pas utile de poursuivre cette expérience. En janvier 1969, dans l'usine Skoda, à Plzen, les délégations de 182 grandes entreprises représentant 890 000 salariés, soit plus du quart des travailleurs de

Tchécoslovaquie, se réunissent en une rencontre consultative. Rudolf Slansky, fils d'un des condamnés des procès de Prague des années 1950, propose de constituer un comité consultatif des conseils. Le mouvement continue encore. Le congrès des syndicats se réunit du 4 au 7 mars 1969 et réclame la légalisation des conseils ouvriers, pressant à son tour le gouvernement d'adopter la loi sur l'entreprise socialiste, condamnant l'intervention des pays du pacte de Varsovie.

En juin 1969, plus de 300 conseils sont en place; à l'été 1969 l'on compte 500 entreprises et plus d'un million de travailleurs et travailleuses concerné.es.

DE LA COGESTION À L'AUTOGESTION

Les statuts réels des conseils dépassent souvent les préconisations des dirigeants de l'État et du parti. Des enquêtes sociologiques sont menées. Les représentants élus du personnel de l'entreprise forment en général entre les 2/3 et les 4/5 du conseil. Il arrive même que les membres externes soient choisis par l'ensemble du personnel. Les conseils sont élus au suffrage universel et au scrutin secret. Selon les cas, pour être élu, il faut remplir des conditions de connaissance de l'entreprise et d'ancienneté variant de 2 à 5 années. Le conseil doit être composé des représentants de tous les secteurs d'activité de l'entreprise. Loin de seuls attributs consultatifs, tous les statuts réservent au pouvoir intégral du conseil: la nomination et la révocation du directeur, la nomination des autres membres de la direction d'entreprise. Dans certains cas, le pouvoir du conseil s'étend à d'autres questions relatives à la gestion. Beaucoup prévoient un droit de véto des conseils sur de nombreuses questions au-delà des grands investissements.

25% des membres élus ont suivi un enseignement général, 50% des études secondaires, (mais la moitié seulement d'entre eux les ont achevées), et 25% sont issus de l'enseignement supérieur. La majorité des



salariés élus sont les techniciens (plus des deux tiers), les ouvriers n'en représentant qu'un quart, ce sont surtout des ouvriers qualifiés. On pourrait interpréter cette sous représentation ouvrière comme un manque de confiance en soi. Toutefois, la présence importante de travailleurs qualifiés, de techniciens, a été un argument de «compétence» opposé aux adversaires de l'autogestion qui prédisaient de grands gaspillages et difficultés à cause du dilettantisme, voire de l'irresponsabilité supposés de la masse des travailleurs non éduqués, comme si la nomination des directeurs par l'appareil politique, administratif et économique de l'État avait été un gage de compétence.

OBSTACLES ET FREINS

D'après les enquêtes, les salariés de l'appareil syndical, notamment ceux qui exercent leurs fonctions depuis plus de dix ans, sont critiques vis-à-vis des conseils de travailleurs, ce qui les distingue des militants et

«jeunes fonctionnaires» syndicaux. Il faut rappeler que l'appareil des syndicats a connu un profond renouvellement. D'abord lent, il s'accélère après l'intervention soviétique. Fin 1968, 70 à 80% des dirigeants syndicaux ont été remplacés. À la recherche du compromis avec les Soviétiques, la direction dubcekienne freine. En janvier 1969, le comité central avait confirmé le programme d'action 1968, mais en février 1969, le projet du gouvernement ramène à une forme limitée de cogestion (un tiers uniquement de représentants élus des travailleurs, droit de veto accordé à l'État et aux directeurs). Le 3 avril, la censure est rétablie. Le 17 avril, Dubcek est contraint de quitter la direction du PCT, Husak lui succède. Le 29 avril 1969, le Conseil national tchèque annonce le report à une date indéterminée de la discussion du projet de loi. Le 31 mai, Cernik, premier ministre, abandonne l'autogestion industrielle. Il n'y aura pas de loi sur les conseils, l'Union des étudiants est dissoute

en juin 1969, et les comités syndicaux subissent de véritables purges. À l'usine Skoda, le conseil décide de se dissoudre en novembre 1969. Au cours de l'année 1970, 50 000 syndicalistes sont démis de leurs fonctions. En septembre 1970, l'union des écrivains est dissoute. Dans le parti communiste, la purge a atteint un demi-million de membres.

Fin 1969, le comité central « normalisé » du PCT, estimant trop larges les compétences des conseils, et trop élevé le nombre de travailleurs des entreprises en leur sein, considère qu'ils ont affaibli le travail et l'efficacité des directions d'entreprise. Des conseils auraient suivi des «tendances extrémistes et anarchisantes», affaiblissant le rôle du Parti. Certes, le « dépérissement de l'État » et l'autogestion demeurent comme «buts», mais ce sont des «buts éloignés». Comme l'évoque Vercors dans Le voyage dans l'hiver, en attendant, le parti se «sacrifie» pour assumer les tâches ingrates. «L'autogestion et ses lourdes responsabilités prendraient trop de temps aux travailleurs, et trop d'énergie intellectuelle, les privant ainsi des loisirs dont ils ont besoin. » Les conseils s'éteignent de bon ou - plus fréquemment - de mauvais gré.

Craignant une restauration du capitalisme, dans le tiers-monde, de nombreux partis et gouvernements, comme Cuba, ont approuvé l'intervention soviétique au nom du refus d'affaiblir le «camp socialiste». Un maoïste italien, Marco Maccio, dans Les Temps modernes en avril 1969, tout en condamnant l'intervention, critique les réformes du printemps tchécoslovaque qui risquaient de la réinsérer, comme la Yougoslavie, dans le marché mondial. En occident, et particulièrement en France, il sera peu question de cette expérience, si l'on excepte des courants intellectuels, politiques ou syndicaux déjà acquis aux thèses autogestionnaires. La revue L'homme et la société publie en 1968 même un numéro regroupant des textes des sociologues tchécoslovaques, dont ceux de Richta. Yvon Bourdet, Pierre Naville, Victor Faye, et d'autres militants ou proches de la CFDT, du PSU, oppositionnels du PCF ou

membres des courants «marxistes-révolutionnaires» publient des articles. La revue Autogestion y consacre des contributions, puis un numéro spécial. Dans la presse militante, comme dans Sous le drapeau du socialisme, l'Internationale ou Commune (journaux de l'Alliance marxiste révolutionnaire, ou des Comités communistes pour l'autogestion), l'on (re)publie au cours des années 1970 et 1980, à titre de «document», les statuts du conseil de l'entreprise CKD – usine W Pieck, qui est aussi publié dans la revue Autogestion, et dans le livre Prague, la révolution des conseils ouvriers, qui paraît en 1977. Dans le Parti communiste français et ses dissidences, Roger Garaudy, qui avait déjà utilisé en 1963 à l'occasion du congrès des écrivains l'expression « printemps de Prague », revient longuement à partir de la révolution scientifique et technique et des textes de Richta, sur l'expérience tchécoslovaque dans Le grand tournant du socialisme publié en 1969. Mais tout cela demeure dans des cercles restreints. Sans doute l'expérience autogestionnaire de 1968/1969 a été plus «discrète», et s'est retrouvée «étouffée» entre le long temps du modèle Yougoslave d'une part, et les grèves ouvrières, puis la formation de Solidarnosc et de son programme pour l'autogestion dans les années 1980. En Tchécoslovaquie même, l'expérience nourrit des réflexions telles celles de Petr Uhl dans Le socialisme emprisonné. En 1977, un tiers du millier de signataires de la «Charte 77» étaient des ouvriers. La chute du mur de Berlin et la «révolution de velours » ont permis le rétablissement de libertés politiques. Mais l'arrivée des investisseurs étrangers s'est accompagnée de la liquidation des anciens droits des salariés et de leurs représentants. Des idées du printemps 68, le marché a bien été retenu mais amputé de la propriété sociale et de l'autogestion qui en étaient alors indissociables.qui en étaient alors indissociables.

Robi Morder

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- → « Sociologie tchécoslovaque et renouveau de la pensée marxiste », L'Homme et la société, n° 9, juillet-septembre 1968.
- → « Conseils ouvriers en Tchécoslovaquie », numéro spécial, Autogestion et socialisme, n° 11-12, mars-juin 1970.
- → Jiri Pelikan, Le congrès clandestin, protocole secret et documents du XIV^e congrès extraordinaire du parti communiste tchécoslovaque, Le Seuil, Paris, 1970.
- → Pierre Broué, Écrits à Prague sous la censure, août 1968-juin 1969, EDI, Paris, 1973.
- → Jean-Pierre Faye, Vladimir Claude Fisera, *Prague, la révolution des conseils ouvriers*, 1968-1969, Seghers/Laffont, Paris, 1977.
- → Milos Barta, «Les conseils ouvriers en tant que mouvement social », Autogestion, n° 9-10, septembre-décembre 1969.
- → Karel Bartosek, « Rencontre inattendue en Tchécoslovaquie (octobre 1968-juin 1969) », in François Fejto et Jacques Rupnik, Le printemps tchécoslovaque 1968, Complexe, Bruxelles, 1999.
- → Joseph et Vladimir Fisera, « Cogestion des entreprises et économie socialiste, l'expérience tchécoslovaque, 1967-1970 », Revue de l'Est, vol 2, n° 1, CNRS, Paris, 1971.
- → Gilles Martinet, Les cinq communismes, Le Seuil, collection Points, Paris, 1974.
- → Robi Morder, « Prague, un Printemps en hiver, Conseils de travailleurs et autogestion en Tchécoslovaquie, 1968/1969 », in Geneviève Dreyfus Armand (coord.), Les années 68, un monde en mouvement, BDIC, Syllepse, 1968.
- → Jacques Rupnik, «La classe ouvrière tchécoslovaque », in « Structures sociales en Europe de l'Est (2. Transformation de la classe ouvrière) » Notes et études documentaires, n° 4511-4512, 10 mai 1979, la Documentation française, Paris, 1979.
- → Radovan Richta, *La civilisation au carrefour*, Antrhopos, Paris, 1969 (réédité au Seuil, collection politique, 1974).
- → Rudolf Slansky, «Les premiers pas de l'autogestion en Tchécoslovaquie », Autogestion, n° 7, décembre 1968.
- → Petr Uhl, Le socialisme emprisonne, La Brèche, Paris, 1982.
- → Petr Uhl, « Réformer d'en haut ou démocratie d'en bas », L'homme et la société, n° 2-3, 1988 (nouvelle série, n° 88-89).

25 août 1968 LES 8 DE LA PLACE ROUGE

L'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars de l'armée soviétique eut un grand retentissement dans de nombreux pavs occidentaux. Ce n'était pas la première fois que l'oppression des régimes dits du « socialisme réel » était révélée au grand jour. Dès les premières années de la révolution, des syndicalistes révolutionnaires, notamment, alertèrent sur la situation en Russie. Après la seconde guerre mondiale et la constitution du « bloc de l'Est » en Europe, les révoltes populaires en Allemagne de l'Est (1953) ou Hongrie (1956) connurent le même sort : intervention armée, terreur, répression, discrédit ieté sur les manifestants et manifestantes... 1968 marqua une étape nouvelle dans la mesure où des Partis communistes occidentaux désavouèrent l'intervention... sans pour autant aller vers une quelconque rupture avec l'ordre soviétique. Mais moins connue est la répercussion du printemps de Prague dans «les pays de l'Est». La manifestation du 25 août 1968 sur la place Rouge, à Moscou, en est un symbole.



Meeting de solidarité aux luttes des travailleurs des pays de l'Est

1 «Pour votre liberté et la nôtre, c'est le mot d'ordre des insurgés polonais combattant pour libérer leur patrie, c'est celui des émigrés polonais qui, partout dans le monde, ont péri pour défendre la liberté des autres peuples. C'est le mot d'ordre des démocrates russes au siècle dernier, qui avaient bien compris qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. » (Natalia Gorbanevskaia, Midi, place Rouge, Éditions Robert Laffont, 1970)

a manifestation n'a duré que quelques minutes. Trois femmes et cinq hommes brandissent des banderoles: «Bas les pattes en Tchécoslovaquie», «Pour votre liberté et pour la nôtre¹», «À bas l'occupant!», «Vive la Tchécoslovaquie libre et indépendante» (en tchèque), «Liberté pour Dubcek». Immédiatement, les huit personnes sont agressées, frappées et seront rapidement arrêtées. La redoutable efficacité du KGB fait qu'il n'y a nulle archive photographique de l'évènement. L'acte d'accusation dressé pour le procès résume l'enfer du système soviétique: «Il a été établi que [liste des noms] désapprouvent la politique du Comité central du Parti commu-



« Pour votre liberté et la nôtre »

Meeting de soutien au syndicalisme indépendant en Europe de l'Est, organisé par le syndicat CGT des correcteurs



niste de l'union soviétique et du gouvernement de l'URSS au sujet de l'aide fraternelle apportée au peuple tchécoslovaque dans sa lutte pour la défense des conquêtes du socialisme, aide qui a été approuvée par les travailleurs d'URSS; ils se sont livrés à une action criminelle visant à organiser une protestation de groupe, contre la présence temporaire des troupes des cinq pays du Pace de Varsovie sur le territoire tchécoslovaque. Afin de donner une large publicité à leurs desseins, ils ont préparé à l'avance des banderoles de tissu blanc, portant les inscriptions suivantes [...], autrement dit, des assertions notoirement mensongères et calomniant le système social et politique soviétique.»

Comme pour tous les procès de ce type, le tribunal infligea les peines décidées par le régime en place : le 11 octobre 1968, plusieurs années de prison et de déportation dans des régions éloignées de Moscou sont infligées à Constantin Babitsky (39 ans), Larisa Bogoraz (42 ans), Vadiim Delaunay (21 ans), Vladimir Dremliouga (28 ans) et Pavel Litvinov (28 ans). Dès le 19 novembre, le Tribunal suprême de l'URSS décidait «il n'y a pas lieu à cassation ou à modification du verdict ». Après avoir purgé leurs peines, les manifestants et manifestantes avaient aussi perdu leur travail ou ne pouvaient poursuivre leurs études; sanctions appliquées aussi à une partie de leurs proches et à celles et

ceux qui avaient manifesté un quelconque soutien. La plupart ont été contraints à l'exil dans les années 1974/1975. Il en est de même des trois autres personnes impliquées. Tania Baeva (19 ans), en accord avec les autres manifestants et manifestantes, déclara qu'elle était là par hasard et ne fut pas condamnée. Le cas de Natalia Gorbanevskaia ne fut traité que l'année suivante: jugée «irresponsable», elle sera enfermée dans un «hôpital psychiatrique de type spécial». Entre-temps, elle avait pu constituer le dossier sur la manifestation et le procès de ses cinq camarades, distribué clandestinement en URSS puis édité² de l'autre côté du «rideau de fer ». Enfin, il v avait Victor Fainberg (37 ans), cible particulière de la violence policière lors de l'arrestation.

Pour lui aussi, il fut décidé de le considérer «irresponsable». En conséquence, il sera interné durant 4 ans à «l'hôpital psychiatrique de type spécial» de Leningrad. Avec Vladimir Borisov, il y mène une première grève de la faim, entre mars et juin 1971, pour protester contre les enfermements de dissident.es dans ces hôpitaux psychiatriques et contre le sort qui leur est alors fait. Les promesses du régime n'étant pas tenues, ils font une seconde grève de la faim, entre décembre 1971 et février 1972. Exilés, tous deux seront les représentants en France du SMOT3, syndicat libre créé en 1978, dont les membres étaient pourchassés par le pouvoir.

■ CM

Japon LES ANNÉES 68-69

Le « Mai » des étudiant.es japonais est l'un des plus longs et certainement un des plus violents mouvements de cette année 1968-1969 qui en vit tant d'autres dans le monde. Répression policière mais aussi affrontements entre organisations politiques, ont émaillé cés mois de luttes durant lesquels, par ailleurs, émergent des aspirations autogestionnaires.

Machù Cal, ancien membre de SUD Étudiant.e.s, vit désormais au Japon.



Blocage de la gare de Shinjuku, en octobre 1968

es étudiantes et les étudiantes se sont organisé.es très tôt dès la fin de la guerre. La Zengakuren¹ a été créée en 1948 et s'est rapidement fait noyauter par le Parti communiste japonais (PCJ). Dès le début, la Zengakuren soutient le mouvement ouvrier avec des méthodes violentes comme lors du 1er mai de 1952 où la résidence du Premier ministre est attaquée et où des véhicules de l'armée américaine d'occupation sont incendies. Les États-Unis, qui veulent faire du Japon un rempart contre le communisme, mènent alors des « purges rouges », dans tous les secteurs et notamment dans les universités. Dans le même temps, des politiciens accu-

1 Zen Nihon Gakusei Jichikai Sôrengô, Fédération des associations étudiantes autogérées.



Manifestation de la Zengakuren

sés de crimes de guerre sont libérés pour fonder un parti de droite, le Parti libéral démocrate (PLD), au pouvoir de manière quasi continue depuis sa création. Dès la fin des années 1950, une partie des militantes et militants de la Zengakuren critique l'emprise du PCJ sur le syndicat et fondent la Zengakuren-Bund²

L'année 1960 sera celle d'une immense protestation contre le traité de sécurité nippoaméricain et le Bund est à la pointe du mouvement. Un affrontement violent avec la police, devant le Parlement, dans la nuit du 15 juin 1960, fait un mort. Le Premier ministre finira par démissionner, non sans avoir ratifié le traité. La même année, les mineurs de la ville de Miike, dans le Sud, font douze mois de grève. Plusieurs syndicalistes sont assassinés au sabre par des yakuza³ utilisés comme briseurs de grève par le patronat.

LA RÉPRESSION PROVOQUE L'ÉTINCELLE

Après la poussée de fièvre de 1960, la deuxième phase du mouvement étudiant commence en 1965 avec les premières occupations de facs contre l'augmentation des frais de scolarité. La Zengakuren est alors divisée: d'un côté la Zengakuren pro-PCJ qui organise pique-niques et kermesses, parfois au moment même où des milliers d'etudiant.es se battent, comme à l'aéroport Haneda de Tokyo en octobre 1967, pour empêcher une visite du Premier ministre Satô au Sud-Vietnam. De l'autre côté, il y a les internationalistes, principalement les trotskistes et les anti-autoritaires de la Zengakuren-Bund mais aussi des maoïstes, éclatés entre divers groupes.

En 1968, la protestation commence dans la fac de médecine, à l'université Tôdai, quand une réforme prétend obliger les étudiantes et étudiantes à travailler deux années gratuitement à l'hôpital. Bientôt 900 étudiantes et étudiantes forment un comité de lutte. Le 27 janvier 1968, celui-ci vote la grève illimitée et le boycott des examens. Les autorités répondent par l'expulsion de 14 étudiants. Comme à Paris, la répression crée l'étincelle: le mécontentement se propage aux autres facultés. De mars à avril, la lutte s'accentue pour l'annulation des expulsions, et les cérémonies de remise des diplômes, grande tradition de l'université japonaise, doivent être annulées. À partir du 15 juin, l'amphithéâtre Yasuda est occupé jour et nuit par une centaine de personnes. La lutte s'étend à toute l'université et l'intervention de 1200 policiers du Kidotai⁴ convainc la masse étudiante de se

joindre au mouvement. Le 2 juillet, l'occupation de l'amphi recommence et un camp retranché, constitué d'un village de tentes, est construit afin d'accueillir tout le monde pendant l'été.

AFFRONTEMENTS ENTRE GAUCHISTES

Le 21 octobre 1968, l'insurrection étudiante passe à un niveau supérieur avec « l'assaut de Tokyo ». Le mouvement ouvrier des comités contre la guerre⁵ et le mouvement étudiant occupent et mettent à sac la gare de Shinjuku pour bloquer les trains alimentant les bases américaines en carburant. Le Parlement, l'ambassade américaine et le siège de la police sont également attaqués pendant trois jours. Mais, très rapidement, les choses tournent mal. À Tôdai, la Zengakuren-Bund se balkanise. Chaque faction rivale se retranche dans « son » bâtiment et affronte les autres. Chaque militant ou militante est d'ailleurs muni. e d'un

Manifestants de la Zengakuren-Bund, lors de « l'assaut de Tokyo » en octobre 1968



casque portant le nom de sa faction. Les deux principales sont la Chûkaku⁶ (« noyau central») et la Kakumaru⁷ (« marxiste révolutionnaire »), toutes deux liées à la même organisation trotskiste. Quant à la Zengakuren pro-PCJ, elle collabore activement avec la direction de l'université pour mettre fin à la « destruction de la fac par les gauchistes ». Mais Tôdai, qui forme les élites politiques et administratives, est un cas exceptionnel. On peut tirer un bilan beaucoup plus positif du reste du mouvement, qui touche l'ensemble des campus. Les facs sont transformées en «bases rouges» d'où partent les manifestations, les attaques contre des bases américaines, etc.

NICHIDAI, LE MAMMOUTH INSURGE

Une autre université mérite cependant d'être mise en exergue, c'est celle de Nichidai, où la lutte sera authentiquement populaire. Avec ses 100 000 étudiantes et étudiantes, on la surnomme «l'université mammouth ». C'est l'archétype de la nouvelle université destinée à former les sararimen, le prolétariat en col blanc. Les libertés syndicale et d'expression y sont entravées par une milice fascisante implantée dans la fac de sport.

La révolte commence quand un étudiant, Akita Meidai, découvre que les dirigeants de l'université, ceux-là mêmes qui avaient augmente les frais d'inscription, ont détourné deux milliards de yens du budget! La mobilisation, partie de la fac de sciences économiques, se propage aux facs de lettres et de physique. Bientôt se développe dans cette université une riche expérience autogestionnaire, avec la mise en place du Zenkyôtô Nichidai⁸. En avril 1968, le Zenkyôtô exige des autorités de Nichidai qu'elles reconnaissent l'autogestion étudiante. En mai et juin 1968, les manifestations se multiplient sur le campus de Kanda, le «quartier Latin» japonais, émaillées par des affrontements très violents avec les étudiantes et étudiantes de la fac de sport (200 blessés le 11 juin 1968). Les étudiantes et les étu-

2 Bundo : en référence à l'organisation révolutionnaire juive créée en Russie à la fin du XIX^e siècle.

3 Membres de la pègre japonaise.

4 Unité antiémeute

5 Hansen.

6 Ce qui signifie « noyau central ».

7 Marxiste révolutionnaire.

8 Association des comités de luttes de Nichidai.

DR.



Université de Tokyo, novembre 1968

diantes se retranchent alors dans la fac de sciences économiques qu'ils et elles vont occuper pendant plusieurs mois, organisant une contre-université.

La principale revendication du Zenkyôtô Nichidai est alors l'ouverture de négociations collectives avec le président de l'université, Furuta Jujiro, proche de l'extrême droite et des organisations patronales. Tassé.es dans un auditorium servant habituellement aux matchs de sumo, 35000 étudiantes et étudiantes « négocient » pendant douze heures avec lui et obtiennent la reconnaissance de la corruption, ses excuses et la promesse de sa démission. Les étudiantes et étudiantes obtiennent également une complète liberté d'expression et d'organisation. Mais dès le lendemain, le Premier ministre Sato Eisaku fait savoir qu'il annule les « accords de Nichidai » qu'il assimile à une « violence de masse ». Quatre jours plus tard, la police obtient un mandat d'arrêt contre Akita Meidai et sept autres figures du Zenkyôtô. Cette volonté de décapiter le mouvement n'aura que peu d'effet, précisément parce que ces «leaders» médiatiques n'ont pas de réels pouvoirs au sein du Zenkyôtô. L'agitation se poursuit donc.

LES PRATIQUES AUTOGESTIONNAIRES

DU ZENKYÔTÔ

De la contestation à Tôdai et à Nichidai va naître une forme d'organisation inédite: le comité de lutte⁹, qui fonctionne indépendamment des organisations étudiantes classiques. Fédérés, les comités de lutte forment un Zenkyôtô, antithèse de la très autoritaire Zengakuren. À Nichidai, ce système obtient l'adhésion de la majorité des étudiants et des étudiantes. Le Zenkyôtô a une double structure, corporative et disciplinaire. D'un côté, il y a donc le comité de lutte des étudiantes et étudiantes, celui des chercheurs et chercheuses, celui des doctorants et doctorantes, enfin celui des maîtres-assistant.es. De l'autre, il y a un comité de lutte pour chaque département (comité de lutte de sociologie, comité de lutte de littérature française, etc.). Ces derniers se chargent de l'occupation des bâtiments ou des laboratoires. De telles divisions ont pu faire croire à un éparpillement des forces, mais cela a surtout permis un brassage fécond entre les étudiantes et étudiantes de différentes facultés, de différentes sec-

C'est sur le plan démocratique que le comité de lutte est le plus novateur. En rupture avec le Zengakuren, où les comités prétendument autogérés sont dirigés par des representant.es, les comités de lutte sont décentralisés; les initiatives partent de la base, sont discutées librement avant d'être

9 Kyôtô kaigi.

10 Bernard Béraud, La Gauche révolutionnaire au Japon, Le Seuil, 1970, p. 73.



Janvier 1969, 8 000 policiers à l'assaut de la tour Yasuda

choisies ou rejetées par un vote à main levée. Toutes et tous les participants sont considérés sur une base égalitaire et, même quand des « leaders » se distinguent, leur pouvoir reste symbolique car ils ne peuvent accaparer un mandat délégatif. Si le courant libertaire n'apparaît plus en tant que tel, l'influence qu'il eut au sein du mouvement ouvrier japonais dans les années 1920 a sans doute laissé des traces qu'on retrouve dans cette expérience.

NORMALISATION ET MARGINALISATION

À Tôdai, la police anti émeutes intervient également. Le 19 janvier 1969, le Japon entier suit, en direct à la télévision, la «prise de la forteresse Yasuda». Plusieurs centaines d'étudiants et étudiantes se sont barricadées dans la tour Yasuda, symbole de l'université. Aux 8000 policiers qui tentent de les déloger, les étudiants et étudiantes répondent par des chants révolutionnaires, des jets de cocktails Molotov et de bouteilles d'acide. Il faudra trois jours de combats pour mettre fin à cette occupation. La normalisation à Tôdai et à Nichidai porte un rude coup au mouvement contestataire. Pourtant, celui-ci continue à progresser durant l'année 1969. Même si le soutien

populaire s'effrite, il se propage dans une centaine d'universités. On critique les professeurs «réfugiés dans leur tour d'ivoire». On dénonce les universités privées, leurs liens étroits avec les entreprises et leur enseignement au rabais, «le "savoir" [qui] se vendait comme de la lessive, à un taux de profit à faire pâlir les usuriers »¹⁰.

Viennent ensuite la décrue du mouvement et l'heure des bilans. Les divers groupes marxistes ou réformistes présents sur les campus ont eu tendance à stériliser la lutte étudiante, chacun cherchant à s'approprier et à dominer idéologiquement chaque université. Les affrontements internes à la gauche radicale en ont donné une piètre image à la population qui s'est peu à peu détournée du mouvement. Quelques années plus tard, une centaine d'étudiantes et d'étudiants issus du Bund, exaspérés par le reflux des luttes, passeront à la lutte armée clandestine comme, en Allemagne, la Fraction armée rouge, ou, en Italie, les Brigades rouges. Leur groupe, l'Armée rouge japonaise, achèvera de détourner l'archipel non seulement du mouvement étudiant, mais surtout de la gauche radicale pour plusieurs décennies.

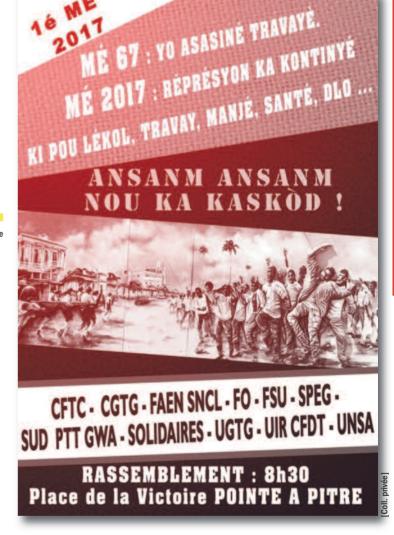
Machù Cal

GUADELOUPE Mai... 67

Cet ouvrage consacré à Mai 68 est l'occasion de relater un autre Mai: 1967 en Guadeloupe. La sanglante répression exercée par l'État français prend place dans la triste liste des massacres coloniaux commis à travers le monde. Depuis 21 ans, on ne devait - paraît-il - plus dire « colonie » mais « département d'outre-mer ». Après tout, lorsque l'Assemblée nationale (française) prit cette décision, le 19 mars 1946*, on disait - et dira encore durant plus de 15 ans - qu'en Algérie il s'agissait de departements même pas d'outre-mer! Au-delà des termes, en 1946 comme avant, en 1967 comme après, c'est d'une situation coloniale dont il s'agit. Et cela fait partie de notre histoire...

Cheminot retraité, Christian Mahieux est membre de SUD-Rail et de l'union départementale interprofessionnelle Solidaires Val-de-marne. Le récit des événements s'appuie sur des documents de l'UGTG** et du CEDETIM***.

1967-2017 à Pointe-à-Pitre



e 20 mars 1967, Srnsky, un Européen, propriétaire d'un grand magasin de chaussures à Basse-Terre (Guadeloupe), voulant interdire à Raphaël Balzinc, un vieux guadeloupéen infirme, cordonnier ambulant, de passer sur le trottoir qui borde sa devanture, lâche sur lui son berger allemand. Srnsky excite le chien en s'écriant: «Dis bonjour au nègre!» Balzinc, renversé et mordu, est secouru par la foule, tandis que Srnsky, du haut de son balcon, nargue et invective à qui mieux-mieux les passants et même les policiers guadeloupéens qui sont accourus. Il s'ensuit une colère qui aboutit au saccage du magasin. Srnsky, dont la grosse voiture est jetée à la mer, réussit à s'enfuir à temps.

^{*} Le 19 mars 1946, suite à un vote unanime à l'Assemblée nationale, quatre colonies prennent le nom de département d'outre-mer (DOM): Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion. Les autres, prennent le nom de territoire d'outre-mer (TOM); la plupart deviendront ensuite indépendantes; pas toutes.

^{**} L'Union générale des travailleurs de Guadeloupe est l'organisation syndicale majoritaire

^{***} Centre d'études et d'initia-

ICI AUSSI: MARS AVANT MAI

Le préfet de la Guadeloupe, Pierre Bolotte, ancien directeur de cabinet du préfet d'Alger (après la fameuse bataille d'Alger qui a donné lieu à la pratique systématique de la torture et des exécutions sommaires) feint de condamner l'acte raciste de Srnsky, mais veut profiter des événements pour démanteler le mouvement autonomiste né de la déception des Guadeloupéens et Guadeloupéennes. Malgré la départementalisation de 1946, ils et elles ont conscience, du fait du racisme et des incroyables injustices sociales qui les frappent, de n'être pas assimilés et d'être traités en indigènes. La seule réponse qui a été donnée à leurs problèmes, c'est l'exil. Des scènes d'émeutes ont lieu à Basse-Terre puis à Pointe-à-Pitre. La répression policière est violente: une cinquantaine de blessés. Le 23 mars, le magasin du frère de Srnsky est dynamité à Pointe-à-Pitre.

QUAND LES NÈGRES AURONT FAIM,

ILS REPRENDRONT BIEN LE TRAVAIL

Le 24 mai, les ouvriers du bâtiment se sont mis en grève, réclamant 2% d'augmentation et l'alignement des droits sociaux sur ceux de la métropole. Le 25 mai, l'importance de la mobilisation et la tension régnant sur les piquets poussent le patronat à convoquer des négociations à Pointeà-Pitre. Elles sont de pure forme. Le chef de la délégation patronale, Brizzard, déclare:

Fresque en mémoire du massacre colonial, Pointe-à-Pitre

« Quand les nègres auront faim, ils reprendront bien le travail. »

Le 26 mai, tôt le matin, la mobilisation des ouvriers à la Pointe Jarry donne lieu à une «répression énergique» (selon les propres mots du commissaire Canales): bastonnades, coups de crosse, tirs tendus sur les ouvriers. Dans la matinée, de nombreux ouvriers se rassemblent devant et aux alentours de la chambre de commerce. À 12 heures 45, les négociations, qui étaient sur le point d'aboutir, sont ajournées par la délégation patronale. Vers 14 h 30, des renforts de CRS sont déployés sur la place de la Victoire et devant la chambre de commerce; les affrontements débutent. Les CRS lancent des grenades lacrymogènes et chargent à coups de matraques, à coups de crosses et à coups de pied, ceux qui tombent, glissent ou traînent. Les manifestant.es, renforcés par des jeunes, répliquent par des jets de pierres, de conques de lambi, de bouteilles. À 15 h 15, le préfet Bolotte, en repli à la sous-préfecture en compagnie des chefs militaires et du souspréfet Petit, donne l'ordre de tirer, « en faisant usage de toutes les armes ». Il sait la portée de son ordre. L'homme a effectué deux séjours en Indochine (en 1950, au cabinet du maréchal de Lattre de Tassigny; en 1953, au cabinet du ministre des Relations avec les États associés) et a passé 3 années en Algérie, entre 1955 et 1958, sous-préfet à Miliana, puis directeur de cabinet du préfet d'Alger. C'est un familier des tueries francaises en terres coloniales.

Vers 15 h 35, le commissaire Canales désigne un manifestant du doigt. Rafales de fusils



automatiques. Sur la place de la Victoire, non loin du monument aux morts, un homme tombe, atteint de deux balles dans le ventre. Très vite, il est ramassé, emporté et conduit à l'hôpital général. Il y décède peu après. Il s'agit de Jacques Nestor, 26 ans, militant du GONG (Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe, indépendantiste). Vers 15 h 40, autour de la place, dans la foule des badauds, un Guadeloupéen est atteint d'une balle en pleine tête. Puis c'est au tour du jeune Pincemaille de s'effondrer, la tête elle aussi déchiquetée par une balle meurtrière. C'est le signal de début d'un long massacre...

NETTOYER LA VILLE...

Dans la ville, la sauvagerie de la répression et l'annonce de ces trois exécutions déclenchent une vague de colère. Les armureries Petreluzzi-Questel et Boyer sont prises d'assaut: des armes et des munitions sont emportées. Contre la barbarie militaire, un mouvement de résistance populaire s'organise. Les affrontements redoublent d'intensité: plusieurs groupes de civils armés s'opposent aux forces de répression; ailleurs, des cars de CRS et de gendarmes déboulent en trombe, avec pour consigne de «nettoyer la ville».

Le maire de la ville, Henri Bangou, dénonce «les agitateurs professionnels» qu'il désigne comme autant de coupables à châtier! À 18 heures, une pluie incessante de rafales d'armes automatiques a déjà fauché des dizaines de Guadeloupéens: on signale déjà 4 tués et plus de 30 blessés civils. De nouvelles troupes de parachutistes, arrivées en renfort des gendarmes et des CRS, font leur apparition et commencent à prendre position.

L'émeute populaire redouble alors d'intensité: les magasins Unimag et Prisunic, les immeubles d'Air France et de France Antilles, ainsi que le dépôt de la Banque de la Guadeloupe sont attaqués et incendiés... Les képis rouges (gendarmes mobiles) investissent la ville, aides dans leurs repérages, leurs déplacements et leurs interpel-

lations par des policiers guadeloupéens et par d'autres indicateurs qui s'étaient glissés parmi les manifestants. C'est le couvrefeu, alors que la radio d'État annonce que le calme est revenu.

TIRER SUR TOUT CE QUI BOUGE, QUI EST NOIR Ou qui tire ses origines de cette couleur

À 20 heures, la décision est prise d'envoyer les « pots de fleurs », des jeeps militaires équipées d'une mitrailleuse. Cette décision se double d'un ordre clair: « Tirer sur tout ce qui bouge, qui est noir ou qui tire ses origines de cette couleur. » Pointe-à-Pitre est en état de siège.

Le massacre va alors virer à la boucherie. Les artères de la ville sont dégagées; plus aucun regroupement n'est admis; badauds, passants, riverains essuient les rafales meurtrières. Des centaines de Guadeloupéens sont pris pour cible, mis en joue, blessés, mutilés, fauchés. Le jeune Camille Taret qui rentre du travail est abattu à deux pas du domicile de ses parents. Dans la nuit, la patrouille repasse alors que les parents et proches organisent la veillée: nouvelle rafale. Gildas Landre ne se relèvera pas.

À minuit, un avion militaire en provenance de Martinique vomit d'autres assassins; une nouvelle meute de militaires parachutistes français, chargée celle-ci de « finir le travail ». À 2 heures du matin, le silence se fait. Les rues sont vides, nettoyées de toute présence guadeloupéenne, exception faite des quelques policiers et indics servant de guides aux chiens.

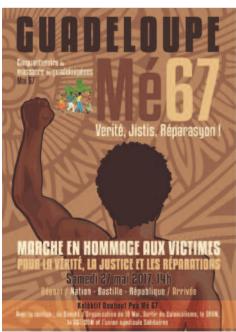
Dès l'aube du 27, passant sous silence le nombre réel de victimes guadeloupéennes, la radio d'État annonce 27 CRS et 6 ou 7 gendarmes blessés. Au matin, la population découvre une ville assiégée, transformée en camp militaire. Dans les rues de Pointe-à-Pitre, la France mène une guerre contre des civils désarmés. On murmure des noms: ceux de Guadeloupéens assassinés par les képis rouges, ceux des blessés. Toujours à voix basse, on s'interroge sur le nombre de victimes et les véritables raisons d'un tel

207 LES UTOPIQUES **7** SOLIDAIRES

massacre. À 8 heures, au lycée de Baimbridge, les jeunes s'apprêtent à manifester pour dénoncer les massacres et la sauvage répression de la veille. En route, ils seront rejoints par d'autres. Vers 10 heures, le millier de jeunes s'arrête face à la sous-préfecture, et après une prise de parole, commence à scander les noms des bourreaux. Les cordons de képis rouges et de CRS postés sur place les encerclent, puis commencent à frapper. Plusieurs jeunes sont interpellés. Cette nouvelle agression ravive la braise: des affrontements sporadiques continuent d'opposer des groupes de Guadeloupéens aux CRS et aux képis rouges. Le rapport de force est par trop déséquilibré (pierres et bouteilles contre fusils automatiques et mitraillettes). Tout au long de la journée, assassinats, mutilations et arrestations se poursuivent. Des corps sans vie sont furtivement récupérés par leurs proches.

À 17 heures, des dizaines de Guadeloupéens, bravant la politique de terreur, accompagnent le corps de leur camarade

1967-2017 à Paris



Jacques Nestor au cimetière de Mortenol. D'autres victimes sont enterrées au même moment. Assoiffés de sang guadeloupéen, les chiens déployés par centaines et postés sur tout le parcours, veillent. Leurs griffes enserrent soigneusement les armes de guerre pointées en direction des cortèges funéraires. En plus des centaines d'arrestations arbitraires en «flagrant délit», la chasse est lancée contre les «agitateurs, meneurs». La ville s'endort pour la deuxième fois en baignant dans une odeur de mort et de poudre.

Le 30 mai, le patronat sera contraint d'accorder une augmentation de 25 % des salaires à des ouvriers qui ne demandaient que 2 %. 25 fois plus que la proposition maximale faite par Blizzard lors de la « négociation » du 26.

Des centaines de Guadeloupéens ont été arrêtées. 10 seront immédiatement condamnés à des peines de prison ferme. 70 autres feront l'objet de poursuites. En outre, 19 Guadeloupéens, liés au GONG et accusés d'avoir organisé la sédition, sont déportés en France et déférés devant la Cour de sûreté de l'État. 13 des accusés seront acquittés, les 6 autres condamnés avec sursis.

8, 87, 100 MORTS...

Le bilan officiel de ces journées est de 8 morts. En 1985, un ministre socialiste de l'Outre-Mer, Georges Lemoine, lâche le chiffre de 87 morts. Christiane Taubira, devenue depuis garde des Sceaux, a pour sa part évoque 100 morts. Certains parlent du double. Le caractère imprécis de ce bilan, dans un département français, en dit long sur la situation qui pouvait y régner à cette époque. Quant aux responsables de cette tragédie, sont cités les noms du commissaire Canalès, du préfet Bolotte, de Pierre Billotte, ministre de l'Outre-Mer, de Christian Fouchet, ministre de l'Intérieur, de Pierre Messmer, ministre des Armées, et surtout de Jacques Foccart, alors secrétaire de l'Élysée aux Affaires africaines et malgaches. Foccart était le fils d'une béké¹ guadeloupéenne de



Affiche du GONG, pour les législatives de 1967

Gourbeyre (Elmire de Courtemanche de La Clémandière) et d'un planteur de bananes d'origine alsacienne (Guillaume Koch-Foccart), maire de cette même ville de Gourbeyre. Mais personne n'a jamais osé accuser le Premier ministre, Georges Pompidou, ni le général de Gaulle, alors chef de l'État, qui certainement, a dû être informé de ce qui se passait en Guadeloupe et probablement consulté sur les mesures à prendre.

SECRET-DÉFENSE

Curieusement, les archives relatives au massacre – ou ce qu'il en reste – ont été classées Secret-Défense jusqu'en mai 2017, ce qui pourrait être le signe que des hommes des forces spéciales ont pu être utilisés sous l'uniforme des forces de l'ordre classique, comme cela se fait parfois, quand la République se sent menacée.

Pierre Bolotte, le préfet, a été prudemment rapatrié le 12 juillet 1967 et affecté, le temps que les esprits se calment, à un poste discret. Après avoir poursuivi sa carrière de préfet territorial en métropole, il a été nommé à la Cour des comptes en 1982, tout en menant une carrière politique dans le XVI^e arrondissement de Paris, dont il a été maireadjoint RPR. Srnsky, aidé par les autorités, a disparu de la Guadeloupe sans laisser de traces.

Les séquelles de ces événements sanglants, dans la mémoire collective guadeloupéenne, sont d'autant plus vivaces que le massacre de mai 1967 a toujours été minimisé, sinon occulté dans l'histoire de la Ve République. Pire encore que d'autres massacres comparables en termes de victimes, comme celui du 17 octobre 1961...

Christian Mahieux

1 Les békés sont les descendant.es des premiers colons venu.es d'Europe.

REMETTRE EN MOUVEMENT les images de 68

En 2004, Christophe Cordier a réalisé Frères de classe, film où il part à la recherche des deux protagonistes, l'un ouvrier, l'autre CRS, d'une photo qui a immortalisé la grève du Joint français de 1972, le « Mai breton ». Rencontré pour Les Utopiques, Christophe Cordier revient dans cet entretien sur cette grève historique, sur ce qui l'a inspiré, sur le cinéma militant d'hier et d'aujourd'hui.

À l'occasion de la sortie de ce numéro, le film Frères de classe de Christophe Cordier est consultable en ligne sur le site des *Utopiques*.

Christophe Cordier est cinéaste, membre de Canal Marches, il a réalisé de nombreux films documentaires, courts, moyens et longs métrages, ainsi que des émissions d'expressions directes pour l'Union syndicale Solidaires.



L'affiche du 1er mai 1972

ENTRETIEN AVEC CHRISTOPHE CORDIER,

RÉALISATEUR DE *FRÈRES DE CLASSE*

Frères de classe, c'est un film qui parle de la grève du Joint français. Le point de départ, c'est une photo. Peux-tu déjà nous dire comment tu as découvert cette photo? Et ce qu'elle a signifié pour toi?

■ Christophe Cordier – Il se trouve que je suis un enfant de 68. Mes parents, d'origine modeste, ont vécu Mai 68 et ça a transformé leur vie. Véritablement. Mon père est devenu syndicaliste à ce moment-là, enfin un petit peu avant, mais disons que 68 et les années qui ont suivi ont bercé mon enfance. En fait, le 1er mai 1972, une manifestation est appelée au départ de la place Gambetta à Paris. Les organisateurs et organisatrices, un ensemble d'organisations d'extrême-gauche¹, veulent marquer leur soutien à la grève du Joint français. La grève va d'ailleurs se terminer quelques jours après, sur une grosse victoire. 10000 personnes défilent, une délégation des ouvriers du Joint ouvre le cortège. C'est assez extraor-

1 Alliance marxiste révolutionnaire, Cause du peuple, Front rouge, Ligne Rouge, Ligue communiste, Lutte ouvrière, Organisation révolutionnaire anarchiste, Parti socialiste unifié, Secours Rouge, Révolution!

Une gréviste jette un projectile sur les CRS (photogramme tiré de Frères de classe, repris de Voici la colère bretonne, la grève du Joint français, Collectif Torr-e-Benn)



dinaire, et mon père est à cette manifestation de soutien. Il se trouve qu'il est à la CFDT à l'époque. Une CFDT, qu'on a connue autogestionnaire, pas celle d'aujourd'hui bien évidemment. Une CFDT, qui a pas mal animé la grève du Joint, enfin ses délégué.es sur place. Et sur l'affiche d'appel au 1er mai 1972, il y a cette fameuse photo. Avec cet ouvrier qui chope un CRS et vocifère dessus. Ça symbolise toute la colère ouvrière face à la répression policière. Clairement, cette photo a popularisé la grève.

L'affiche, mon père la ramène à la maison après la manif. Et, dans un geste instinctif, on va dire, il la colle sur la porte de ma chambre. Moi, j'avais 6 ans à l'époque. Je ne sais pas, on reconstitue souvent, mais j'ai vraiment l'impression qu'elle y est restée un certain nombre d'années. Peut-être qu'elle a circulé: de ma porte à une autre, à un mur... Mais elle a toujours été présente à mes côtés d'une certaine façon.

Le temps a passé. J'avais enfoui ça en moi. Et puis, en 1998, je m'intéresse beaucoup à la Kanaky. Tu vas me dire quel rapport? Et bien ce qui m'avait marqué à l'époque, c'était un certain nombre de face-à-face,

hyper tendus, entre Kanaks et gendarmes. On connaît toutes et tous l'affaire d'Ouvéa². J'avais d'ailleurs commencé à écrire là-dessus, à faire un film sur la communauté kanak à Paris. C'est devenu un petit courtmétrage documentaire, Kanaky-sur-Seine. À ce moment-là, ce conflit me remet en mémoire le Joint français. Je me dis : « c'est pas possible, il faut faire quelque chose. » Et ce qui me semble extraordinaire alors, ce serait de retrouver les protagonistes de la photo. Cet ouvrier en colère et ce CRS qui la reçoit. J'interroge mon père, et tout ce qu'il me dit c'est que ça s'est passé à Saint-Brieuc, dans les Côtes d'Armor. Très rapidement, après les premiers repérages, j'ai le contact de Guy, Guy Burniaux, qui est l'ouvrier de la photo. C'est un moment magique. Un peu comme si on devait se rencontrer depuis longtemps.

Donc là, tu démarres ton enquête, et tu découvres tout un contexte ouvrier...

■ CC – Oui, j'avais cette photo, signée, je tiens à le dire, par Jacques Gourmelin qui était un photographe de Ouest-France et qui a fait ce cliché le 6 avril 1972. Ce jour-là, les ouvriers du Joint viennent occuper l'inspection du travail où les patrons avaient daigné venir rencontrer les ouvriers. Bon, là, ils se font séquestrer. On retrouve ici le triptyque de l'action ouvrière de la période: grève, occupation, sequestration. Entre parenthèses, des outils stratégiques à destination des grévistes qui ont remarquablement fonctionné, je trouve. C'était actif, ludique et politiquement important.

Il faut peut-être d'ailleurs revenir sur «l'avant»: parce que la grève, c'est en 1972, mais c'est véritablement considéré comme le «Mai breton». Et pourtant, la particularité du Joint, c'était que les ouvriers y étaient considérés comme dociles par les patrons. Personne n'imaginait une telle grève au Joint français. En 68, ils sont les derniers à débrayer! Parce qu'ils venaient d'un milieu rural, c'étaient des «paysans-ouvriers», avec une certaine soumission à l'ordre. Et puis, il y avait beaucoup de femmes.

Ça, en 68, c'était une sociologie rêvée pour le patronat... enfin c'est ce qu'il pensait! On y fabriquait des gros joints en caoutchouc, dans des conditions merdiques, des ateliers dégueulasses, avec des salaires bas. Sauf que le milieu ouvrier transforme ces gens-là. Et quatre ans plus tard, le germe était là, avec son lot de rebelles, de révolutionnaires. Il y avait des établi.es d'ailleurs, qui, d'une certaine façon, ont éveillé la conscience ouvrière. C'était plutôt le courant maoïste.

Parce que, pour les maos, il y a là quelque chose qui «colle» avec leurs schémas: des ouvrier.es issus de la paysannerie, ça leur parlait certainement plus. Et comme il y avait un turn-over important du fait des conditions de travail déplorables, ça leur donnait des places libres régulièrement.

Et il y a le camp d'en face, il y a le CRS de la photo qui n'a pas l'air bien à l'aise.

■CC - Ce jour-là, le préfet des Côtes d'Armor, en fait des Côtes du Nord à l'époque, décide d'envoyer la CRS 13 pour déloger les ouvrier.es. Qui est la Compagnie républicaine de sécurité de Saint-Brieuc! Jusqu'alors, les compagnies de CRS qui étaient intervenues sur la grève du Joint venaient d'autres régions, de Nice notamment. Là, il n'y a que la CRS 13 de disponible; à laquelle se joignent, en plus, des gendarmes. Il y a un fort étau policier à ce moment-là. Les ouvrier.es ont passé une nuit blanche, ils et elles sont fatigué.es, ont passé une semaine harassante. Et, en même temps, ils et elles sont remonté.es à bloc parce que pas entendu.es. L'excès de fièvre est inévitable. Il y a des corps-à-corps, ca se bouscule. C'est là que la fameuse photo est prise, que Guy va choper le CRS qui vient vers lui.

Plus tard, j'ai appris que cette CRS 13 ne voulait pas intervenir sur la grève du Joint. Parce qu'ils connaissaient des ouvriers, et réciproquement. Certains, même, avaient travaillé au Joint français, parfois à peine quelques années avant. Ils habitaient les mêmes quartiers en plus. Les ouvriers les avaient repérés et collaient les débris des grenades qu'ils recevaient sur la gueule, dans leurs boîtes aux lettres. Sans mettre «crosse en l'air» non plus, les CRS n'y allaient, du coup, pas de gaieté de cœur. Parce qu'il faut aussi ajouter la dimension régionale du conflit. La solidarité a été très forte en Bretagne. Les usines du coin débrayent, apportent de l'argent à la caisse de grève. La mairie de Saint-Brieuc, une des premières mairies PSU, décrète la gratuité de la cantine pour les enfants de grévistes.

² Le 5 mai 1988, les Forces spéciales françaises et le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale prennent d'assaut la grotte d'Ouvéa où des indépendantistes Kanaks détenaient des gendarmes. Deux militaires et dix-neuf Kanaks seront tués; parmi ces derniers, certains sont massacrés au dehors de la grotte, après l'assaut.

Les ouvriers du Joint diront qu'ils n'ont jamais aussi bien mangé que pendant la grève. Les bouchers leur apportent des rôtis, les paysans des choux-fleurs... Les artistes bretons, comme Gilles Servat, viennent chanter pour les grévistes. Louis Guilloux, un écrivain prolétarien emblématique, qui a écrit La maison du peuple dont l'action se passe à Saint-Brieuc, est également un soutien. Tout le monde les a soutenu.es. C'était une grève pour la dignité, contre l'humiliation. Forcément, c'était un peu inédit.

D'ailleurs, certains voulaient aller plus loin. Ce n'est pas un hasard si, quelque temps après, se déclenche la grève du lait, celle des caissières de Mammouth. D'une manière un peu exagérée, un des établis dit dans le film que c'était presque « leur Commune de Paris ».

C'est un des aspects très forts de ton film d'ailleurs, de voir à quel point la grève a marqué les protagonistes, a été un véritable événement dans leur vie.

■CC – On peut même aller plus loin. En fait, j'ai presque l'impression qu'il y a un côté quasiment psychanalytique. Le CRS de la photo, Jean-Yvon, est décédé entre-temps, je n'ai pas pu recueillir son témoignage. Mais j'ai recueilli le témoignage de ses enfants. Et l'un d'eux, Laurent, a bossé au Joint justement! Parce qu'en fait, ils viennent aussi d'un milieu modeste. Leur père était CRS, leur grand-père était CRS. Et il se trouve que le grand-père fait partie de la CRS de Marseille dissoute en 1948 parce qu'elle avait refusé de marcher sur les grévistes! C'est assez incroyable! Toujours estil que la lignée s'arrête là.

Intérimaire au Joint dans les années 90. Laurent y a un grave accident du travail. Il perd quasiment une de ses mains. Quelque part, c'est un peu comme s'il «payait», comme si le stigmate s'était prolongé d'une génération. Paradoxalement, les ouvriers de 72 qui étaient encore dans l'usine, s'ils l'ont reconnu comme «le fils du CRS». l'ont tout de même protégé. Quand il a eu son accident, Guy l'a beaucoup soutenu. C'est assez beau. Malgré tout, Laurent est resté un ouvrier, un «frère de classe»... celui que son père aurait dû être car il était le copain de Guy au CET³, ils préparaient ensemble leur CAP d'ajusteur. Mais Jean-Yvon, lui, a loupé son examen et est devenu CRS. Ses retrouvailles avec Guy se font ce 6 avril 1972. En «vrai» et avec cette photo.

Cette photo qui m'a aussi inspiré. D'une certaine manière, pour moi, c'est un hommage à ce qui marque dans la vie. En fait, il y a de multiples hommages. D'abord à la lutte des années 70; à la culture ouvrière, à la culture populaire. Mais aussi à ma famille, à mes parents. Aux copains issus des mouvements gauchistes ou syndicalistes radicaux. Au cinéma militant. Ce sont des hommages vivants, de mon point de vue.

D'une certaine manière, on pense beaucoup à la démarche d'Hervé Le Roux dans Reprise...

■GC – Il faut saluer la mémoire d'Hervé Le Roux, qui est décédé récemment. Il a fait un très beau travail avec Reprise. Le film sortait en même temps que j'étais en repérage. Évidemment, il y a une proximité. Alors pas dans la forme; mais dans cette volonté de remettre en mémoire, de remettre en mouvement des images de 68 et des luttes de cette époque, de remonter le temps, de retrouver les protagonistes de ces combats. Avec la quête de cette femme, qui ne veut pas retourner au boulot après la grève et que les délégués CGT poussent littéralement à l'intérieur... On voit bien que 68 est passé par là. Le Roux ne retrouve pas cette



Les grévistes invectivent les CRS (photogramme tiré de *Frères de classe*)

femme. Et je trouve ça assez beau, en termes de cinéma comme d'histoire. On avait un peu la même envie en fait. Pour moi, c'était partir de cette photo, de ses reprises justement, de toutes ses déclinaisons. Avec l'idée d'interpeller cette culture ouvrière qu'il y a dans le bassin briochin. Notamment celle des ouvrier.es du Joint, de leur grève emblématique.

On a aussi l'impression que tu pars à la recherche d'un cinéma militant.

■CC - Tout à fait! En faisant mon enquête je découvre qu'il y a énormément de gens qui ont filmé cette grève. Je découvre des pépites. Celles d'un collectif de cinéastes bretons établis, Torr-e-benn, animé par Jean-Louis Le Tacon. Torr-e-benn, en breton, ca veut dire « casse-leur la tête ». Ils ont couvert quasiment la totalité de la grève. Ils filmaient en Super-8 avec quelques enregistrements sonores à côté. J'ai pu puiser là-dedans des archives du film. C'était assez nouveau et c'était considéré comme un bon moyen de populariser la lutte. La Ligue communiste va d'ailleurs envoyer un cinéaste sur place qui en tirera un film de 25 minutes que j'ai également eu l'occasion de visionner. J'ai pu en prendre une archive pour mon film dans laquelle on voit Guy interviewé et qui raconte ce qu'il s'est passé dans ce face-à-face.

Déjà avant de faire ce film, j'étais très inspiré par le cinéma militant des années 70. J'ai une filiation, que je peux revendiquer aujourd'hui, celle des groupes Medvekine⁴, de Chris Marker... Il y a un film qui m'a marqué, qui

³ Collège d'enseignement technique, aujourd'hui lycée professionnel.

⁴ Lire Thibauld Weiler, « Medvekine, ou les ouvriers-cinéastes » article inédit pour le site de la revue Ballast.

LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES ■ 214

est À bientôt j'espère, fait avant 68 pour le coup, qui parle de la longue grève des ouvriers de la Rhodia à Besançon en 67. On y perçoit ce qui arrive: la démocratie ouvrière, les syndicats bouscules, le désir d'émancipation. Avec ce personnage extraordinaire qui incarne le film, qui est celui de Suzanne. Suzanne qu'on retrouve après, dans un autre film, Classe de lutte. Et elle est métamorphosée! Dans À bientôt j'espère, elle est femme au foyer et soutient son mari gréviste. Mais la grève de la Rhodia va la révéler comme étant une syndicaliste hors-pair... et c'est elle qui va animer les grèves suivantes.

Pour moi, c'est un cinéma militant, qui est un cinéma d'énergie, un cinéma populaire, d'éducation populaire même. Car le principe du groupe Medvekine, c'était de promouvoir la culture ouvrière, de faire participer, de donner les caméras aux ouvriers. Ce n'étaient pas uniquement des intellectuel.les qui allaient filmer des ouvrier.es, ils et elles incitaient à se saisir de l'outilcinéma. Jusqu'à l'outil-vidéo maintenant. Parce que ça a fait des petits. Dans toutes les luttes aujourd'hui, n'importe quel protagoniste va filmer son propre mouvement. C'est ça qui est intéressant avec les nouvelles technologies, avec la démocratisation

des caméras, avec l'usage des smartphones et des caméras intégrées; c'est de pouvoir filmer les événements en prises réelles, presque en cinéma direct pour certaines luttes. Même si les gens ne sont pas conscients de toute cette histoire du cinéma militant, ils en retrouvent le geste. Parce que le cinéma est une expression populaire, qu'il soit de fiction ou documentaire.



Caisse de solidarité pour les grévistes du Joint, illustration tirée de la brochure de la Ligue communiste, *De la colère à la* victoire, publiée en 1972



Christophe Cordier et Guy Bruniaux sur le tournage de Frères de classe en 2004

Pour toi, le cinéma, la vidéo, en quoi est-ce qu'on peut dire que c'est un «supplément d'âme» nécessaire pour nos combats?

■CC - Les grèves, les luttes, sont des moments de ruptures dans la société. Où de multiples histoires peuvent émerger. Des histoires d'amour, de conflit, des émotions. Pour moi, c'est une source de cinéma. C'est une inspiration véritable. C'est pour ça qu'il faut filmer les grèves. C'est un enchantement. Et puis c'est important pour l'après, c'est une trace. Un documentariste que j'aime beaucoup, Éric Pittard, disait assez justement: «Dans l'histoire du mouvement ouvrier, il y a deux catégories de gens qui consignent la mémoire ouvrière : les cinéastes et les renseignements généraux.» Le cinéma exhume cette énergie vitale que génèrent les grèves et tout mouvement social.

Si je fais ce genre de film, ce n'est pas pour rien. Ça me nourrit, et puis j'ai envie d'échanger. Avoir le sentiment d'être utile. De participer d'un mouvement. C'est un film qui a servi aussi aux protagonistes de cette image. Pour Guy, ça a été l'occasion de parler de sa vie, de sa vie de prolétaire conscient. D'évoquer la transformation formidable de leur vie qu'a représentée la grève du Joint.

Christophe Cordier; propos recueillis par Théo Roumier

LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES 216 217 LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES

Mai 68 SE RÉVOLTER, FILMER!

En mai 68, le cinéma français s'était constitué en États généraux pour refaire le monde (et accessoirement le cinéma). Avec des dizaines d'autres réalisateurs et techniciens, nous avions très vite compris qu'il ne suffisait pas de vivre notre révolte dans les assemblées enfumées de la rue de Vaugirard, qu'il fallait aller avec nos caméras dans les rues, les usines occupées, pour nous faire les témoins, les porte-voix, des ouvrier.es et étudiant.es en grève : des dizaines de films en naquirent...

à Paris au début de 1968; il s'engage dans un comité Vietnam de base. En mai, il est partie prenante des États généraux du cinéma français et fait partie de la commission production qui réunit des technicien.nes en grève active pour filmer les luttes. Il tourne son premier long métrage Oser lutter, oser vaincre, Flins 68, dans l'usine en grève. De 1971 à 1978, il travaille de la section syndicale CFDT. En 1979, il filme la grève avec occupation de cette usine (Le dos au mur). Il poursuit ses activités de cinéaste, militant, avec le statut d'intermittent du spectacle jusqu'en 2009, puis comme retraité*.

Jean-Pierre Thorn a 21 ans lorsqu'il arrive à l'usine Alsthom de Saint-Ouen; il milite au sein SUIS DE LA CLASSE OUVRIERE PEUX PAS MIEUX VOUS DIRE

Image du film de Jean-Pierre Thorn. Le dos au mur 1980

> Révolte et cinéma ont toujours été, pour moi, inextricablement melés. Je ne saurais dire ce qui est premier: mon désir de filmer ou ma révolte devant les injustices du monde? Mes premiers émois cinématographiques sont attachés au cri du matelot de «Potemkine» – «FRÈRES!» (sur toute la surface de l'ecran) – face aux fusils pointés sur la bache linceul recouvrant les mutins. Ou l'œil exorbité de la mère remontant les escaliers d'Odessa – son enfant mort dans les bras – face aux baïonnettes descendant au pas cadencé... Ou encore la découverte de cette épopée – qui restera mon film fétiche - «Le dieu noir et le diable blond» de Glauber Rocha. Comme jouait si justement avec les mots Godard dans ses «ciné-tracts» de mai 68: dans le mot «RÉVolution» il y a «RÊVE»! Le cinéma a littéralement épouse les révolté(s) du siècle. Tout le cinéma moderne est construit sur la peur de perdre la mémoire de l'abomination de ce siècle: «la Shoah». De ce point de vue, filmer, c'est se révolter contre l'oubli, c'est tenter de capter un instant de vie unique - grave a jamais dans 24 images par seconde et qui défie la marche de la mort. Pour moi, capturer l'instant fugitif d'un rire, d'un éclat de regard qui ne se reproduira jamais plus, c'est défier la mort. La jubilation originelle de l'acte de filmer, elle est la : dans cette résistance prométhéenne a la mort. Filmer, c'est ressusciter les morts.

LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES 218



Affiche du film, de 1925 Le cuirassé Potemkine

Impossible de m'engager sur un film si, pardelà toutes ses justifications, au-delà des mots, il n'y a pas cette RAGE première de vouloir déchirer les apparences, de donner a voir le monde autrement, de résister, par l'acte de filmer, au formatage de la pensée et de l'ordre dominant. Mon histoire passionnelle avec le cinéma, celle qui me permet de vivre, est indissociablement liée a cette revolte contre tous les académismes, tous les formatages, toutes les oppressions du siècle. Ne pas oublier, comme toute ma génération, que nous avions 20 ans avec l'éclosion de la «Nouvelle Vague» (et la découverte du «cinéma direct» des caméras synchrone 16 mm) partant a l'assaut du modèle aseptisé du cinéma «qualité française»: nos maîtres a penser s'appelaient Godard, Truffaut, Marker... et Fassbinder (ah le choc du Droit du plus fort!), Pasolini, Bellochio, Ray, Loach, Watkins, etc. Ils sont légion, les rebelles du cinéma!

VIVRE LA RÉVOLTE DE L'INTÉRIEUR

En mai 68, le cinéma français s'était constitue en «Etats Généraux» pour refaire le monde (et accessoirement le cinéma). Avec des dizaines d'autres réalisateurs et techniciens nous avions très vite compris qu'il ne suffisait pas de vivre notre révolte dans les assemblées enfumées de la rue de Vaugirard, qu'il fallait aller avec nos caméras dans les rues, les usines occupées, pour nous faire les témoins, les porte-voix, des ouvrier.es et étudiant.es en grève: des dizaines de films en naquirent...

Toutefois, sortir du quartier Latin pour aller filmer Renault Flins, ne me suffisait pas. Après avoir réalise Oser lutter, oser vaincre j'ai compris que je trichais en parlant de realités que je ne connaissais pas vraiment de l'intérieur. Si je voulais être en accord avec moi-même, il fallait que je change de conditions de vie: que je vive la realité de l'usine. J'ai donc travaille 8 ans (jusqu'en 79), à l'usine Alsthom de Saint-Ouen comme ouvrier spécialisé. J'y ai appris énormément, je n'ai pas l'ombre d'un regret, sinon celui d'avoir autant nié le cinéma durant ces années (je ne suis quasiment plus allé au ciné durant dix ans!). Alors que cet engagement à l'usine était précisément une révolte de cinéaste: Rossellini l'avait si bien filmé dans Stromboli ou Europe 51... C'était au fond un engagement esthétique: le plaisir « d'être avec », de briser l'écran qui sépare, d'aller, au-delà des apparences et des clichés, voir de quoi était fait le réel. Et cela donna Le dos au mur, six semaines de grève avec mes potes de l'usine Alsthom occupée. Un film de famille en quelque sorte.

Mais comment filmer autrement la révolte? Il ne s'agissait pas seulement de prendre pour sujets des révoltes sociales, encore fallait-il trouver une forme qui rompe avec l'esthétique dominante. Toujours l'obsession du cinéma! L'obsession de trouver une forme par laquelle la révolte dynamite l'esthétique. « Ne dites jamais c'est naturel, afin

que rien ne passe pour immuable!» (Bertolt Brecht) Comment briser avec le naturalisme tir de l'intime: là est mon paradoxe.

POUR UNE ESTHÉTIQUE DE LA RÉVOLTE

Toujours cette rage: ne pas être là ou le cinéma est attendu, brouiller les perceptions toutes faites, placer le spectateur et

qui englue notre regard, comment rendre actif le spectateur consommateur? J'avoue avoir passe une vie a chercher cette forme éclatée, ouverte, kaleidoscopique ; cette fameuse «unité des contraires»: les contrepoints image/son, les cadrages en conflit avec les couleurs, l'épaisseur intime des êtres en conflit avec l'universalité de la fable qui les traverse (les traces de l'Histoire). Trouver une forme épique a travers des destins individuels pour rendre visible une Histoire collective: celle d'une génération, d'une époque. Fabriquer de l'épopée à par-

Affiche du film Le dos au mur. SIX SEMAINES DE GREVE AVEC LES TRAVAILLEURS DE L'ALSTHOM ST. OUEN un film de JEAN PIERRE THORN

la spectatrice au cœur du kaleidoscope de l'œuvre, qu'il ou elle soit littéralement obligé.e de faire un bond hors de son siège, pour recoller, lui-même ou elle-même, les morceaux contradictoires; qu'il ou elle trouve le chemin cache du sens. Briser son statut de consommateur pour le rendre acteur de sa propre histoire, le cinéma n'étant finalement qu'un outil pour l'aider à laver son regard.

219 LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES

Depuis une trentaine d'années, j'ai choisi de mettre ma caméra là où la parole des exclu.es n'était plus audible, celles et ceux que nos médias pointent du doigt en les stigmatisant en permanence de «voyous», «racailles» ou « sauvageons » (vocable détestable invente par un ministre de l'Intérieur « de gauche »!) pour fabriquer de nouveaux bouc-émissaires faisant peur aux classes moyennes afin de mieux justifier la politique du «tout sécuritaire» (de la «tolérance zero») sur laquelle surfent des politicien.nes démagogues en périodes électorales.

Faire kifer les anges, Génération hip Hop, On n'est pas des marques de vélo, Allez yallah!, 93 la belle rebelle ... cinq étapes, cinq épisodes, cinq facettes d'une même résistance : celle des ghettos urbains, ou se dansent et se chantent la vie, les couleurs, les espoirs d'un peuple et d'une jeunesse qui vomit cet apartheid rampant de la société française. Du cinéma pour redonner une parole (et une image) aux exclu.es des médias: démonter cette mécanique sournoise criminalisant la pauvreté.

Derriére la « mousse médiatique », la réalité d'une discrimination d'État qui perdure. Comment vouloir que les jeunes des quartiers populaires puissent avoir la moindre confiance en la parole des hommes politiques et de la République? Où est l'Égalité devant la Loi dans ce pays? Le cinéma, ultime résistance contre le mensonge médiatique qui endort nos consciences. Oui, plus que jamais, se révolter c'est filmer!

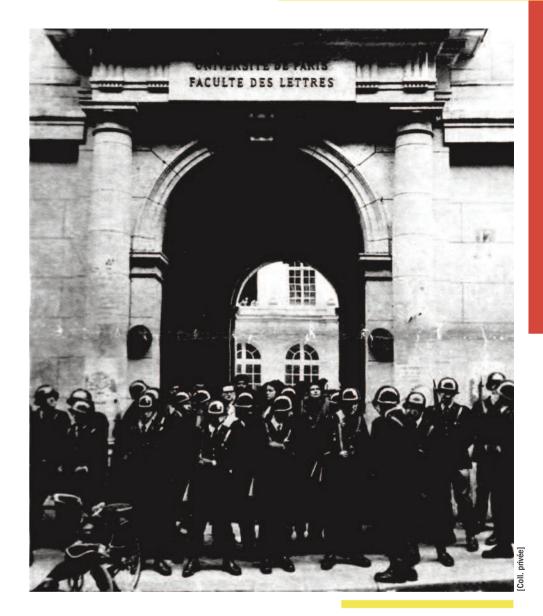
Jean-Pierre Thorn

LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES ■ 220

À PROPOS DE L'UNEF de l'AGE à l'AG

Nous avions sollicité de Jacques Sauvageot un article resituant ce qu'était l'UNEF en 1968, plus largement son rôle depuis la guerre d'Algérie. Son décès, le 28 octobre 2017, a rendu la chose impossible. Cohn-Bendit, Geismar, Sauvageot, les trois noms sont associés dans bien des écrits sur Mai 68, sur des images d'époque aussi. Ils ne le sont pas quant à la continuité des engagements: Jacques Sauvageot n'a jamais renié cette période, ces combats, ces espoirs*. Au contraire, il s'est attaché à en transmettre la mémoire, notamment à travers l'Institut Tribune socialiste. Il nous semblait important qu'il soit présent dans ce numéro des cahiers Les utopiques.

Président de la corpo de lettres et de l'Association générale des étudiants de Dijon (AG-UNEF) de 1965 à 1967, Jacques Sauvageot (1943-2017) arrive à Paris en septembre 1967 et entre au bureau national de l'UNEF. Sur fond de crise interne, le président de l'UNEF démissionne en avril 1968, en tant que vice-président, Jacques Sauvageot assure l'intérim et c'est... Mai 68.



L'entrée de la Sorbonne « protégée » par la police.

Photo parue dans Action n° 1, mai 1968

1 L'intervention intégrale est publiée dans Les Cahiers du Germe n° 32 de mai 2018. Jacques Sauvageot n'a malheureusement pas eu le temps de revoir le texte de son intervention orale enregistrée. Le style «parlé» a été conservé. es animateurs et animatrices du Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants (GERME) ont bien voulu nous confier ces extraits¹ d'une intervention faite lors d'une journée d'études organisée conjointement par la Cité des mémoires étudiantes, le GERME, et le Centre d'histoire sociale du XX° siècle, le 14 décembre 2013. Le thème en était «L'AG ou la démocratie étudiante dans le second XX° siècle, de l'AGE (Association générale

^{*} Mai-juin 1968, directives d'action. Brochure réservée aux travailleurs et aux étudiants avant-propos de Jacques Sauvageot, Paris, Au joli mai, 1968: La Révolte étudiante, les anima teurs parlent, J. Sauvageot, A. Geismar, D. Cohn-Bendit; présentation d'Hervé Bourges Paris, Éditions du Seuil, 1968; Au cœur des luttes des années soixante : les étudiants du PSU : une utopie porteuse d'avenir?, ouvrage coordonné par Roger Barralis et Jean-Claude Gillet; introduction par Jacques Sau-vageot, Paris, Éditions Publisud, 2010; Le PSU: des idées pour un socialisme du XXIº siècle? ouvrage dirigé par Jacques Sauvageot, Éditions Presses universitaires de Rennes, 2013.

223 LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES 222

des étudiants) à l'AG (Assemblée générale) ». Lors de la séance consacrée à mai-juin 1968, Jacques Sauvageot avait témoigné de ses réflexions².

démocratie, on va dire de la démocratie syndicale, plus généralement la question du rapport entre le mouvement de masse et l'organisation. Très vieille question, et question encore complètement actuelle. Elle a été posée à ce moment-là, mais elle avait déjà été posée avant, la différence c'est peut-être qu'à ce moment-là on a cherché plus à essayer de théoriser et de trouver une réponse. Mais c'est une question qui se pose toujours, en permanence. [...]

En 68, je ne suis pas dans une AGE³, je ne suis pas dans une structure de base, je suis au bureau de l'UNEF à Paris. En plus; c'est un moment très particulier, il faut donc se méfier – cela va être notre difficulté – de vouloir théoriser quelque chose qui ne pouvait exister et qui ne se fondait que sur un moment qui était un moment particulier. En dehors de cette période de mouvement, qu'est-ce qui se passe? Quel est le type de structure qui peut exister? Cela

Conférence de presse
UNEF-CFDT, le 20 mai 68:
J. Sauvageot, H. Jeanson,
E. Descamps. Publié dans
Syndicalisme hebdo,
novembre 1969



2 Les questions posées des rapports entre bureau et structures de base, et entre syndicat et structures du mouvement sont au cœur de l'exposition « 140 ans d'AGE» de la Cité des mémoires étudiantes, ainsi que du colloque « Empreintes étudiantes des années 1968 dans le monde. Paris, 2-3 et 4 mai 2018». Voir www.germe-inform.fr/

posait la question du syndicalisme, à un moment où la réalité était en train de devenir pluraliste, avant d'être multi-pluraliste, parce que la FNEF4 existe depuis 1961. J'arrive à l'UNEF en 1961 mais on ne peut pas dire que la FNEF on l'ait ressentie comme très présente, très active dans ces années-là. Par contre, les divisions qu'il y avait entre les différents courants politiques, elles, réelles, existaient et se sont développées par la suite: dans un premier temps, les années qui ont précédé 68, un peu en stérilisant l'UNEF, faisant que l'UNEF avait de plus en plus de mal à fonctionner pour des raisons internes; et après 68, parce que, de fait, l'UNEF a éclaté, dans un premier temps entre les deux UNEF, puis d'autres avec une multiplicité d'organisations. Nous, quand on cherche à gamberger autour de cette question, c'est le moment où il y a tout de même l'idée qu'il pourrait y avoir quelque chose, sinon d'unique, du moins qui puisse rassembler l'essentiel de ce qui bouge. Cela a été préparé par des choses particulières: les Groupes de travail universitaires (GTU) regroupaient tous ceux qui le voulaient, sur la base d'un travail dans l'université, avec une petite politique malgré tout qui était de dire que les étudiants prennent quelque part en charge leur enseignement. Cela n'a pas duré très longtemps, c'était compliqué à mettre en œuvre; le mouvement est arrivé làdessus. [...]

Ce qu'on propose à ce moment-là intervient dans une situation très particulière où se pose la question des AG. Je tombe sur un extrait du rapport présenté par le Bureau national (BN) à l'AG de l'UNEF de janvier 1968, dans lequel le BN se plaint de l'incapacité qu'il a à avoir le contact avec la plupart des AG de province, et des corpos. À la limite, celles qui nous soutiennent nous donnent plus ou moins un minimum de renseignements, les autres même pas. Cela datait déjà d'avant [...]

L'UNEF, en janvier 68, met en place une campagne revendicative (réforme Fouchet, etc.) Pour autant que je me souvienne - mais on se trompe souvent – dans les thèmes, il y avait l'action dans les cités universitaires et dans les Instituts universitaires de technologie (IUT). Il se trouve que l'action dans les cités universitaires avec la Fédération des résidences universitaires de France (FRUF), dans les IUT avec je ne sais pas trop qui, je ne me souviens pas s'il y avait une structure autonome, mais quelque part cela marche. D'où notre idée que, si on trouvait les moyens d'avoir un meilleur contact avec les choses qui marchent, car on a l'impression qu'il y a quelque chose qui peut marcher... C'est là qu'arrive Mai 68 et il est évident, compte tenu des positions qu'avait eu l'UNEF qui critiquait l'ensemble du système institutionnel, qu'elle était sensible à toutes ces critiques. Pour des raisons à la fois internes et politiques, l'UNEF était prête à admettre, supporter un discours qui remettait en question ses propres modes de fonctionnement. On y était aidés par des mouvements qui étaient extérieurs, et cela correspondait aussi à quelque chose qui trouvait complètement

³ L'Assemblée générale étudiante est la structure locale de l'UNEF. La première AGE a été fondée en 1877 à Nancy; l'UNEF en 1907.

⁴ La Fédération nationale des étudiants de France est une scission, droitière, de l'UNEF.

LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES 224 **225** LES UTOPIQUES **7** SOLIDAIRES



Jacques Sauvageot (avec Alain Geisman à sa gauche) lors de la manifestation parisienne du 27 mai 1968

sa place dans le discours qui pouvait être tenu. C'est cela qui est à l'origine de la nouvelle charte de l'UNEF, présentée dans un premier temps comme proposée à la discussion de tous les militants ayant participé aux luttes de Mai, qu'ils soient organisés à l'intérieur de l'UNEF ou dans d'autres organisations: comités d'action, de grève, comité du 25 avril5, on travaillait beaucoup avec les Comités d'action lycéens (CAL), qui n'étaient pas d'un type habituel. Quel est le fondement de la charte de l'UNEF? C'est non seulement une prise en compte de toute cette situation, mais d'essayer de répondre à la question de la transformation de ce que pouvait être le mouvement étudiant d'après la guerre d'Algérie; et d'une façon générale, de ce qu'était le mouvement étudiant, parce que dit la charte de l'UNEF, point 2: "l'UNEF n'a pas agi en mai 68 comme un syndicat étudiant"; point 3 "elle n'est pas non plus un cartel d'organisations"; point 5 (ou 6) elle ne veut pas être un "pseudo syndicat étudiant" mais un "mouvement politique de masse", c'est-à-dire quelque chose qui joue un rôle à la fois revendicatif et contestataire. L'idée qu'il y a à ce moment-là, c'est d'essayer de se dire qu'on va mettre en place un nouveau type de structure, qui n'est pas d'un type traditionnel, et au-delà de ça, qui n'est pas un type de structure qui peut se caractériser comme purement et simplement un syndicat. [...]

Sur la coordination des comités d'action, je trouve que ce serait très intéressant de voir ce qui s'est passé par rapport aux coordinations uniques des mouvements récents ces dernières années, où là on a été véritablement en présence de coordinations de tous les comités. La question qui se pose toujours c'est qu'il faut qu'il y ait, d'une part un certain type de discours, et il y a d'autre part, par rapport à ces discours-là, de savoir comment concrètement

les choses peuvent se régler. Je trouve très intéressant quand on défend le principe de l'assemblée générale minoritaire ayant vocation, parce que minoritaire, à quelque part plus refléter ce que pourrait être un intérêt général. On vit forcément dans des contradictions, la question c'est de savoir comment on les résout et comment on les gère. Franchement, êtes-vous tous aujourd'hui persuadés que les comités d'action sans bureau, etc., sont la forme la plus démocratique qui existe? Sont-ils même la forme la moins bureaucratique? C'est-à-dire qu'à partir du moment où la bureaucratie n'apparaît même pas, c'est sûr qu'elle ne peut pas être remise en cause. D'un autre côté, on ne va pas non plus dire "les CA, c'est la bureaucratie cachée". C'est à la fois les deux. Comment on gère d'un côté les différents principes qu'il peut y avoir, comment on fait les choix.

Jacques Sauvageot

JACQUES SAUVAGEOT (1943-2017)

À partir du moment où l'université de Nanterre fut fermée, l'UNEF s'engagea dans la solidarité. Jacques Sauvageot fit partie des militants arrêtés à la Sorbonne le 3 mai. L'UNEF lança un mot d'ordre de grève et prit des contacts avec les syndicats d'où sortit l'appel à la manifestation du 13 mai. Son intérim se transforma en présidence en titre lors du congrès tenu en décembre 1968. Après le service militaire, Jacques Sauvageot milita au PSU, à la Gauche ouvrière et paysanne (GOP), à Pour le communisme, puis à l'Organisation communiste des travailleurs (OCT). À compter de la deuxième moitié des années 70, il milite essentiellement à travers les radios libres. Après avoir exercé divers métiers, il est recruté comme professeur à l'école des Beaux-Arts de Nantes; de 1989 à 2009, il sera directeur de l'école régionale des Beaux-Arts de Rennes. Retraité, il était particulièrement actif au sein de l'Institut Tribune socialiste, qui prend son nom en janvier 2018

LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES ■ 226

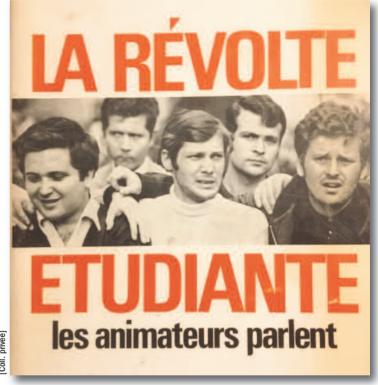
De la critique À LA CRITIQUE

« Trois mois d'existence, voilà qui doit être un record de brièveté au palmarès des groupes politiques! Et pourtant, le Mouvement du 22 mars a été, pendant Mai 68 et après, une référence quasi mythique, une sorte de symbole à qui on attribue un rôle clé dans le déclenchement des évènements comme ils disent. » * Qui mieux qu'un de ses protagonistes peut nous en dresser les caractéristiques essentielles ? C'est l'objet de ce texte, dont la lecture pourra être complétée par quelques autres. **

Jean-Pierre Duteuil est un des signataires du *Manifeste des 142* rédigé au soir de l'occupation du bâtiment administratif, le 22 mars. Il a activement participé aux aventures de ce mouvement, mais aussi à ses prémices. Il coanime les Éditions Acratie***.

de l'université DE LA SOCIÉTÉ

Jacques Sauvageot,
Alain Geismar,
Daniel Cohn-Bendit,
Jean-Pierre Duteuil,
La Révolte étudiante.
Les animateurs parlent,
Éditions du Seuil, 1968



ومختشم

placé en garde à vue suite à l'opération menée contre l'American Express à coups de barres de fer, en solidarité avec la lutte du FNL vietnamien¹ contre l'impérialisme américain, ce ne sont pas seulement ses camarades de la JCR² et du CVN³ qui vont se sentir directement visés, mais toute la communauté nanterroise : le 22 au soir, 150 étudiants et étudiantes occupent la salle du conseil d'université au sommet de la tour administrative jusqu'à la libération de Xavier.

^{*} Texte de présentation du livre Mouvement du 22 mars : tracts et textes, Éditions Acratie, 1998.

^{**} Jacques Sauvageot, Alain Geismar, Daniel Cohn-Bendit, Jean-Pierre Duteuil, La Révolte étudiante. Les animateurs parlent, Éditions du Seuil, 1968; Jean-Pierre Duteuil, Nanterre, vers le mouvement du 22 mars, Editions Acratie, 1988, réédition revue et corrigée janvier 2018; Jean-Pierre Duteuil, Mai 68. Un mouvement nollitique Éditions Acratie, 2008.

^{***} L'Essart, 86310, La Bussière.

¹ Front national de libération.

² Jeunesse communiste révolutionnaire.

³ Comité Vietnam national.

Pas une communauté imaginaire qui regrouperait l'ensemble du monde étudiant de ce tout jeune et premier campus « à l'américaine » en France! Juste une communauté de luttes qui s'agite, depuis plus deux ans, assez loin des traditionnelles mobilisations étudiantes dans les autres universités, pilotées par une UNEF qui eut son heure de gloire pendant la guerre d'Algérie mais qui, à présent, est sur le déclin.

Photo extraite du livre de Jean-Pierre Duteuil, Nanterre, vers le mouvement du 22 mars, Éditions Acratie, 1988. «Le texte est lu et approuvé»; il s'agit du Manifeste des 142 étudiants et étudiantes qui occupent le bâtiment administratif de l'université de Nanterre le 22 mars 1968 au soir.

UNE ANALYSE DE CLASSE DU MILIEU ÉTUDIANT

Selon l'UNEF, les étudiants dans leur ensemble étaient ou allaient devenir de «jeunes travailleurs intellectuels» qui, par conséquent, ne pourraient que rejoindre la classe des salariés dont ils et elles partageraient en fin de compte les intérêts. Or, depuis 1965, la Liaison des étudiants anarchistes (LEA) développait une position différente: estimant que la lutte des classes traversait le monde étudiant, et qu'une très grande partie de ce dernier allait devenir des cadres au service de la bourgeoisie, les regroupements révolutionnaires, syndicaux ou autres, ne pouvaient être que minoritaires. Cette analyse présentait l'énorme avantage de nous faire passer moins de



avoir à coller plus ou moins aux syndicats d'enseignants ou plus généralement de salariés, au nom de l'unité syndicale. Du temps et de l'esprit libérés qui permettaient de pouvoir aborder sans contraintes tactiques des thèmes comme la libre circulation des résidents et résidentes de la cité universitaire, la liberté sexuelle, la solidarité avec d'autres luttes – ouvrière et de libération nationale –, la critique de l'université et du savoir, en utilisant des moyens inhabituels relevant plus de l'action directe que de la mobilisation pétitionnaire.

Cette idée qu'il n'était ni acceptable ni utile d'édulcorer une critique globale et radicale

temps à tenter de séduire une majorité

d'étudiants par l'élaboration de revendica-

tions «corporatistes », ce qui était le cœur

même de la pratique syndicale, et de ne pas

de la société dans laquelle nous vivions à seule fin d'amener progressivement « les masses » à un niveau de conscience plus élevé, autrement dit qu'il fallait réfuter l'avant-gardisme pédagogique de mise dans la tradition syndicale, avait fait son chemin dès avant cette date du 22 mars. La fissure avait commencé à se produire dans les différentes chapelles qui composaient l'aire politique d'extrême gauche sur la fac. La JCR et une partie de la base de l'UNEF rejoignaient de plus en plus souvent les diverses initiatives qui ponctuaient l'agenda nanterrois, aux côtés d'«inorganisés» de plus en plus nombreux. Ainsi, l'agitation à la cité universitaire pour conquérir la libre circulation entre les bâtiments des filles et ceux des garçons, dès mars 1967; l'interpellation par Cohn-Bendit, le 8 janvier, de François Missoffe, le ministre de la Jeunesse et des

Sports venu inaugurer la piscine du campus, fit grand bruit; la campagne contre les listes noires, qui entraîna la première intervention policière depuis la Libération à l'intérieur d'une université, pour déloger les panneaux sur lesquels les anarchistes avaient punaisé des photos de flics en civil prises les jours précédents; la sortie, début mars, d'un texte, Pourquoi des sociologues?, dont l'originalité, outre la critique de l'activité sociologique à prétention scientifique au service de l'organisation du travail capitaliste, est qu'il ne s'en tient pas à un simple exercice universitaire, si corrosif soit-il, mais qu'il prône le passage à l'action et qu'il prononce dès la première page une invite à boycotter les cours. Il s'attaque là encore au sacro-saint mythe des intérêts convergents de tous les étudiants, et invite la minorité qui pourrait se reconnaître dans l'argumentation à ne pas s'illusionner sur l'impact éventuel d'actions qui se cantonneraient à l'intérieur de l'université; et puis de nombreuses autres initiatives de détournement et d'interruption des cours, de boycott d'examens, des interventions lors de représentations culturelles, des happenings,

Le discours frileux de celles et ceux qui dénonçaient ces pratiques comme étant aventuristes devenait de moins de moins audible, tant le plaisir à y participer s'avérait plus intense que les longues réunions syndicales, et surtout au fur et à mesure que s'y agrégeaient de nouvelles têtes. Très vite, il apparut que le nombre de personnes mobilisées joyeusement pour les faire vivre en actes dépassait largement celui que la pratique revendicative traditionnelle regroupait tristement.

UNE COMMUNAUTÉ DE LUTTES

Une communauté de luttes était bel et bien en train de naître, dont l'un des deux axes était le binôme libertaires 4/JCR5. L'autre étant tous ces «inorganisés», très politisés mais qui n'avaient nul besoin d'une avantgarde pour être actifs.

4 Autour de la LEA.

5 Lâchant en partie la pratique syndicale traditionnelle.

Cette communauté de luttes, elle s'est constituée plus facilement à Nanterre qu'ailleurs. Dès 1964, une fois les cours terminés, pas de bistrots, pas de quartier Latin dans lequel déambuler, ni de cinémas à se mettre sous la dent. Les seuls lieux possibles de retrouvailles sont la cafétéria et la salle de l'UNEF, du moins pour celles et ceux qui pensent et veulent s'engager à gauche. L'UNEF sera ainsi, pendant les deux premières années, jusqu'à la rentrée 1967, aussi bien un lieu de socialisation et d'échanges qu'un syndicat au sens classique.

Dans ce «ghetto», tout le monde se connaît. Tandis qu'à Paris le nombre important d'étudiants et étudiantes justifie que la vie affective et sociale trouve des espaces qui se calquent plus ou moins sur les contours de l'affinité politique ou syndicale, à Nanterre aucune « famille » n'est suffisamment importante pour le permettre. Malgré les différences d'interprétation sur le programme de transition⁶ ou sur la dictature du prolétariat, on doit se serrer les coudes face au vide de l'environnement. On y apprend donc, par la force des choses, à se côtoyer, voire à s'estimer, au-delà des joutes verbales. C'est ainsi que ce lieu, a priori sinistre, est vite devenu festif.

Bien d'autres éléments renforcent une certaine cohésion et un sentiment d'appartenance. À plusieurs reprises, des commandos d'une vingtaine de militants du GUD7 viennent pour casser du militant d'extrême-gauche et tenter de s'implanter dans la nouvelle université. Ils seront toujours repoussés, mais auront ainsi fait beaucoup pour souder cette communauté de luttes.

La guerre des Six Jours, en juin 1967, n'a pas réussi à diviser Juifs et Arabes, non seulement dans le milieu militant, mais, plus largement à la cité universitaire où les uns et les autres sont nombreux. Il est évident pour tout le monde que l'agression israélienne nous place du côté du slogan « Palestine vaincra! » Le sionisme, c'est clairement le Bétar⁸ et c'est une orientation fascisante.

L'EXEMPLE OMNIPRÉSENT

DES LUTTES OUVRIÈRES

Il a souvent été écrit que « les étudiants » avaient précédé le mouvement ouvrier en ouvrant la voie à la grève générale. Cette lecture univoque sert les idéologues qui n'ont eu ensuite de cesse d'affirmer que la classe ouvrière n'existait plus, que son atomisation ne lui permettait plus de jouer son rôle « historique ». Et, de fait, il a été le plus souvent occulté qu'au contraire le mouvement ouvrier réel, celui des années 66-67, avait eu une influence importante sur le mouvement étudiant radical, au même titre que les guerres anti-impérialistes, les guérillas en Amérique latine ou la lutte des Noirs aux États-Unis.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire le « manifeste des 142 », du 22 mars, qui convoque à une journée d'action et de réflexion sur quatre thèmes:

- Le capitalisme en 1968 et les luttes ouvrières
- Université, université critique
- La lutte anti-impérialiste
- Les pays de l'Est et les luttes ouvrières et étudiantes dans ces pays.

Le doyen décide alors la fermeture de la faculté si bien que la journée de réflexion se déroulera dehors sur les pelouses.

Les nouvelles luttes et révoltes ouvrières

(tous les documents en témoignent: tracts, affiches, motions) étaient en permanence présentes dans l'esprit des militants et militantes, en particulier dans le mouvement du 22 mars et les sensibilités qui le composaient. Les grèves du printemps 1966 à Vénissieux, Sochaux et Nantes; les manifestations contre la fermeture des chantiers navals à La Seyne et à Port-de-Bouc; l'hiver chaud de 1967, avec le conflit chez Dassault à Bordeaux, la lutte aux chantiers de

Photo extraite du livre de Jean-Pierre Duteuil, Nanterre, vers le mouvement du 22 mars, Éditions Acratie, 1988. « Une internationale intégrale avant de se séparer. » l'Atlantique à Saint-Nazaire, des grèves semi-victorieuses où c'est la base, avec les minorités révolutionnaires, qui impose l'unité, tandis que les syndicats se laissent piéger par l'intégration dans les commissions Grégoire d'association capital-travail. Et puis la mythique Rhodiaceta, à Besançon, où se déroule depuis 1964 une sorte de Mai rampant, avec en février 1967 cing semaines de grève! Les occupations dans le bassin sidérurgique lorrain; et surtout l'émeute qui se produit à Caen, les 27 et 28 janvier 1968, suite à la grève à la SAVIEM... menée par la toute jeune classe des OS. Sans compter les manifestations paysannes à Redon, en juin 67, et dans le Midi viticole.

Pour résumer, les racines de Mai, on les trouve davantage dans le renouveau des luttes ouvrières et les nouvelles formes qu'elles ont prises que dans les délires sur



4 Autour de la LEA.

5 Lâchant en partie la pratique

6 Manifeste écrit par Trotski en 1938 et adopté lors du congrès de fondation de la IV^e internationale. Son contenu est une référence essentielle pour le courant politique qui s'en réclame.

7 Groupe union droit ; mouvement d'extrême-droite, avec Alain Madelin, Alain Roberts et autres.

8 Mouvement sioniste d'extrême-droite, coutumier des actions violentes.e syndicale traditionnelle.

La seule Résidence Universitaire FERMÉE par la crainte du gouvernement, EST OUVERTE A TOUS De la même manière devraient s'ouvrir les 500 000 immeubles non occupés de la région parisienne aux travailleurs subissant la crise du logement. TOUS A LA RESIDENCE MEETING JEUDI 15 H. DEVANT LE RESTAU U Départ 6are s'Lazare. Arrivée la Falie'.

Affiche de Mai 68

DR.

«des histoires de dortoir des filles» qui semblent l'horizon indépassable de journalistes et d'idéologues dignes de Gala!

Enfin, signalons que la haine déversée tant par le pouvoir que par le PCF, dans la presse ou dans les déclarations officielles, ont largement contribué à souder la communauté!

UNE INFLUENCE RÉELLE, UNE DURÉE ÉPHÉMÈRE

Rarement une organisation politique ayant, malgré sa taille modeste, accédé à une certaine notoriété du fait de son influence sur des événements importants, a duré aussi peu de temps: du 22 mars 1968 jusqu'à sa dissolution, le 12 juin, par le pouvoir, fin juin par elle-même. Trois petits mois, même si la gestation a commencé deux années plus tôt sur le nouveau campus de l'université de Nanterre. Trois mois qui ont marqué à vie ses participants et qui ont joué un rôle non négligeable dans le déclenchement des «événements de Mai 68».

Pendant tout le mois de mai, le mouvement du 22 mars joue encore un rôle important dans les mobilisations, conjointement à l'UNEF et au SNESUP. Sa ligne politique est de favoriser la naissance de comités d'action, qui fleurissent un peu partout à partir du 6. Sentant que se glissent dans ces derniers des éléments jugés réformistes, il lance un appel à la constitution de Comités d'action révolutionnaire (CAR). Mi-mai, la

majorité de la JCR nanterroise décide de quitter le 22 mars, jugeant qu'il y a un risque de dilution qui présenterait un danger pour la constitution du parti d'avantgarde.

C'est le moment où commence, dans le mouvement en général, et jusqu'à la miiuin, un débat important sur le rôle des comités d'action. Doivent-ils, à terme, devenir l'embryon d'un vrai parti d'avant-garde, ce qui, par conséquent, nécessite d'y œuvrer de l'intérieur dans ce sens, en pilotant plus ou moins les tentatives de coordination? C'est le point de vue léniniste de la JCR. Ou, au contraire, doivent-ils être l'expression autonome des «masses»? C'est le point de vue des libertaires, que le mouvement du 22 mars défend. Même débat que nous pourrions avoir à propos des soviets de 1905 ou de 1917 en Russie dont on vient de fêter les deux fois 50 ans! Débat qui demeure intact aujourd'hui à ceci près qu'il manque les soviets et les comités d'action... mais ce n'est que partie remise.

Le 12 juin, le mouvement du 22 mars est dissous par le gouvernement en même temps que dix autres organisations révolutionnaires. Lui-même s'autodissout fin juin, constatant qu'il n'est plus en mesure de jouer un rôle déterminant en tant que tel. Ses membres continueront l'aventure au sein des mille et une structures de luttes qui fleuriront après mai, et dont certaines perdurent encore.

Jean-Pierre Duteuil

L'Humanité du 3 mai 1968:

« De faux révolutionnaires
à démasquer », « l'anarchiste
allemand Cohn-Bendit »...

DE FAUX RÉVOLUTIONNAIRES A DÉMASQUER

OMME toujours lorsque progress l'union des forces ouvrières et démocratiques, les groupus-cules quochistes s'agitent dans tous les milieux. Ils sont particulèrement actifs parmi les étudiants. A l'Université de Nanterre, par exemple, on trouve : les « maoistes » ; les « Jeunes-ses communistes révolutionnaires » qui groupent une partie des trotskystes ; le « Comité de liaison des étudiants révolutionnaires » Lususi à majorité trotskyste ; les anarchistes; divers autres groupes plus ou moins folkloriques.

les anarchistes; divers auries groupes plus ou moins
folkloriques.

Malgre leurs contradictions, ces groupuscules —
quelques centaines d'étudiants — se sont unifiés
dans ce qu'ils appellent « Le
Mouvement du 22 mars Nanterre > dirigé par l'anarchiste
allemand Cohn-Bendit.

Non satisfaits de l'agitation qu'ils menent dans les milieux étudiants — agitation qui va à l'encontre des intérêts de la masse des étudiants et favorise les provo-

Georges MARCHAIS

cetions fascistes — voilà que ces pseudo-révolutionnaires émetrent maintenant la prétention de donner des leçons au mouvement ouvrier. De plus en plus on les trouve aux portes des entreprises ou dans les centres de travailleurs immigrés distribuant tracts et autre matériel de propogande.

Ces faux révolutionnaires doivent être énargiquement lémasqués car, objectivenent, ils servent les intéêts du pouvoir gaulliste et les grands monopoles capialistes.

ser de ces gauchiste est le phinosophe alle mand Herbert Mercuse qui vit aux Etats-Binis. Ses the ass sont connues. Elles peu vent être résumées de la fe con sulvante « les partitions de la fe con sulvante » les partitions de la fe con sulvante » les partitions de la fe communistra e ont fait fail lite », fa bourgeoisle « ci in fégré fe classe ouvrière qui n'est plus révolutionaire » purfout dans les universités, « est une force nouve, pleine de possibilité révolutionnaires, elle dois s'organiser pour la lutte vio lente ».

SUITE EN PAGE 4

LES UTOPIQUES 7 SOLIDAIRES ■ 234

1968-2018 DE L'OUVERTURE À

Ce qui suit vise à comprendre quelques points cruciaux de Mai 68 à partir de la «réforme» actuelle de l'enseignement supérieur. Il ne s'agit ainsi en aucune manière de fétichiser Mai 68, mais bien d'en faire un outil de résistance et de propositions pour les luttes.

Anouk Colombani a été militante à Sud Étudiant, au syndicat de Saint-Denis (Paris 8). Elle a participé aux luttes contre la LEC (2006) puis à celles contre la loi LRU (2007 et 2009). Elle est aujourd'hui à Sud Culture et Solidaires 93.

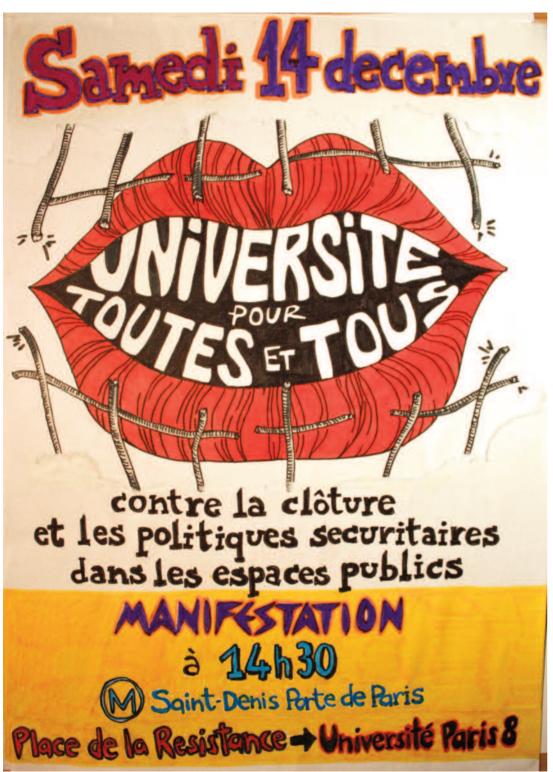
Thomas Martin est militant à Solidaires Etudiant.e.s - syndicats de luttes, au syndicat de Saint-Denis (Paris 8). Dans le cadre de ses études, il effectue un stage à la Cité des Mémoire étudiantes.

universités LA FERMETURE

Affiche d'appel pour « Une nuit à l'université », juin 2009



Quand il fut question, il y a dix ans, de liquider l'héritage de Mai 68, l'enseignement secondaire comme supérieur était particulièrement visé. À cause de Mai 68, les jeunes seraient mal éduqué.es et mal formé.es, c'est-à-dire pas adapté.es aux besoins du marché du travail. Depuis les années Sarkozy, on assiste au démantèlement de l'enseignement supérieur tel qu'il avait été réformé après 68. Ce démantèlement s'inscrit aussi dans le processus dit de Bologne, nom donné à «l'harmonisation» des systèmes d'enseignement supérieur et recherche (ESR) européens et entamé à la fin des années 90. Mais en France, le discours anti-68 est l'un



Affiche d'appel
à une manifestation contre
le contrôle des cartes
à l'entrée de l'université Paris 8
Novembre-décembre 2013

des arguments forts pour permettre cette transformation qui est une façon de façonner l'enseignement supérieur pour les besoins du capitalisme actuel. Les réformes universitaires impulsées par Mai 68 sont importantes, à la fois par ce qu'elles ont permis en termes d'accès au savoir, et par le fait qu'elles ont engendré une large population étudiante qui fut ensuite l'actrice de nombreux mouvements sociaux. Dans la foulée de Mai 1968 est votée la loi Faure. Celle-ci ouvre l'université, alors lieu réservé à une minorité appelée à devenir une élite intellectuelle, aux jeunes et moins jeunes de toutes les classes sociales. Elle en desserre aussi le fonctionnement, ce qui permettra la reconnaissance dans l'université d'une diversité de sujets d'enseignements et de recherches. Mai 68 a inauguré un mouvement d'ouverture de l'université au monde et sur le monde.

Or, pour les 50 ans de l'événement, le président offre à la société française la mise en œuvre de la sélection à l'université et ouvre le verrou de l'augmentation des frais d'inscription, clôturant ainsi définitivement le cycle de réformes. Les objectifs sont connus et dénoncés depuis des années. Dans les

années 60 déjà, les étudiant.es s'inquiétaient de la soumission à des intérêts capitalistes des savoirs. Cependant, il faut bien saisir qu'avec la réforme Vidal et l'ouverture de Parcoursup¹ le 15 janvier 2018, une étape cruciale est franchie vers le nouveau rôle assigné à l'ESR.

LES LOGIQUES DE FORMATION

DERRIÈRE LA RÉFORME VIDAL DE L'ESR²

La réforme en cours de l'enseignement supérieur, dite « plan étudiant », est annoncée comme le remède aux dysfonctionnements du système universitaire français. Or c'est bien connu, une institution dysfonctionnelle appelle une réforme d'envergure. Le diagnostic du gouvernement est sans appel: l'université est en crise. La pratique du tirage au sort qui s'est développée ces deux dernières rentrées est particulièrement pointée du doigt. Le fait que celuici soit une conséquence des réformes mises en œuvre depuis dix ans ne semble pas préoccuper le gouvernement, qui tire une autre conclusion: le tirage au sort est injuste, chacun.e ne récolte pas son dû; il faut trier les étudiant.es selon leur niveau et leur motivation et non par le hasard. En d'autres termes, il faut sélectionner pour que chacun.e soit à sa bonne place.

La réforme est construite en deux volets. Un premier concerne la sélection pour l'entrée dans le supérieur (Licence, BTS...) et un deuxième concerne le cadrage national des diplômes³.

Pour ce qui est de la sélection, elle est prévue comme un remède miracle au tirage au sort. C'est, dans le discours du ministère, au mieux un aiguillage plus efficace après le moment charnière de l'obtention du bac dans la logique d'orientation professionnelle des lycéen.nes, et, au pire, un moindre mal comparé à la «sélection sauvage et injuste » qui s'opérerait avec le tirage au sort. Comme si sélectionner sur des critères essentiellement scolaires dits justes était un vecteur d'égalité sociale! Concrètement, pour éviter le tirage au sort, la réforme pré-

¹ Plateforme informatique d'admission dans l'enseignement supérieur. Les lycéen.nes y déposent un dossier qui est étudié par les enseignant.es dans les universités et qui valident leur droit à s'inscrire ou pas dans la filière demandée.

² Enseignement supérieur et recherche

³ C'est-à-dire l'homogénéité de l'offre de formation indépendamment du profil des étudiant.e.s et de l'université où ils et elles étudient.

LES utopiques 7 SOLIDAIRES **238**

voit de distribuer les lycéen.nes dans les différents établissements d'enseignement supérieur en fonction de leurs dossiers scolaires. Les formations universitaires et les conseils de classe de terminale croisent leurs avis sur les projets professionnels des lycéen.nes pour décider de leur affectation ou non dans telle ou telle formation. L'affectation dans l'ESR ne dépend donc plus de la seule obtention du bac, mais de l'évaluation en contrôle continu pendant l'année de terminale, c'est-à-dire sur les notes et les appréciations au fil des années de lycée. Cette procédure vide le bac de sa valeur diplômante. Celui-ci ne pourra plus être considéré comme le premier diplôme universitaire puisque son obtention ne garantira plus l'accès à l'université.

Et même dans le cas où l'obtention du bac permet à un.e lycéen.ne d'entrer à l'université, cette entrée se fait indépendamment de ses priorités. En effet: avec APB4, l'algorithme d'orientation post-bac en fonction depuis 2009, les lycéen.nes étaient nécessairement affecté.es dans une formation, selon les préférences qu'ils et elles avaient formulées. Mais en vue de la rentrée de septembre 2018, APB a, dès novembre 2017, été remplacé par Parcoursup, qui n'est plus un algorithme d'affectation dont le but est de faire passer tou.tes les bachelier.es dans l'ESR. Parcoursup est une plateforme de candidature. Le but est d'aligner le monde de la formation sur celui du travail, et de faire candidater les lycéen.nes dans des formations, qui les choisissent ou non si leur CV et leurs motivations sont «suffisantes». Le choix en question revient de cette manière aux formations, et non plus aux lycéen.nes.

Le gouvernement s'en prend aussi au cadrage des diplômes, c'est-à-dire à la structure collective des diplômes permettant, d'un côté la cohérence des diplômes et, de l'autre, la possibilité d'une grille de salaire. À l'encontre de cette logique, il s'agirait désormais de se rapprocher du profil de chaque étudiant.e et de son projet professionnel.

C'est un point qui compte pour plusieurs mesures d'importance, notamment la contractualisation des rapports entre étudiant.e et enseignant.e. Le passage d'un niveau à un autre, qui dépend actuellement de la validation de modules de cours appelés UE⁵ dépend, avec la réforme, du remplissage ou non d'un contrat pédagogique passé entre chaque étudiant.e et son ou sa responsable de formation.

Pour mettre fin au cadrage national des diplômes, la réforme prévoit également de laisser à chaque formation la possibilité d'établir des prérequis spécifiques pour l'entrée en licence. C'est-à-dire qu'une première sélection s'opère, entre les lycéen.nes dont les dossiers correspondent au profil recherché par la formation et ceux ou celles dont les dossiers ne correspondent pas. Une seconde sélection s'opère ensuite entre lycéen.nes correspondant au profil recherché, avec d'un côté ceux et celles qui sont directement compatibles et de l'autre ceux et celles qui doivent en passer par une remise à niveau appelée « médiation ». Dans ce système, les élèves jugé.es les plus performant.es au lycée accèdent directement à la formation, tandis que les autres doivent faire entre six mois et un an de médiation avant de, peut-être, y accéder. Sont donc créés des étudiant.es « de seconde zone » forcé es de valider des cours à dis-



tance ou de faire des heures de soutien scolaire, ou de méthodologie, pour justifier de leur droit à la formation. L'idée de la performance est centrale, car il s'agit bien de dire que les étudiant.es doivent être opérationnel.les tout de suite et par eux.ellesmêmes

Cette année de mise à niveau représente un allongement des études. Or, pour les étudiant.es de classe sociale défavorisée, dont les parents ne peuvent aider, une année supplémentaire est nécessairement une difficulté. La réforme n'étant pas accompagnée d'un système de bourses ou allocations, on peut donc parier sur une sélection sociale accrue. Une des conséquences pédagogiques est que le travail des enseignant.es, la découverte d'un nouvel environnement (travail en bibliothèque, découverte du terrain, recherche), comme le temps sans cours, ne sont plus considérés comme des moyens permettant à chacun.e de progresser, voire de s'émanciper.

Affiche de dénonciation de l'expulsion par l'université Paris 8 de l'occupation de sans-papiers. Janvier 2007

SÉRIE DE RÉFORMES

Cette réforme, si elle passe, célébrera la victoire de ceux et celles qui, depuis 68, dénoncent le devenir médiocre de l'enseignement (et ce, de la maternelle à l'université). Pendant 50 ans, deux projets se sont fait face: la sélection à l'entrée de l'université, face à la revendication d'une université ouverte à la proportion la plus large possible de chaque classe d'âge. La seconde s'incarnant par les mobilisations étudiantes: elles seules, ont permis de faire de la France l'un des derniers pays occidentaux avec un système ouvert d'université, de nombreux.ses enseignant.es défendant depuis longtemps l'idée d'une sélection nécessaire au vu de la prétendue médiocrité de la jeunesse. De son côté, le gouvernement a mis en place des « filières d'excellence », permettant aux jeunes de la haute bourgeoisie d'éviter de croiser la plèbe universitaire (lesdites grandes écoles: Science po, HEC, ENA, ENS...).

Mai 68 porte une idée d'ouverture de l'Université, en germe dans les mouvements étudiants des années 60. La massification scolaire date des années 1960 et s'explique par une forte poussée démographique nécessitant une plus forte scolarisation. Les efforts de scolarisation dans le secondaire font alors doubler l'effectif des bachelier.es, qui peuvent accéder, de fait, à l'enseignement supérieur. On passe ainsi, de 140 000 étudiant.es en 1956 à 345 000 en 1966. Dans ce contexte où des caps énormes sont franchis chaque année, le plan Fouchet voté en 1963 préconise une sélection dure. Il prévoit un cursus universitaire long pour les étudiant.es qui le « méritent », par opposition à un cursus court pour les autres⁶, et

⁴ Admission Post Bac était une plateforme internet du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, fonctionnelle entre 2009 et 2017, permettant d'affecter les lycéen.es

⁵ Unités d'enseignement.

⁶ Le cursus court est appelé « premier cycle » et le cursus long « deuxième cycle ».

LES utopiques 7 SOLIDAIRES **240**

Affiche de propagande contre la loi LRU. Janvier 2009

crée les IUT pour écarter les bachelier.es technologiques des bancs de l'université. Ainsi, très vite, apparaît l'idée qu'une sélection doit s'effectuer. Que les jeunes poursuivent leurs études, mais pas dans les mêmes filières...

La décennie 70 est une décennie de luttes chez les étudiant.es. Chaque rentrée peut devenir l'occasion d'une bagarre sur le nombre d'inscrit.es. En 1980, 858 000 personnes fréquentent l'enseignement supérieur avec 77 % d'étudiant.es en universités. En 1984, est votée la loi Savary qui va plus loin que la loi Faure dans l'ouverture et dans laquelle est inscrite la notion de «services publics d'enseignement supérieur ». Cette notion vise à décloisonner les filières entre elles, en minimisant la différence et créant des passerelles entre les filières d'élite, les universités et les filières courtes. Cependant, le retour de la droite au pouvoir aboutit, en 1986, au projet de loi Devaquet, qui remet la sélection à l'entrée de l'université à l'ordre du jour. S'y ajoute une augmentation des frais d'inscription, qui ne permet pas de douter des intentions de fermeture de l'université aux classes populaires.

La mobilisation massive et rapide qui s'organise en réaction au projet de loi est réprimée avec une violence démesurée par le ministre de l'intérieur de l'époque, Charles Pasqua. Cette répression sauvage entraîne la mort de Malik Oussekine, étudiant franco-algérien de 22 ans. La démission de Devaguet et l'enterrement de son projet de loi arrivent peu après. À la suite de cette mobilisation, les partisan.es de la sélection comprennent que réformer l'université par la force sera difficile. C'est la raison pour laquelle les réformes qui suivent sont moins frontales. Pour que la sélection se présente comme une solution acceptable,



ses soutiens entreprennent notamment de rendre le service public d'enseignement supérieur déficitaire. En 1995, un nouveau système de financement est adopté qui ne repose plus sur le nombre d'étudiant.es inscrit.es mais sur leurs résultats. La critique de ce nouveau financement fera partie des revendications étudiantes de décembre 1995.

La rupture principale advient en 1998 avec le processus de Bologne, qui prévoit l'harmonisation des systèmes européens d'études supérieures. Plusieurs réformes du système français d'enseignement supérieur s'ensuivent jusqu'en 2017. Parmi ces réformes, on identifie le plan U3M7 en 1999, plan de modernisation de l'ESR qui prévoit de ne plus construire de nouvelles universités et de développer, avec les universités existantes, des pôles européens d'excellence. Il faut garder en tête que la démographie universitaire est en hausse constante sur la période, et que, dès lors, ne plus construire de nouvelles universités dans

cette situation, c'est implicitement faire le choix de dégrader les conditions d'études, voire de réduire les capacités d'accueil dans l'ESR. En 2002, la réforme dite LMD⁸ est adoptée malgré les mobilisations étudiantes (qui s'étalent entre 2003 et 2005). C'est une réforme qui divise les années universitaires en semestres et les rend convertibles en points d'équivalence européens, les ECTS, qui permettent de continuer des études commencées en France dans une autre université européenne. La division de l'année universitaire en semestres convertibles en points d'équivalences introduit des logiques d'évaluation à court terme de la progression des étudiant.es dans les cours. Cette évaluation d'une progression rapide, c'està-dire d'une assimilation facile des contenus et de la méthodologie des cours, est une manière à peine déguisée de mettre en évidence les clivages entre étudiant.es privilégié.es au fort capital culturel et étudiant.es de classe populaire aux rythmes scolaires plus longs.

comprenant le Contrat première embauche (CPE), n'est pas une loi universitaire, mais elle déclenche l'ire des milieux étudiants. Syndicats étudiants et organisations de jeunesse convergent. L'article 8, qui mettait en œuvre un dispositif d'embauche dénommé Contrat première embauche est retiré, après plusieurs mois de mobilisation⁹, au profit d'un article visant uniquement les jeunes pas ou peu diplômé.es. Cet article prévoit des aides de l'État (exonération de cotisations...) pour l'embauche de jeunes non diplômé.es ou habitant en zone urbaine sensible. La jeunesse bourgeoise l'emporte,

En 2006, la loi pour l'égalité des chances,

7 Université troisième millénaire : plan de modernisation des uni-

8 Licence-Master-Doctorat: réforme qui établit trois diplômes universitaires nationaux : la licence à bac+3, le master à bac+5 et le doctorat à bac+8 ou davantage.

9 Voir l'ouvrage de SUD étudiant.es, Universités sous tension, Syllepse,

10 Loi liberté et responsabilité des universités, qui transfère à chaque établissement d'enseignement supérieur la responsabilité de son budget, ses locaux et sa masse salariale

la jeunesse des milieux populaires, dont une partie s'était révoltée en novembre 2005, perd. La mobilisation de 2006 est lue par le gouvernement comme l'expression d'une crainte de la jeunesse «bourgeoise» par rapport à l'emploi. Cette lecture du mouvement contre le CPE dicte un nouveau regard sur la jeunesse en général et le rôle de l'université en particulier. Pour le gouvernement, le ton est donné pour les dix années qui suivent: si les jeunes ont peur de l'emploi, c'est parce que les universités ne les forment pas bien à l'insertion dans le monde du travail.

L'ampleur de la mobilisation et la présence des syndicats professionnels vont aussi entraîner une lecture en décalage avec le mouvement réel dans les universités. Le CPE devient une victoire du mouvement social, en difficulté depuis 1995; cette lecture est partagée par l'UNEF qui n'a jamais bien compris le contenu de la mobilisation. D'autres syndicats étudiants (Sud étudiant ou la FSE) et la coordination nationale étudiante, tenteront de faire comprendre que la victoire est un leurre, mais leur parole demeurera inaudible. Les syndicats passent ainsi à côté de la gravité de la loi sur l'égalité des chances dont le nom indique pourtant qu'il va s'agir, non plus d'égalité, mais de concurrence entre tous et toutes dans la réussite scolaire puis professionnelle. La loi autorise ainsi le travail à partir de 14 ans, met en place le Service civil volontaire... Elle permet une précarisation précoce et formalise un premier travail de sélection sociale. Cette analyse tronquée va revenir comme un boomerang dans les réformes universitaires qui vont suivre.

L'essentiel des rapports et réformes qui viendront par la suite, sont ainsi des réflexions sur comment rapprocher « réellement » enseignement supérieur et monde du travail. Le rapport Hetzel, rendu en 2006 après le mouvement social, trace les contours de la loi dite LRU10 de 2007. En plus de donner une très grande autonomie budgétaire et de fonctionnement aux universi-

tés, elle établit un lien direct entre le contenu des formations universitaires et le problème de l'emploi des jeunes. La solution miracle à ce problème, serait de multiplier le nombre de formations professionnalisantes qui préparent l'insertion dans le monde du travail au sein même des universités. Mais l'accès à ces nouvelles formations est d'entrée restreint, et une forte sélection sociale s'y opère. Dans le même esprit, depuis 2003, toutes les universités sont hiérarchisées à l'échelle mondiale les unes par rapport aux autres dans le classement dit de Shanghai. La plupart des réformes visent donc aussi à faire figurer à de bonnes places les établissements français. En 2013, la loi Fioraso permet aux universités de fusionner en grands pôles spécialisés et de mutualiser des enseignements pour créer des formations d'excellence. L'objectif affirmé est de promouvoir l'harmonisation des formations universitaires à l'échelle européenne et de créer ainsi un grand pôle universitaire pouvant rivaliser avec les autres pôles universitaires mondiaux que sont l'Amérique du Nord ou le Japon. Cette rivalité ne peut passer que par un tri des étudiant.es, les « meilleur.es » étant appelés à devenir des universitaires et chercheur ou chercheur de renom.

Ces quinze années de réformes à tout-va ont eu un impact très fort sur les milieux étudiants. On peut observer que la mobilisation s'y est complexifiée avec des étudiant.es souvent aussi travailleurs et travailleuses, qui mènent concrètement deux vies parallèles, deux vies de travail. Les études ressemblent de plus en plus à un travail contraint et oppressant; une coercition, exercée à la fois par le système (interdiction de s'absenter, limitation des années...) et une large partie des enseignant.es, place les étudiant.es sous pression. Ces réformes ont aussi ancré dans les représentations que le but de l'enseignement supérieur est de préparer au marché du travail; la sélection est perçue comme un tri logique, c'est pourquoi le gouvernement parle d'orientation. Non seulement les étudiant es sont trié es, mais le savoir en général est malmené. On assiste même à un retour en force de formes de censure.

LA PLACE DE LA QUESTION UNIVERSITAIRE

DANS MAI 68

Parmi les motifs des révoltes étudiantes de l'année 68, on trouve déjà la question de la sélection. La réforme Fouchet de 1966 est accusée de développer la sélection à l'université, cherchant ainsi à remédier à la « démocratisation » (il y a trois fois plus d'étudiant.es que dix ans auparavant -175 000 en 1958, 530 000 en 1968, discours de Pompidou en mai 1968). Début novembre 1967, l'UNEF organise un meeting, puis une marche contre la sélection à l'université. Déjà à cette période, l'argument de la crise universitaire est mis en avant. La réforme Fouchet est présentée par le gouvernement comme le moyen de rapprocher industrie et université. Le but de la réforme est de répondre à l'évolution économique et industrielle de la société, où le secteur tertiaire devient de plus en plus prépondérant et aux effets démographiques du babyboom. Dans son entier, la réforme touche à l'intégralité des niveaux, depuis la fin du Primaire jusqu'à l'Université. C'est une étape importante dans l'adaptation de

11 En lettres, la propédeutique se divisait en deux sections: classique et moderne. En sciences, elle était structurée en trois sections: mathématiques générales et physique (MGP), mathématiques, physique et chimie (MPC) et sciences physiques, chimiques et naturelles (SPCN).

12 Le DUEL disparaît en 1973 dans le cadre d'une réforme venant compléter la loi Faure.

13 Le Certificat d'aptitude professionnelle, créé en 1911, servait à remplacer les formations professionnelles dispensées aux jeunes. Le Front populaire avait décidé d'en faire un diplôme reconnu dans les grilles des conventions collectives. Il a été profondément refondé ensuite. Il se prépare en lycée pour les plus jeunes ou dans des centres de formation continue pour des personnes en reprise d'études. C'est un diplôme qui peut être passé dans le bac.

14 Le Brevet de technicien supérieur, créé en 1962, est un diplôme à vocation professionnelle qui se prépare en deux ans après le bac. Il se prépare aujourd'hui dans les lycées et est particulièrement valorisé pour les jeunes passant des bacs dits technologiques.

15 Personnels techniques et administratifs.

16 Voir Robi Morder, Universités et ouverture sur les mondes socio-économiques, personnalités extérieures et institutions universitaires. Le précédent des années 1960 et de la loi Faure, 2009. l'école à la société des Trente Glorieuses. Ces décrets modifient la structure de l'université, issue de 1946. En 1947 pour les sciences et en 1948 pour les lettres, avait été imaginée une année de «propédeutique¹¹», avec l'idée qu'elle permettrait aux étudiant.es de s'adapter au supérieur et leur laisserait le temps de choisir la discipline qui leur plaisait. Celle-ci était suivie de deux années de licence. Plusieurs reproches sont faits à ce système: un encadrement faible et une incapacité à intégrer les nouvelles disciplines. La réforme remplace la propédeutique par des premiers cycles. Le premier cycle littéraire, sanctionné par un Diplôme universitaire d'études littéraires¹² (DUEL), est structuré désormais en neuf sections (les premières sections en histoire de

Affiche de la fédération SUD Étudiant contre la loi LRU, novembre 2007



l'art, psychologie ou sociologie sont créées). Le premier cycle scientifique distingue désormais mathématiques et physique (MP), physique et chimie (PC), biologie et géologie (BG). Par contre, il n'est accessible qu'aux bachelier.es scientifiques. À côté de cette réforme des filières classiques, sont créés les Instituts universitaires technologiques (IUT) qui viennent compléter l'apparition des CAP¹³ et BTS¹⁴.

L'état des facultés, les transformations éco-

nomiques de la société et du monde poussent à la transformation de la formation supérieure. Mai 68 donne une impulsion d'ouverture. Le ministre nommé par de Gaulle s'appelle Edgar Faure et celui-ci, sans partager l'ensemble des vues des manifestant-es, se situe plutôt du côté de l'ouverture de l'université et de la conservation d'une mission critique de celle-ci. Il va développer deux dimensions à sa politique universitaire: une loi d'autonomie, dans laquelle il est inscrit que tout bachelier a sa place à l'université, et la promotion de centres expérimentaux. Vincennes est ainsi présenté comme une innovation qui va dans le sens du gouvernement. Elle s'inscrit dans un projet de création de quatre universités expérimentales: Vincennes, Dauphine, Antony, et Marseille-Lumigny. La loi Faure est une réforme administrative de l'université. Les facultés sont supprimées au profit d'universités pluridisciplinaires, dont l'autonomie est renforcée et incarnée notamment par des conseils universitaires avec, en plus des enseignant.es, des délégués étudiant.es, des représentant.es des Biatoss¹⁵ et des « personnalités extérieures ». Des unités d'enseignements et de recherche (UER) sont aussi créées. C'est aussi une réforme qualitative : il s'agit de faire de l'université un lieu ouvert sur le monde. Edgar Faure opère une forme de synthèse entre les positions des manifestant.es et les positions les plus à droite de l'Assemblée nationale. Sans en faire un lieu de contrepouvoir au capitalisme, il se refuse à faire de l'université un «bureau de placement»¹⁶.

Coll. A.C

LES utopiques 7 SOLIDAIRES **244**

Assemblée générale, 16 mars 2009. Université Saint-Denis – Paris 8



Coll. A.C.]

La création de centres expérimentaux: l'un des points cruciaux est par ailleurs la création de quatre centres expérimentaux et particulièrement celui de Vincennes, le plus agité des quatre, détruit en 1979 à coups de bulldozer et déplacé alors à Saint-Denis. Ces centres expérimentaux incarnent l'apparition de nouvelles disciplines comme les arts, mais aussi la psychiatrie, la gestion, l'urbanisme... et des changements sur le contrôle des connaissances. Enfin, une nouvelle forme d'enseignement voit le jour. Plus que les réformes structurelles, c'est un certain esprit qui a emporté les étudiant.es, cette année et les suivantes. Dans Paris Match du 18 mai 1968, entre une publicité pour Air France et un reportage sur l'éducation sexuelle, un dossier est consacré à la révolte étudiante. Celui-ci met en exergue le fait que la révolte est apparue parmi les étudiant.es de sociologie et psychologie qui ne veulent pas être les suppôts du capitalisme. «Ces sciences ont précisément la mission d'étudier la société, d'en découvrir ses fondements, de critiquer son fonctionnement. La critique est leur essence. [...] Où allons-nous, se demandent-ils? Vers la société de consommation, c'est officiel. Attardées ou en expansion, toutes les nations affichent le même programme

trivial: plus de voitures, plus de machines à laver, plus de réfrigérateurs. Et sans doute plus d'écoles aussi – mais c'est précisément pour avoir plus d'ingénieurs et de techniciens, et par conséquent, en dernier lieu, de voitures, de machines à laver, de réfrigérateurs. » Les étudiant.es de Mai 68 critiquent ce que leurs études et la société veulent leur faire faire. « Psychologues, à quoi servirons-nous? À libérer les hommes, à les rendre plus humains, à les aider à explorer et à conquérir toute leur humanité? Que non: c'est le contraire que cette société technocratique nous propose. » Derrière le côté caricatural de la manière dont le journaliste rapporte le propos, on retrouve l'ampleur de la critique.

Dans les réflexions d'Edgar Faure, un élément est particulièrement intéressant. Robi Morder, dans ses travaux sur les personnalités extérieures, rapporte qu'Edgar Faure s'interrogeait ainsi: «Faut-il associer à la gestion des universités des personnalités extérieures à compétence économique et sociale? La question est délicate. » Certes, c'est une manière « de mieux utiliser les possibilités d'emploi et de spécialisation » mais « les craintes d'une annexion de l'université à l'économie ne seront pas dissipées même si l'on indique qu'il y aura des organisations syndicales de travailleurs asso-

ciés ». En effet, le ministre est opposé à ce que les personnalités extérieures n'émanent que des grandes entreprises, il affirme également souhaitable la présence d'élus locaux, de syndicalistes. Ouvrir l'université présente un double enjeu: ouvrir les rangs et ouvrir son contenu. Ce qui revient à dire, qu'il faut produire et enseigner un savoir qui ne soit pas que métaphysique ou hors d'un certain réel. C'est précisément là que Mai 68 va produire une ambiguïté. Cette ouverture contient un double sens. Elle peut signifier une ouverture sur le monde ouvrier, sur les classes populaires, le mouvement social et les syndicats, mais aussi une ouverture aux organisations patronales, aux besoins économiques de courts termes et ce qui est estimé rentable. De cette manière, les personnalités extérieures répercutent dans la structure même de l'université le rapport de force entre capitalistes et travailleurs.ses.

RÉSISTANCE(S)? QUE RESTE-T-IL DE MAI 68 DANS LES UNIVERSITÉS?

Si on voulait être exhaustif, la liste est longue de ce que Mai 68 a changé, des cités U mixtes aux formes de cours en passant par l'idée que l'université doit être un lieu de politisation. Dans un témoignage paru en 2008 dans un Télérama hors-série, un enseignant de Vincennes, Pierre Encrevé, raconte: « À Vincennes, aucun étudiant n'est venu en costume-cravate et rarissimes étaient les enseignants qui gardaient l'uniforme de mise à la Sorbonne jusqu'au 3 mai 1968. À Vincennes, les livres de la grande bibliothèque claire étaient en accès libre (la Sorbonne s'en serait écroulée...), la cafétéria réunissait en permanence des groupes de professeurs et d'élèves toutes disciplines confondues, et dès le printemps les pelouses bruissaient de séminaires en plein air.» Il ajoute aussi le fait que le niveau n'avait, selon lui, jamais été aussi élevé. Les savoirs, en s'ouvrant, se bonifiaient. L'une des idées majeures portée par Mai 68, est la mise en accès libre du savoir et la capacité de chacun et chacune à s'en saisir. L'image de la bibliothèque où les livres sont à disposition, incarne cette idée. Cet élément de la bonification du savoir est central, car Mai 68, contrairement à ce qu'en disent ses détracteur.trices, n'a pas été un moment qui s'opposait à l'exigence du travail universitaire ou du travail en lui-même. Les manifestant.es se plaçaient plutôt du côté de l'idée que, libérer les esprits et les travailleurs.ses était précisément une manière de mieux faire les choses. Jamais, il ne s'est agi d'une défense de l'indolence mais, au contraire, du fait que se relâcher et parfois paresser était nécessaire à un meilleur travail.

En 2008 et 2009, l'université de Saint-Denis fêtait en grande pompe les 40 ans des révoltes étudiantes et sa propre naissance. Université issue du centre expérimental de Vincennes, celle-ci peut se targuer d'avoir eu dans ses murs des penseurs et des penseuses parmi les plus rayonnant.es des années 60 et 80. Parallèlement, à l'hiverprintemps 2009, les universités françaises connaissent une grande grève. Le hasard fit se rencontrer d'anciens soixante-huitards de Vincennes et des grévistes, lors d'une journée de blocage. Les grévistes proposèrent aux anciens de faire leur rencontre dans le hall de l'université, au milieu des barrages, des débats et des cris, devant une administration, organisatrice de l'événement, effarée. Ça ne se fit qu'en partie, certains soixante-huitards reprochant aux grévistes d'avoir choisi cette journée pour bloquer la fac. Le fait que ces soixante-huitards choisissent l'administration plutôt que la grève fût un signe étrange envoyé aux grévistes, qui se sentirent soudainement les vrais héritier.es de 68 et se détournèrent de ces hommes venus parler de leur gloire d'antan.

De l'évolution universitaire, le corps enseignant est aussi responsable. Depuis 68, la corporation n'admet pas que tout le monde puisse avoir accès à l'esprit critique. Les critiques sur le niveau des jeunes, la bêtise des étudiant.es, le fait qu'ils et elles ne soient pas assez disponibles (« étudier ou travail-

247 ■ LES utopiques 7 SOLIDAIRES ■ **246**

ler, faut choisir ») pleuvent. Beaucoup d'enseignant.es visent surtout à retrouver son pré carré et à n'avoir entre les mains que les étudiant.es qui viendront prendre leur place plus tard. Consciemment ou pas, nombre d'entre eux et elles sont nostalgiques du temps des facultés. C'est précisément pourquoi ces enseignements sont isolés. Leur logique n'est ni celle des syndicats étudiants, qui veulent une université ouverte, ni celle des gouvernements, qui veulent que les enseignant.es forment la jeunesse, ni celle de la société, qui veut une science utile.

RÉSISTANCE(S). UNE QUESTION SOCIÉTALE

Mai 68 fit de la question universitaire une question de société. Depuis, la représentation sociale des logiques de formation et de professionnalisation comme liées à l'enseignement supérieur a évolué. Si l'université reste une question sociétale, elle l'est surtout pour les politiques et le gouvernement. Les syndicats professionnels se désintéressent globalement de cette question, et ce, y compris quand elle les concerne directement, par exemple pour les questions de formations professionnelles.

Ce sujet de l'implication des syndicats professionnels est d'autant plus crucial que les syndicats enseignants ne sont globalement pas des syndicats progressistes. Ils sont amenés à diriger les universités dans les conseils d'administration. Les dernières lois ont baissé le nombre de représentant.es non enseignant.es, sans réaction de leur part. Ils défendent leurs métiers contre les personnels, contre les étudiant.es et même souvent contre la société. À l'Université de Saint-Denis (donc ex-Vincennes) on a ainsi assisté à un suicide collectif du corps enseignant qui s'est plié à l'application des réformes, pour se sauver contre les autres. La dernière grande œuvre en la matière étant le livre Construire l'Université au XXIe siècle, Récits d'une présidence, où Danièle Tartakowsky, présidente de l'université de 2012 à 2016, a opéré une entreprise de jus-

tification de son mandat, dans laquelle elle explique que personne n'a rien compris à la modernité, à l'exception d'elle-même. Historienne spécialiste des mouvements sociaux et de la manifestation, membre du SNESUP¹⁷, elle a habité la contradiction durant toute sa présidence. Les citations de ses livres, utilisées par les étudiant.es lors des manifestations, n'ont pas eu l'air d'entamer son moral quand il s'est agi de faire passer des «réformes» régressives: remise en cause du système dérogatoire pour les sans-papiers, atteinte à la liberté d'utilisation des salles, professionnalisation aberrante des diplômes, précarisation des personnels, mise en place d'une politique managériale violente...

Au début des années 60, les facultés sont des lieux de formation des savants. La loi Faure vient consacrer l'idée que l'université est un lieu de formation des métiers intellectuels et, plus largement, qu'il faut pour tout le monde un accès à la formation intellectuelle, au sens où il est nécessaire que les outils soient accessibles à tous et toutes. Aujourd'hui, tout l'enseignement supérieur est envisagé comme un palier pour les jeunes, entre la fin de la scolarité et l'entrée dans le monde professionnel. De cette logique découle un lien, perçu comme évident, entre la population universitaire et le chômage des jeunes dans la société. Les enseignant.es (y compris avant la fac) qui ne connaissent pas le reste du monde du travail et en ont parfois une vision condescendante, prétendent former les étudiant.es à des choses qu'ils et elles ignorent eux et elles-mêmes. Ce qui explique en partie qu'ils et elles se sabordent. Bassiné.es depuis le collège par ce problème du chômage, chez les étudiant.es même se développent une attente vis-à-vis des formations universitaires, de professionnalisation



Montagne de chaise. Université Saint-Denis-Paris 8, novembre 2007

chômage qui précède l'insertion dans le monde du travail. Partant de cette fausse logique, les gouvernements, depuis la fin des années 90, ont mis en œuvre des politiques qui servent à préparer les jeunes à la vision néolibérale du travail et à l'idée que leur vie sera faite d'à-coups professionnels. Ainsi les formations sont présentées comme devant permettre aux jeunes de s'adapter, de faire preuve de cette célèbre flexibilité. C'est pourquoi les cursus «cohérents» sont en train d'être détruits. La flexibilité c'est la diversité. Approfondir, c'est

être rigide. Par ailleurs, y compris les par-

cours classiques sont grignotés par des

ou au moins de réduction de la période de

enseignements « marché du travail », tels que construire son parcours professionnel, faire un CV, informatique, langues appliquées... Quand ils ne sont pas complètement transformés: éthique de l'entreprise, sociologie des organisations...

L'un des problèmes que n'a pas réglé Mai 68 et que l'ouverture de l'université sans moyen suffisant a aggravé, est la transformation de l'université en lieu sans lien entre les personnes qui la fréquentent. Beaucoup d'étudiant.es abandonnent faute d'interlocuteurs ou interlocutrices. Souvent, quand ils et elles finissent par en trouver un ou une, c'est pour entendre que l'université c'est dur, qu'il faut s'accrocher ou

¹⁷ Syndicat enseignant de l'enseignement supérieur de la FSU. Il est souvent en porte-à-faux avec le SNASUB, syndicat des personnels et des bibliothécaires de la FSU.

Banderole dans l'occupation de l'université Saint-Denis-Paris 8, novembre décembre 2007



Coll. A.C.]

aller voir ailleurs (sic). C'est d'ailleurs l'une des attaques principales des enseignant.es pro sélection: il y a trop d'étudiant.es donc ils et elles sont mal encadré.es. Là où les syndicats étudiants en tirent la conclusion qu'il faut plus d'enseignant.es, ces dernier.es affirment qu'il y a trop d'étudiant.es. Plus d'enseignements c'est avoir des mauvais enseignant.es¹⁸.

LA REPRODUCTION À L'UNIVERSITÉ?

Ou l'adoption des réflexes de la classe dominante par les étudiant.es issu.es de classes movenne ou populaire... En donnant l'autonomie financière aux universités sans les doter de budgets suffisants pour s'autogérer, la loi LRU de 2007 a favorisé l'apparition de réflexes normalement propres à la classe supérieure, chez des étudiant.es d'origine sociale variée. La dégradation du service public d'enseignement supérieur, corollaire à cet impossible auto-financement des universités, a rendu la sélection à leur entrée, non seulement acceptable, mais encore nécessaire, au moins dans les représentations. En parallèle, beaucoup de discours ont été intériorisés par les étudiant.es, par exemple l'idée selon laquelle l'université doit être régie par des normes

des classes supérieures, qui explique que, dans certains cas, la sélection puisse être défendue par des étudiant.es eux.ellesmêmes. On assiste clairement à un retour en force des codes¹⁹ à respecter à l'université, notamment vestimentaire et langagier. Les relations étudiant.es - enseignant.es obéissent de plus en plus à des rapports de domination, de même que les relations entre étudiant.es. Des valeurs comme la concurrence et des logiques comme celle de la performance, sont de plus en plus considérées comme stimulantes et pédagogiques. L'étudiant.e qui n'est pas prêt.e à se conformer n'est pas bienvenu.e. C'est un langage régulé qui s'impose, supposé conforme aux normes de l'entreprise, ellemême soumise à la pression des normes des classes aisées.

Au lieu de se tourner vers l'État, auquel seul incombe la responsabilité des politiques d'austérité qui ont conduit à la dégradation des conditions d'études et au manque de place dans les universités, le réflexe est, de plus en plus, chez les étudiant.es, de se tourner les un.es vers les autres en pointant les difficultés de certain.es à s'adapter à ces nouvelles contraintes. Comme si les moins performant.es n'avaient plus leur

place dans une université qui lie étroitement réussite scolaire et professionnelle. Un dernier élément: le discours enseignement/emploi pose aussi problème car il s'inscrit dans une vision étouffante et misérabiliste du travail. Le travail est réduit à l'emploi. S'il en était autrement, l'éducation et l'enseignement seraient considérés comme travail, au sens de la construction humaine de soi, des autres et de la société. On constate aussi une défaite à ce niveau. c'est d'avoir laissé proliférer un discours sur le travail qui soit un discours patronal, le réduisant à des gestes mécaniques qui ne nécessiteraient pas de penser. De Mai 68 à aujourd'hui, le rapport de force s'est inversé. Les images de jeunes refusant le travail se sont inscrites dans nos mémoires et les exsoixante-huitard.es médiatiques sont devenu.es les porte-parole de l'époque et les gardien.nes du système enjoignant les jeunes à plus de responsabilité.

CONCLUSION

L'enseignement supérieur est au croisement de trois nécessités: professionnelle (qui est surtout celle des professeur.es), gouvernementale (avoir une jeunesse qui serve le projet de société) et critique (issue de l'histoire des sciences et de leur rôle). Comprendre la « réforme » actuelle permet de regarder autrement ce qui fut porté en 68 en termes de revendications universitaires. La loi Faure, qui découle directement du mouvement, et l'ouverture de centres expérimentaux, peuvent être considérées comme des conquis du mouvement social.

18 Voir par exemple les écrits d'Olivier Beaud et François Vatin, qui ont fait de la sélection leur cheval de bataille «pour améliorer l'université». Leur théorie, est que tous les jeunes ne sont pas faits pour l'université et que celle-ci est une filière par défaut. Ainsi, ils sont pour «orienter» et baisser drastiquement le nombre de places dans les universités. Ils récusent l'idée que cela constituerait une sélection sociale; selon eux, il s'agit d'une sélection sur la base d'aptitudes à être dans la bonne filière.

19 Ils n'avaient jamais complètement disparu.

Or, l'université est une forteresse qui s'est effondrée dans la dernière décennie; les conséquences sur le futur commencent à se faire sentir. L'ESR se transforme en lieu à destination des jeunes uniquement (les plus vieux et vieilles vont être repoussé.es vers la formation continue, plus chère et plus « professionnelle ») et en lieu d'exercice concret de la flexibilité prônée par les gouvernements.

Revenir à Mai 68, c'est lutter contre l'idée qu'ouvrir l'université provoque du chômage. Alors que Macron veut proposer un mois de service militaro-civil, on peut complètement imaginer et militer pour une université passerelle entre l'adolescence et l'âge définitivement adulte qui soit un lieu de rencontres et de formations intellectuelles et qui participe d'une orientation critique dans la vie. Il y a à penser la façon dont on peut extraire l'université des injonctions. En l'état, il faut se rassurer sur le fait que l'Université va se déplacer, elle ne sera que partiellement dans les universités; il reste à la gauche syndicale comme partidaire, à poursuivre son effort pour développer des lieux de production de savoirs autres. Mais il faut garder à l'esprit que cela ne suffira pas. L'une des leçons de Mai 68, est l'effort qui a été mis par les manifestant.es à dire que tout jeune et tout vieux ou vieille avait le droit de participer à la production du savoir dans la société, et même que cette production ne pouvait faire sens que si elle était produite collectivement. Les crises économiques depuis 1973 ont facilité le développement de discours injonctifs contre les jeunes et sur la question de la formation. Les sociétés contemporaines ont besoin de gens possédant des qualifications estimées comme « hautes ». C'est pourquoi l'ouverture de l'université est un enjeu majeur. Notre enjeu à nous, devrait être de récupérer ses savoirs pour les utiliser à notre profit... Alors seulement, les maîtres appartiendront au passé...

Anouk Colombani, Thomas Martin

LES utopiques 7 SOLIDAIRES **250 251** ■ LES utopiques 7 SOLIDAIRES

Mai 68 du côté

En Mai 68, le département de Loire Atlantique était en effervescence : étudiant.es, ouvrier.es, paysan.nes étaient dans la rue. Et dès le 8 mai, un rassemblement régional ouvrier.espaysan.nes auguel se sont joints les étudiant.es affichait: «L'Ouest veut vivre ». Les leaders syndicaux, ouvriers et paysans, mettent en avant la défense de l'emploi, des salaires, de la Sécurité sociale et du développement régional. Les organisations paysannes étaient l'élément moteur de ce rassemblement. C'était comme le laboureur au printemps, sur un terrain bien travaillé. Dans cette Bretagne excentrée, ouvriers, paysans et étudiants partageaient les mêmes inquiétudes.

En 1968, Marie Paule Lambert est paysanne à Teillé en Loire-Atlantique et engagée activement dans le syndicalisme. Elle raconte ici son Mai 68, mais aussi, plus largement, dépeint ce qu'était la réalité des femmes dans le monde paysan et aussi le milieu militant. Elle a été la compagne de Bernard Lambert, (décédé en 1984) un des fondateurs du mouvement des Paysans travailleurs*, qui donnera naissance à l'actuelle Confédération paysanne.

des paysan.nes

Le 24 mai 1968, des paysans participent à une manifestation à Nantes et vont place Royale, rebaptisée « place du Peuple ». A gauche, B. Lambert



es paysan·nes avaient déjà soutenu des conflits ouvriers dans la région. Le 8 mai, je garde en mémoire, plus que la pluie torrentielle, la force qui se dégageait de cette foule immense. Parmi les orateurs, place de la Duchesse Anne, il y a mon mari, Bernard Lambert, ancien député, et secrétaire général de la FDSEA (Fédérations départementale des syndicats d'exploitants agricoles). Le 13 mai, 20000 personnes défilent à Nantes, 8000 à Saint Nazaire

^{*} Le mouvement des Paysans travailleurs devient la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSTP) en 1981. Fusionnant avec la Fédération nationale des syndicats paysans (FNSP), elle devient la Confédération paysanne en 1987. Voir, Bernard Lambert, Les paysans dans la lutte des classes, Éditions du Seuil, 1970; Yves Chavagne, Bernard Lambert 30 ans de com bat paysan, Éditions La digitale,

Affiche de Mai 68

PAYSANS LES GREVISTES ONT BESOIN DE VOUS **VENEZ LEUR VENDRE VOS PRODUITS** DANS LES USINES ET DANS **LES FACULTES**

et un bon millier à Châteaubriant. La soirée sera chaude: rues dépavées, barricades, drapeaux rouges et noirs... Le 14 mai, SUD Aviation Bouguenais (dans la banlieue de Nantes) devient la première usine occupée en France. Les portes de l'usine sont soudées, des postes de garde et de barrage se mettent en place et l'occupation va durer un mois. Le lendemain, la nouvelle de cette occupation produit un effet de contagion au niveau régional et national. La grève générale se répand dans le pays.

dans divers points du département pour converger vers Nantes. Ils et elles sont plusieurs milliers à se retrouver Place de la Duchesse Anne, renommée Place du Peuple... C'est la prise de conscience qu'ils et elles ne sont pas des gens à part, qu'ils et elles ne sont plus des «ploucs»... Après

Le 24 mai, des paysan·nes se rassemblent

la dispersion de la manifestation, il va v avoir plusieurs heures d'émeutes, cette nuit restera dans les mémoires comme la «nuit rouge». Au milieu de la nuit, c'est l'accalmie et les discussions s'engagent parfois entre manifestant.es et forces de l'ordre: on y cause réforme scolaire, pouvoir, répression et violence...

Du 27 au 31 mai, sur la place du Commerce à Nantes, des marées humaines se rassemblent tous les jours, comme à Saint Nazaire, Couëron, Basse-Indre ou Châteaubriant. Les revendications sont débattues mais aussi la possible chute du gaullisme ou l'espoir d'un gouvernement populaire... Le monde paysan n'était bien sûr pas unanime. Les paysan.nes étaient partagés: certain.es étaient sensibles au discours du pouvoir gaulliste et ne voulaient pas de ce désordre, mais c'était aussi leurs frères, sœurs, et voisins qui étaient en grève dans les usines... À la suite des multiples manifestations, un comité de grève s'est mis en place qui gérait les bons d'essence et des distributions de produits alimentaires. Qu'est-ce qui a entraîné les paysan·nes dans cette «chienlit¹»?

■ les éleveurs et la petite paysannerie ne se sentaient pas défendus par la FNSEA2;

- de nombreux jeunes issu.es de la Jeunesse agricole chrétienne avaient investi la FDSEA³ de Loire-Atlantique et avaient déjà soutenu des grèves et la journée du 8 mai avait été organisée avec les syndicats ouvriers:
- les rencontres entre mouvements de jeunes, JAC, JEC, JOC4, nous avaient déjà préparé aux relations, parfois conflictuelles, mais qui facilitaient la compréhension réciproque. Par ailleurs, les responsables de ces organisations se retrouvaient aussi dans des groupes de réflexion, notamment au PSU (Parti socialiste unifié) où les barrières sociales tombaient.

Responsable des questions «enseignement» dans le bureau départemental du CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs) et ayant travaillé dans l'équipe sur les problèmes de carte scolaire, j'ai participé à des débats à la fac sur le sujet pendant le mois de mai. Je me retrouve dans un amphi. Pour la première fois, je mettais les pieds à la fac, quelle ambiance! L'amphi était comble. J'avais l'impression qu'avec les étudiant.es, nous marchions dans la même direction...

À la maison, il y avait beaucoup d'animation. Il y avait souvent des réunions syndicales dans la salle à manger. On discutait des discours de Bernard. Mais ce n'est pas en mai que j'ai vu passer le plus de monde car beaucoup de choses se discutaient à Nantes. Bernard était souvent absent, j'essayais de pallier mais avec une exploitation de 27 vaches laitières, c'était parfois compliqué...

Lorsque le pouvoir reprit le dessus et que les gaullistes organisèrent leur manifestation le 1^{er} juin, j'étais dans les locaux de la FDSEA, rue de Strasbourg à Nantes par où ce cortège bardé de drapeaux tricolores est passé... Nous sommes sorti.es regarder leur manif. Ils et elles nous narguaient. Nous avons pris un coup au moral. La récré était terminée. Nous étions renvoyé.es aux vaches et aux fourneaux. On avait pris la parole durant toutes ces manifestations et

ces rencontres... On avait le sentiment que tout s'éteignait!

En juin, alors que la reprise du travail était amorcée dans de nombreux secteurs, les métallurgistes poursuivent leur mouvement. Le 8 juin, ils sont 8000 en bleu de travail dans les rues de Nantes et en lettres rouges, la place Royale redevient une fois encore la place du Peuple! Le lendemain, 42 000 métallurgistes sur les 48 000 que compte le département sont encore en grève... Le mouvement déclinera à partir de la mi-juin.

LES FEMMES AGRICULTRICES EN 1968

On est passé d'une société rurale à une société urbaine. En 1906, 44 % des femmes étaient reconnues actives en agriculture, 8% en 1984. La place attribuée aux femmes était la maison avec les tâches domestiques et la charge des enfants. Selon les régions, le côté plus professionnel variait. Dans l'Ouest, c'était les produits laitiers et la basse-cour liée aux marchés locaux; dans

Affiche de Mai 68



¹ Expression du général de Gaulle pour qualifier le mouvement.

² Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles

³ Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles.

⁴ Jeunesse agricole chrétienne, Jeunesse étudiante chrétienne Jeunesse ouvrière chrétienne

le Sud-Ouest, c'était les volailles et la production régionale (dindes de Noël, foie gras). Dans l'Ouest, les femmes ont perdu leur autonomie financière lorsque les petits producteurs laitiers qui payaient en liquide tous les mois le lait ramassé (la « paye du lait ») ont arrêté cette pratique; alors, c'est la coopérative qui a ouvert un compte pour l'exploitation : compte sur lequel étaient aussi débitées les fournitures de l'exploitation (engrais, semences...). La survivance des marchés locaux et le type de production spécialisée du Sud-Ouest ont, au contraire, permis de garder une certaine autonomie des femmes dans cette région. Mais dans toutes les exploitations, les femmes représentaient la main-d'œuvre d'appoint... Elles faisaient des travaux réguliers comme la traite des vaches. Mais lorsque les machines à traire sont arrivées sur les exploitations, c'est le mari qui faisait la traite et la femme la vaisselle de la laiterie.

LES CONDITIONS DE VIE DANS LES FERMES

À CETTE ÉPOQUE

Les agriculteurs qui avaient encore le statut de métayer ne pouvaient faire de travaux pour améliorer l'habitat. Et ceux qui étaient fermiers avaient besoin de l'autorisation des propriétaires d'une part et de trouver des finances qu'ils réservaient prioritairement aux investissements sur l'exploitation (et pas sur l'habitation). La décohabitation (avec les parents) a permis une avancée dans ce domaine, mais la vie quotidienne des femmes n'était guère améliorée: pas de couches jetables pour les enfants, pas de

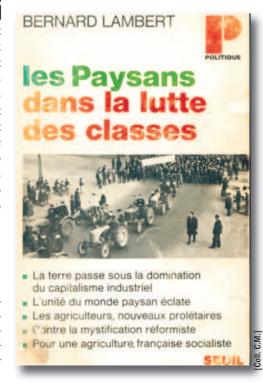
machine à laver le linge, contraception interdite par l'église... Et si on gagnait en liberté lorsqu'on n'habitait plus avec les parents, on perdait en aide directe...

Le jardin et la basse-cour avaient une importance énorme pour l'économie familiale et ce sont les femmes qui en avaient la charge. Le temps libre était rare et être surprise en train de lire vous garantissait une réputation de feignasse...

FEMMES PAYSANNES ET SYNDICALISME

La FNSEA était un syndicat de chefs d'exploitation agricole, donc les seules femmes qui pouvaient y adhérer étaient les veuves mais elles avaient bien trop à faire pour seulement y penser. Il y avait bien une commission féminine mais qui n'avait aucun pouvoir de décision.

Bernard Lambert, Les paysans dans la lutte des classes, Éditions du Seuil, 1970



5 Centre national des jeunes agriculteurs, membre de la FNSEA.

6 Jeunesse agricole chrétienne féminine.

7 Centre départemental des jeunes agriculteurs de Loire-Atlantique.

8 Association d'éducation populaire.

9 Centre régional des jeunes agriculteurs.

À sa création en 1956, le CNJA⁵ a inscrit dans ses statuts l'obligation d'avoir une vice-présidente et des femmes dans le bureau national. Depuis les années 50, JAC et JACF⁶ s'impliquaient beaucoup sur la place des filles dans la profession C'est pour travailler à la commission professionnelle JACF que je suis « montée » à Paris en 1957.

MILITANTE EN 1968

En 1968, j'ai – nous avons – quatre enfants entre 8 ans et 27 mois. Nous sommes associés avec un frère de Bernard sur une exploitation de 37 hectares spécialisée en production laitière. J'ai arrêté la traite quotidienne à la naissance du quatrième enfant en 1966. J'ai été élue cette même année au bureau du CDJA 447, où j'étais en charge de la presse et de l'enseignement. L'actualité en 67 dans le domaine de l'enseignement était la mise en place de la carte scolaire. Après une série de réunions dans le département durant l'hiver 67-68, en collaboration avec l'ADPES8 et l'appui de Guy Goureaux, professeur à la fac de sciences de Nantes (et animateur du cercle Jean XXIII), nous avons pondu un rapport sur le sujet qui est devenu le rapport du CRJA9.

MILITER EN 68, C'EST QUOI?

Pour une femme paysanne, cela ne va pas de soi! Le plus souvent, nous sommes là pour pallier les absences du militant sur la ferme. Quand elles s'engagent, c'est le plus souvent avec l'accord tacite ou explicite du mari, et en s'arrangeant pour que les absences perturbent le moins possible l'ordre des choses et la marche de la maison. En ce qui me concerne, il fallait d'abord avoir envoyé les enfants à l'école, trouvé quelqu'un.e pour garder le petit dernier, prévu le repas si nécessaire et être de retour le soir pas trop tard pour les enfants. Les réunions étaient le plus souvent à Nantes (donc à une cinquantaine de kilomètres de la ferme): il fallait trouver un moyen de transport. J'avais la chance d'avoir des voisins pas trop loin, eux aussi militants, Jean

Cadiot ou Bernard Thoreau, qui pouvaient passer chez moi me prendre en voiture sans avoir à faire un trop grand détour. Cela intriguait fortement les gens et appelait des commentaires pas toujours bienveillants: partir souvent de sa maison avec d'autres hommes que son mari, ça ne pouvait être que des histoires louches! Sans la complicité du mari... c'était des scènes de jalousie assurées!

Ensuite, on ne peut pas être au four et au moulin. Partir une journée pour militer, c'était du linge pas repassé, du ménage pas fait... C'est-à-dire déroger aux critères de la bonne maîtresse de maison tels qu'ils étaient vus par les gens de la commune. J'avais, si je peux dire, la chance de ne pas être originaire de la commune où je vivais. Donc les copines d'école ne venaient pas à la maison me seriner tout ce qui pouvait se colporter sur mon compte. Cela n'empêchait pas les langues de marcher, même si je n'en étais pas toujours informée. J'ai su par exemple qu'on a dit qu'au printemps 68, j'avais arrêté des camions laitiers vers Beaupréau... assez loin, pour que personne ne puisse vérifier cette rumeur, inexacte mais qui contribuait à faire de moi une femme qui ne tenait pas sa place en menant des actions comme les hommes!

Marie-Paule Lambert

257 ■ LES utopiques 7 SOLIDAIRES ■ 256

LE BELAPRÈS MAI

Avec le 50° anniversaire de Mai 68, on peut s'attendre à une floraison d'analyses renouvelées et à des débats inédits. Un phénomène historique aussi riche et complexe que Mai 68 permet, dans différents domaines, de nouvelles lectures. Et chercher des arguments pour conforter les controverses du moment. Le mouvement féministe qui s'est développé dans l'après-Mai porte la marque de cette époque. Reconnu, a posteriori, comme ayant eu un rôle positif, il est mal connu des jeunes générations. Il fait aussi désormais l'objet de critiques de la part de certaines jeunes féministes lui opposant leurs exigences actuelles. Pour transmettre, autant que faire se peut aux féministes d'aujourd'hui et répondre à l'avance aux caricatures modernes il importe de faire le point.

Militante féministe du MLF, historienne, sociologue, maîtresse de conférences en sciences politiques à l'université Paris-Dauphine, dont elle est vice-présidente, Françoise Picq est à l'origine, en 1989, de la création de l'Association nationale des études féministes (ANEF), qui a «pour objectif de développer les études féministes et d'en favoriser la diffusion en France et à l'étranger », elle a par ailleurs écrit de nombreux ouvrages*.

Libération des femmes. Les annéesmouvement, Éditions du Seuil, 1993; Libération des femmes, quarante ans de mouvement, Éditions Dialogues, 2011; Féministe, encore et toujours, 1970-2010, Indigène Éditions. 2012.

DU FÉMINISME



Manifestation du MLF, 1970

e Mouvement de libération des femmes (MLF) a donné une nouvelle jeunesse à la pensée de Simone de Beauvoir en inscrivant la conscience de l'inégalité sociale entre les sexes, dans le schéma dominant du marxisme. Il y a ajouté l'objectif de libération par la lutte collective, tout en adoptant le style, spectaculaire et provocateur, joyeux, insolent du joyeux mois de Mai.

« Seule l'opprimée peut analyser et théoriser son oppression et par conséquent choisir les moyens de la lutte. »



E.

LE MLF: HÉRITIER DE MAI 68

Des mouvements féministes ont émergé dans les années 1960 et 1970, à la suite des mouvements étudiants, dans de nombreux pays occidentaux, aux États-Unis, en Grande Bretagne, au Danemark, aux Pays-Bas. Puis en France en 1970. En Espagne comme au Portugal, le mouvement des femmes a attendu le renouveau démocratique.

Le MLF a été la forme particulière prise par le féminisme dans le contexte politique de l'après Mai français. Il en a repris et développé les conceptions politiques, la définition large du politique, le radicalisme, l'utopie, le messianisme.

«Tout est politique», disait-on en Mai 68, pour signifier que le politique n'est pas un domaine séparé de la vie, ni l'affaire de professionnel.les; que tout peut être mis en question, la politique, les rapports sociaux, mais aussi la vie quotidienne, la culture, la philosophie. Il s'agit de «changer la vie». «Le personnel est aussi politique», répète le MLF, signifiant que les rapports personnels, privés sont aussi des rapports sociaux : rapports domestiques mais aussi affectifs et sexuels. Politiques parce que collectifs, même s'ils se jouent le plus souvent dans des relations interindividuelles. Politiques parce qu'il ne peut y avoir de solutions individuelles.

Dans une perspective radicale, il n'est pas question d'améliorer la condition des femmes dans la société, d'obtenir plus de droits, plus d'égalité; mais de changer la société, qui repose sur l'oppression et l'exploitation des femmes. L'utopie, c'est de ne pas accepter la situation actuelle comme une réalité à laquelle il faudrait s'adapter, d'affirmer que tout est possible et qu'il n'y a pas à choisir et à renoncer. Et le MLF reprend à son compte le messianisme du mouvement ouvrier en proclamant « en se libérant, les femmes libéreront l'humanité toute entière ».

RÉPERTOIRE D'ACTION

L'héritage de Mai 68 est visible dans les formes d'organisation choisies par le MLF, dans ses répertoires d'action: le caractère festif de la contestation, le style spectaculaire et provocateur, la transgression, l'humour corrosif, l'insolence, la dérision. Provocation pour forcer le « système » à dévoiler sa véritable nature, répressive mais camouflée tant qu'il y a consentement; défis aux pouvoirs établis. Plus que de longues démonstrations, les slogans chocs permettent de passer le mur des médias en ce temps d'avant les réseaux sociaux.

C'est ainsi que le 21 août 1970 une dizaine de femmes a déposé une gerbe à la femme du soldat inconnu: «Il y a plus inconnu que le soldat inconnu, sa femme», et encore «Un

Notre corps, nous-mêmes, Éditions Albin Michel. 1977



homme sur deux est une femme ». En octobre, c'est quarante femmes, enchaînées aux grilles de la prison de la Petite Roquette: « Nous sommes toutes des prisonnières. » Les minorités actives compensent leur faible nombre par la force du symbole et leur détermination, dès lors qu'elles parviennent à déplacer d'importantes forces de police et à les narguer pour offrir aux médias de belles images. Car, grâce aux petits écrans, la mise en scène de la violence est plus efficace que la violence réelle, et tellement plus appropriée au rapport de forces. En novembre, c'est la perturbation des «États généraux » du magazine Elle où un contre-questionnaire est distribué: «Qui est le plus apte à décider du nombre de vos enfants? Le pape qui n'en a jamais eu? Le président qui a de quoi élever les siens? Le médecin qui respecte plus la vie d'un fœtus que celle d'une femme? Votre mari qui leur fait quili-quili le soir en rentrant? Vous qui les portez et les élevez?»

Si Mai 68 a été une «crise du consentement à l'ordre établi», la lutte pour l'avortement libre en est un exemple caractéristique. Le combat apparaît bien comme politique, puisqu'il affronte directement l'État en transgressant publiquement la loi contestée. Il revendique une liberté individuelle : la « libre disposition de notre corps », en faisant appel à la répression. La publication en avril 1971 dans Le Nouvel Observateur du Manifeste des 3431 a lancé le débat sur la place publique, fait éclater le scandale de l'avortement, mettant l'État au défi d'appliquer ou d'abolir une législation anachronique, hypocrite, inégalitaire. Puis il y a eu la Marche du 21 novembre 1971, les journées de « dénonciation des crimes contre les femmes» à la Mutualité en mai 1972... Il y a eu le procès de Bobigny en 1972, détourné en procès de la Loi de 1920.

En 1973, 331 médecins signent un manifeste, déclarant qu'ils pratiquent des avortements. Le MLAC², créé pour les défendre contre d'éventuelles poursuites judiciaires, cède devant l'ampleur des demandes d'avortements, organise des voyages collectifs vers

^{1 343} femmes françaises qui ont eu le courage de signer le Manifeste, « Je me suis fait avorter ».

² Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception.



Des Milliers de femmes en révolte



Avortement: les femmes

La femme eunuque:

un souffle d'air frais a mi-chemin entre la réforme

Mineures enceintes et mères célibataires en lutte.

Menstruel 1F

Le torchon brûle. iournal menstruel, issu du MLF. paraît de 1970 à 1973

la Hollande, l'Angleterre. Puis il introduit en France la méthode d'avortement par aspiration et pratique des avortements, d'abord clandestins puis de plus en plus publics. Alors la loi de 1920, publiquement transgressée, tournée en ridicule, doit être changée. La tâche est confiée à Simone Veil par le président Valéry Giscard d'Estaing nouvellement élu. Il faut faire accepter la réforme à une majorité parlementaire résolument hostile; mais la loi a pu être votée grâce au soutien unanime de l'opposition de gauche, socialiste et communiste. La loi Veil, malgré ses limites, consacre le droit des femmes à décider l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Elle est adoptée pour cinq ans. Lors du nouveau vote en 1979, c'est encore la gauche qui fournit le gros des voix pour la rendre définitive. Lorsqu'elle-même est arrivée au pouvoir en 1981, il ne lui reste qu'à adopter le remboursement de l'IVG. Tous les mouvements féministes des années 1960 et 1970 ont eu pour enjeu principal la liberté de l'avortement. La lutte a été plus forte en France, l'affrontement symbolique et la victoire plus grande; sans doute parce qu'elles s'inscrivent dans le conflit politique qui en France oppose traditionnellement deux vastes camps autour de la laïcité. Le MLF a mené d'autres combats pour la liberté de disposer de son corps: contre le viol, les violences conjugales... Il a connu d'autres succès, mais pas aussi spectaculaires que pour l'avortement.

LE MLF. HÉRITIER REBELLE DE MAI 68

C'est par la rupture avec le gauchisme dont il venait que le féminisme a le plus nettement prolongé Mai 68. Rupture manifestée d'abord par la non-mixité, qui a été son acte fondateur. En mai 1970, à l'université de Vincennes, une réunion ouverte aux femmes seulement est troublée par des gauchistes. La polémique qui s'en suit et les arguments inacceptables des hommes convainquent de la justesse du choix: «Seule l'opprimée peut analyser et théoriser son oppression et par conséquent choisir les moyens de la lutte.»

La non-mixité a été pour les femmes une découverte : la parole est plus facile, la solidarité évidente avec le sentiment d'avoir vécu les mêmes problèmes, de partager une situation d'oppression commune. Le personnel et le collectif coïncident dans une quête d'identité éclairée par les mots de Simone de Beauvoir: «On ne naît pas femme, on le devient.»

La rébellion des filles de Mai s'exprime aussi dans la critique du gauchisme. Celuici, disent-elles, reproduit en son sein ce qu'il dénonce: la délégation de pouvoir, la hiérarchie, la division sexuelle du travail militant (les hommes au micro, les femmes à la ronéo), la supériorité des spécialistes/théoriciens (sur ceux/celles qui connaissent l'oppression parce qu'ils/elles la vivent). Le MLF v oppose l'expérience vécue et la nécessité d'être soi-même l'objet de sa propre lutte. Il invente une nouvelle façon de militer: non plus « au service des autres » (le prolétariat ou les peuples opprimés); mais pour soi et à partir de soi: «On ne peut pas libérer un/e autre, il faut qu'il/elle se libère. » Et rien ne peut justifier la prétention des « avant-gardes autoproclamées ». Alors la libération n'est plus un projet, un objectif lointain, mais un processus en œuvre, une fête. Les moyens classiques de la révolution : le programme, le dogme, le parti, perdent leur utilité.

LES utopiques 7 SOLIDAIRES ■ 262

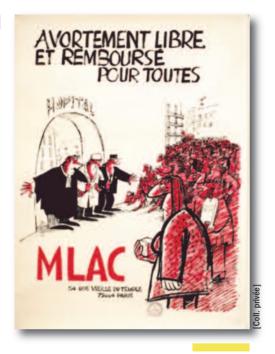
263 ■ LES utopiques 7 SOLIDAIRES

LE FÉMINISME ET LA CRISE DU GAUCHISME

Quelle responsabilité du féminisme dans la crise du gauchisme et de l'espoir révolutionnaire à la fin des années 1970? Sans doute participe-t-il du mouvement de critique du marxisme en affirmant qu'il n'y a pas un groupe social – le prolétariat – qui serait à lui seul porteur de la révolution; mais que chaque groupe social doit choisir ses enjeux et ses moyens de lutte. Il apporte une vision plus complexe de la réalité sociale et des rapports de pouvoirs.

Il ne faut pas pourtant exagérer son influence. On la constate dans les débats internes des courants politiques les plus proches, les maoïstes de Vive la Révolution (VLR) ou les trotskystes de l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR) ou de la Gauche ouvrière et paysanne (GOP). Mais d'autres tendances importantes de l'extrême-gauche d'après Mai 68, comme la Gauche prolétarienne (GP) semblent y avoir échappé. Le féminisme lutte des classes a irrigué d'autres groupes et contribué à leur renforcement. Dans les entreprises, dans les syndicats, il a imposé la prise en compte de nouveaux enjeux.

C'est le climat politique qui a changé au cours des années 1970: la crise économique, allant de pair avec une crise des valeurs, des idéologies... La situation géopolitique provoque l'effondrement de l'idéal marxiste avec la fin de la guerre du Vietnam et ce qui a été nommé l'effet Soljenitsyne³. Et beaucoup de militants et militantes se sont arrêtés, refusant les dérives terroristes allemandes ou italiennes.



Affiche du MLAC

CRISE DU MOUVEMENT DES FEMMES

Le féminisme est entré à son tour dans cette crise du militantisme et de l'idéologie révolutionnaire. Décrétant que tout le problème vient de «la politique des mecs» (rapports de pouvoir et de domination, violence, sectarisme, manipulation); postulant naïvement qu'entre femmes cela disparaîtrait de soi-même, il s'en est cru protégé par sa critique du totalitarisme, son insistance sur l'individu dans le collectif, du privé dans le politique. L'utopie avait aidé à l'explosion créatrice du Mouvement; elle s'est ensuite figée en dogme, empêchant toute adaptation à une réalité qui changeait. Le MLF avait remporté de grands succès, avec le vote de la loi Veil, de celle sur le viol; ses thèmes, ses analyses étaient repris dans les médias; les problèmes qu'il avait soulevés étaient pris en compte, en même temps que

détournés, par les politiques, les partis, les syndicats, les institutions nationales et internationales. Loin de voir une victoire idéologique dans les évolutions de la société qu'il avait impulsées, il criait à la récupération. Paralysé par sa crainte du réformisme, il continuait à dénoncer, à refuser toute négociation. Il portait encore le flambeau de 68 et des valeurs collectives quand le mouvement social avec lequel il avait pu les partager avait pratiquement disparu. Après le dynamisme des années 70, le féminisme a connu un reflux dans tous les pays, avec des différences selon les particularités nationales. Il n'y a pas eu en France de réaction violente comme aux États-Unis avec la nouvelle droite depuis l'ère Reagan, les acquis n'ont guère été menacés, même s'il a fallu les défendre quand la droite est revenue au pouvoir. Le backlash⁴ s'est exprimé par le dénigrement des féministes et l'invalidation de leurs propositions.

Le mouvement des femmes a sans doute été la partie la plus durable de Mai 68, celle qui a produit les changements les plus évidents dans la société. Il a accompagné un bouleversement de l'image des femmes et des modèles familiaux et sexuels. C'est que les conditions étaient favorables, et que l'action de minorités agissantes trouvait un large écho auprès de femmes moins radicales mais désireuses de changer quelque chose à leur vie, de mieux concilier vie professionnelle et responsabilités familiales. Tandis que l'écho de Mai 68 faiblissait, le féminisme s'est reconverti. Il s'est fondu dans d'autres mobilisations, dans toutes

sortes de projets politiques, sociaux ou culturels. Il est présent désormais, même si c'est discrètement, dans une grande partie du panorama politique, qui l'adapte à sa vision du monde et des rapports entre les femmes et les hommes. Intégré aux institutions, il fait l'objet de politiques publiques ou du moins de promesses électorales.

Le féminisme est traversé par tous les débats de société et des controverses politiques successives auxquelles il apporte un éclairage novateur. Cinquante ans après l'événement qui lui a donné sa singularité, le MLF reste une sorte de modèle. On se positionne par rapport à lui, en continuité et en rupture, oubliant souvent de faire référence au contexte politique, lui opposant des exigences anachroniques.

Notre génération d'héritières rebelles de Mai 68 se doit de transmettre l'héritage. Chaque génération conserve certes un droit d'inventaire; à condition que celui-ci soit loyal. Il faut faire le tri des spécificités liées à l'époque et des acquis indispensables, inscrits dans une histoire cumulative, qu'il faut défendre contre les tentatives de retour en arrière, nombreuses en ces temps de régression sociale. Ainsi de la légitimité politique du féminisme conquise de haute lutte au sein d'un mouvement social de grande ampleur, qu'il s'agit de confirmer. Le féminisme, c'est-à-dire la lutte des femmes, pour elles-mêmes, en lien avec d'autres mobilisations collectives mais refusant toute subordination, possède sa propre légitimité.

Françoise Picq

³ Du nom de l'écrivain et dissident soviétique, Alexandre Soljenitsyne (1918-2008) dont les œuvres et l'expulsion d'URSS en 1974 contribuèrent à faire connaître la réalité du «socialisme réel» (que bien d'autres avaient dénoncé auparavant, mais sans bénéficier des mêmes relais au sein du monde capitaliste, car se situant dans le camp du mouvement ouvrier).

⁴ Signifie «contrecoup» en anglais; Susan Faludi, Backlasch; la guerre froide contre les femmes, Éditions des Femmes, 1993.

LES utopiques 7 SOLIDAIRES ■ 264

Mai 68 ou la preuve

Mai 68 a existé, et ce fait seul suffit à donner de l'espoir, permet de penser que la forme politique de nos « démocraties représentatives » n'est pas la meilleure, encore moins la seule possible.

Christine Delphy est sociologue (directrice de recherche CNRS)**. Le 26 août 1970, elle dépose à l'Arc-de-Triomphe, avec huit autres féministes (dont Emmanuelle de Lesseps, Monique Wittig

et Christiane Rochefort) une gerbe pour la femme du soldat inconnu. Cet événement, qui fait scandale, date la naissance du Mouvement de libération des femmes dans les médias. Cofondatrice des revues Questions féministes en 1977, puis Nouvelles Questions féministes en 1981, elle est une des représentantes du féminisme matérialiste. Elle a introduit en France le concept de genre. Elle parle d'économie du patriarcat et décrit le travail domestique comme base d'un mode de production distinct du mode capitaliste. Résidant aux Etats-Unis au début des années 60, elle participe au mouvement pour les droits civiques des Noir.es. Ces dernières années, elle s'est particulièrement positionnée en défense des droits des femmes

musulmanes victimes de stigmatisations.

(QUE LA DÉMOCRATIE EST POSSIBLE)



<u>~</u>

e 11 mai 68, je sors avec un collègue du Centre de Sociologie européenne, rue Monsieur le Prince; nous tombons sur une manifestation, et entraîné.es par la foule, nous sommes séparé.es. Immobilisée avec des centaines d'inconnu.es au coin de la place Saint-Sulpice, je découvre cette banalité que je ne connaissais pas: la violence policière; puis, alors que je tente de traverser la place pour prendre «mon» autobus, j'en deviens, avec des dizaines d'autres passant.es, la cible à mon tour. Nous sommes coursé.es sans raison par des hommes enragés, et sauvé.es par une concierge compatissante qui nous ouvre la porte d'un immeuble bourgeois in extremis. Cette expérience est une Pentecôte: dix minutes de peur panique m'ont enseigné une autre langue; dès le lendemain, je participe activement aux manifestations, à toutes les manifestations.

Progressivement, la grève gagne tout, y compris le CNRS¹. Un jour, le directeur de notre labo déclare que dans le monde universitaire, la grève n'a pas lieu d'être; nous acquiesçons tous à son raisonnement imparable, mais dès le lendemain, plus personne au bureau. Dans tout le Centre, aucune équipe ne travaille, sauf celle de Bourdieu. Ses disciples ont inventé, ou accepté, une version inédite de la grève: ils et elles viennent ponctuellement tous les matins, comme d'habitude, mais cette fois pour ronéoter les œuvres «utiles aux étudiant.es» du Maître. On fait la révolution qu'on peut.

^{*}Texte publié dans Politis sous le titre «Nous n'avons pas rêvé», le 26 juillet 2007.

^{*} Elle a notamment publié L'ennemi principal, t. 1, Économie politique du partiarcat, Éditions Syllepse, 1998 (réédité en 2009); L'ennemi principal, t. 2, Penser le genre, Éditions Syllepse, 2001, réédité en 2009); Classer, dominer. Qui sont les autres, Éditions La Fabrique, 2008; Un universalisme si particulier; féminisme et exception française, Éditions Syllepse, 2010; Pour une théorie générale de l'exploitation, Éditions Syllepse, 2015.

Centre national de recherche scientifique.



«Féministe» est une insulte plus grave que «stalinien» ou «nazi». C'est un tabou absolu. Il ne faut pas être féministe, point. Et ma génération a commencé sa protestation, bien avant Mai 68, en préfaçant toutes ses phrases par: «Je ne suis pas féministe mais...» Quarante personnes, hommes et femmes, rejoignent FMA, mais peu reviendront en septembre. Nos effectifs s'amenuisent pendant les deux ans suivants, et en 1970 nous ne sommes plus que les quatre fondatrices. Nous passons cette période à peaufiner et à radicaliser nos analyses, transformant «Féminin Masculin Avenir» en «Féminisme Marxisme Action», et à espérer que d'autres groupes que le nôtre existent. Mais pour nous faire connaître, il faudrait passer la censure des médias, qui refusent obstinément de parler de nous.

Puis, un jour de mai 1970, le miracle: un article de Monique Wittig⁵ et de trois autres femmes a passé la barrière, est paru dans l'Idiot international. «Pour un mouvement de libération de la femme » (sic) a titré la rédaction, qui a réduit «les femmes » du titre originel à



une essence singulière. Nous parvenons en juin à rencontrer les auteures après moult péripéties (dont les manœuvres d'Antoinette Fouque⁶ qui déjà, de l'intérieur, s'oppose au féminisme). En dépit des traquenards, on se connaît, on se reconnaît, et contre vents, marées, et l'opposition de toute l'extrêmegauche (y compris des femmes des groupuscules mao et trotskistes), le MLF signe son acte de naissance de façon flamboyante et baroque: le 26 août 1970, nous allons à l'Arc de Triomphe pour dire «qu'il y a plus inconnu que le soldat inconnu : sa femme ». Cette créativité – collective, forcément collective – c'était encore l'esprit de Mai 68. Aujourd'hui disparu, comme le coin de rue de Trenet. Mais pas pour toujours.

Mai 68, ici comme aux États-Unis, ou en Angleterre ou en Italie, a été le point d'origine des mouvements féministes, et d'autres mouvements, parce qu'il a été le point de rupture avec le silence, avec la censure. Et cela, on ne pourra jamais le nier. Ni que ce silence et cette censure existaient, ni qu'ils





21 août 1970: «Il y a plus inconnu que le soldat inconnu: sa femme. »

furent, à ce moment, brisés. Il y a celles et ceux qui, né.es trop tard, ou trop tôt, ou partis en voyage, ou habitant un petit village, n'ont pas connu mai 68 pour des raisons indépendantes de leur volonté. Et puis il y a celles et ceux qui l'ont connu, et ont trouvé chic, ensuite, de tourner casaque et de vilipender cette époque. Il n'y a qu'un nom pour celles et ceux-là: ce sont des chien.nes.

Je m'explique. Certes, on peut critiquer tel ou tel aspect des slogans; mais pas sans les replacer dans leur contexte, ni sans prendre en compte leur sens profond. Car ces slogans tant décriés visaient à révéler une vérité poétique, pas à indiquer une direction d'action pratique. «Sous les pavés, la plage » n'a pas l'ambition de se substituer à la science des ingénieurs des Ponts et Chaussées. Et surtout, qui a vécu Mai 68 à Paris ou ailleurs et n'est pas de mauvaise foi sait depuis, même si elle ou il tâche de l'oublier, qu'un autre monde EST possible. Un monde où tout le monde peut parler à tout le monde, où on peut confier à de parfait.es inconnu.es, sans souci de paraître insouciant.e, sans nécessité de frimer, ses idées et ses angoisses, qu'elles portent sur l'état des routes, sur les relations parents-enfants, sur l'amour, son excès de présence ou d'absence, sur le rôle du Parlement. Pendant le mois de mai, à Paris,

267 LES utopiques 7 SOLIDAIRES

dans toutes les rues, à toutes les heures du jour et de la nuit, tous les sujets ont été discutés, chaudement et chaleureusement. Un monde a existé dans lequel le modèle de l'agora des Grecs anciens a été incarné (et en mieux, parce qu'ouvert à toutes/tous, et non fermé aux esclaves, aux femmes et aux métèques). Un monde où la politique – le débat sur la cité, sur ce qu'on appelle aujourd'hui le vivre ensemble – bref sur les rapports entre nous, était au centre des conversations. Un monde où la respublica, la chose publique, était vraiment l'affaire de tous et toutes, où le peuple (démos) a pris au sérieux l'idée qu'il est capable et digne de se diriger (kratos), et qu'à côté de cette libertélà, les autres (celle de consommer le hamburger le plus/le moins calorique, de choisir entre 38 modèles de voitures, etc.) sont des miettes jetées aux ilotes⁷ pour qu'ils se tiennent tranquilles. Dans ce mois d'effervescence, toute une génération s'est donné, à force de discussions publiques et non-stop, une formation politique accélérée. Un mois d'auto-éducation à la démocratie en trois siècles de république, c'est maigre. Mais ca suffit pour croire que ca peut exister.

Puis, la «réalité», celle des hommes (et des femmes) providentiels, celle de la structure sociale hiérarchique où «les politiques» sont des professionnel.les à plein temps, a repris le dessus: choisissez votre hamburger, nous nous occupons du reste. Comme si ce que nous avions vécu était un rêve, puisque c'était impossible; on nous l'a assez répété. Sauf que nous n'avions pas rêvé, et que ça s'était vraiment passé. Et si ça a pu se passer, même une seule fois...

Pour l'instant, ils et elles aboient si fort - ceux et celles que vous savez – qu'on ne s'entend pas penser. Mais au fond de nous, là où on n'entend plus les aboiements, on n'a rien oublié, et on SAIT que C'EST possible. Tout au fond de nous, Mai 68 reste présent, comme la preuve de ce possible qu'on nous a - que nous nous sommes? - dénié. Mais pas pour toujours.

Christine Delphy

² Sociologue et pionnière du renouveau féministe.

³ Sociologue, militante féministe, Évelyne Sullerot (1924-2017) est la cofondatrice, en 1956, de l'association «La maternité heureuse» qui deviendra en 1960 le Mouvement français pour le Planning

⁴ Avocate, militante féministe.

⁵ Monique Wittig (1935-2003) est une romancière française, mili-

⁶ Fondatrice de la tendance «Psychanalyse et politique » du MLF, t des Éditions des Femmes. En 1979, Antoinette Fouque (1936-2014) déposera le sigle MLF à l'Institut de la propriété industrielle, tentant ainsi une OPA sur un mouvement qui a toujours été très divers.

⁷ Dans l'Antiquité, esclave spartiate, appartenant à l'état ; homme réduit au dernier degré d'abjection.

LES utopiques 7 SOLIDAIRES ■ 268

Mai 68 HOMOSEXUEL D'ACTION

Le Front homosexuel d'action révolutionnaire, fondé à Paris en 1971 par un novau de lesbiennes et d'homosexuels, marqua une nouvelle direction pour le militantisme homosexuel en France. Il rompt avec la discrétion et la respectabilité prônées par Arcadie, le mouvement créé par André Baudry en 1954. Les nouveaux militants homosexuels qui adhéraient au FHAR puisaient leur rhétorique révolutionnaire dans l'extrêmegauche de Mai 68 et menaient des actions délibérément provocatrices. Cependant le FHAR ne réussit pas à lutter efficacement pour les droits des homosexuels et disparut en 1974. Pour comprendre le contexte de ces luttes, rappelons qu'en France l'homosexualité a cessé d'être un délit qu'en 1982 et qu'elle fut retirée de la liste des « maladies mentales » de l'Organisation mondiale de la santé qu'en 1991...

Patrick Rummler, postier retraité, est militant à Solidaires Paris.

ET LE FRONT RÉVOLUTIONNAIRE

Le FHAR en manifestation



層

Dien sûr, le FHAR n'est pas né spontanément. Il puise ses racines dans Mai 68 qui était aussi un mouvement prônant la liberté sexuelle, même s'il y avait, de la théorie à la pratique, encore du chemin à parcourir. Et particulièrement concernant l'homosexualité. On peut dire que le FHAR prend sa source dans le Comité d'action pédérastique révolutionnaire (CAPR), qui fut créé, pendant l'occupation de la Sorbonne, par Guillaume Charpentier et son ami Stéphane.

Une affiche fut collée dans les locaux et très vite arrachée, des tracts furent distribués. C'était un manifeste: «Émus et profondément bouleversés par la répression civile et policière qui s'exerce à l'endroit de toutes les minorités érotiques (homosexuels, voyeurs, maso., partouzes), le Comité d'action pédérastique révolutionnaire dénonce la restriction des possibilités amoureuses qui sévit en Occident depuis l'avènement du judéo-christianisme. Les exemples de cette répression odieuse ne manquent pas; vous les avez sous les yeux à chaque instant; les inscriptions et les dessins dans les chiottes de la Sorbonne et autres; les passages à tabac d'homosexuels par la police ou par des civils rétrogrades; la mise en fiche policière, en général, l'attitude de soumission, les yeux de chiens battus, le genre rase-les-murs de l'homosexuel type; les carrières brisées, l'isolement et la mise au secret qui sont le lot de toutes les minorités érotiques. Pour un glorieux Jean Genet¹, cent mille pédérastes hon-

1 Jean Genet (1910-1986) est un écrivain et poète.



L'antinorm,
journal des groupes du FHAR;
on remarquera le sommaire:
les luttes et débats
du mouvement homosexuel,
mais aussi Larzac,
Lio. Chili. MLAC...

teux, condamnés au malheur. Le CAPR lance un appel pour que vous, pédérastes, lesbiennes, etc., preniez conscience de votre droit à exprimer en toute liberté vos options ou vos particularités amoureuses et à promouvoir par votre exemple une véritable libération sexuelle dont les prétendues majorités sexuelles ont tout autant besoin que nous [...] (Un homme sur 20 est pédé; sur 4 milliards de la population mondiale, ça fait 200 millions de pédés). Non pas l'amour et la mort, mais l'amour et la liberté.»

Le CAPR ne résista pas à l'évacuation de la Sorbonne et à l'incompréhension d'une grande partie des occupants. Mais ses militants continuèrent leur chemin, certains allèrent aux USA et assistèrent aux émeutes de Stonewall² en 69. Puis revinrent en France et participèrent à la création du FHAR.

L'ÉPISODE DÉCLENCHEUR

Lorsqu'a débuté le mouvement de libération gay américain, avec les émeutes de Stonewall le 28 juin 1969 à New York, aucune caméra n'était présente pour immortaliser l'événement. En France, en revanche, l'épisode déclencheur du mouvement de libération gay eut lieu en direct à la radio. Entre les années 1967 et 1981,

Ménie Grégoire animait l'émission de radio « Allô, Ménie » sur RTL, écoutée par plus d'un million d'auditeurs (en fait, essentiellement des auditrices), chaque après-midi en semaine. Grégoire, ses invité.es et l'auditoire débattaient sur d'importants problèmes personnels ou sociaux. Le 10 mars 1971, le sujet de l'émission était l'homosexualité; à cette occasion, la salle Pleyel accueillit un groupe de prétendus experts, décrits par l'animatrice comme des « gens qui connaissent bien la question pour des tas de raisons diverses ». Parmi eux, il y avait notamment André Baudry, à la tête du mouvement Arcadie, la seule association «homophile» française; le jeune journaliste Pierre Hahn, auteur d'articles pour des magazines sur la sexualité et l'homosexualité; un prêtre; un psychanalyste; et assez curieusement (la raison de leur présence ne fut jamais donnée), le quatuor des Frères Jacques. Les formulations utilisées par Ménie Grégoire au cours de l'émission sont représentatives de l'opinion publique réputée «éclairée» des années 1960: un mélange de compassion suffisante, condescendante jusqu'à en être obtuse: « Vous savez bien que les femmes heureuses sont celles qui ont rencontré des hommes qui les ont satisfaites » ou encore «il y a tout de même une négation de la vie ou des lois de la vie dans l'homosexualité! Il me semble qu'on peut répondre cela sans blesser personne!» Dans l'auditoire, qui avait la possibilité de prendre la parole pour donner une opinion ou poser une question, l'agitation allait grandissant au fur et à mesure de l'avancement des débats. André Baudry, bien qu'hué par ceux qui considéraient sa défense de l'homosexualité trop conservatrice, put achever son intervention. Ménie Grégoire passa ensuite la parole au Père Guinchat.

Près d'une trentaine de personnes avaient envahi le podium, renversé tables, chaises et micros, et malmené les intervenants. Pierre Hahn (lui-même homosexuel) avait rejoint le camp des protestataires, qui avaient assisté à l'émission suite à son invitation. Une jeune femme avait agrippé le prêtre et lui frappait la tête sur la table. Un peu plus tard dans sa loge, Ménie Grégoire, tout à fait sereine, buvait un whisky en affirmant à un journaliste : «Je ne me suis pas trompée, le sujet est brûlant. Je referai la même émission, mais en studio. » Le « commando » contre l'émission de radio de Ménie Grégoire était composé essentiellement de lesbiennes; une photographie, prise quelques minutes après l'incident, montre une douzaine de jeunes femmes exultant, célébrant leur victoire sur le trottoir devant la salle Plevel. Leur action ce jour-là était l'aboutissement de plusieurs mois de militantisme féministe.

En 1970, un certain nombre de lesbiennes, sous l'impulsion d'Anne-Marie Fauret et Françoise d'Eaubonne (elle-même hétérosexuelle), et influencées par le MLF, avaient cherché à mettre en place un groupe féministe au sein d'Arcadie. Elles en avaient été exclues par Baudry car elles étaient trop politisées, mais avaient poursuivi leurs rencontres avec plusieurs hommes sympathisants. Le 5 mars 1971, seulement cinq jours avant les événements décrits ci-dessus, le groupe, dont Hahn (un des intervenants de l'émission de radio) faisait partie, avait perturbé une manifestation anti-avortement de l'association «Laissez-les vivre», à la Mutualité, dans le Ve arrondissement de Paris. C'est alors qu'ils entendirent parler de l'émission de Ménie Grégoire et décidèrent de la saboter. Hahn leur obtint des invitations à l'enregistrement et les producteurs, très heureux à l'idée d'avoir de véritables homosexuels et lesbiennes y assistant, leur firent prendre place au premier rang.

² Fin juin 1969, elles firent suite à une des descentes de police dans les lieux où se retrouvaient les homesexuel.les. Ce mode de répression était alors pratique courante.

LE FHAR SE DÉCLARE ET SE PUBLIE

Le soir même, suite à l'émission, les militants, forts de leur succès, se retrouvèrent et formalisèrent l'existence de leur groupe sous le nom de Front homosexuel d'action révolutionnaire ou FHAR. Cependant, le groupe décida par précaution de se déclarer à la préfecture de police sous le nom de Front humanitaire anti-raciste. Les membres mirent néanmoins en place une forte publicité autour de leur association et de ses véritables objectifs avec tout un ensemble d'articles engagés publiés dans le journal maoïste Tout! du 23 avril 1971. Jean-Paul Sartre en était le directeur, mais c'est Guy Hocquenghem, alors âgé de 25 ans, qui coordonnera ce numéro, intitulé «Libre disposition de notre dorps ». En voici quelques extraits:

«Adresse à ceux qui se croient "normaux": Vous ne vous sentez pas oppresseurs. [...] Vous êtes individuellement responsable de l'ignoble mutilation que vous nous avez fait subir en nous reprochant notre désir. Vous qui voulez la révolution, vous avez voulu nous imposer votre répression. [...] Vous demandez: "que pouvonsnous faire pour vous?" Vous ne pouvez rien faire pour nous tant que vous resterez chacun le représentant de la société normale [...]

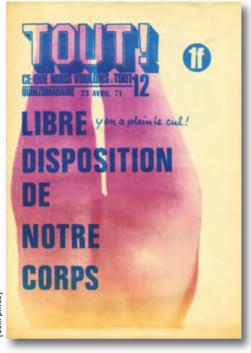
Adresse à ceux qui sont comme nous: Notre Front sera ce que vous et nous en ferons. Nous voulons détruire la famille et cette société parce qu'elles nous ont toujours opprimés. [...] Nous revendiquons notre statut de fléau social jusqu'à la destruction complète de tout impérialisme. [...] Pour un front homosexuel qui aura pour tâche de prendre d'assaut et de détruire la "normalité sexuelle fasciste"».

Comme ces citations l'indiquent clairement, le FHAR puisait sa rhétorique (entre autres) dans le mouvement étudiant et les « événements » de Mai 68 (grèves et manifestations), qui ébranlèrent la France conservatrice et gaulliste tout en transformant les partis de gauche du pays. Le FHAR s'exprima à ce propos en disant: « Malheureusement, jusqu'en mai 68, le camp de la révolution était celui de l'ordre moral, hérité de

Staline. Tout y était gris, puritain, lamentable. [...] Mais soudain, ce coup de tonnerre: l'explosion de Mai, la joie de vivre, de se battre! [...] Danser, rire, faire la fête! [...] Alors, devant cette situation nouvelle, nous homosexuels révoltés – et certains d'entre nous étaient déjà politisés – nous avons découvert que notre homosexualité – dans la mesure où nous saurions l'affirmer envers et contre tout – nous amènerait à devenir d'authentiques révolutionnaires, parce que nous mettrons ainsi en question tout ce qui est interdit dans la civilisation euro-américaine. [...] N'en doutez pas: nous souhaitons l'anéantissement de ce monde. Rien de moins. [...] La liberté de tous, par tous, pour tous, s'annonce.»

L'ESPRIT DE MAI 68

L'esprit de Mai 68 s'implantait profondément chez nombre de jeunes, d'intellectuelles, d'étudiants et de futurs « marginaux » et même les membres du FHAR les plus âgés, comme Daniel Guérin³ (né en 1904) et Françoise d'Eaubonne⁴ (née en 1920), avaient en commun avec la jeunesse de 68 le refus des idéaux bourgeois et de la langue de bois marxiste. Mai 68 avait élevé l'homosexualité au rang de question politique et fait de la libération homosexuelle une cause gauchiste, remettant en cause le statu-quo politique et social de l'époque. À partir de 1968, le mouvement cessa d'être, comme le disait Hocquenghem, «un mouvement de défense et de justification de l'homosexualité⁵ » face à la répression sociale, pour devenir un «combat homosexuel», dont l'objectif n'était pas de fournir des justifications pour les homosexuel.les, ni de les intégrer dans la société existante, mais se voulait un défi pour cette société dans l'optique de la transformer. Les lesbiennes qui créèrent le FHAR furent entraînées dans l'activisme gay par



le mouvement de Mai 68 et le MLF, luimême issu de Mai 68. On peut ainsi prendre l'exemple de Marie-Jo Bonnet ou de l'Américaine Margaret Stephenson qui, aux côtés de nombreuses autres femmes, s'impliquèrent à la fois dans le militantisme féministe, dans le lesbianisme radical et, du moins à ses débuts, dans le FHAR. Les gays étaient également des enfants de Mai 68, mais ils étaient inspirés davantage par les mouvements de libération gay aux États-Unis.

MONTÉE EN PUISSANCE

L'article paru dans Tout! attira en grand nombre de nouveaux venus aux assemblées générales dans un amphithéâtre de l'École des Beaux-Arts, rue Bonaparte, tous les jeudis soir. Déjà à la mi-mai, le FHAR se vantait d'être « devenu une force réelle » car « on était quarante au FHAR il y a un mois, on était quatre cents à la dernière AG ». Que cherchaient tous ces gens? Les lettres envoyées au FHAR, toutes écrites par des garçons,

Le numéro de *Tout!* titré «Libre disposition de notre corps», 1971

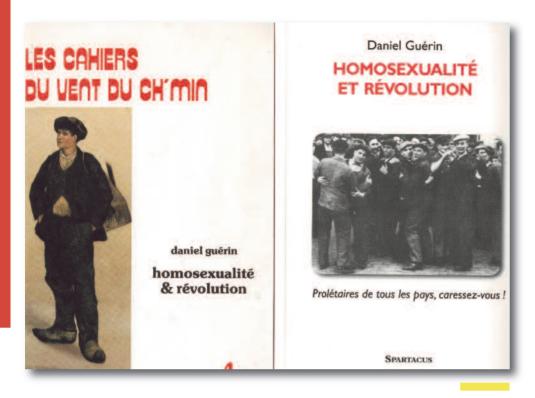
contiennent souvent de simples demandes d'information : « Qu'est-ce que c'est que le FHAR? Où se tiennent les réunions? Existe-t-il des sections en province? »; mais aussi des récits de vie, parfois bouleversants. On écrivait de partout en France : de Paris surtout, mais aussi de Dijon, Rennes, Chambéry, Montbéliard, Lille, etc. Comme le dira bien plus tard Laurent Dispot, un de ses fondateurs : «Le FHAR touchait comme une baguette magique les malheureuses et les honteuses. [...] Il a permis à des individus, en tant qu'individus, de s'approprier leur propre vie. De la changer et de l'inventer. »

En effet, les lettres témoignent d'un mal de vivre chez beaucoup d'homosexuels. Georges A. de Paris, par exemple: «J'ai 22 ans, je suis pédé. Ça a l'air simple et pourtant [...] Bien sûr, pas question de draquer (et quand vous en parlez, vous me faîtes un peu marrer). Je suis bien trop enchaîné, l'auto-répression agit 24 heures sur 24. Alors j'ai vécu en me masturbant, en pensant à tous les beaux gosses que je matais furtivement dans les rues en faisant gaffe de ne pas me faire repérer [...] » Mais souvent aussi, on affirmait une volonté de lutter contre les conditions sociales. Ainsi, un jeune parisien de 23 ans, très mal dans sa peau car ayant à un moment « prôné comme solution individuelle, le suicide pour anéantir le monstre hideux que l'on me persuadait que j'étais », envoie une longue lettre (du 1er mai 1971) qui se termine sur une note optimiste: «J'adhère au FHAR. Je vous demande [...] de me donner tous les renseignements nécessaires pour essayer de faire basculer cette agressivité intériorisée, comprimée, vers l'extérieur et que de la volonté de suicide je passe définitivement à celle de révolte.» Contrairement à la province, où tout était beaucoup plus compliqué, à Paris le FHAR marchait très bien et n'avait aucun problème à attirer une foule de membres, mais au prix d'un schisme entre les homosexuels

³ Daniel Guérin (1904-1988) : écrivain et historien ; militant révolutionnaire (pour un marxisme libertaire), impliqué notamment dans le syndicalisme révolutionnaire, les luttes anticoloniales, homosexuelles, antimilitaristes.

⁴ Françoise d'Eaubonne (1920-2005) : écrivaine et militante féministe, homosexuelle, écologiste.

⁵ Il faisait essentiellement référence à Arcadie.



et les lesbiennes. Au début, les femmes avaient espéré beaucoup du FHAR. Par exemple, une certaine Françoise (sans doute Françoise d'Eaubonne) «s'étonne de voir rabâcher par les hétéroflics que Sodome et Lesbos se détestent». Ce fait, à son avis, «promet la nécessité d'en finir avec le sexisme, avec l'hétérosexualité en tant que base de la société. Il prouve que la communication entre les sexes ne peut se faire que par l'homosexualité».

CONCEPTIONS DIVERGENTES ENTRE FEMMES

ET HOMMES

Mais la majorité des nouvelles recrues étaient des hommes, dont la vision de la sexualité et de l'amour était très éloignée de celle des femmes. Pour prendre un exemple particulièrement parlant, au début du mouvement du FHAR, lors d'un weekend de réflexion hors de Paris, les hommes partirent en ville à la recherche d'aventures sexuelles, tandis que les femmes restèrent entre elles pour débattre et savoir si la libé-

Daniel Guérin,
Homosexualité et révolution,
Éditions Le vent du ch'min,
1983 et Éditions Spartacus,
2013. Une dédicace
« à la mémoire de Pierre Hahn,
cofondateur du Front
homosexuel d'action
révolutionnaire »

ration sexuelle ne signifiait rien d'autre que la possibilité d'avoir des partenaires sexuels multiples. De plus, les femmes étaient consternées par le machisme des hommes et leur domination du mouvement, et se sentaient dépossédées de l'organisation qu'elles avaient elles-mêmes fondée.

Les assemblées générales du jeudi soir continuèrent malgré tout pendant près de trois ans, avec cependant de moins en moins de femmes présentes. C'était, selon un observateur, le «happening de la rue Bonaparte » et, en les voyant, « l'image qui venait à l'esprit était celle des clubs pendant la Révolution de 89 ». Bien que le terme « bordel » fasse ici référence à des débats violents entre différents groupes politiques, il est particulièrement approprié, car la majorité des hommes présents n'étaient pas là pour les réunions dans l'amphithéâtre, mais recherchaient plutôt des aventures sexuelles dans les couloirs et les salles de classe du bâtiment.

Daniel Guérin, âgé de 67 ans, activiste politique et syndicaliste de longue date, s'était suffisamment exalté par l'esprit du mouvement pour se mettre intégralement nu lors d'une assemblée et Françoise d'Eaubonne avec lui, pour défendre ses idées. Il était cependant suffisamment inquiété par la propagation de ces désordres pour mettre au point un plan intitulé «Pour la constitution et l'organisation d'une tendance "politique" au sein du FHAR » dont le but était de créer un semblant de structure pour l'association et de la doter d'objectifs politiques concrets. Cette tentative n'a rien donné et dès les années 1973-1974, les assemblées hebdomadaires des Beaux-Arts n'avaient plus aucune importance ou signification politique. C'est dans l'indifférence générale qu'en février 1974, à la demande de l'administration de l'école, la police a expulsé les membres du FHAR de ces locaux. Le véritable travail d'organisation du FHAR n'eut lieu que dans un certain nombre de groupes de travail à Paris, rassemblant de six à une trentaine de personnes; il existait aussi une quinzaine de groupes en province.

LES RÉALISATIONS DU FHAR

Quelles ont été concrètement les réalisations du FHAR? Si leurs actions semblent timides aujourd'hui, elles ne l'étaient pas à l'époque. Le FHAR permit de donner une faible publicité au mouvement gay dans la presse alternative. Les journaux traditionnels, eux, eurent plutôt tendance à l'ignorer, à quelques exceptions près. Le groupe

distribua des tracts, par exemple, en juin 1971 devant un cinéma de la rue du Dragon qui diffusait Mort à Venise. «On les insulte gratuitement dans la rue et on paie 10 francs pour les admirer au cinéma. » Deux périodiques, aux vies assez éphémères, ont été publiés: Le fléau social et L'antinorm, tous deux entre 1972 et 1974. Il y avait aussi un bulletin interne, Appelez-moi salope, aujourd'hui introuvable. En outre, les membres du groupe se joignirent à des manifestations organisées par d'autres mouvements (comme celle du MLF protestant contre la Fête des mères, le 5 juin 1971), parfois organisèrent eux-mêmes des rallyes (comme celui pour célébrer la Gay Pride américaine aux Tuileries le 27 juin 1971). Ils firent enrager le chef du PCF de l'époque, Jacques Duclos, en l'interpellant sur la politique du parti vis-à-vis de l'homosexualité au cours d'un meeting public le 21 janvier 1972, firent équipe avec l'équivalent italien du groupe, le FUORI, pour torpiller un congrès de sexologues à San Remo en avril 1972, mirent en place un groupe d'auto-défense pour se protéger contre les jeunes qui attaquaient des homosexuels dans les vespasiennes des Buttes-Chaumont, forcèrent l'accès à un bal du 14 juillet qui avait refusé l'entrée aux homosexuels, envahirent des cafés parisiens pour s'y embrasser publiquement, et ainsi de suite. Cinquante membres du FHAR furent aussi les premiers gays et lesbiennes à manifester publiquement en France: en 1971, ils se joignirent aux syndicats et aux partis politiques pour le traditionnel défilé du 1er mai à Paris (ce qu'ils ont continué à faire jusqu'en 1977, après quoi les militants gays ont préféré organiser leur propre défilé de la Gay Pride, fin juin). De nombreux membres des partis traditionnels de gauche étaient opposé.es à leur présence lors de la fête du travail, les communistes ont d'ailleurs déclaré en 1972, en faisant référence à la fois au FHAR et à d'autres groupes d'extrême gauche: «Ce désordre ne représente pas l'avant-garde de la société, mais la pourriture du capitalisme à son déclin.»

LES «GAZOLINES»

Le groupe qui avait le plus choqué les partis traditionnels de gauche était celui des Gazolines, composé essentiellement (mais pas entièrement) de travestis et transexuelles. Il s'était formé en 1972 sous le nom de «Les Camping Gaz Girls»: ils avaient pour habitude de servir du thé préparé sur des réchauds, lors des assemblées générales. Une des anciennes membres, Hélène Hazera, a récemment décrit leurs idées comme « une sorte de dadaïsme homosexuel psychédélique, une idéologie de la dérision, violemment antiautoritaire». Les Gazolines criaient sur quiconque essavait de structurer les meetings: elles n'acceptaient aucune structure ou hiérarchie, et au cours des manifestations politiques, elles avaient des slogans et des bannières à la fois amusantes et choquantes pour le public : « Prolétaires de tous les pays, caressez-vous », « Sodome et Gomorrhe, le combat continue », « Ah que c'est bon de se faire enculer ». Le FHAR a toujours été délibérément provocateur dans ses stratégies et ses tactiques, ce qui lui a sans doute ôté une partie de son efficacité sur le plan politique, comme cela a été regretté par certains militants par la suite.

SITUATIONNISTES

ET MOUVEMENT BROWNIEN

Pour Hocquenghem, le FHAR était un «mouvement brownien de quelques centaines de pédés », qui avait «toujours gardé un côté irresponsable, une incapacité à penser stratégie ». Il est vrai que le FHAR a toujours refusé, par principe, d'avoir des chefs ou toute forme de hiérarchie, malgré la présence de personnalités charismatiques telles qu'Hocquenghem, Guérin ou d'Eaubonne. D'après cette dernière: «L'originalité du FHAR, comme du MLF, c'est que, pour la première fois, on sortait du vedettariat, du nominalisme, des structures centralisées. Pour la première fois, on voyait des mouvements spontanés qui menaient des actions, qui marquaient des points. C'était nouveau, la réalisation du vieil idéal anar qui ne s'était jamais concrétisé. » «Le FHAR n'est à per-

sonne, il n'est personne. Il n'est que l'homosexualité en marche. Tous les homosexuels conscients sont le FHAR, toute discussion à deux, à trois. est le FHAR [...]. Oui, nous sommes une nébuleuse de sentiments et d'action. » Cette attitude est en grande partie due à l'influence des Situationnistes, transmise au FHAR via le mouvement étudiant de Mai 68. Les Situationnistes, un petit groupe d'artistes et d'intellectuel.les formé dans les années 50, «voulaient que l'imagination, et non un groupe d'hommes, soit au pouvoir ». Ils et elles n'acceptaient « ni disciples, ni maîtres » et, refusant d'attendre une lointaine révolution, cherchaient au contraire « à réinventer la vie, ici et maintenant».

FIN ET SUITE

Enfin, pour conclure, deux questions restent en suspens. D'une part, quelle était la différence entre le FHAR et Arcadie? D'autre part, quel est l'héritage du FHAR pour le mouvement gay actuel? Pour la plupart des observateurs, la différence entre Arcadie et le FHAR tenait en ce que les membres d'Arcadie étaient conservateurs sur le plan social et politique tandis que le FHAR s'inspirait des idéaux révolutionnaires. Françoise d'Eaubonne a ainsi déclaré dans un trait d'esprit lapidaire: « Vous dites que la société doit intégrer les homosexuels, moi je dis que les homosexuels doivent désintégrer la société.» Malgré tout, d'une certaine manière, Arcadie et le FHAR représentaient bien les deux facettes d'une même réalité. À l'inverse de la plupart des groupes activistes d'aujourd'hui, ils refusaient de concevoir les homosexuel.les comme un groupe minoritaire devant bénéficier de droits civiques spécifiques. Ils rejetaient la mise en place de «ghettos»: bars, établissements et même quartiers entiers, spécifiques et dominés par les gays et lesbiennes. Au contraire, ils voulaient que les homosexuel.les fassent partie intégrante du monde dans son ensemble. Pour Arcadie, ce monde était celui, déjà existant, de la classe moyenne, tandis que le FHAR revendiquait un nouveau monde, transformé par une révolution gauchiste. Ce sont, bien évidemment, deux positions profondément différentes. Cependant, aussi bien Arcadie que le FHAR refusaient de voir les homosexuel.les confiné.es dans les limites de leur identité sexuelle. Leurs stratégies politiques étaient très éloignées des « politiques identitaires » et du «communautarisme» que les gays français sont aujourd'hui accusés de promouvoir. En ce qui concerne l'héritage du FHAR aujourd'hui, on peut dire que les militants des années 80 et 90 sont tous (comme ils l'ont eux-mêmes dit en 1991) les «enfants du FHAR», avec cependant une mutation significative: «On est à la fois proches du FHAR dans la volonté d'avoir un discours politique global antiinstitutionnel, mais on s'en éloigne dans le désir d'être efficace. » Du milieu à la fin des années 70, le mouvement gay s'est éloigné des tactiques provocatrices et de la rhétorique révolutionnaire du FHAR, pour s'orienter vers le réformisme, la formulation de demandes spécifiques pour réclamer l'égalité des droits, et un lobbying politique continu. Ces changements apparurent clairement dans le Groupe de libération homosexuel (GLH), présent dans plusieurs villes de France, prédominant dans les années 1974-1978; tout particulièrement dans le Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH), fédération de plusieurs groupes homosexuels français, active de 1979 jusqu'au milieu des années 80. Le CUARH, tout particulièrement, revendiquait sa « démarche pragmatique ». Entretenir des contacts avec la presse, les syndicats et les partis politiques et faire pression sur eux pour faire cesser les discriminations apparaissait comme la «manière la plus efficace» pour le CUARH, de «changer les conditions de vie aui nous sont faites ». Cette évolution politique va de pair avec l'expansion du

commerce gav et la multiplication des bars et boîtes gays, non seulement à Paris⁶, mais aussi dans nombre de villes de province. La presse gay a également connu un essor au cours de ces années-là, notamment avec Gai Pied de 1979 à 1992, et a servi à promouvoir un nouveau «style de vie gay» axé sur la jeunesse et centré sur les bars, les boîtes, les saunas, les voyages et les modes vestimentaires. La majeure partie des membres radicaux du FHAR ayant survécu à l'holocauste du sida s'est accommodée de ce nouvel état des choses; ceux qui n'ont pas abandonné le militantisme au profit de leurs carrières personnelles, ont créé des périodiques et sont à la tête des diverses associations gays. Bon nombre des leaders gays et lesbiens qui se sont engagés pour leur communauté après 1972, comme Marie-Jo Bonnet, Pierre Hahn, Daniel Guérin, Guy Hocquenghem et Jean Le Bitoux, ont tout d'abord été connus grâce à leur engagement dans le FHAR. Il est à noter néanmoins qu'avant de décéder du sida en 1988, Hocquenghem, figure emblématique du FHAR et certainement le plus connu du public, n'a pas caché tout son dédain pour ce qu'il appelait les « nouveaux pédés», qui vivaient dans le rejet de la marginalité et recherchaient au contraire la protection de la loi : « Cette évolution vers une demande de protection [légale], au côté des femmes, constitue l'un des signes nouveaux de l'homosexualité française. » (Hocquenghem, 1980). Le FHAR a ouvert la voie à des changements radicaux, mais le mouvement gay aujourd'hui cherche plutôt une image de respectabilité, et l'esprit insolent du FHAR ne subsiste qu'à la marge, par exemple dans les tactiques utilisées depuis 1989 par la branche parisienne d'Act-Up dans son combat contre l'épidémie du sida, ou par le groupe les Panthères roses.

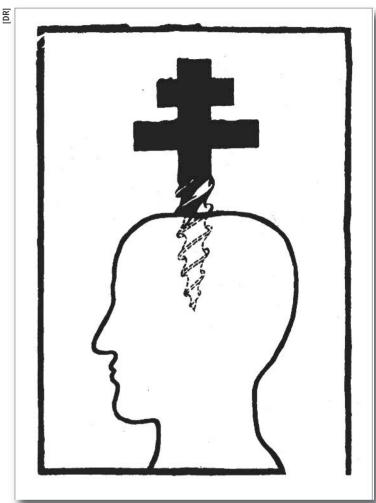
«Ce que nous voulons, c'est la transformation totale de la vie. On ne fait la révolution que si on la vit en permanence, quotidiennement.» LES utopiques 7 SOLIDAIRES **278** 279 LES utopiques 7 SOLIDAIRES

MIEUX VAUT 68-ART que jamais!

On sait que les Beaux-Arts furent un des hauts lieux du Mai 68 parisien ; on parle moins des Arts Déco. C'est cette expérience qui nous est ici narrée. « Il s'agissait de construire de la politique, du projet, de l'enseignement. Et tout ca, en déconnant sérieusement. »

Gérard Paris-Clavel est graphiste social. Il a participé à l'atelier des Arts Déco en Mai 68. Il a ensuite cofondé le groupe Grapus* et il fait partie aujourd'hui du collectif Ne Pas Plier**. Ses propos ont été recueillis,

par Thomas Lemahieu, journaliste***.



Affiche de Mai 68. atelier populaire des Arts-Déco

^{*} Grapus contribuera notamment à renouveler la communication du PCF et de la CGT. Le groupe s'est dissous en 1990.

^{**} Sur Ne Pas Plier voir le site www.nepasplier.fr et aussi de nombreuses réalisations dans le journal de l'Union syndicale Solidaires, des autocollants diffusés dans les manifesta-

^{***} Thomas Lemahieu est délégué du SNJ à L'Humanité

n mai 1968, j'avais 24 ans. Mes études étaient largement finies. Je bossais comme graphiste, j'étais directeur artistique dans un studio de mode. C'était un de mes premiers boulots... Quand les occupations commencent, vers la mi-mai, je vais aux Arts Déco¹, où la production d'affiches sera aussi puissante qu'aux Beaux-Arts. Aux Arts-Déco, il y avait une forte présence syndicale de l'UNEF: dans les années précédentes, en 1967 surtout, il y avait eu la transformation du folklore, des fanfares et des bizutages en actions syndicales ou de solidarité avec le Vietnam, avec, encore en mémoire vive, la guerre d'Algérie. C'était politisé déjà: ça ne sort pas de nulle part. Sur place, on se connaît déjà pour certains, pour s'être rencontrés pendant nos études à Paris ou aux Beaux-Arts de Varsovie. Il n'y avait pas que des étudiant.es, loin de là, mais aussi beaucoup d'anciens élèves qui étaient devenus des professionnel.les. Mes copains

¹ École nationale supérieure des Arts Décoratifs

LES utopiques 7 SOLIDAIRES **280**

LES ROSEAUX NE PAS PLIER SONT DES CONS

sont là: Pierre Bernard, rencontré en Pologne auprès d'Henryk Tomaszewski, et François Miehe qui, lui, est encore étudiant et responsable syndical aux Arts-Déco.

Paris-Clavel, 2001]

J'étais plutôt un producteur d'images qui participait à l'atelier, plus qu'au mouvement étudiant en tant que tel. Bien sûr, je suis allé aux débats, aux assemblées générales, à quelques manifs aussi. J'y participais quand il y avait des grands rendez-vous, mais je n'étais pas leader en quoi que ce soit. Bon, sur l'image, j'ouvrais ma gueule car il faut dire qu'on avait de l'expérience, qu'on avait une pratique différente du graphisme après notre passage en Pologne. Puis, on avait du jus!

La période est euphorisante. 68, c'est d'abord une extraordinaire libération de la parole. La force du jeu et des enjeux de mots. Les gens se causent dans la rue. Il y a un attroupement: tu viens, tu ramènes ta gueule, tu peux discuter. Il y a une curiosité de l'autre qui était assez inouïe. Ça, c'est heureux! Indépendamment des grands mouvements, des grosses manifs, des

grands projets, il y a un basculement. Faire peur aux bourgeois, occuper la rue, pouvoir la ramener, être dans l'utopie la plus folle, poétiser la politique et la vie...

JE LUTTE DES CLASSES

Avec mon boulot, je découvrais un milieu qui n'était pas le mien. J'en avais déjà vu l'envers avec les ouvrières des usines textiles, en rang devant les machines, dans des conditions pourries d'exploitation... Comme celles que subissaient mes parents ouvriers et le chômage qu'avait vécu mon père. Donc je m'éveillais aussi à la lutte des classes, tout en étant dans une position plutôt intéressante, avec un salaire et des conditions de travail potables. Pour le taulier, t'es le jeune artiste, t'es bien vu. Un peu comme un bouffon du roi. Ce statut rend peinard, sous réserve que tu fasses le graphiste domestique; je l'ai bien mesuré à l'époque... Pour les patrons, cyniquement, c'était très bien que leur jeune directeur artistique participe au mouvement, avec ses affiches contestataires.

Il v avait une ambiance heureuse. On pouvait travailler avec jubilation les sujets les plus poétiques et politiques possibles. Après, 68 a généré aussi ce qu'on a appelé une liberté sexuelle, mais il faudrait quand même mettre un bémol, avec le machisme ambiant qui restait violent. Pour certaines couches sociales, ça a permis que cette domination masculine s'exerce beaucoup plus facilement, je serais tenté de dire, par une fausse culture de liberté. Même si ça a augmenté les pratiques de la relation... La liberté des corps, elle est encore à construire. D'une manière générale, cette atmosphère poussait beaucoup d'artistes et d'artisans à la rencontre. Cela a permis de légitimer le travail en collectif. Par la suite, ça a ouvert la possibilité de fonder le groupe de graphistes Grapus avec Pierre Bernard et François Miehe. Mais ca n'est pas tout... En même temps qu'on faisait des affiches, on était conscients de la nécessité d'organiser les études et la profession. Je suis retourné en Pologne pour voir les systèmes d'études qui étaient différents. D'autres sont allés ailleurs... Ca s'est passé pendant le mois de juin, ou dans la foulée immédiate. En tant que responsable de l'UNEF, François Miehe faisait partie de commissions de réforme de l'enseignement. Cela a débouché en 1969 sur la création de l'Institut de l'environnement, un troisième cycle pluridisciplinaire fondé à la suite de l'école d'Ulm² en Allemagne, elle-même issue du Bauhaus³. À l'époque, là aussi, il y avait ces clivages sociaux et politiques: nous, en tant qu'étudiants d'origine modeste, devenus militants communistes, on voulait pérenniser les choses, les diplômes. Et les étudiants gau-

2 En 1968, l'école allemande d'Ulm, héritière du Bauhaus est menacée, son transfert à Paris avec l'appui d'André Malraux, se fait sous le nom «d'Institut de l'environnement». Il dispensera un enseignement pluridisciplinaire avant-gardiste en France de 1969 à 1971, dédié à la formation d'enseignants-chercheurs. Voir l'Institut de l'environnement: une école décloisonnée, Tony Côme; Éditions B42. chistes petits-bourgeois, ils s'en foutaient: ils étaient plus anticommunistes qu'anticapitalistes. Ils ont pété le truc au bout de deux ans. Enfin, il n'y a pas eu qu'eux, évidemment, pour péter l'expérience: le pouvoir a trouvé que cette aventure sentait trop la subversion.

Mais revenons en arrière: Mai 68, aux Arts-Déco, il faut voir le décor aussi, l'esthétique. C'est une école avec plusieurs étages. Au quatrième, il y avait un atelier de sérigraphie. On récupérait les chutes des grands rouleaux des rotatives des quotidiens. Ces grands rouleaux, on les faisait pendre du quatrième jusqu'en bas, dans les cages d'escalier. Ensuite, c'était coupé et immédiatement collé... Chacun.e avait un projet d'image. Il ou elle allait le soumettre en assemblée générale, ça discutait beaucoup. Et ensuite, quand on revenait dans l'atelier, on faisait ce qu'on voulait, c'était le principe. C'est celui ou celle qui fait qui décide. Démocratie ultra-directe mais pas trop directive, en somme...

LE PLAISIR DU PARTAGE

Ce qui est important, dans les ateliers populaires de 68, et c'est souvent omis dans les récits, c'est la diffusion. D'abord, il y a, c'est vrai, un bordel d'images partout, un joyeux bordel. Cela stimule la réflexion, le goût critique, la poétique du regard. Quand on regarde toutes les affiches de 68, en dehors de quelques-unes, il y a beaucoup de «petits dessins »... Mais c'est la relation qui donne son sens. Le plaisir de coller, de s'emparer des images est aussi fort que celui de les inventer et de les fabriquer. On a découvert ça à ce moment-là et on a retenu, à Grapus, puis à Ne Pas Plier, à quel point les circonstances de diffusion sont importantes. Quand on diffuse «Je lutte des classes» ou «Rêve générale» dans les manifs, on devient auteur et acteur d'une pensée. Il y a une vraie jubilation de la rencontre, de la relation active, du partage.

Donc, 68, c'était surtout ça: un partage collectif. De partout, ça tchatchait. Bien sûr, à

³ École révolutionnaire née au lendemain de la première guerre mondiale, le Bauhaus inventera un enseignement international mélangeant art et artisanat, l'unité de l'art et de la technique. Elle sera définitivement fermée par les Nazis en 1933.

côté, il y avait les manifs, la répression, le folklore. La violence quelquefois envers les étudiant.es, et surtout celle moins visible contre les ouvrier.es. Ou encore l'emphase des discours. C'est ce que l'on retient, alors que, sur le fond, ce sont des formidables luttes ouvrières et leurs acquis. Et de même que les travailleurs et travailleuses dans les usines occupées réfléchissaient à la construction de la liberté et de l'égalité, nous, nous imaginions les conditions possibles de notre travail sur les formes et sur le langage. Il s'agissait de construire de la politique, du projet, de l'enseignement. Et tout ca, en déconnant sérieusement.

Révolutionner, c'est inventer de nouveau. Là, on était dans la recherche inventive. Il n'y avait pas cette frilosité qu'on a pu connaître depuis. En 68, il y avait une volonté de jouer, d'expérimenter sans arrêt. Et l'échec faisait partie des conditions de la réussite. On n'en avait rien à foutre de se tromper, de faire une grosse merde. On produisait, on tentait le coup... Et il y avait une vitalité terrible qui débordait la notion d'œuvre. La qualité était dans le parcours, dans les échanges autant que dans l'image elle-même.

La fin de l'occupation a peut-être signé l'arrêt d'un outil éphémère, mais en fait, tout s'est poursuivi. On a continué la réflexion à l'Institut de l'Environnement, puis à Grapus. Cela nous a gavés d'utopies, comme des vitamines... L'utopie, ce n'est pas quelque chose qui fait faire des projets dans un horizon lointain, c'est ce qui permet d'en réaliser, par la force du rêve, de l'imagination, certaines parts immédiatement. Et grâce à cette vitalité, parce qu'on était organisés en groupe dans Grapus, on a pu résister au manque de fric, à l'exploitation comme au sectarisme, et faire ce qu'on voulait dans une camaraderie totale, une fraternité militante.

IL EST URGENT DE PRENDRE LE TEMPS

L'Histoire, ce n'est pas du fait divers. La Révolution française n'est pas finie. La Commune de Paris, elle n'est pas finie. 68, ce n'est pas fini. Les grandes luttes de 1995, elles ne sont pas finies. Rien n'est jamais fini. À un moment donné, il y a un mouvement et les utopies, les possibles se construisent sur les luttes qui ne sont pas encore réalisées. Ce n'est pas pareil que fini. Les choses sont dans un mouvement, elles ne sont pas dans un événement. On nous balance une culture de l'immédiateté, du résultat, mais dans la réalité, c'est le parcours, sa qualité, qui tient lieu de pédagogie, d'éducation. Le savoir se transmet dans un parcours, pas par la magie d'un événement.

Quand on y pense, il y a de quoi regretter l'encéphalogramme plat, le mouvement linéaire sans aspérité que nous connaissons aujourd'hui. C'est une manière de ne plus rien faire d'autre que de gérer le malheur. Or, 68, ce n'était pas de la gestion du malheur, de la résistance tout court. C'était de l'invention, c'était militer pour des bonheurs à construire. On voit bien les mots d'ordre poétiques, déconneurs, amusants... Ca ouvre un champ des possibles, ca crée un imaginaire social. C'est fondamental. Alors qu'actuellement l'imaginaire politique des mouvements sociaux, il est n'est plutôt que dans la résistance aux malheurs. Plus personne n'ose affronter la revendication du bonheur. Il ne s'agit pas que de faire des pansements; il faut aller améliorer la qualité de ce qui, à l'origine, n'allait pas... Et inventer de nouveau!

Dans les toutes premières années de Grapus, tout juste après 68, les militants dans le champ politique ou syndical avaient peur des expressions qu'ils pensaient ne pas dominer. Parce qu'elles flottaient! Il ne fallait pas que ça flotte, il fallait que le sens soit très ancré, déjà vu, déjà connu, donc chiant. Très souvent, une idée neuve est trahie par des expressions vieillottes à la con. C'était une grande bagarre; il fallait retrouver le plaisir de l'expression d'une pensée



Affiche de Mai 68, atelier populaire des Arts-Déco

<u>¥</u>

heureuse, et ne pas transformer une pensée progressiste dans une forme académique, ennuyeuse. Car, sous prétexte qu'on va mieux la faire comprendre, on va la rendre inintéressante, impossible à partager. On voit bien que, quand la parole se libère, quand on la ramène, les formules heureuses, elles dominent, et elles escamotent immédiatement les quelques petites bêtises qu'il peut y avoir. Quand tout le monde s'y met, ça fusionne, ça bouillonne, ça te donne envie d'y aller, d'avancer.

Qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui les responsables qui ont un peu de pouvoir au sein des partis, des syndicats, des villes, organisent l'ennui dans des pratiques pourtant généreuses et solidaires? Est-ce la peur d'affronter un conflit que produirait quelque chose d'un peu neuf? On nous oppose le manque de moyens, bien sûr, mais c'est souvent un faux prétexte. On peut toujours travailler en écrivant un truc sur un bout de papier à la main – 68 nous l'a montré. Mais on est rentrés dans un système de

communication la plus bête. Communiquer, c'est niquer la communauté. Ce que l'on doit partager, c'est le désir de transformation. Informer, c'est former! Ce n'est pas seulement le savoir. Si le savoir est ennuyeux, il n'y a aucune chance qu'il se partage.

PRÉAVIS DE RÊVE

Après 68, il y a eu un retour de la réalité économique, culturelle, sociale, avec un rappel à l'ordre de l'habitus pour parler comme les sociologues. Les lois des origines familiales et sociales ont vite recouvert les découvertes révolutionnaires. Beaucoup sont rentré.es dans le giron pour trouver du boulot ou faire un beau mariage. Mais cette formidable grève, les solidarités étudiant.esouvrier.es sont une source pour les changements à venir. Grâce à l'Institut de l'Environnement, puis à Grapus et à Ne pas plier, on a pu travailler dans des formes de solidarité collective. Et j'ai sans doute évité ce qui est arrivé à certains, passés d'une période euphorique à une période mélancolique. Moi, je n'ai rien regretté de rien. De 68, il n'y a que du bon à prendre, et le mieux, c'est qu'il en reste...

Gérard Paris-Clavel

LES utopiques 7 SOLIDAIRES ■ 284

Mai 68, DE LA CGT

Un demi-siècle s'est écoulé depuis le grand mouvement de Mai 68. Autant dire une éternité, tant le paysage social, politique, économique, national et international a changé. Les plus jeunes des participants et participantes de l'époque, ont quitté la vie active ou sont très près de le faire. D'autres générations ont pris leurs places et imprimé à leur manière le devenir de ce pays. S'il est pratiquement impossible de répondre à la question « que reste-t-il de 68?», on peut cependant tenter d'appréhender ce dont ce mouvement a été porteur, en quoi ce qui naît avec lui interroge le syndicalisme et crée une configuration nouvelle de la place de celui-ci dans le pays, de sa structuration et de ses orientations.

Maryse Dumas a été secrétaire confédérale de la CGT de 1995 à 2009.



Photo de manif en Mai 68 parue dans Le peuple, CGT, 15 mai - 30 juin 1968

ai 68 conjugue la puissance et la durée de grèves décidées dans les entreprises sur des objectifs revendicatifs forts, sur les salaires, les conditions de travail, les droits collectifs, et un mouvement de jeunesse d'autant plus dynamique que celle-ci est fortement présente dans la démographie de l'après baby-boom. Dans une société qu'ils et elles jugent figée et fermée, les jeunes, pas seulement les étudiant.es, bousculent les hiérarchies, les pouvoirs petits et grands, les organisations, les mœurs et les référents culturels. L'envie générale d'émancipation grandit en même temps que son exact opposé: une réaction conservatrice droitière arcboutée sur des valeurs dites traditionnelles qui se traduira au plan politique par le maintien de la droite au pouvoir et par une attitude revancharde sur les valeurs de Mai, attitude devenue un marqueur identitaire de la droite actuelle.

JI. CM1

RENOUER AVEC LA PUISSANCE ÉMANCIPATRICE DE MAI 68, POUR OUVRIR AUJOURD'HUI DES PERSPECTIVES!

Le syndicalisme, dont ni le poids ni la force d'impulsion ne font défaut au mouvement, est cependant interpellé, voire, malgré un renforcement immédiat, malmené par la puissance émancipatrice de Mai. Les réponses qu'il va tenter d'apporter marquent encore, même si c'est de manière plus ou moins consciente, les traits principaux de ses organisations actuelles.

UN MOUVEMENT REVENDICATIF PUISSANT QUI AMPLIFIE DES TENDANCES PRÉSENTES

La dimension sociale et revendicative du mouvement de Mai intervient sur un fond de fortes luttes d'entreprises, d'unité d'action contrariée et de divergences multiples sur la nature du changement de société à opérer. L'année 1967 compte le plus grand nombre de journées de grève répertoriées depuis l'avènement de la Ve République. L'accord CGT/CFDT du 10 janvier 1966 a ouvert la voie à des actions unitaires de niveau confédéral. Elles offrent des perspectives revendicatives convergentes aux actions d'entreprises. Dans le premier semestre de l'année 67, les mobilisations grandissantes s'élargissent souvent à FO, à la CGC, à la CFTC alors même qu'au niveau confédéral ces organisations sont hostiles à toute action commune. Ce sont des luttes dures qui se poursuivent parfois plusieurs semaines. Elles donnent lieu à des occupations, des piquets de grève. Gouvernement et patronat recourent à la force, à des locks out, à de dures répressions, à des interventions musclées de CRS. Des actions de solidarité s'organisent autour des travailleurs et travailleuses en lutte, dans les entreprises mais aussi dans la population. CGT et CFDT se rencontrent régulièrement, plusieurs fois par mois. Elles publient des communiqués communs valorisant les luttes et leurs résultats.

Pendant l'été 1967, le gouvernement publie plusieurs ordonnances qui, après celles sur

la Sécurité sociale, concernent l'emploi, et la « participation des travailleurs ». Le contenu des actions intègre donc le rejet des ordonnances et porte davantage sur l'exigence de changements politiques. Trois confédérations y trouvent une justification à leur refus d'actions inter-confédérales (FO, CFTC, CGC). Quant aux deux principales, leur unité d'action se trouve fragilisée par une vision différente du rapport au politique, voire au changement politique.

La CGT estime que les luttes appellent à la construction d'une union des partis et des syndicats pour un programme de gauche de gouvernement. La jeune CFDT est traversée par deux options stratégiques: celle d'Edmond Maire¹ qui, au regard de ce qu'il estime être les contraintes de l'économie, souhaite un contre-plan et une autodiscipline salariale et celle d'Albert Détraz² qui

La grève générale du 13 mai



veut conserver la fonction contestataire du syndicalisme mais sans interpénétration entre syndicats et politique. Ces deux options, dans la CFDT, convergent pour refuser l'action politico-syndicale préconisée par la CGT. L'unité d'action entre les deux confédérations connaît donc une éclipse de la fin de 1967 jusqu'à la fin 1970 (nouvel accord d'unité d'action le 1er décembre 1970).

C'est dans ce contexte troublé au plan interconfédéral qu'intervient le puissant mouvement de Mai, dans lequel la CGT va jeter toutes ses forces et jouer un rôle majeur pour la mobilisation ouvrière. Si le mot d'ordre de grève générale n'a jamais été lancé par la CGT, il est incontestable que la grève s'est généralisée de fait sous l'impulsion décisive de ses militants et militantes, euxmêmes galvanisés à la fois par les orientations de leur organisation et la conscience qu'un rapport de forces social majeur était en train de se jouer et qu'il fallait en être et le renforcer.

Dans les entreprises, la force des revendications et l'envie de mobilisation des salarié.es forcent à l'unité d'action: salaires, conditions et durée du travail, mais aussi volonté de reconnaissance, dignité, droits et libertés cimentent des luttes qui déboucheront souvent sur des acquis supérieurs au protocole de Grenelle et sur la poursuite de certaines grèves jusqu'au début de l'été. Dans les années qui suivent, l'onde de choc du mouvement de grèves continuera à nourrir des acquis tant au plan local que national. Étonnamment, ils ne laissent pas autant de traces dans la mémoire collective que ceux de 1936, peut-être parce qu'ils ne

se sont pas accompagnés de la victoire de la gauche aux législatives qui suivent, victoire qui n'interviendra que 12 ans plus tard, avec une gauche désunie et l'élection de François Mitterrand. Par contre les différences de stratégies syndicales, apparues dès avant le mouvement, auront des répercussions durables, dont on voit encore les effets aujourd'hui.

DES VISIONS DIFFÉRENTES

DU CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ

Dans la lecture qu'elle fait à chaud de Mai 68, la CGT sous-estime l'ampleur des changements sociétaux, mais aussi culturels, attendus et en cours de réalisation (sur ce point elle est loin d'être la seule). Elle l'analyse essentiellement en comparaison avec 1936 et le Front populaire. La perspective politique qu'elle souhaite donner au mouvement vise à l'union de la gauche pour un programme de gouvernement dans lequel les propositions de la CGT seraient entendues. Dans le rapport qu'il présente devant la direction nationale de la CGT les 13 et 14 juin 1968, Georges Séguy déclare: « Non, les dix millions de travailleurs en grève ne revendiquaient pas le pouvoir pour la classe ouvrière, mais de meilleures conditions de vie et de travail et l'immense majorité d'entre eux exprimait, par opposition au pouvoir personnel, leur attachement à la démocratie sous le mot d'ordre "gouvernement populaire".» L'impossibilité de parvenir à ce dernier point, pour des raisons qui dépassent très largement les responsabilités de la CGT, mettent cependant sa stratégie en difficulté, et la privent de tirer pleinement parti de son rôle majeur dans le mouvement de grèves, alors même que les acquis sociaux infligés au patronat et au gouvernement pouvaient légitimement renforcer son aura auprès du plus grand nombre.

La CGT ne place pas la réforme de l'entreprise au centre de ses revendications et de ses réflexions pour un changement social et politique. La stratégie de lutte des classes à laquelle elle se réfère lie action écono-

1 Edmond Maire (1931-2017) a été secrétaire général de la CFDT de 1971 à 1988. Il est un des représentants de «la deuxième gauche».

2 Albert Détraz (1920-2016) fut un des artisans de la transformation de la CFTC en CFDT; il y assuma des responsabilités confédérales jusqu'en 1974. À partir de 1987, il intervint plusieurs fois publiquement, pour dénoncer «une dérive opportuniste et droitière» de la politique confédérale CFDT.

mique et action politique, et confère la centralité du pouvoir, donc de son changement, à l'État. Cependant, à l'appui des exigences de démocratie à la base et de transformation de la gestion des entreprises fortement exprimées en mai, elle affirme la nécessité de donner davantage de droits aux salarié.es et de pouvoirs aux Comités d'entreprise, afin de leur permettre d'intervenir pour «limiter les tendances néfastes du profit privé et contrôler que la gestion patronale respecte les accords conclus». En octobre 1973, la commission exécutive confédérale adopte un document sur la gestion démocratique des entreprises. La CGT place alors sur un pied d'égalité la transformation des structures de l'entreprise avec les nationalisations et la planification.

La CFDT, quant à elle, surfe sur la polysémie de sa stratégie autogestionnaire: d'un côté, tisser des relations avec les représentant.es de la gauche non communiste (meeting de Charléty, participation aux «assises du socialisme» en 1974, aux différents clubs et réflexions de la « deuxième gauche »), et de l'autre pousser les feux d'actions anti-autoritaires, anti-organisations, voire antipolitiques, dans l'objectif d'une part de déstabiliser la CGT, accusée de freiner le mouvement social, d'autre part de créer un espace, prétendument autonome de la sphère politique, où le syndicat pourrait exercer un pouvoir réel par la négociation et le contrat, amorce de ce qui deviendra le recentrage.

L'autogestion, dont se revendique la toute jeune CFDT, a en effet d'abord eu pour mission de lui construire une identité par rapport à l'ancienne CFTC et de la distinguer de ses deux concurrentes, FO et la CGT (ni l'association-capital travail, ni le changement étatiste). Cependant, les premières difficultés apparaissent dès le début des années 70, au feu d'expériences très concrètes de luttes d'entreprises visant la prise de pouvoir par les travailleurs, dont le conflit Lip fut emblématique. Intervient alors la nécessité de préciser des questions éludées jusque-là: contrôle ou pouvoir



Les dirigeants CGT et PCF, durant une des manifestations de Mai 68

ouvrier? Quid de la propriété des entreprises? Quelles relations entre pouvoir syndical et luttes autogérées? Quel rapport avec le pouvoir politique central et la stratégie du changement? Dans la montée au Programme commun de la gauche, et malgré les évolutions de la deuxième gauche, la CFDT garde une plateforme marquée du sceau de l'autogestion jusqu'en 1977. Par la suite, le recentrage, adopté en 1978, tranchera en faveur de l'une des interprétations possibles de la démarche autogestionnaire: le pouvoir au syndicat via la négociation, mais sans les luttes et sans la contestation de la propriété du capital et des entreprises, ni celle de la loi du marché. On sait ce qu'il en est advenu.

Tout cela n'est sans doute pas perceptible dans l'immédiat après 68. Jacques Chaban-Delmas³, pour reprendre la main, imagine la « nouvelle société » que Jacques Delors, son conseiller social, met en musique sous la forme de la « politique contractuelle ». Les deux organisations se montreront à la fois présentes et prudentes, compte tenu du contexte et de la montée en puissance de l'union de la gauche. Elles investiront les négociations ouvertes, au plan national interprofessionnel comme dans certaines

3 Premier ministre de 1969 à 1972.

branches et surtout dans les entreprises, mais sans participation au projet politique global. Valéry Giscard d'Estaing, élu président de la République en 1974, veut pousser la « modernisation de la société » et prétend introduire une certaine démocratisation dans les entreprises, alors même que ses choix sont d'essence libérale : la commission Sudreau sur la réforme de l'entreprise se place dans cette perspective. Les organisations syndicales ont une attitude d'autant plus circonspecte qu'elles ressentent une possibilité que la gauche gagne l'élection suivante. D'où le refus d'être instrumentalisées. Elles resituent leurs propositions de gestion démocratique dans un ensemble plus vaste de changement social, sociétal et politique. Pour l'heure, l'unité d'action fonctionne, elle sera même à son apogée dans le milieu des années 70.

Le patronat quant à lui lance de nouvelles stratégies de management appuyées sur la recherche de participation des salarié.es: management participatif, direction participative par objectifs, cercles de qualité, conseils d'ateliers, animeront nombre de débats syndicaux sur la démarche à déployer pour ne pas passer à côté d'une possibilité d'intervention des salarié.es, mais ne pas non plus la laisser dévoyer en auto-exploitation. Curieusement, le débat autogestionnaire intervient alors à front renversé: la CGT tente de se l'approprier en formulant des propositions pour transformer le travail, et intervenir dans la gestion, tandis que la CFDT se focalise de plus en plus sur le contractuel.

Avec l'élection de François Mitterrand, et les lois Auroux de 1983, le débat autogestionnaire s'efface peu à peu, alors même qu'une stratégie syndicale de ce type aurait pu constituer un vrai moyen pour les salarié.es de peser sur leurs situations concrètes, quand plusieurs alternances politiques non seulement ne produisaient aucune alternative mais enfonçaient même le pays dans une gestion devenue néolibérale. Facile à dire?

L'ENGAGEMENT RÉEL DES FEMMES : INVISIBLE MAIS IL CHANGERA LEUR VIE ET LA SOCIÉTÉ!

Quant aux femmes, ce n'est que par la suite qu'on pourra prendre la mesure de ce que Mai 68 aura changé pour elles, de façon grandissante et cumulative jusqu'à auiourd'hui. Dans le mouvement, elles ne sont pas spécialement visibles, même si elles participent aux grèves, manifestations et occupations. Elles représentent alors 35,4% des salarié.es. L'obligation d'obtenir l'autorisation du mari pour exercer une activité professionnelle a disparu de la loi depuis six ans (1962), mais l'impact de cette liberté nouvelle ne se fait encore que faiblement sentir sur la progression de leur activité professionnelle. Pourtant, le feu couve sous la cendre!

En effet, le baby-boom de l'après-guerre les concerne également et conduit, dans les années 60, à un fort rajeunissement de la population féminine salariée, d'autant plus rapidement que nombre de femmes plus « mûres » continuent (même si ce mouvement commence à ralentir) d'interrompre leur activité salariée pour élever leurs enfants. Phénomène nouveau par rapport à l'entre-deux-guerres: elles sont de plus en plus nombreuses à reprendre un emploi, une fois les enfants élevés, dans le même temps où les plus jeunes poursuivent leur activité même avec des enfants en bas âge. Cette arrivée massive se cumule avec deux autres fortes tendances économicosociales: l'allongement de la durée des études, avec le recul à 16 ans de l'âge de la scolarité obligatoire d'une part, et, d'autre part, la progression sensible des emplois du tertiaire dans lesquels les femmes ont toujours eu une place de choix (commerce, banques, santé, éducation), développement qui leur permettra des victoires quant à l'affirmation de leur droit au travail mais créera aussi des ségrégations de genre dans les filières professionnelles et les emplois occupés, sources d'inégalités de salaires et professionnelles durables.

Les femmes salariées n'ont pas attendu Mai 1968 pour lutter dans les entreprises et au plan national. En avril 1965, la CGT organise des Assises des femmes salariées pour la réduction du temps de travail et, en 1967, une rencontre nationale pour «l'égalité des salaires féminins et masculins, pour la formation et la promotion professionnelles des femmes ». Ces initiatives révèlent une nouvelle génération de militantes qui se trouveront aux avant-postes des luttes qui précèdent mai 68, et des grèves qui marquent le mouvement.

La CGT se bat pour «le droit au travail des femmes » et contre tout ce qui s'y oppose dans les mesures sociales comme dans les mentalités. Elle s'oppose aux politiques prônant le retour des femmes à la maison, et plus tard au temps partiel. Elle mène des batailles contre la culpabilisation des mères qui travaillent et démontre, avec son magazine féminin Antoinette, à quel point le travail salarié des femmes et leur égalité participent d'un mieux-être familial et sociétal. Pourtant, elle se trouve mal à l'aise dans les batailles pour la libération des contraceptifs qui se livra dans les années 1960, jusqu'à la loi Neuwirth de 1967, puis plus tard sur l'IVG. Encore faut-il distinguer entre les positions confédérales ou nationales et l'attitude des militantes dans les entreprises à forte concentration de femmes jeunes, entreprises où les militantes de la CGT s'investissent pour aider les femmes en détresse et pour gagner le droit à des maternités désirées et non plus subies.

En 1968, l'action collective, les grèves, les prises de parole, les occupations se sont menées sur des questions classiques de salaires, de conditions et de durée du travail, de droits et de dignité. Mais, ce faisant, beaucoup de femmes ont pris conscience d'un vécu commun des femmes, et aussi de leurs forces, de leur droit à être considérées et écoutées à part entière. Dans bien des cas, leur participation au mouvement a bouleversé non seulement les relations qu'elles avaient dans l'entreprise, avec leur

hiérarchie et avec leurs collègues masculins, mais aussi dans la famille et dans le couple. Elles ont pris conscience d'exister en tant qu'individu et pas seulement en tant que membre d'une famille ou appendice de leur père ou de leur mari.

Ce qui est nouveau en 1968, et après, c'est la rencontre et l'effet cumulatif de plusieurs phénomènes, a priori indépendants les uns des autres mais qui convergent pour des prises de conscience massives par les femmes elles-mêmes de leur droit fondamental à disposer d'elles-mêmes, de leur droit au travail, de leur droit à disposer de leur corps (le mot «femme-objet » apparaît en 1960), à enfanter ou non (la loi Neuwirth sur la contraception est de 1967, la loi Veil sur l'IVG est de 1975), à des relations sexuelles désirées ou non (la loi considérant le viol comme un crime est de 1980). Ce qui est nouveau aussi, c'est le processus d'individuation (qui n'est pas l'individualisme). Il ne s'oppose pas au collectif mais implique au contraire que le collectif se construise à partir de la reconnaissance des aspirations individuelles.

Cet aspect bouscule la CGT. Elle a du mal à appréhender luttes de classe et luttes contre les dominations patriarcales dans un même processus. Du mal aussi à considérer que le «le privé est politique», d'autant que celles qui animent ce que l'on a appelé « le féminisme radical» dans les années 70, sont dans la continuité de celles et ceux qui ont fortement agressé la CGT dans le mouvement de Mai. Il faudra des renouvellements générationnels pour qu'une meilleure appréhension de ces questions puisse voir le jour: une compréhension des questions du sexisme, des dominations et des libertés individuelles, dont celle de son corps, par la CGT; une meilleure appréhension des questions liées au travail salarié par les associations féministes.

Aujourd'hui la CGT se fixe pour objectif la transformation, dans un même processus, des rapports sociaux de sexe et des rapports sociaux de classes. Si le premier terme a eu



Cortège CGT en Mai 68

beaucoup de mal à s'imposer avant les années 70, le deuxième, dans ces temps de libéralisme triomphant, mérite que l'on redouble de vigilance. Il n'y aura pas de changement véritable ni d'avancée pour la société, et encore moins d'émancipation des femmes, si la vie ne change pas pour les femmes du bas de l'échelle sociale et si elles ne prennent pas elles-mêmes leur destin en mains.

UN BOULEVERSEMENT SOCIÉTAL

ET DÉMOCRATIQUE

Si l'année 1968 a été riche de mouvements de jeunesse à l'échelle internationale, la conjonction de ceux-ci avec le mouvement ouvrier caractérise le Mai 68 français. Il conjugue d'une part des luttes revendicatives d'entreprises et professionnelles qui convergent et trouvent leur apogée dans «la généralisation des grèves », d'autre part un mouvement culturel d'émancipation de la jeunesse qui remet en cause «l'ordre établi», en tout cas les formes d'autorité archaïques et dépassées au vu des profondes évolutions de la société française. Ce mouvement bouscule tout sur son passage, y compris les types d'organisations représentées par les organisations syndicales. Il provoque aussi des réactions de rejet, des incompréhensions, même parmi les progressistes, qui se trouvent bousculé.es, notamment au plan sociétal, dans la culture des luttes de l'organisation, du changement de société.

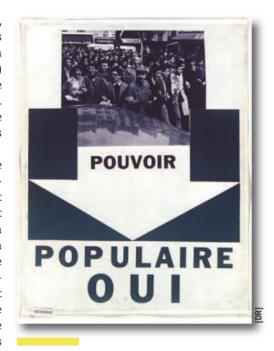
Les organisations syndicales se trouvent au cœur de ces contradictions, en particulier la CGT. Compte tenu de son poids et de sa force d'organisation, elle joue un rôle incontournable pour favoriser l'implication des travailleurs et des travailleuses dans les grèves. Mais, pour les mêmes raisons, elle se trouve au centre de critiques et mises en cause multiples. Sa structure d'organisation, sa capacité à décider et mettre en œuvre avec un collectif militant soudé, a été un des facteurs puissants de la réussite de la généralisation des grèves dans les entreprises. Mais cette cohérence d'organisation sera fortement mise en cause par les mouvements de jeunesse, et l'extrême gauche, qui y verront les mêmes relents d'autorité hiérarchique et « parentale » que celle qu'ils contestaient dans leur famille, à l'école et l'université et dans la société. De plus, l'activisme et les batailles idéologiques des organisations qu'on appelait « gauchistes » (ce qualificatif a quasiment disparu du vocabulaire contemporain), donnait un caractère très politique à ces critiques en faisant porter à la CGT la responsabilité des limites politiques atteintes. Ces mêmes critiques visaient la forme «organisation » accusée d'être contraire à la démocratie, d'encadrer ou d'embrigader les individus. L'organisation était ainsi accusée d'être inconciliable avec la liberté!

Or, cette aspiration à la liberté et à l'individualité est sans aucun doute ce qui motive l'engagement dans la lutte d'une grande partie de la jeunesse: étudiante, d'abord. En 1968, 33,8% de la population a moins de vingt ans, c'est la plus forte proportion depuis la «belle époque». Les 15-24 ans sont 6,3 millions. Les temps d'études commencent à s'allonger sous l'effet d'une part du report à 16 ans de l'âge de la scolarité obligatoire mais aussi, d'autre part d'une évolution plus profonde des besoins de la sphère productive. Ainsi, ils et elles ne sont

plus que 46%, parmi les 15-24 ans, en 1968, à exercer une activité professionnelle, alors qu'ils étaient encore 54% dans ce cas en 1954. Entre 1962 (fin de la guerre d'Algérie) et 1968, le nombre des étudiant.es double pour atteindre le chiffre record de 600 000. C'est parmi eux que la contestation de toutes les formes d'autorité et de pouvoirs sera la plus forte.

Les moins de 25 ans représentent 15 % de la population active mais 25% des ouvrier.es. Ouvriers et enfants d'ouvriers, et encore plus les filles d'ouvriers, continuent à être largement exclus de l'université. La jeunesse française commence à exister en tant que telle notamment dans le domaine culturel, ce que, par exemple, tous les documentaires réalisés à l'occasion de la mort de Johnny Halliday ont rappelé. Mais elle se divise sur la question de classes et sur celle des dominations. Dans les entreprises, des dizaines de milliers de jeunes découvrent à la fois le travail, des conditions très dures et des durées de travail très longues; ils et elles découvrent aussi la lutte, les grèves et les occupations d'entreprises. Leur vie entière en sera marquée. Les adhésions syndicales affluent; des jeunes, en nombre, ont acquis une expérience d'animation des luttes qui en fera des militantes et militants très vite aguerris, prêts pour occuper des responsabilités syndicales importantes. Ce qui se concrétisera pour nombre d'entre eux et d'entre elles, mais pas tous et pas spon-

La question démocratique devient majeure dans le syndicalisme, singulièrement dans la CGT. Le choc est avant tout culturel, il touche au langage, aux rapports entre militant.es et dirigeant.es, aux structures d'organisations, aux manières de diriger. Il n'est pas très perceptible au début, le monde ouvrier ayant un temps de décalage à ce sujet. Les plus révolté.es vis-à-vis de leurs familles, de leurs parents, de leurs aînés étaient sans aucun doute les jeunes issus des catégories aisées et diplômées. Mais ceux-ci sont de plus en plus nombreux et



Affiche de Mai 68

nombreuses dans les entreprises où le travail change et fait de plus en plus appel aux diplômé.es, aux cadres, aux techniciens et techniciennes.

La CGT se doit donc d'appréhender à la fois des transformations rapides dans le contenu et l'organisation du travail, des modifications importantes dans la sociologie des salarié.es. Cette évolution, outre le rajeunissement, est marquée par un nombre grandissant de femmes salariées, qu'on retrouve, compte tenu de la ségrégation sexuelle des emplois, massivement dans le secteur tertiaire et parmi «les employé.es» catégorie en cours de massification et qui deviendra bientôt aussi nombreuse que les ouvrier.es. Elle est marquée aussi par l'émergence de la catégorie des OS immigré.es, dont les luttes, notamment dans l'automobile, marqueront fortement les années suivantes. Dans le même temps, les restructurations industrielles et économiques, le début des délocalisations, affaiblissent le poids relatif de l'industrie dans l'économie et masquent la recomposition du salariat en cours, en portant le regard sur ce qui disparaît plutôt que sur ce qui naît.

Convergences revendicatives, ou alliances autour de la classe ouvrière? La CGT doit redéfinir sa stratégie de rassemblement des salarié.es. Les débats sont vifs, certains blocages persistants, car derrière la conception du rassemblement, c'est l'analyse des rapports de classes qui se trouve posée. En créant l'UGICT⁴, le CGJ⁵, le Comité national des chômeurs, la CGT montre qu'elle perçoit les mutations à l'œuvre et veut y répondre. Elle fait le choix du premier terme de l'alternative: les diversités du salariat appellent à créer des convergences en respectant les diversités et l'égalité dans les constructions et les approches revendicatives.

Sur la démocratie, un immense travail est entrepris: élaboration d'un corpus de référents théoriques sur le rapport et la manière de faire vivre démocratie ouvrière et démocratie syndicale, sur le lien dialectique entre démocratie et organisation (alors qu'elles sont présentées comme antinomiques par une partie des acteurs et actrices de Mai 1968), meilleure intégration de la question des aspirations individuelles et pas seulement collectives dans les pratiques syndicales. Questions toujours présentes dans les réflexions actuelles mais jamais véritablement résolues ou acquises.

Malgré ces efforts, la forme «organisation» connaîtra de nombreuses fêlures dont on retrouvera les traces vingt ans plus tard, notamment au travers de l'émergence de «coordinations catégorielles» ou de l'aggravation d'un émiettement syndical qui n'a en rien réduit les difficultés globales de syndicalisation des salarié.es au contraire. Cet émiettement n'est pas la cause de l'affaiblissement du syndicalisme, il en est le

symptôme. Il rend l'unité d'action plus nécessaire que jamais mais aussi plus compliquée à concrétiser. Ces questions sont toujours devant nous.

EN CONCLUSION

Un demi-siècle après, il est temps de sortir Mai 68 des stéréotypes rebattus d'un mouvement strictement étudiant où les images des violences de rues l'emportent sur toute autre considération. Il fut un mouvement social profond, correspondant à un moment de bascule dans l'évolution des forces socioproductives. Il a été précédé de luttes nombreuses et diverses. Il a concerné des millions de gens, non seulement par les grèves et leurs répercussions, non seulement par les acquis remportés, mais aussi par le fait que le quotidien de chacune, chacun, a rencontré l'évènement et a été bouleversé par lui. Les rapports à la politique, au syndicalisme, au collectif s'en sont trouvés bouleversés. Mai 68 n'est pas une parenthèse, c'est une onde de choc dont les effets se font d'autant plus sentir que le moment s'éloigne de la mémoire collective. Il est temps de s'intéresser aux questions posées, restées sans véritable réponse, et de renouer avec la puissance émancipatrice de Mai pour imaginer des perspectives concrètes d'issue aux crises multiformes actuelles y compris celles traversées par le syndicalisme.

Maryse Dumas

⁴ Union générale des ingénieurs cadres techniciens.

⁵ Centre confédéral de la jeunesse

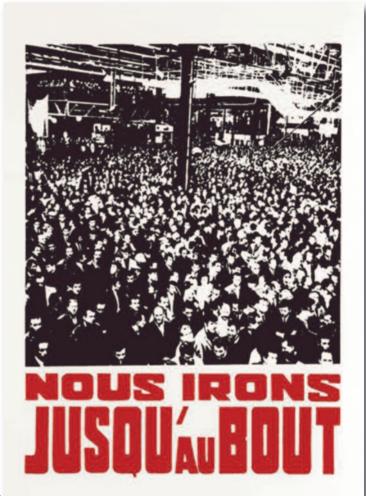
295 ■ LES utopiques 7 SOLIDAIRES ■ 294

RETOUR SUR MAI

À la mémoire de Jacques Sauvageot prématurément décédé le 28 octobre 2017

Il ne s'agit pas ici de revenir sur tous les aspects de Mai 68. Pour essayer d'en faire le tour, d'en comprendre les racines et d'en voir toute la portée, il faudrait évoquer tout un pan de l'histoire de France, les évolutions du capitalisme, la transformation de la société française, des sociétés européennes, la situation internationale, etc. Tel n'est pas ici l'objectif. Il s'agit plus modestement de pointer quelques aspects de mai 68 qui ne sont pas sans relation avec un certain nombre de problèmes actuels du syndicalisme. Quatre points seront abordés: la naissance d'une crise politique, le rapport entre organisations syndicales et salarié.es, la question du compromis et de la sortie du conflit, le rapport au politique.

Pierre Khalfa a fait partie des fondateurs de la fédération Sud PTT; il a été membre du secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires et engagé dans le mouvement altermondialiste. 68



Affiche de Mai 68

Æ

ai 68 apparaît pour beaucoup comme une sorte d'explosion inexplicable, une surprise totale. A priori tout semblait aller bien. Les salaires augmentaient régulièrement, à un rythme qui laisse aujourd'hui rêveur, la croissance était en moyenne de 6% par an depuis une décennie et la société de consommation s'installait apparemment tranquillement. Tout apparaissait calme, à tel point qu'un éditorialiste du Monde titrait le 15 mars 1968: «Quand la France s'ennuie. » Et pourtant elle ne s'ennuyait pas tant que cela à l'époque...

LA NAISSANCE D'UNE CRISE POLITIQUE

Les années précédant 1968 avaient été marquées par toute une série de conflits avant-coureurs. Un événement allait préfigurer mai 68. En février, le gouvernement essaie de remplacer le directeur de la cinémathèque, Henri Langlois. Une très forte mobilisation, notamment des cinéastes, est brutalement réprimée par la police. L'émoi est très fort dans l'opinion et le pouvoir est obligé de céder.

Par ailleurs, le nombre de jours de grève augmente année après année, atteignant 4,2 millions dans le secteur privé en 1967. Sans même parler de la grande grève des

mineurs de 1963, l'année 1967 et le début de 1968 sont marqués par un certain nombre de conflits qui dénotent une situation explosive: Peugeot, Rhodiaceta, Saviem, etc. Ce sont des conflits durs qui se traduisent souvent par des affrontements avec la police. Ces conflits trouvent leurs racines dans des salaires qui restent bas malgré tout et de plus grignotés par l'inflation, dans l'accroissement des inégalités, la tyrannie patronale et les cadences infernales. De plus, les restructurations qu'entraîne la modernisation de l'appareil productif francais, commencée sous la IV^e République, voulue par de Gaulle et accélérée par la suppression des droits de douane prévue par le traité de Rome, se traduisent par un début de chômage (un peu plus de 500 000 chômeurs et chômeuses).

Le Monde du 15 mars 1968

Quand la France s'ennuie...

Par PIERRE VIANSSON-PONTE

Ce qui caractérise actuellement notre vie publique, c'est l'ennui. Les Français s'ennuient. Ils ne participent ni de près ni de loin aux grandes convulsions qui secouent le monde. La querre du Vietnam les émeut, certes, mais elle ne les touche pas vraiment. Invités à réunir · un milliard pour le Vietnam », 20 trancs par tête, 33 trancs par adulte, ils sont, après plus d'un an de collectes, bien loin de compte. D'ailleurs, à l'exception de quelques engagés d'un côté ou de l'autre, tous, du premier d'entre eux au dernier, voient cette querre avec les mêmes yeux, ou à peu près. Le conflit du Moyen-Orient a provoqué une petite fièvre au début de l'été dernier : la chevauchée héroïque remuait des réactions viscérales, des

sentiments et des opinions; en six jours, l'accès était terminé. Les quérillas d'Amérique latine et l'effervescence cubaine ont été, un temps, à la mode; elles ne sont plus quère qu'un sujet de travaux pratiques pour sociologues de gauche et l'objet de motions pour intellectuels. Cinq cent mille morts peut-être en Indonésie, cinquante mille tués au Biatra, un coup d'Etat en Grèce, les expulsions du Kenya, l'« apartheid » sud-atricaine, les tensions en Inde: ce n'est quère que la monnaie quotidienne de l'information. La crise des partis communistes et la révolution culturelle chinoise semblent équilibrer le malaise noir aux Etats-Unis et les difficultés anglaises.

(Lire la suite page 9. 1° col.)



Images de Mai 6

Cette situation joue sur le mouvement syndical. La CFDT, déconfessionnalisée en 1964, est en pointe dans ces conflits et radicalise ses positions. Un accord d'unité d'action entre la CGT et la CFDT est signé en janvier 1966. Il sera un encouragement aux luttes et permettra de fortes journées de mobilisations interprofessionnelles en 1966 et 1967, dans une situation où, malgré des difficultés politiques importantes – mise en ballottage de De Gaulle en 1965, semi-échec de la droite aux législatives de 1967 – le pouvoir gaulliste continue son offensive, notamment avec les ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale.

Le mouvement étudiant va servir de détonateur et la grève générale va se répandre comme une traînée de poudre à partir du 14 mai, suite à la journée du 13 mai appelée unitairement pour protester contre la répression policière du mouvement étudiant, journée suivie très massivement, tant en termes de grève que de manifestations. Cette grève générale est le produit de la cristallisation d'un certain nombre d'éléments épars qui se coagulent brusquement: un mouvement étudiant, au départ minoritaire, mais qui rencontre les aspirations de la grande majorité du milieu, à un moment où l'université rentre elle-même dans une

nouvelle phase avec le début de la massification; ce mouvement étudiant entre en résonance avec la combativité ouvrière – ou plutôt de l'ensemble des salarié.es car « les cols blancs » sont massivement présents –, notamment des jeunes; un pouvoir arrogant, autoritaire, symbolisant le blocage culturel et institutionnel du pays, qui, par son attitude, se désigne lui-même pour cible politique, favorisant ainsi cette cristallisation, le mot d'ordre «10 ans ça suffit » manifestant le rejet politique du gaullisme.

Une crise politique majeure se noue donc en quelques jours à la surprise même de ceux et celles qui en ont été les principaux protagonistes. L'histoire n'est pas un long fleuve tranquille et, à une temporalité politique apparemment uniforme, succèdent brusquement des cassures, des ruptures qui en accélèrent le déroulé. Une situation de ce type peut parfaitement se reproduire aujourd'hui, certes pas à l'identique, l'histoire ne repassant jamais les plats, mais par une combinaison imprévisible d'ingrédients. Le mouvement contre le Contrat première embauche (CPE) en 2006 en est un bon exemple: mobilisation des salarié.es assez atone au départ, qui est ensuite démultipliée par celle de la jeunesse; cristallisation du mécontentement, des frustrations

LES utopiques 7 SOLIDAIRES **298** 299 LES utopiques 7 SOLIDAIRES

sociales avec un mouvement qui s'amplifie considérablement; entêtement gouvernemental qui aboutit à une crise. Comment celle-ci aurait-elle évolué si elle n'avait pas été dénouée par la capitulation de Chirac? Une crise majeure naît souvent, si ce n'est toujours, de cette façon, par l'agrégation d'éléments épars qui se focalisent à un moment donné, par la rencontre a priori improbable de couches sociales différentes, par la jonction d'affrontements sociaux et de problèmes proprement politiques qui se révèlent au grand jour dans une situation donnée. Des éruptions peuvent venir briser la routine apparente de la vie sociale avec pour conséquence une modification rapide des rapports de forces. Ce qui apparaissait impossible hier apparaît alors à portée de main. Le problème d'une organisation syndicale est de savoir répondre à ces changements de rythme.

LE RAPPORT ENTRE ORGANISATIONS SYNDICALES ET SALARIÉ.ES

En Mai 68, la grève générale qui s'étend n'a été appelée par aucune organisation syndicale. En soi, ce n'est pas un problème. Une organisation syndicale n'est pas un étatmajor manœuvrant des bataillons en ordre de marche, surtout dans un pays où le syndicalisme est historiquement minoritaire. La question est de savoir quelle analyse est faite de ce mouvement, quelle est la stratégie mise en œuvre et quel rapport les organisations syndicales entretiennent avec un mouvement de cette ampleur.

Mai 68 est la combinaison de deux mouvements distincts: un mouvement étudiant radical, ou tout au moins emmené par ses composantes les plus radicales, qui pose explicitement la question de la transformation de la société dans tous ses aspects; une grève générale essentiellement revendicative, au moins au départ, qui s'appuie sur un ras-le-bol profond de la condition ouvrière et plus largement salariale.

Mais une grève générale qui dure, qui s'installe, n'est pas une grève revendicative sim-

plement plus importante, plus vaste ou plus longue que d'habitude. Elle a sa propre dynamique, qui est indépendante de son point de départ et de son contenu revendicatif d'origine. Elle est un extraordinaire accélérateur de la prise de conscience des salarié.es, car elle met à jour la faiblesse des classes dominantes, le fait que leur pouvoir repose en grande partie sur l'acceptation passive des dominé.es. Dès que ceux-ci et celles-ci ne jouent plus le jeu, le roi est nu, la prise de parole collective extraordinaire qui a eu lieu en Mai 68 exprimant ce besoin de sortir de l'oppression quotidienne subie en silence. En paralysant le pays, la grève générale pose, de fait, la question de savoir qui le dirige, ce qu'exprimait d'ailleurs le mot d'ordre de « gouvernement populaire ». Dans cette situation, une organisation syndicale doit comprendre cette dynamique, pas la freiner. Elle doit encourager le fait que les salarié.es s'impliquent dans la grève, se coordonnent et favoriser leur autoorganisation. Elle doit permettre et stimuler la convergence des différents mouvements et le débat politique sur la situation, pas organiser l'isolement des salarié.es, entreprise par entreprise. Sur tous ces points, au-delà d'orientations différentes entre les organisations syndicales à l'époque, on ne peut que constater que les réponses n'ont pas été à la hauteur des exigences de la situation.

LA QUESTION DU COMPROMIS

ET DE LA SORTIE DU CONFLIT

À partir du moment où la dynamique de structuration et de construction de la grève générale, qui aurait permis de débattre avec les salarié.es de son débouché, n'a pas été mise en œuvre, la question d'en sortir le plus rapidement s'est imposée. Les accords de Grenelle du 27 mai – en fait, il s'agit d'un protocole non signé - prévoient de larges augmentations de salaires, une hausse des petites retraites, la réduction du ticket modérateur et la légalisation de la section syndicale d'entreprise.



Réflexions. Les Cahiers de mai n°32, juillet 1971

Ce n'est certes pas rien, et, de fait, l'acquis le plus durable sera la possibilité d'une présence syndicale dans les entreprises qui était alors obstinément refusée par le patronat. C'est cependant peu pour une grève générale de 10 millions de personnes qui paralyse le pays. Par exemple, les ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale ne sont pas abrogées et plus globalement, il faudra attendre les années suivantes, marquées par une très forte combativité des salarié.es, pour que se mette en place un État social digne de ce nom, et même 1981

pour voir satisfaire la vieille revendication de la retraite à 60 ans.

La question est donc de savoir si, d'un point de vue strictement revendicatif, il aurait été possible d'obtenir plus. Le rejet massif des accords de Grenelle par les salarié.es montre que le compte n'y était pas. La sortie d'un conflit et la nature du compromis à passer sont toujours des questions délicates, a fortiori dans une grève générale et surtout en l'absence d'organisation démocratique de la grève. Le refus des accords de Grenelle crée un mouvement de panique

privée]

dans les classes dirigeantes et une situation de vide politique de quelques jours dont ne se saisissent pas les partis de gauche et les organisations syndicales. La nature ayant horreur du vide, il fut comblé par la grande manifestation gaulliste sur les Champs-Elysées qui permit au pouvoir de reprendre la main avec l'annonce d'élections législatives voyant un triomphe des gaullistes.

Était-il possible d'éviter cette situation? Il est impossible de refaire l'histoire. Cependant, on ne peut que constater que, suite au refus des accords de Grenelle, les salarié.es furent renvoyés à des négociations locales ou sectorielles, isolé.es les un.es des autres. La reprise du travail se fit lentement, entreprise par entreprise, dans un climat de grande frustration dont le film La reprise du travail aux usines Wonder donne un exemple significatif.

LE RAPPORT AU POLITIQUE

La question du débouché de la grève générale renvoie, au-delà même des rapports de force, à celle de la transformation de la société et donc du rapport au politique. Le mot d'ordre « gouvernement populaire » était apparu assez rapidement dans les manifestations, en résonance avec le « 10 ans ça suffit », mais sans jamais se concrétiser. Un gouvernement populaire ne pouvait qu'être imposé par la grève générale. Mais cela supposait de passer à un stade supérieur de l'affrontement avec le pouvoir, avec évidemment les risques importants que cela impliquait (voir l'épisode de Baden-Baden où de Gaulle est allé rencontrer Massu qui commandait les forces françaises en Allemagne). Un tel choix ne pouvait être fait qu'après avoir été débattu réellement par les grévistes et à condition que la grève générale se structure afin que les salarié.es et plus largement les citoyens et citoyennes s'y impliquent et y prennent toute leur place. Une dynamique d'autoorganisation aurait peut-être été ainsi créée qui aurait permis une autre issue.

Action! n° 4, juin 1968



Coll TR1

Car une situation de crise politique comme Mai 68 pose la question du dépassement de la coupure traditionnelle entre le social et le politique. Il ne s'agit pas alors simplement d'un mouvement social qui se développe, mais d'une crise de la domination des classes dirigeantes: « Quand ceux d'en haut ne peuvent plus, quand ceux d'en bas ne veulent plus.» Cela a été la situation quelques jours après le refus des accords de Grenelle par les salarié.es. Mais entre «le haut» et «le bas», il y a celles et ceux qui hésitent à basculer d'un côté ou de l'autre. L'incapacité du mouvement syndical d'agir pour présenter une alternative politique et son choix, ainsi que celui des partis de gauche, d'accepter, au nom de la «légalité républicaine », le processus électoral traditionnel proposé par le pouvoir, signifiaient la fin de la grève générale et la normalisation de la situation. La conséquence en a été le basculement du mauvais côté de la partie la plus hésitante de la population, inquiète de la « chienlit », et une victoire écrasante de la droite aux élections législatives de juin.

Mai 68 illustre bien ce que la Charte d'Amiens appelle « la double besogne » du syndicalisme. La défense des intérêts immédiats des salarié.es doit s'insérer dans une perspective plus vaste, celle de la transformation sociale, les voies et les moyens de cette dernière ne pouvant être fixés en préalable. La question de la stratégie d'une organisation syndicale, de sa capacité à comprendre les enjeux d'une situation et à donner des perspectives au mouvement social est au cœur de cette problématique. Ce n'est pas simplement un débat théorique. Il s'est posé par exemple lors du mouvement des retraites en 2003, au moment où, face au blocage gouvernemental et à la dynamique de la mobilisation, la question de la grève générale fut posée.

POUR CONCLURE

L'année 1968 ne fut pas simplement celle du «Mai français», elle fut un moment international qui commença avant mai et se termina quelques années après. Ce fut une période où la légitimité de toutes formes de domination fut questionnée et remise en cause. Dans celles-ci, figurait la domination soviétique en Europe de l'Est. Il faut rendre un hommage particulier à tous ceux et toutes celles qui, à l'époque, se sont levés pour qu'existe un socialisme démocratique, en particulier aux artisans et artisanes du printemps de Prague écrasé.es par l'intervention soviétique. L'impossibilité de briser le carcan du stalinisme a pesé lourd dans la suite de l'histoire. Leur échec a été aussi le nôtre.

Mai 68 reste encore un enjeu politique et son interprétation ne relève pas simplement de l'historiographie. La presse s'est faite l'écho du fait qu'Emmanuel Macron aurait des velléités de célébrer le cinquantenaire de mai 68. Il veut en récupérer le sens. Il y a dix ans, Nicolas Sarkozy voulait en finir avec mai 68 et Cohn-Bendit voulait «Forget 681». Pour notre part, nous voulons nous en souvenir comme d'un moment où l'espoir d'une autre vie, d'une autre société, d'un autre monde, a gagné des millions et des millions de gens qui ont pensé qu'ils pouvaient devenir acteurs de leur vie. En ce sens, Mai 68 est toujours vivant car nous sommes porteurs de cet espoir.

Pierre Khalfa

¹ Daniel Cohn-Bendit, Forget 68, Éditions de l'aube, 2008. En francais: « Oublier 68 »...

303 ■ LES utopiques 7 SOLIDAIRES ■ 302

68 un enjeu

L'anniversaire de 1968 revêt un enjeu politique actuel. 68 n'est pas un mouvement de défense mais de conquête. Il ne réagit pas à une menace mais recouvre différentes initiatives populaires en faveur de droits nouveaux et d'une autre société. C'est un mouvement générationnel : après les reconstructions d'après-guerre, le développement industriel et culturel, la question démocratique sous ses différentes dimensions émerge dans différents pays industrialisés: en France, en Allemagne, en Italie, mais aussi en Pologne et Tchécoslovaquie...

En 1968, Pierre Zarka était membre du bureau national de l'Union des étudiants communistes (UEC), dont il sera le secrétaire général de 1971 à 1973, avant d'être celui du Mouvement de la jeunesse communiste de France de 1979 à 1984. Directeur de L'Humanité, de 1994 à 2000, il quitte le PCF en 2009. Aujourd'hui, il est animateur de l'Observatoire des mouvements de la société* (OMOS) et de l'Association des communistes unitaires (ACU).

bien actuel

Affiche de Mai 68



DR.

Des processus politiques et sociaux profonds avaient marqué la décennie: disparition des empires coloniaux, piétinement des Américains au Vietnam, tournant du mouvement des noirs américains... En 66, la France quitte le commandement de l'OTAN, les troupes américaines stationnées depuis 1945 évacuent. La guerre d'Algérie terminée, c'est la relance des mouvements sociaux: cinq ans seulement après l'immense succès populaire de De Gaulle, une grève des mineurs connaît une profonde adhésion.

UN MOUVEMENT QUI VIENT DE LOIN

La société se transforme: prolétarisation à la fois d'anciens ruraux et de «couches moyennes»; des anciens paysans deviennent salariés mais des médecins aussi et la situation d'un grand nombre de cadres les rapproche de celle des autres salarié.es; avec la prolongation de la scolarité, la formation des ouvriers passe du certificat d'études aux CET¹, le nombre d'étudiant.es dans l'enseignement supérieur passe de 250000 en 1962 à 850000 en 1968. Développement de l'urbanisation: les vallées de la Seine, du Rhône deviennent des sites industriels. Processus de féminisation du travail et d'émancipation des femmes: droit d'avoir son compte en banque en 1962, légalisation de la pilule en 67.

^{*}L'OMOS rassemble des chercheurs.ses et des militantes qui «souhaitent travailler à la refondation de la gauche en s'attachant, de manière pluraliste, à explorer les processus à l'œuure dans les représentations et les comportements politiques dans la société contemporaine, à dévoiler ce qui meurt de la culture politique traditionnelle, ce qui demeure vivace, ce aui nointe d'inédit »

¹ Collèges d'enseignement technique.

Toute la société semble tendue vers le mieux, le plus juste et plus démocratique. Contrairement aux années 49-56 marquées par une grande tension Est-Ouest, la venue de Khrouchtchev² en France en 1960 annonce une période de « détente » et lève l'obstacle de la peur de la guerre. L'intérêt pour le socialisme et l'idéal de la révolution se développent avec une diversité d'approches entre les adeptes de l'URSS, de la Chine, des expériences yougoslave ou cubaine. Diversité qui traduit un élargissement du champ de celles et ceux qui portent de l'intérêt à l'égard d'une perspective autre que celle du capitalisme. Au-delà des critiques à l'encontre du soviétisme, l'idée qu'il n'y a pas que le capitalisme qui marche pousse à des référents plus ou moins subversifs.

Les notions d'égalité, de liberté, les processus d'individuation, le rejet de la coercition et des rigidités marquent la génération née après la guerre comme les prochains progrès à accomplir. Autant d'éléments qui convergent vers l'émergence d'idéaux sociaux et démocratiques, débouchant sur un sens de la lutte des classes: dénonciation des phénomènes d'exploitation, d'aliénation (les nuits des ouvriers au théâtre de l'Odéon); émergence de la notion d'autogestion; des intellectuel.les et des cadres manifestent leur volonté de ne pas être du côté des exploiteurs.

Ce mouvement tumultueux, socialement et idéologiquement composite, affirme son autonomie et l'aspiration à un cadre politique renouvelé. Or la vie politique repose encore sur la prééminence des partis et leaders qui apparaissent comme les «sachants » dont dépendent les possibles. La dissociation entre social et politique apparaît comme une évidence. C'est cela que le mouvement bouscule. Mais réciproquement, c'est à cela qu'il va se heurter et là, les problèmes se nouent.

LES CONTRADICTIONS DU PC

Les PC, dans ces mêmes pays, jouent un rôle décisif (plus de 21% en France en 1967, plus de 25% en Italie). Le PCF a été l'opposition la plus marquante au système gaulliste et à la Ve République. En même temps, tous sont porteurs de la certitude de leur mission historique d'avant-garde. Si certains comme en Italie se démarquent du soviétisme depuis les révélations sur le stalinisme³ et que d'autres⁴ nient l'existence même de ce bilan, tous se considèrent comme les seuls garants de la qualité politique du comportement collectif et pour eux, tout tourne autour de la prise du pouvoir d'État: État assimilé aux conquêtes sociales de la Libération et aux services publics.

68, c'est aussi le printemps de Prague et son écrasement en août. Dès février, dans l'Humanité, le PCF porte un regard prudemment approbateur sur les intentions et les mesures de démocratisation. Plus discrète encore, dès juin, est l'annonce (réservée à l'interne du Parti) qu'il s'opposerait à une



Affiche de Mai 68



éventuelle intervention soviétique. Ce qu'il fera publiquement, quelques heures après cette intervention. Mais plus fondamentalement, alors que l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie marque le caractère irréformable du soviétisme, le PCF en reste à un caractère ponctuel de ses désaccords. Il en avait été de même en 67, lors de la condamnation de deux écrivains soviétiques: Siniavski et Daniel.

« Nous n'irons pas au socialisme comme les Soviétiques », avait déclaré Thorez en 1945 au Times. Mais rien n'en avait été dit dans l'Humanité et le PCF ne rend publique cette interview qu'en... 1984. Fin 1967, Waldeck Rochet, secrétaire général du PCF, publie un livre Qu'est-ce qu'être révolutionnaire dans la France de notre temps? Il s'en dégage que le

Affiche de Mai 68

PCF ne veut pas être parti unique mais la prise du pouvoir d'État demeure le but. Il incombe donc aux PC de guider les exploité.es pour obtenir une union de partis jugés progressistes. Vers qui se tourner si ce n'est la social-démocratie? Si l'objectif est celui- là, l'espace dans lequel la politique doit se faire l'est aussi. C'est la suite de 1936. Tout doit y conduire. Ce qui demeure fondamentalement, c'est la prééminence du rôle des partis et la conception délégataire de la démocratie et de la politique.

Or, la réalité de l'initiative populaire qui caractérise 68, n'entre pas dans ce moule. La volonté de faire par soi-même se traduit par des AG qui se substituent à l'autorité des organisations; la rue devient un lieu d'AG permanente, le mélange des genres entre social et politique devient une nouvelle normalité dépassant une conception centenaire de prééminence des partis. À l'université, cela se traduit par un réel affrontement entre deux visions du syndicalisme étudiant (l'UNEF); celle des groupes d'extrême-gauche voulant étendre le rôle du syndicat étudiant à la politique, surtout après ses prises de position contre la guerre en Algérie, et celle de l'Union des étudiants communistes (UEC) notamment qui, pour «faire large», considère que l'UNEF doit se limiter aux revendications.

Au lieu de déceler dans le tumulte les germes d'une force nouvelle, les PC, aussi bien français qu'italien, y voient une gêne, un risque de « dévoiement » terme utilisé à l'époque. L'option communiste peut se résumer ainsi: prise en compte de la dimension revendicative, relégation à plus tard de la question politique. «Ce n'est pas mûr, les socialistes ne sont pas prêts (sic). » «Pour qu'il y ait changement politique, il faut D'ABORD que les socialistes acceptent le principe d'un gouvernement d'union populaire »... Déjà le PCF avait

2 Principal dirigeant de l'URSS, de 1953 à 1964.

3 Congrès du Parti communiste d'URSS en 1956

4 Comme en France, en Allemagne de l'Ouest ou en Chine.

cru malin d'aller chercher Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1965 (Mitterrand n'était pas au PS d'alors et paraissait sans appareil). Et parce que, pour faire l'union il faut être deux, lors des municipales de 1965, il avait déjà cédé sa place à la SFIO⁵ dans plusieurs municipalités (ironie du sort quand on connaît la suite).

En ce qui concerne la question du pouvoir, si le mouvement réclame le départ de De Gaulle, il ne dégage pas en lui les moyens d'une alternative correspondant à des attentes formulées de manière trop imprécise. Les AG qui cherchent à élaborer sont, de fait, essentiellement repliées sur l'exercice de la corporation (université, personnel de la radio-télévision...) et les visions plus larges sont réduites à des affrontements de slogans. Par son comportement, le PCF laisse l'espace à une «troisième voie ». SFIO et CFDT, regroupées lors d'un meeting au stade Charléty à Paris, tentent de capter le mouvement vers une impasse social-démocrate. Le PCF en tire argument pour redire que le moment n'est pas mûr pour espérer autre chose que le succès de revendications. Il faut attendre une réunion du comité central en juin 69 (!) pour qu'il qualifie 68 comme «le premier grand affrontement populaire contre le capitalisme monopoliste d'État», sans que cette appréciation ne porte une once d'autocritique, ni ne change sa stratégie.

Obsédé par la légalité, le premier réflexe du PCF a été de qualifier de provocations les affrontements avec les CRS, et de créditer les étudiant.es de manque de sérieux. Cependant, l'UEC a très vite le feu vert pour participer à tout le mouvement (sauf d'aller sur les barricades). Pour le PCF, c'est être dans le mouvement par délégation sans y être trop engagé. Il reste que pour nous, étudiant.es communistes, ce que nous pensions être « la ligne du Parti » est de participer, même si c'est de manière critique. Cette façon de faire, va continuer: en 1979, alors que le PCF est aux prises avec le PS, la Jeunesse communiste fait (avec son aval) un congrès sur le thème «Vive la Révolution».

EN POLITIQUE AUSSI, LA NATURE

A HORREUR DU VIDE

Si, pour la première fois, l'objet de la politique est la question de la transformation de la société, la formulation dominante des solutions politiques demeure issue des conceptions traditionnelles. De ce fait, 68 est inabouti. Le maintien de la dissociation entre mouvements et construction politique participe de cet inachèvement. De Gaulle s'engouffre dans la brèche en acceptant les négociations sociales avec les syndicats et, côté politique, en provoquant de nouvelles élections. Les deux vont permettre la fin du mouvement au grand dam de celles et ceux qui voulaient continuer. Mais continuer



Image de Mai 68



quoi? Le manque de programmation de la suite des évènements était interprété comme de l'aventure par le PCF. Il reprend le cours antérieur de sa construction politique. Il s'engage vers le Programme commun de la gauche. La SFIO, dont l'échec stratégique sera flagrant lors de la présidentielle de 69, passe la main à Mitterrand et nous héritons des conséquences. La substitution du clivage capital/société par le clivage gauche/droite va permettre toutes les ambiguïtés et progressivement contribuer à effacer les critères de classes de la vie politique.

«Les luttes nouvelles des employés de commerce», rencontre organisée par *Les cahiers de mai*, le 15 mai 1971

L Y A DEUX MANIÈRES DE VOIR LA SUITE

On peut à juste titre retenir la formidable plasticité des forces du capital: le triomphe du camp atlantique dès fin 69; la Trilatérale6 en 1973, les Clubs de l'Horloge⁷ ou de Rome⁸, véritables centres de réflexion stratégique mondiale de la bourgeoisie. Ils conçoivent la crise comme une réponse. La leçon qu'ils tirent de 68 est que lorsque les dominé.es deviennent confiants dans l'avenir, ils deviennent intenables et dangereux. La manœuvre est d'autant plus aisée qu'en face, les principales forces n'ont pas tiré les enseignements de la période. Partis et syndicats restent sur ce qu'ils «savent faire» pour reprendre une expression qui leur est courante. Et plus cela les rend impuissants, plus ils en rabattent quant au changement de société.

Mais on peut aussi penser que cela masque une réalité qui pourrait être prometteuse: pour continuer, le capital ne peut maintenir la société en l'état. Il est contraint (j'use à dessein de ce terme) à investir le dépassement du salariat, la perte d'audience du système représentatif, le désir d'échapper aux rapports de subordination... Il se met sur une corde raide et c'est le pari qu'il fait de l'absence d'une vision de la société alternative à la sienne qui fait sa dynamique. Le seul à avoir osé le mot «Révolution» en 2017 a été...Macron! Les autres, au nom de ce qu'ils et elles pensent être le réalisme, proposent des solutions assimilées à de l'incantation. Derrière l'arrogance, bluffant comme au poker, il y a une vulnérabilité qui le pousse à aller vite. Vite avant que nous nous réveillions.

Pierre Zarka

⁵ Section française de l'internationale ouvrière, qui prend le nom de Parti socialiste en 1969.

⁶ La Commission trilatérale est une organisation privée créée en 1973, regroupant 300 à 400 « personnalités » (hommes d'affaires, hommes politiques, décideurs, intellectuels) d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord, et d'Asie-Pacifique.

⁷ Le Club de l'Horloge s'attachera essentiellement à tisser des liens entre la droite et une partie de l'extrême-droite française.

⁸ Le Club de Rome est un groupe de réflexion international, réunissant des scientifiques, des économistes, des hauts-fonctionnaires et des industriels.

309 ■ LES utopiques 7 SOLIDAIRES ■ 308

QUELQUE CHOSE de 68

Mai-juin 1968 n'a pas été sans incidence sur le syndicalisme, sur les manières d'en faire notamment... et de continuer à en faire! Avec cet article, c'est ce qu'il y a encore de 68 dans notre syndicalisme, en pratiques comme en débats, que nous proposons de retrouver.

Théo Roumier est militant de SUD Éducation et de l'union interprofessionnelle Solidaires Loiret (45).



Affiche de Mai 68

190

1 Jacques Hais, « La grève des cheminots 1986-1987 vue de l'agglomération rouennaise: une expérience d'auto-organisation», et le bilan de la section CFDT de Paris Gare-de-Lyon en janvier 1987, dans Les Utopiques n° 3, septembre 2016; et Clotilde Maillard, « À bas les chefs! Petite histoire de la Coordination contre le statut de maître-directeur », dans Les Utopiques n° 6, novembre 2017.

in octobre, début novembre 1988, presque vingt ans après Mai 68, les chauffeurs de la direction du matériel et des transports de la Poste, les « camions jaunes », sont en grève reconductible. Cette grève est organisée sur le principe des « coordinations » qu'ont expérimenté cheminot.es, institutrices et instituteurs en 1986-1987¹. Dans chaque garage, les grévistes, syndiqué.es ou non, se réunissent en assemblées générales, décident de la reconduction de la grève, de ses modalités et se « coordonnent » pour qu'elle tienne, maîtrisant ainsi de A à Z leur action. Au sein des hôpitaux, une importante mobilisation des personnels, notamment des infirmières, durera plusieurs semaines et sera animée par une coordination nationale très combative.

LES utopiques 7 SOLIDAIRES ■ 310



La une du journal Action n°4; 5 juin 1968

C'EST AUX GRÉVISTES DE DÉCIDER

Cette pratique de la démocratie, de l'autoorganisation, c'est précisément des années 68 qu'elle a émergé. Plusieurs études ont mis en lumière la filiation entre les luttes lycéennes des années 70 et les grèves des années 80, notamment au travers de la pratique des coordinations... tout simplement parce que les lycéen.nes de 68 avaient grandi et travaillaient désormais²!

Mais cette question de la démocratie dans la lutte, c'est aussi, à l'époque, un des clivages hérités de mai. Les gauches syndicales des années 80³ sont comme des poissons dans l'eau au sein des coordinations.

Leurs aîné.es défendaient déjà dans les grèves des années 1970 la primauté au comité de grève et aux décisions en assemblées générales souveraines contre une vision verticale qu'incarnait alors la CGT, parfois de manière très caricaturale. Précisons que la bureaucratie CFDT, dans les années 70, même si elle est plus à l'écoute des « nouvelles formes de lutte » comme on dit, n'est pas toujours très rassurée par ces « AG » dont elle craint le maximalisme, pour ne pas dire le « gauchisme ». À la fin de la décennie 70, cette méfiance se transforme en hostilité avec le « recentrage », nouvelle doctrine cédétiste, où la négociation prime

sur l'action gréviste. La fin des années 1980 et la réactivation du principe d'auto-organisation à une échelle de masse et dans plusieurs secteurs donnent carrément des boutons aux directions syndicales.

Pour en revenir à nos «camions jaunes», c'est justement un excellent exemple de ce clivage hérité de 68. Les militant.es de la CFDT-PTT d'Île-de-France, oppositionnel-les au sein de leur centrale et fidèles aux orientations «lutte de classe» et autogestionnaires de la CFDT de 68, avaient fait le choix de soutenir activement cette grève auto-organisée. Ce ne fut pas du goût de la fédération CFDT-PTT: dans la foulée, elle dissout les syndicats récalcitrants, comme celui de la DMT ou d'autres syndicats parisiens de la poste et des télécoms, et procède aux démandatements de celles et ceux qu'Edmond Maire⁴ qualifie de «moutons noirs». Loin d'être démoralisé.es pour autant, ces syndicalistes allaient créer quelques semaines plus tard le syndicat SUD aux PTT, lui aussi décidé à continuer de porter cet «esprit de Mai»5. Globalement, cet attachement à l'auto-organisation des luttes est aujourd'hui un

Globalement, cet attachement a l'auto-organisation des luttes est aujourd'hui un «acquis». Sur les lieux de travail, il est devenu normal de réunir l'ensemble des salarié.es grévistes pour voter la grève et l'organiser ou tout simplement pour demander l'avis aux salarié.es sur des choses qui les concernent directement. C'est un modèle qu'il faut toutefois continuer de promouvoir car on ne peut que constater un recul. Les coordinations de grévistes sur un secteur particulier, avec des délégué.es mandaté.es et contrôlé.es en AG, se font de plus en plus rares.

Par ailleurs, qu'il s'agisse de coordination ou de comité de grève, ce ne sont là que des outils possibles pour mettre en œuvre ce qui est essentiel, la démocratie ouvrière. Il faut se garder de toute fétichisation: selon les réalités syndicales locales, selon le secteur professionnel et selon les moments, cela peut prendre des formes différentes, mais ce qui est vital est que chacune, chacun puisse s'exprimer et décider, à travers des assemblées générales organisées pour cela. Et peu d'assemblées générales interprofessionnelles de grévistes auront été réunies en 2010 comme en 2016-2017. Ces derniers temps, lorsque des «AG de lutte» sont convoquées, elles ne sont que rarement représentatives bien malheureusement. Que ce qu'on appelle «AG», en amalgamant la frange la plus motivée d'une mobilisation, puisse avoir une certaine utilité dans les mouvements sociaux, pourquoi pas... Après tout, qui peut se targuer d'avoir aujourd'hui la meilleure «recette» pour entraîner l'action collective? Reste qu'il ne faut jamais perdre de vue ni l'exigence démocratique (notamment en ce qui concerne le mandatement), ni la vocation majoritaire que doit rechercher tout mouvement social. C'est vrai sur le plus petit lieu de travail, où il faut chercher à associer le maximum de salarié.es (et c'est le plus souvent le cas)... mais c'est aussi vrai sur un secteur professionnel entier, et plus encore lors des mouvements interprofessionnels, si l'on veut construire un rapport de force solide et offensif.

POUR EN FINIR AVEC CETTE SOCIÉTÉ-LÀ

La décennie 68 c'est aussi, comme l'a analysé l'historien Xavier Vigna⁶, l'élargissement du répertoire d'action ouvrière. À la grève, acte fondamental du mouvement ouvrier, à l'occupation du lieu de travail qu'on a vu à l'œuvre massivement en 1936, s'ajoutent des pratiques plus « enlevées » dirons-nous, comme la séquestration. Il arrive parfois qu'un petit chef soit à cette occasion chahuté, voire molesté. Les années

² Didier Leschi, «Les coordinations, filles des années 68», dans Clio n° 3, 1996; et Robi Morder, «Les lycéens des années 68», dans Les Utopiques n° 6, novembre 2017.

³ Michel Desmars, «Quand la gauche syndicale se dotait d'outils pour avancer... », dans Les Utopiques n° 4, février 2017.

⁴ Edmond Maire (1931-2017) a été le secrétaire général de la CFDT de 1971 à 1988.

⁵ Annick Coupé, Anne Marchand (coord.), Syndicalement incorrect: SUD-PTT, une aventure collective, Éditions Syllepse, 1998.

⁶ Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière, essai d'histoire politique des usines, Presses universitaires de Rennes, 2007.

68 ont clairement eu un rapport à la légalité considérablement transformé. La violence des conflits est forte, d'autant plus qu'ils sont, souvent, durs et longs. L'un des plus emblématiques est par exemple celui du Joint français en 1972.

Autre effet de ce rapport à la légalité bouleversé, les années 68 voient se développer des grèves « productives » dont la plus connue est celle des « hors-la-loi de Palente » de l'usine Lip⁸ en 1973. Toujours présent, ce rapport légalité/légitimité s'est incarné à de nombreuses reprises: pensons par exemple au démontage du McDo de Millau en 1999 par les militant.es de la Confédération paysanne et du Syndicat des producteurs de lait de brebis. Il y a aussi eu le long combat des Fralib pour reprendre leur entreprise, devenue la coopérative Scop-Ti⁹, qui résonne forcément avec le « on fabrique, on vend, on se paie » des Lip.

Quant à la violence, elle n'a pas déserté les luttes syndicales, même si elle s'accompagne désormais du désespoir lié à la désindustrialisation et aux délocalisations : de

 $7\ \mbox{\ensuremath{\mbox{\tiny c}}}$ Remettre en mouvement les images de 68 », entretien avec Christophe Cordier dans ce numéro.

8 Charles Piaget, «Mai 68 à Lip», dans ce numéro.

9 Qu'on peut soutenir en se mettant en contact avec l'association Fraliberthé (site: fraliberthe.fr).

10 Christian Larose, Cellatex, quand l'acide a coulé, Éditions Syllepse, 2001.

11 Luc Boltanski, Ève Chiapello, Le nouvel esprit du capitalisme, Éditions Gallimard, 1999.

12 «Contester dans l'armée. Comités de soldats, antimilitarisme et syndicalisme dans les années 70 », dans Les Utopiques n° 5, juin 2017.

13 Monique Piton, C'est possible! Une femme au cœur de la lutte de Lip (1973-1974), L'échappée, 2015.

14 Fabienne Lauret, L'envers de Flins, une féministe révolutionnaire à l'atelier, Syllepse, 2018 et l'entretien publié dans ce numéro.

15 Gaëlle Differ, «Vingt ans d'intersyndicales Femmes», dans Les Utopiques n° 4, février 2017, ainsi que le livre collectif, Toutes à y gagner, vingt ans de féminisme intersyndical, Syllepse, 2017.

16 Cette intervention a été filmée et figure dans le film du Collectif Ciné-Rouge, La grève au Joint français, produit en 1972 par la Ligue communiste et récemment mis en ligne par l'association RaDAR.

17 Pierre Khalfa, « Retour sur Mai 68 », dans ce numéro.

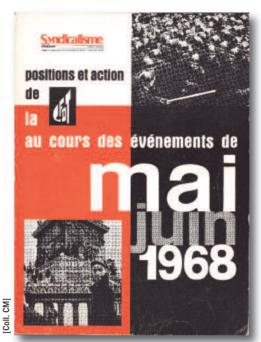
18 La formule est de l'historien Xavier Vigna.

19 André Narritsens, «La CGT et le programme commun (1961-1978)», dans Les Cahiers d'histoire sociale n° 101, mars 2007.

Cellatex¹⁰ à GM&S, c'est l'outil de travail luimême qui est séquestré, de plus en plus «le dos au mur », quitte à le menacer de destruction pure et simple.

L'insolence et la critique radicale de la hié-

rarchie et des chefaillon.nes sont peut-être aussi moins fortes aujourd'hui sur les lieux de travail comme dans les repères revendicatifs. Sans doute que les nouvelles organisations du travail, inspirées pour partie du « nouvel esprit du capitalisme » 11, ont construit une aliénation renouvelée, renversant les désirs d'autonomie au service d'une auto-exploitation plus forte des salarié.es. Mais les années 68 n'ont pas vu qu'un élargissement du répertoire d'action: il y a aussi eu élargissement du périmètre de l'action syndicale, qui s'est largement étendu «hors les murs» de l'entreprise. La lutte contre le racisme, l'antimilitarisme (dans le combat pour le Larzac ou auprès des comités de soldats¹²), la contestation du tout-nucléaire à Plogoff ou à Creys-Malville... nombreuses sont les équipes syndicales (particulièrement CFDT) à prendre leur part dans ces combats. Le féminisme aussi, qui percute alors les organisations et les appareils syndicaux. Ce dont attestent, par exemple, les témoignages de Monique Piton, ouvrière à Lip¹³, ou de Fabienne Lauret, ouvrière à Flins¹⁴, toutes deux militantes CFDT. Les temps de nonmixité, les quotas de femmes dans les instances syndicales décisionnelles, sont des déclinaisons concrètes dans nos pratiques, héritées du féminisme des années 70. Même s'il reste encore beaucoup à accomplir, on peut être certain de la permanence de ce combat, porté entre autres par les intersyndicales Femmes continuant de se tenir chaque année depuis plus de vingt ans¹⁵. Cette propension à la transformation sociale, liée historiquement en France à la constitution du syndicalisme, a été considérablement enrichie par 68 et les luttes des années 70.



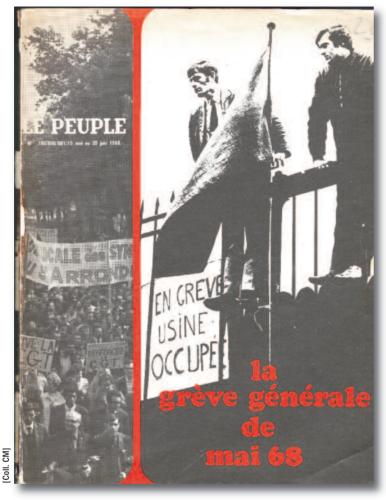
LE POUVOIR, C'EST NOUS

«Il n'y a pas de valeur de civilisation dans ce régime capitaliste! Il n'y a que le mouvement ouvrier qui est porteur, pour l'avenir des valeurs d'une société juste. Où les hommes pourront enfin être – peut-être – plus frères qu'ils ne peuvent l'être dans cette société capitaliste, qui ne peut que les dresser les uns contre les autres.» Celui qui parle ainsi, c'est Jean Le Faucheur, secrétaire de l'union départementale CFDT des Côtes d'Armor en 1972, à l'occasion de la grève du Joint français¹⁶. Et ces propos disent bien l'état d'esprit qui était celui d'une grande partie de celles et ceux qui faisaient le mouvement ouvrier: oui, elles et ils allaient prendre le pouvoir, c'était inéluctable. 68 était une «répétition générale», qui appelait une confrontation majeure à venir, non seulement avec le pouvoir gaulliste, mais aussi avec le système capitaliste en tant que tel. C'est le célèbre communiqué confédéral de la CFDT du 16 mai 1968 qui n'en appelle pas à moins que cela: «À la monarchie industrielle et administrative, il faut désormais substituer des structures démocratiques à base d'autogestion.»

Syndicalisme hebdo revient sur les « positions et action de la CFDT au cours des évènements », dans un numéro spécial paru en 1969

Mais comment le changer, le pouvoir? En mai, le mot d'ordre de «gouvernement populaire » est popularisé sans qu'il ne soit accompagné d'un scénario stratégique appuyé sur la grève générale¹⁷. Un des écueils des luttes sociales de la décennie qui suit est que leur « débouché politique » sera préempté d'abord par le programme commun d'Union de la Gauche signé en 1972 avant d'être rompu en 1977, puis par les législatives de mars 1978, où la gauche échouera de peu à conquérir une majorité parlementaire, et enfin par les présidentielles de 1981, qui verront s'installer un pouvoir « de gauche », incarné par François Mitterrand et un gouvernement PS-PC... avec le succès qu'on sait. Cette focalisation sur le calendrier électoral n'est pas sans conséquences. Elle conduit à une « étatisation des luttes ouvrières »18, particulièrement portée alors par le couple CGT-PCF19, qui voit la tendance à l'autonomie être sévèrement battue en brèche. La CFDT passe, quant à elle, de « l'autonomie engagée », premier accroc à la perspective autogestionnaire puisqu'elle lui faisait soutenir de fait la stratégie du Parti socialiste, à un « recentrage » qui la fait tout simplement abandonner la lutte de classe. Echouée sur les récifs du parlementarisme et de l'institutionnalisation, l'action pour une transformation sociale autonome n'en a pas moins continué d'être débattue dans le champ syndical et reste un questionnement stratégique bien actuel.

de vouloir la retrouver, cette grève générale,



Le Peuple, journal de la CGT, publie en juin un numéro consacré à « la grève générale de mai 68 ».

Il y a d'abord eu les deux appels pour l'autonomie du mouvement social, en 1998 et 1999, qui répondaient aux tentatives de ralliements à leurs listes électorales de militant.es associatifs ou syndicalistes à l'occasion des élections européennes, et ce tant de la part du PCF que du tandem LO/LCR. Il s'agit alors de dénoncer la «conception d'un rapport hiérarchisé et instrumentalisé du mouvement social vis-à-vis du mode de représentation politique institutionnel »20. Un débat qui rejaillit fortement aujourd'hui autour de l'hégémonie politique que veut incarner le mouvement France insoumise. La remise en cause de la Charte d'Amiens de 1906,

texte fondateur du syndicalisme hexagonal, et notamment du principe d'indépendance à l'égard des organisations politiques qu'elle affirme, tout comme la concurrence médiatiquement mise en scène avec les organisations syndicales lors du mouvement de 2016-2017 contre la loi travail, n'augurent pas d'un grand respect de l'autonomie du mouvement social. L'autonomie affirmée par la Charte d'Amiens a un sens profond: le syndicalisme est politique et la politique ne se limite pas à la préparation des élections, ni à la gestion des institutions qui régissent la société capitaliste. «Tout est politique », disait-on en 68!

10 MILLIONS DE GRÉVISTES!

Poser la question du pouvoir, c'est aussi interroger les moyens que nous avons à notre portée pour en faire advenir un autre, le nôtre. La grève générale est sans doute celui auquel pensera immédiatement un.e syndicaliste de lutte. Et là encore, difficile de ne pas retomber sur 68. Non seulement. avec ses 10 millions de grévistes, ses entreprises occupées, la grève est sans doute la plus forte et élargie qu'on n'ait jamais connu, réactualisant le « grève-généralisme » popularisé par les syndicalistes révolutionnaires du début du XXe siècle. Mais elle est aussi allée beaucoup plus loin dans la remise en cause de l'ordre établi. C'est le cas à Nantes où un Comité central de grève est créé le 24 mai 1968, qui siège à la mairie pour administrer la ville face à la carence des pouvoirs publics, organisant notamment le ravitaillement des quartiers populaires, créant une situation de double-pouvoir assumée.

Il est évident que la grève générale de 1968 reste une source d'inspiration: on ne cesse



depuis novembre-décembre 1995 et le retour sur le devant de la scène des grands mouvements sociaux interprofessionnels. On scande en manifestation que la grève générale, «c'est bon pour le moral», que «ça fait mal au Capital». C'est bien vrai mais pourtant c'est bel et bien cette généralisation de l'action gréviste qui ne cesse de nous faire défaut. Nous reproduisons depuis plusieurs années une sorte de modèle-type de la grève, par procuration, où tout le monde attend d'un secteur professionnel en particulier qu'il en soit la «locomotive»: le rail en 1995, l'éducation en 2003, les raffineries en 2010... Un modèle qui est finalement bien peu « général »! Sans compter que si chacun.e attend l'autre, le risque, que nous vérifions un peu trop souvent, est d'attendre longtemps sans engager franchement le rapport de force. Certes, avec la fin des Trente Glorieuses (qui ne l'étaient pas pour tout le monde), la modification de la structure même du travail, où l'atomisation et la précarité se développent de manière effrayante, rend de plus en plus difficile tant le travail de syndicalisation que celui de mobilisation, dans un sens de généralisation. Être capable de remettre en cause nos stratégies syndicales, pour qu'elles produisent plus d'action collective, pour plus de salarié.es, est un des défis que nous avons à relever dans les mois et les années à venir. Nous ne partons pas de zéro, loin de là. Les résistances, les luttes sociales et syndicales continuent d'exister. Et il n'est d'ailleurs pas inutile à ce propos de se rappeler qu'en mars 1968 Le Monde titrait: «La France s'ennuie.»

■ Théo Roumier²¹

20 Voir « Autonomie du mouvement social : reprendre le débat », billet publié en août 2017 sur le blog Mediapart « À celles et ceux qui luttent et qui résistent ».

²¹ Avec la relecture attentive et participative d'Annick Coupé et Christian Mahieux.





C'est dingue. On était bien tranquilles à vaquer à nos occupations, à concocter des libelles, petits et gros, pour explorer les mémoires, redéfinir les contours d'une utopie concrète, interroger le quotidien, moissonner la «gerbe des possibles» et aller au-delà du possible, transgresser la frontière de la «fin de l'histoire» que certains ont cru pouvoir tracer sur les ruines des révolutions trahies et des utopies défaites... Bref la routine...

Et paf, le spectre remet le couvert. Peut pas se contenter de hanter les esprits, il faut en plus qu'il nous fasse encore un coup un p'tit coucou pour se rappeler à not' bon souvenir. Mais qui c'est donksé? «M'enfin, ne m'dites pas que vous savez pas de koikoncausel», Vous savez bien, dit Zazie

métro-boulot-dodo, cé des «zévénements», d'la grève générale, du rouge qui fait peur aux bêtes à cornes, du noir de la chienlit. MAI-SOI-SSANTE-HUIT!, que j'vous dit. Vous z'imaginez? Le réalisme, c'était de demander l'impossible... Les autres, en haut, ils ont de la constance, ils essaient et essaient encore. Mais

c'est pas facile, pensez, de tordre le cou à un spectre

ou même de l'exorciser. C'est selon. Même si nous on a tendance à l'oublier par excès de pessimisme, le spectre il leur fiche encore la frousse.

Quant à nous, à défaut de grand soir, il est temps de penser les petits matins. C'est parti, les pavés de papier vont découvrir les plages où la dialectique pourrait bien un jour, malgré tout, casser les briques.

Alors voilà le programme, non pas le programme, juste celui des éditions Syllepse pour le cinquantenaire de Mai 68. C'est déjà pas mal. Faites en bon usage !

Des livres pour explorer ce mystérieux slogan que l'on pouvait lire sur les murs de la sorbonne : «Assez d'actes, des mots!»

Fidèles lecteurs et lectrices, rendez-vous pour le centenaire. En attendant, n'oubliez pas: la barricade ferme la rue mais ouvre la voie l



1968... aux frontières de la rupture Adolfo Gilly

Entre 1968 et 1969, un long cycle de rébellions contre l'ordre mondial du capital semble être arrivé à maturité ; cycle lui-même né au sein de l'onde longue d'expansion économique qui débuta au cours de la Seconde Guerre mondiale. Il semble que ce fut un moment qui a été proche d'une rupture, mais une rupture qui n'a pas eu lieu. En revanche, ce qui se produisit, dans un premier temps avec diverses concessions à l'état rebelle des sociétés et des nations, puis à partir de 1975 avec la restructuration globale du capitalisme et du marché mondial, ce fut un rétablissement de l'ordre...

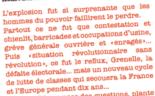
Un document à télécharger

"Fais attention à tes oreilles, elles ont des murs"

des livres pour aller plus loin que l'impossible www.syllepse.net

Mai 68. l'irruption...

Henri Lefebyre



Henri Lefebvre pose des questions, plante des repères, dégage des pistes de réflexion, passe au crible de la critique l'événement, la contestation qui ébranle l'État, le marxisme qu'il faut (dés)altérer, Herbert Marcuse et sa société close, la spontanéité, le romantisme révolutionnaire, les stratégies débordées et inadaptées, la gauche paralysée, la dualité des pouvoirs qui demeure bloquée, l'absence de projet de société.

Et pourtant, demeurent la contestation et l'autogestion à la fois brèche et processus possible!

Paru pour la première fois en juin 1968, ce livre nourrit toujours les interrogations sur les possibles de l'histoire, sur les possibles d'un passé encore proche et d'un avenir à construire

1998 / 200 p. / ISBN: 2-907993-76-3 / 16 € pour en savoir plus, cliquer sur le logo Syllaps



MAI 68

L'IRRUPTION...

L'Envers de Flins

Une féministe révolutionnaire à l'atelier

Fabienne Lauret

Le 3 mai 1972, Fabienne Lauret est embauchée à l'atelier de couture des usines Renault à Flins dans les Yvelines. Issue de la génération de Mai 68, elle est une établie, le nom que l'on donne à ces jeunes qui entraient à l'usine pour changer le monde. Elle y restera plus trentesept années...

janvier 2018 / 302 p. / ISBN: 978-2-84950-645-5 / 15€ pour en savoir plus, cliquer sur le logo Syllapa-





"Le pouvoir avait les universités, les étudiants les ont prises. Le pouvoir avait les usines, les travailleurs les ont prises. Le pouvoir avait 1'O.R.T.F., les journalistes lui ont pris. Le pouvoir a le pouvoir, prenez-le lui!" Sc. Po., hall d'entrée

Étudiantes en révolution?

Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon, Robi Morder

Le printemps 68 en France fait couler beaucoup d'encre mais finalement très peu sur les étudiants. Ce sont toujours les mêmes clichés, les mêmes pavés qui reviennent, réduisant le Mai étudiant à une crise d'adolescence, monôme aux couleurs des drapeaux rouge ou noir.

Pourtant, derrière les barricades du Quartier Latin, multiples furent les facettes de cette insurrection. UNEF, Mouvement du 22 mars à Nanterre, Mouvement du 25 avril à Toulouse, Mouvement d'action universitaire à la Sorbonne, comités

En mai et juin 1968 l'étincelle étudiante qui a mis le feu à toute la société, ébranle l'Université. Dans les commissions des facultés occupées, on refonde l'enseignement, on propose des réformes au cours de cette «révolution de mai» où l'on veut changer le quotidien en même temps que la société entière. Le ghetto étudiant s'ouvre et dans bien des endroits la jonction se fait avec la population, avec les travailleurs car une aspiration

2018 / 144 p. / ISBN 978-2-84950-669-1 / 10 €

pour en saveir plus, cliquer sur le logo Syllepes





Chicago: le moment 68

Territoires de la contestation étudiante et répression politique

Caroline Rolland-Diamond

Empreinte d'un idéal de la justice et de la démocratie, la tornade contestatrice qui déferla sur Chicago défia l'ordre établi. En incluant dans leurs revendications la lutte contre la discrimination raciale et l'autogestion des communautés, les étudiants ont bousculé l'équilibre politique en vigueur dans la ville. C'est ce volet local de leurs revendications et l'alliance potentielle entre les groupes ethno-raciaux qui ont été considérés comme particulièrement dangereux par les autorités universitaires et municipales.

2011 / 376 p. / 180 x 210 / 978-2-84980-299-0 / 28,50 €

pour en savoir plus, cliquer sur le logo Sylleps=

Camarade, le vieux monde est derrière toi,

cours vers la prochaine librairie

et clique sur

www.syllepse.net







LES utopiques 7 SOLIDAIRES **318 319** ■ LES utopiques **7** SOLIDAIRES

"Ne me libère pas, je m'en charge" Bâtiment H, Nanterre



Les années 68 Un monde en mouvement

Geneviève Dreyfus-Armand et Irène Paillard (coord.)

Le printemps 1968 s'inscrit dans ces décennies où le vieux monde fut contesté et changé en profondeur. Loin des commémorations consensuelles, des sources jusqu'alors inexploitées permettent aujourd'hui de porter de nouveaux regards sur ces «années 68».

Rassemblés par une institution de renommée internationale, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine et son musée, une vingtaine de chercheurs de plusieurs générations et disciplines apportent ici des éclairages originaux, enrichis par plus de 200 illustrations souvent inédites (dont 32 pages en couleur). Avec Les Années 68, un monde en mouvement, le lecteur parcourt les continents, de Chicago à Rome, traverse les événements dans leur ampleur sociale avec bien sûr les étudiants mais aussi les ouvriers, les paysans, les artistes. Il rencontre la diversité des engagements et découvre les nouvelles formes de militantismes qui émergent alors, des féminismes aux antimilitarismes, des régionalismes à l'antipsychiatrie.

C'est bien un monde en mouvement qui revit dans ces pages à travers une riche iconographie, mettant en relief l'inventivité des collectifs d'artistes soucieux de bouleverser les frontières entre art et politique.

2008 / 448 p. / ISBN: 978-2-84950-187-0 / 22,50 €

pour en savoir plus, cliquer sur le logo Sylleps



www.syllepse.net

LA POLICE VOUS PARTE

a 20

Mai 68, ce n'était qu'un début...

Les Utopiques, n° 7 Annick Coupé, Christian Mahieux, Théo Roumier (coord.)

En finira-t-on jamais avec le spectre de Mai 68? C'est que l'événement n'a pas été banal et que, des deux côtés de la barricade, il hante encore les consciences, celles de ses acteurs bien sûr, mais aussi celles des générations ultérieures.

Ce septième numéro des Utopiques, la revue de l'Union syndicale Solidaires, est l'occasion de revenir, pour son cinquantenaire, sur Mai 68. Ce sont dix syndicalistes, jeunes salarié-es à l'époque, qui reviennent dans ce numéro sur «leur 68»: aux chèques postaux, dans la métallurgie, à la SNCF, chez Renault, chez Lip, au Joint français à Saint-Brieuc, à Paris, à Caen, à Tours, à Besançon. «Sous les pavés, la grève» de Jacques Kergoat vient

rappeler que Mai 68 a été avant tout une grève ouvrière exceptionnelle. Écho d'une préoccupation bien actuelle, nous essayons de voir

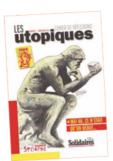
pourquoi et comment la grève de 24 heures du 13 mai devint une grève générale? Maryse Dumas, pour la CGT, et un collectif de militant-es de Solidaires interrogeront la place qu'a occupé et qu'occupe encore Mai 68 dans le syndicalisme.

Ce numéro donnera également toute leur place aux différentes facettes de 68 : féminisme, jeunesse scolarisée, paysans travailleurs, mouvement LGBT, slogans et affiches, cinéma militant. 68, c'est aussi une affaire

mondiale: des contributions venues d'Allemagne, d'Italie, de Tchécoslovaquie, d'Uruguay, du Mexique, du Japon et de l'État espagnol nous en donnent un aperçu.

avril 2018 / 256 p./ ISBN 978-2-84950-661-5 / 10 €

pour en savoir plus, cliquer sur le logo SylleDes



"Vive la cité unie-vers cithère" Cité U. Nanterre



33 jours qui ébranlèrent la Sorbonne

Jean-Philippe Legois

La Sorbonne, c'est à la fois l'alma mater, le cœur vibrant de l'ancien régime universitaire et un des nombreux centres des «événements de 1968».

Occupée pendant 33 jours par les étudiant-es, les enseignant-es et les les non-enseignant-es, la Sorbonne est au cœur de la contestation du système universitaire et de la société tout entière. La vieille Sorbonne n'y survivra d'ailleurs pas.

Les 33 jours d'occupation ne viennent pas de nulle part. Au-delà des clichés véhiculés de commémorations en commémorations, la Sorbonne, alors principalement faculté des lettres et sciences humaines de Paris, est une des failles tectoniques d'un système d'enseignement supérieur en crise.

C'est à la Sorbonne que le syndicalisme étudiant tente des expériences de démocratie directe, revendique le «pouvoir étudiant», c'est là que trouvent refuge les dissidences de gauche et que les groupes de la gauche révolutionnaire tiennent le haut du pavé.

C'est vers la Sorbonne occupée par la police le 3 mai que convergent les manifestations. Après la nuit des barricades du 10 mai et alors que la grève générale s'étend à partir du 13 mai, la Sorbonne, libérée le 13, devient un point de ralliement et un symbole.

Durant 33 jours et 33 nuits d'occupation, étudiantes et enseignant-es, inventent une autre université, en commissions, en assemblées. Tout ce qui était en gestation dans la phase précédente fait irruption. Elle est ouverte à l'extérieur, lycéen-nes, travailleureuses et la population dans sa diversité viennent faire connaissance avec ce monde étudiant, discuter politique, refaire le monde.

La Sorbonne s'organise, assure sa protection avec un service d'ordre, nourrit ses occupants, soigne ses blessés. La Sorbonne est un territoire libéré qui s'auto-

Le 16 juin, les étudiant-es quittent la Sorbonne. Mais rien ne sera plus comme avant. Au terme des trois années d'une «révolution universitaire post-1968», la vieille Sorbonne se meurt, de nouvelles universités prennent la place.

Une invitation au voyage dans l'espace sorbonnard en plein cour des événements !

avril 2018 / 192 pages / ISBN: 978-2-84950-668-4 / 15 € pour en savoir plus, cliquer sur le logo Syllepse



"L'age d'or était l'age où l'or ne régnait pas. Le veau d'or est toujours de boue" Théâtre de l'Odéon

La France des années 68

Antoine Artous, Didier Epsztajn, Patrick Silberstein (coord.)

La droite, toujours prompte à rappeler son souvenir, s'acharne contre ce passé. Elle en dénonce toujours les traces dans la société française. L'aveu est de taille et, paradoxalement, indique bien l'ampleur et l'intensité de l'événement qui ne peut se circonscrire au seul mois de mai 1968, ni à la France du général de Gaulle. Cet ouvrage en témoigne: la déferiante fut plus large, touchant plusieurs continents, plus longue, se prolongeant jusqu'à la fin des années 1970.

Les 90 entrées de cette «encyclopédie de la contestation» racontent cette fracassante époque et analysent ce soulèvement planétaire.

2008 / 904 p. / ISBN: 978-2-84950-156-6 / 30,50 \odot

pour en savoir plus, cliquer sur le logo











Mai 68

ContreTemps Sous les cendres, des braises rougeoyantes n° 37 / 2018 / 192 p./ ISBN: 978-2-84950-681-3 / 13 € pour en savoir plus, cliquer sur le logo

ronger la Sorbonne.

"La vieille taupe de l'histoire semble bel et bien Télégramme de Marx, 13 mai 1968."

Quand les lycéens prenaient la parole

Didier Leschi et Robi Morder (coord.)

Le 10 mai 1968, les lycéens créent la surprise en rejoignant par milliers les étudiants dans la nuit des barricades». On découvre alors les Comités d'action lycéens (CAL).

Value des parricades». On decouvre alors les commes à acque pour comme de nuit, ces jeunes qui n'ont Dans les manifestations, dans les 300 lycées occupés, de jour comme de nuit, ces jeunes qui n'ont pas encore le droit de vote s'organisent en assemblées, commissions, comités, rédigent des cahiers de revendications, élaborent des projets de réforme tout en participant à la révolution de Mai. L'un d'entre eux, Gilles Tautin, y perdra la vie.

Au cours de ces «années 68», le mouvement lycéen passe de la dépendance à l'autonomie et, toujours plus nombreux dans la rue et dans la grève. Il symbolise le *péril jeune* qui effrayait En 1973, la jeunesse lycéenne fédérera des centaines de milliers d'étudiants, de collégiens,

d'élèves du technique contre la réforme des sursis militaires. On les retrouvera nombreux dans

Mais après le premier choc pétrolier vient la crise, le chômage. La contestation de l'ordre établi paraît moins virulente, les revendications anti-autoritaires laissent place à des préoccupations plus syndicales. Les réformes scolaires, celles des ministres Fontanet en 1974, Haby en 1975 et 1976, sont au cœur des luttes, et de plus en plus la question de l'emploi. Aux mouvements printaniers ont succédé les mobilisations d'automne.

avril 2018 / 192 p. / ISBN: 978-2-84950-666-7 / 15 €

pour en savoir plus, cliquer sur le logo Syllene.

BULLETIN ABONNEMENT



→	2 ANS NUMÉROS	= 30€	
\rightarrow	1 AN NUMÉROS	= 15€	

NOM /		PRÉNOM /
ORGANISATION / (facultatif)	
ADRESSE /		
CP/	VILLE /	
TÉL /		
COURRIEL /		

Nombre d'abonnements : x 30 € soit la somme de : €
Nombre d'abonnements : x 15 € soit la somme de : €

Règlement par chèque à l'ordre de Union syndicale Solidaires Les utopiques - 31, rue de la Grange-aux-Belles - 75010 PARIS



